

سكس من الفضل

Sans Visa : Yémen, café contre kat

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15045 - 7 F

SAMEDI 12 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Convulsions cambodgiennes

Le Cambodge est-il à nouveau menacé d'effacement? Mises à l'écart, les néo-communistes du régime de Phnom-Penh ont annoncé, jeudi 10 juin, l'entrée en «dissidence» de six provinces à l'est du Mékong. Gestionnaires de vaincus pour renforcer leur domination dans d'ultimes négociations ou début d'un nouveau engrenage d'affrontements? Il est encore trop tôt pour le dire dans un pays aussi imprévisible, où la violence reste à fleur de peau.

Toujours est-il que la tentative du prince Sihanouk, si elle est réussie, des élections de mai officiellement prévues, d'organiser un «gouvernement national du Cambodge» plaçant sur un pied d'égalité les vainqueurs - le FUNCINPEC sihanoukiste de son fils, Ranariddh - et les perdus - le Parti du peuple (PPC) qui contrôle le régime de Phnom-Penh - semble avoir tourné court. Mal vu de l'Assemblée provisoire des Nations unies et de Washington, boudé par le prince Ranariddh lui-même, ce gouvernement bipartite, s'il était rempli de bonnes intentions, paraissait injuste au plan FUNCIPEC et PPC. Néanmoins Sihanouk, avec tous ses défauts, n'en demeure pas moins la seule personnalité cambodgienne de stature nationale et internationale.

Le prince Sihanouk ayant renoncé - temporairement - à son projet pour éliminer désormais le PPC et le FUNCINPEC, chacun de son côté, tout ce qui pourrait arriver de sanglant et de tragique à cette infatigable patrie, le PPC a repris ses titres. Dans un régime de capture communiste monolithique, comme c'est le cas de celui de Phnom-Penh, on imagine mal une rébellion de cette ampleur sans feu vert du pouvoir central. C'est ce qu'a laissé entendre Hun Sen, chef du gouvernement de Phnom-Penh jeudi en déclarant devant la presse : «Vous devez me donner une carte à jouer, vous ne m'en avez laissée aucune. Cette situation est très sérieuse».

Si les antagonismes entre le FUNCINPEC et le PPC persistent, les Khmers rouges, marginalisés par le succès d'élections qu'ils avaient condamnées, pourraient alors refaire surface. Que le régime de Phnom-Penh ne vienne pas à tenir ses troupes ou qu'il les utilise pour garder une partie du pouvoir ne change guère l'ampleur du jeu. Il s'agit simplement d'éviter une nouvelle guerre civile généralisée.

Les Nations unies pourraient déjà avoir favorisé la venue au PPC de cette «carte» qu'il réclame : lors d'une réunion de son groupe militaire mbta, le principe de la création d'une armée commune regroupant les soldats des factions royalistes, libérales-bouddhistes et néo-communistes a été décidé. Signe que le dialogue se poursuit. Les Nations unies, étendant leurs pouvoirs, pourraient également prendre en charge la paie des soldats, et même des fonctionnaires, contribuant ainsi à calmer beaucoup d'esprits.

L'autorité de l'ONU est indispensable au Cambodge, les vainqueurs sortis des urnes - et donc du cœur et de la raison des Khmers - étant justement ceux qui ne contrôlent pas les myriades d'hommes en armes qui tiennent le pays en otage. Sinon les civils désarmés ne pourront tenir longtemps face aux armées du PPC et des Khmers rouges. La communauté internationale doit faire en sorte que le choix des Cambodgiens soit respecté - et le remède personnel de M. Sihanouk conforté - même si le régime peut exiger de faire une place à ceux qui contrôlent en fait l'essentiel du pays.

M0147 - 06120 - 7.00 F



Alors qu'ils tiraient sur un convoi humanitaire musulman

Trois miliciens croates tués par des «casques bleus»

Trois miliciens croates ont été tués, vendredi 11 juin, par des «casques bleus» britanniques en Bosnie centrale, alors qu'ils tiraient sur un convoi humanitaire musulman. Les camions avaient déjà été attaqués, la veille au soir, dans la même région. Huit conducteurs auraient été tués au cours de l'incident. A Athènes, lors de la réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, les Etats-Unis ont annoncé l'envoi de trois cents militaires en Macédoine pour éviter une extension du conflit. L'Alliance assumera la protection aérienne des «casques bleus» en Bosnie.

Des militaires américains en Macédoine

ATHÈNES
de notre envoyée spéciale

Le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a tenté, jeudi 10 juin, à Athènes, de rectifier l'image d'inconsistance que les Etats-Unis donnent d'eux depuis quelques semaines à propos de la Bosnie. Lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères de l'OTAN, il a confirmé la disposition de Washington à assurer, avec les Alliés, la protection aérienne des «casques bleus» de la FORPRONU déployés en Bosnie.

M. Christopher a confirmé aussi l'envoi en Macédoine de trois cents hommes qui seront donc les premiers soldats américains à poser le pied dans l'ex-Yugoslavie. Cette décision - immédiatement saluée comme «bienvenue» à Skopje - est

considérée donner un «signal fort» aux fauteurs de guerre serbes, les trois cents soldats devant symboliser l'engagement de la première puissance militaire mondiale à ne pas laisser le conflit s'étendre à la République macédonienne. Elle n'aura pas d'effets pratiques puisque l'arrivée des GI en Macédoine doit permettre à trois cents Suédois qui y sont déjà de rejoindre la FORPRONU en Bosnie, où les Américains ne veulent pas aller. De sorte qu'on peut se demander si le symbole qui sera perçu sera celui de l'engagement américain dans l'ex-Yugoslavie ou celui de la paranoïe et des limites de cet engagement.

CLAIRE TRÉAN
Lire la suite ainsi que l'article d'AFANÉ BASSIR POUR et ses informations page 3

Un entretien avec le ministre du travail

Les cotisations de chômage seront augmentées

Les partenaires sociaux, qui n'ont pas réussi à se mettre d'accord entre eux mercredi 9 juin, devaient rencontrer le ministre du travail, Michel Giraud, vendredi 11, pour tenter de trouver une solution à la crise financière de l'UNEDIC (Union nationale interprofessionnelle pour l'emploi dans le commerce et l'industrie). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, le ministre du travail préconise une augmentation des cotisations d'assurance-chômage. Elles seront décidées par décret si le patronat et les organisations syndicales ne s'y résolvent pas eux-mêmes.

M. Giraud : «Sortir de l'impasse»

«Vous recevez les partenaires sociaux, gestionnaires de l'assurance-chômage, qui est aujourd'hui dans l'impasse. Ils se tournent vers l'Etat. Qu'allez-vous leur répondre?»

«Permettez-moi de rappeler que j'ai fait en sorte que la réflexion des gestionnaires soit saine. Le gouvernement a participé à l'effort de trésorerie qui a permis de sauver la situation des chômeurs sur le court terme, c'est-à-dire de payer leurs indemnités cet été. Cela a été la première étape d'une remise en ordre».

«La troisième étape consistera à ouvrir la discussion entre les partenaires sociaux et l'Etat. Mais cette discussion ne pourra s'engager qu'à la condition qu'il y ait une deuxième étape où doit s'affirmer la responsabilité des gestionnaires, celle d'éviter tout blocage de la situation. Actuellement, les uns

sont arrêtés sur les cotisations, les autres sur les prestations. Ce que je leur demande, c'est de manifester leur attachement à la procédure paritaire en sortant de cette impasse. A partir de ce là, je suis ouvert à toute discussion».

«Quel est le geste que vous attendez?»
«Que les entreprises ne disent pas qu'elles s'en tiennent aux dispositions du protocole de juillet 1992 et, par voie de conséquence, qu'elles ne rentrent pas dans le processus de réduction de la cotisation. C'est le minimum. De la part des syndicats, j'attends qu'ils ne se bloquent pas sur le système de prestations en disant qu'il ne faut rien toucher ni sur la hauteur, ni sur la durée, ni sur le rapport prestations-cotisations».

Propos recueillis par
ALAIN LEBEAUME
Lire la suite page 19

Relève politique en Allemagne

Les sociaux-démocrates et les libéraux se donnent de nouveaux chefs. Seul, chez les chrétiens-démocrates, Helmut Kohl résiste à l'usure du pouvoir

par Luc Rosenzweig

Le 3 octobre 1990, à Berlin, la totalité de la classe politique allemande célébrait solennellement l'unité retrouvée du pays. Moins de trois ans plus tard, un seul des acteurs principaux de cette période historique occupe toujours le devant de la scène : Helmut Kohl. Entre-temps, le principal parti d'opposition a «usé» deux candidats à la chancellerie, Oskar Lafontaine, retiré sur ses terres sarroises après sa défaite

crisant aux premières élections législatives de l'Allemagne unifiée, et Björn Engholm, l'espoir venu du nord, contraint d'abandonner ses principaux mandats pour avoir menti devant une commission d'enquête.

La retraite de Hans Dietrich Genscher, en mai 1992, devait ouvrir à Jürgen Möllemann, ministre de l'économie et vice-chancelier, le voie de la présidence du FDP (Parti libéral) rendu libre par le départ annoncé du comte Lamsdorff. L'entre-

prenant et ambitieux Möllemann a trébuché sur une pitoyable affaire de faveurs accordées à un cousin fabricant des accessoires pour caddies de supermarché. Le FDP s'en remet maintenant à Klaus Kinkel, ministre des affaires étrangères, un homme depuis longtemps familier des couloirs de l'Etat, mais qui abordera la prochaine campagne électorale en novice.

Lire la suite, ainsi que l'article d'HENRI DE BRESSON, dans «L'Espresso» page 10

GATT : la France isolée

Bon, alors ??
Qu'est-ce que ça sème ?



Lire page 18 les articles d'ALAIN FRACHON, PHILIPPE LEMAITRE et ERIC LE BOUCHER

Le retour des civils au Nigéria

Deux milliards de musulmans se disputent la succession du général Babangida, arrivé au pouvoir lors d'un putsch en 1985.
page 5

Le malaise dans l'armée israélienne

La roulette russe, qui fait fureur dans les casernes, s'ajoute à divers accidents, bavures, suicides ou désertions.
page 7

Pechiney pourrait se rapprocher de Saint-Gobain

Afin de réduire la part de l'aluminium - source de déficit - dans ses activités, le groupe public Pechiney cherche un partenaire pour l'Europe. A la faveur de sa prochaine privatisation, un rapprochement pourrait être tenté avec Saint-Gobain.
page 19

Les sujets de philosophie du bac

La justice, l'amour, la vérité, la liberté... Près de 562 000 candidats ont disserté, vendredi 11 juin, sur l'un des thèmes proposés.
page 26

Le sommaire complet se trouve page 26

Le Monde de l'éducation

DOSSIER

Poursuivre des études après un IUT ou un BTS

Il existe aujourd'hui un large éventail de possibilités pour les diplômés de niveau bac + 2 : accès aux écoles d'ingénieurs ou de commerce, aux filières générales ou professionnelles de l'université, etc. Un grand dossier pour guider les étudiants dans leur choix, avec des explications complètes et personnalisées.

- **Parents, n'ayez pas peur de la télé**
Ce que les enfants regardent vraiment. Ce qu'ils en pensent. Ce que peut en faire l'école.
- **La méthode La Garanderie**
Comment mieux lutter contre l'échec scolaire.
- **Le métier d'ingénieur culturel**
La culture est désormais un secteur économique à part entière qui recrute de nouveaux professionnels. Toutes les voies d'accès à ces métiers.

NUMÉRO DE JUIN 1993 - 25 F.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Les contrôles d'identité renforcés

L'Assemblée nationale a adopté, jeudi 10 juin, en première lecture, par 482 voix contre 90, le projet de loi, présenté par Pierre Méhaignerie, garde des sceaux, renforçant les contrôles d'identité. Combattu par la gauche qui, par la voix de Jean-Pierre Michéa (app. PS), a dénoncé une «atteinte à l'édfice de nos libertés», ce texte prévoit l'extension des possibilités de contrôle à la fois en matière de police judiciaire et en matière de police administrative (contrôles préventifs).

M. Méhaignerie a affirmé, en réponse à ceux qui redoutent la généralisation du «délit de faciès», qu'aucune disposition adoptée «ne présente un caractère discriminatoire» et que, le cas échéant, des «sanctions judiciaires» seraient prises.

page 11

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH ; Tunisie, 800 M ; Algérie, 2,20 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 14 PTA ; France, 25 F ; Grèce, 250 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 46 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; République Fédérale, 150 FB ; Suède, 15 KR ; Suisse, 1,80 FB ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

AU COURRIER DU Monde

FRONTIÈRES

Un visa ne suffit pas

PARTIS d'Israël pour les États-Unis, nous nous sommes arrêtés, ma femme et moi, à Paris, pour participer à une conférence scientifique internationale. Nous avions pensé que cela serait une occasion commode et agréable de passer quelques jours avec ma fille Anne Petraskeviciene, de Vilnius. Elle a obtenu un visa français à Vilnius et est arrivée à Paris le 28 mai 1993, par le vol TE N 470 à l'aéroport Charles-de-Gaulle, où l'attendait ma femme. Cependant, on ne l'a pas laissée passer au poste de contrôle de police. Après de nombreux efforts ma femme a réussi à être reçue par un responsable de police.

Il lui a expliqué que ma fille n'avait pas pu prouver au contrôle qu'elle possédait la somme d'argent nécessaire pour entrer en France. De quelle somme d'argent s'agit-il et pourquoi ne l'avait-on pas prévenue quand on lui a délivré le visa ? Cela reste inexplicable.

Nous séjournons souvent en France, sur invitation, pour des travaux scientifiques (Institut Pasteur, Institut Curie, Université de Paris), et on ne nous n'a jamais demandé combien nous avions d'argent. Ma femme était prête à verser la somme d'argent nécessaire, en montrant nos passeports, cartes de visite... Mais cela s'est révélé inutile. Ma fille, pour sa part, n'a insisté pour dire qu'elle était attendue par ses parents ; elle était même prête à être mise en détention jusqu'à la solution du problème. On l'a amenée de force et installée dans l'avion de retour pour Vilnius.

Au bout de quelques heures, nous lui avons téléphoné à son domicile de Vilnius, mais n'avons pu lui expliquer comment, dans un monde civilisé, il se passe une histoire aussi révoltante.

Professeur EDWARD TRIFONOV
Région de Moscou (Russie)

GENDARMERIE

Avec honnêteté et politesse

DANS le Monde du 29 mai, un lecteur, M. Bernard Nési, évoque les multiples contrôles d'identité dont il a été l'objet, en France, de la part de la gendarmerie nationale, au cours de randonnées pédestres.

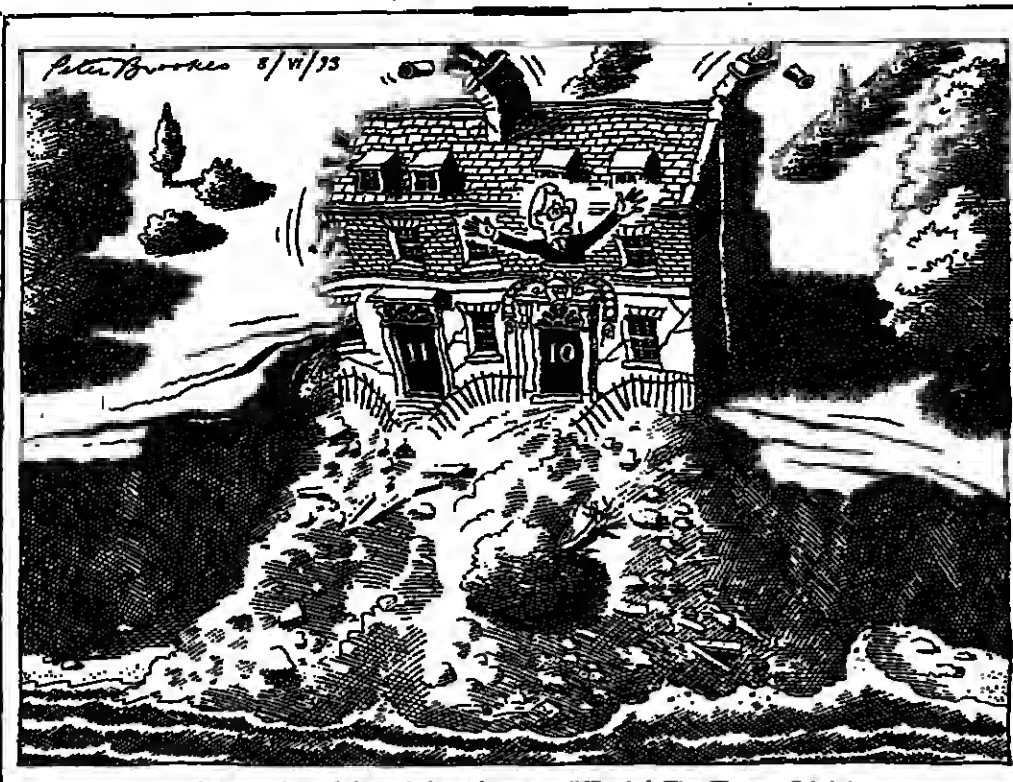
Ces vérifications sont effectuées par la gendarmerie sur la base des articles 165 et 166 du décret du 20 mai 1993.

Ces articles se retrouvent dans les textes fixant le service de la gendarmerie : décret (ordonnance du roi) des 29 octobre-29 novembre 1820 ; décret (impérial) du 1^{er} mars 1854.

La gendarmerie, chargée de la sûreté des routes, dispose de la prérogative sans doute contraignante mais nécessaire à la protection des populations. Les réacteurs des textes de 1820, 1854 et 1993 ont toujours pris le soin de préciser que cette contrainte devait être exercée avec « honnêteté » (1820) ou avec politesse (1854 et 1993), sans « vexation » ou « abus de pouvoir » (1820, 1854 et 1993).

FRANCK SUDON
Choisy-le-Roi (Val-de-Marne)

TRAIT LIBRE



Le premier ministre britannique en difficulté (The Times, 8 juin)

IMMIGRATION

L'Eglise fait de la politique

DANS le Monde du 26 mai, Henri Tincq écrit que l'Eglise catholique « est parfaitement dans son rôle quand, conformément aux critères de l'évangile qui sont les siens, elle porte des jugements moraux sur tel projet gouvernemental ».

Si l'Eglise s'estime compétente, à cause de l'évangile, pour donner son avis sur les vérifications d'identité ou les conditions d'intégration des immigrants, alors elle l'est pour beaucoup d'autres domaines : pourquoi pas sur le SMIG, sur le RMI, sur l'intervention en Bosnie, sur la crise dans la pêche et donc la question des importations de produits étrangers, puisque tout cela met en jeu des êtres humains qui souffrent de misère, de cruauté ou d'injustice, selon les cas ? Et comment peut-on dire, alors, que l'Eglise ne fait pas de politique ? Car, enfin, quand on fait connaître publiquement ses critiques, n'est-ce pas avec le désir d'influer sur la législation ?

L'intervention de l'Eglise dans les affaires d'immigration, bien loin de mettre en valeur les principes de

l'évangile, montre que leur application dans certains domaines conduit à des conséquences absurdes : si on écoute en effet ces prêches pleins de bonnes intentions, on réintroduit pratiquement à la recherche des immigrants clandestins, ce qui encourageait encore de nouvelles arrivées illégales ; d'où accroissement d'une population marginale, misérable (quelle emploi lui donner ?) et finalement l'explosion sociale... ou raciste.

Enfin, je ferai remarquer méchamment que les chrétiens, qui tirent argument de cette intervention de l'Eglise dans la question de l'immigration et de son opinion, qu'ils approuvent, d'écouter pas cette même Eglise, et même la blâment, quand elle condamne d'autres projets de loi, comme celui de l'immigration en Bosnie, sur la crise dans la pêche et donc la question des importations de produits étrangers, puisque tout cela met en jeu des êtres humains qui souffrent de misère, de cruauté ou d'injustice, selon les cas ? Et comment peut-on dire, alors, que l'Eglise ne fait pas de politique ? Car, enfin, quand on fait connaître publiquement ses critiques, n'est-ce pas avec le désir d'influer sur la législation ?

Jean SCHMITT
Yverges (Essonne)

DÉLOCALISATIONS

Deux sens différents

L'AMBIGUÏTÉ des mots est la source de multiples erreurs ; il est intéressant à ce sujet d'étudier l'utilisation faite par certains médias du terme de « délocalisation ».

Ce terme, qui suggère qu'il y avait, avant la délocalisation, un lieu, mais qu'il n'y en aura plus après elle, paraît en outre indifféremment employé pour désigner :

- Soit les déplacements du siège de telle ou telle grande école ou administration de la région parisienne vers la « province », déplacements visant, dans l'intérêt général, à atténuer certaines disparités Paris-Provence tout en rapprochant des administrations de leurs administrés. On ne peut que s'en réjouir !

- Soit les fermetures d'usines en France, avec licenciements massifs, et ouverture de nouveaux ateliers dans

des pays où le coût de la main-d'œuvre est beaucoup plus faible et où il n'y a ni syndicats, ni protection sociale. Cette délocalisation-là, contrairement à la précédente, se réalise au profit d'intérêts particuliers et au détriment de l'intérêt général. On ne peut que s'en attrister !

L'utilisation du même terme pour désigner deux phénomènes aussi dissemblables ne peut que générer la confusion dans les esprits. Ne serait-il pas souhaitable, pour « délocaliser » tout ambiguïté, de parler, dans le premier cas, de « rétrolocalisation » (de l'appareil d'Etat) et dans le second cas, de « fuite des capitaux », voire de « fuite des emplois » ?

B. PEYRAS
Ventenac (Aude)

FEMMES

Grâce à elles

A cours du remarquable colloque sur la place des femmes dans le pouvoir, organisé par Choisir, les 3 et 4 juin à l'UNESCO, il y eut un moment historique.

Un débat animé par Catherine Nay réunissant un certain nombre de femmes au pouvoir, parmi lesquelles Shulamit Aloni, ex-ministre de l'Éducation et de la Culture en Israël, chassée de son poste par la demande des rabbins orthodoxes et titulaire maintenant du ministère des transports, Hanan Ashrawi, porte-parole de la délégation palestinienne aux négociations de paix au Moyen-Orient. Chacune de ces protagonistes décrit l'action personnelle des femmes en vue d'un accord politique de paix israélo-palestinien.

Les femmes du monde entier, et plus particulièrement celles du tiers-monde, ont une responsabilité immense dans l'avènement politique vers la démocratie. Bien qu'elles ne soient pas représentées à nombre égal dans les parlements, les gouvernements et les diverses assemblées de décision, elles préparent ce terrain depuis longtemps par une dynamique qui leur est particulière.

Le moment historique se produisit quand l'américaine et la Palestinienne s'embarassèrent chaleureusement sur l'estrade du grand auditorium de l'UNESCO. Tous les auditeurs de la salle se levèrent et applaudirent. Je ne peux qu'admirer le courage et l'intelligence des femmes dont les hommes ont si peur.

Professeur ALEXANDRE MINKOWSKI
Paris

ÉDUCATION

L'école n'est pas un sanctuaire

L'ÉMOTION face à la prise en charge des enfants de la maternelle de Neuilly était naturelle, et nous l'avons tous partagée jusqu'à l'angoisse. Mais je trouve grave que notre ministre de l'Éducation nationale, M. Bayrou, en ait profité pour proposer quelques idées qui sont aussi déplacées, par rapport aux circonstances, qu'inquiétantes sur le fond : « Pensez-vous qu'il est trop tôt pour l'ouverture de l'école sur l'extérieur. L'école doit être un sanctuaire ».

Pu-delà l'incongruité des propos ministériels, en égard aux circonstances, c'est le fond même des idées énoncées qui me paraît le plus inquiétant. Non, l'école n'est pas un sanctuaire. La notion de sanctuaire fait penser à un lieu sacré, interdit au profane, où se déroulent des rites initiatiques incompréhensibles des seuls initiés, n'admettant ni le partage, ni le dialogue, ni la critique. Non, l'école n'est pas ce lieu opaque et coupé du monde. Elle fait partie de la vie, elle est partie intégrante de

PROVERBES

Dans le même fleuve

DANS le Monde du 21 mai, François Grosrichard nous révèle que « Charles Pasqua affectionne le proverbe chinois : « On ne se baigne jamais deux fois dans le même fleuve. » Comme aurait pu dire Beaumarchais (s'il avait eu le malheur d'être paraplégé dans Verbatim ma non troppo : « Deux proverbes qui jurent sont moins suspects qu'un seul qui se promène. » Par ordre de l'empereur de la Chine, donc, nous avons soumis ce « proverbe » baladeur à un très sévère contrôle d'identité. Malgré son faciès chinois (et son accent mi-pékinois mi-corse), le coupable n'a ni l'air ni le son d'un vulgaire immigré clandestin, c'est-à-dire un vrai-luxe proverbe grec : faux comme proverbe mais vrai comme grec.

Platon écrit quelque part, en effet : « Héracrite ne déclare-t-il pas que tout est en mouvement et que rien ne reste en place ? Comparant la réalité au cours d'un fleuve, il dit : « Deux fois dans le même fleuve tu ne pourras te baigner ! » (Cratyle, 402 a, Œuvres complètes, volume 1, édition établie par Léon Robin, Paris, 1984, p. 637). Une autre variante, plus dialectique, de la même thèse d'Héracrite : « Dans les mêmes fleuves nous entrons et nous n'entrons pas ; nous sommes et nous ne sommes pas » (les Présocratiques, édition établie par Jean-Paul Dumont, Paris, 1988, page 157 ; voir aussi pp. 136, 149, 167).

Mais heureusement, à la différence des réformateurs du code de la nationalité, la pensée philosophique ne fait pas des frontières un objet de fétichisme : François Dumas (La Civilisation de l'Égypte pharaonique, Paris, 1971, pp. 413-414) attire notre attention sur un curieux passage de l'Ennéagème du scribe Anli (vers 1300 avant notre ère), où l'auteur « trouve pour peindre le courant changeant du monde des mots qui font penser à Héracrite » : « L'eau courante de l'an passé s'est éloignée, / cette année est un autre fleuve. / De grandes mers s'écoulent, / des rivières deviennent des abîmes. / Cela n'arrive-t-il pas aux hommes ? »

Chinois, notre « proverbe » ? Non, mais peut-être égyptien, avant de devenir sans aucun doute grec et d'être sinisé d'office, dans le royaume des Francs, des millénaires plus tard...

PEDRO SCARON
Metz

CANADA

Une diplomatie originale

DANS le Monde du 25 mai, le général Jean Salvan, dans un point de vue sur l'armée française, se permet de qualifier le Canada de « pays sous un protectorat de fait américain ».

Comment le Canada, s'il était un protectorat américain, aurait-il pu, par exemple, continuer à entretenir sans interruption, depuis 1959, des relations diplomatiques et commerciales avec Cuba et même lui accorder une aide économique ?

On pourrait citer de nombreux autres exemples, tels que la reconnaissance, bien avant les États-Unis, du gouvernement de Pékin ou la vigoureuse politique de sanctions menées par le gouvernement Mulroney vis-à-vis de l'Afrique du Sud contre l'apartheid.

Le Canada, comme les autres membres de l'Alliance atlantique, a souvent en des intérêts et des positions convergents avec ceux des États-Unis. Mais il a constamment mené une politique étrangère originale, fondée avant tout sur la médiation dans les conflits ainsi que la préservation et le maintien de la paix auxquels il consacre une partie substantielle de ses forces armées.

ANDRÉE DONNEUR
professeur à l'université du Québec à Montréal

UN LIVRE

Divins sauveurs

LES FAUX MESSIES
de Christophe Boursseiller
Fayard, 348 p., 120 F.

IL ne faut pas confondre les prophètes et les messies. Si les premiers ont reçu une mission divine, les seconds détiennent un lien de parenté avec Dieu. Leur venue sur terre est censée marquer la fin de l'ère des choses et l'entrée en ère d'or. Eux seuls intéressent Christophe Boursseiller qui leur consacre un livre très documenté, balayant vingt siècles de folles et d'errements en tous genres.

Écrivain et journaliste, Christophe Boursseiller s'est fait connaître au cinéma, avec un rôle loufoque de lycéen amoureux dans Un éléphant, ce trompe énormément. Aujourd'hui, il se pose en détective des minorités spirituelles, et cela lui réussit plutôt bien. On imagine qu'il a dû lire des milliers de pages, comme en témoigne une abondante bibliographie, classée selon les personnages étudiés.

Chacune des trois grandes religions monothéistes a produit des messies - de faux messies -, l'adjectif indiquant qu'ils n'ont pas réussi à s'imposer vraiment et à fonder un culte universel. Christophe Boursseiller en a recensé cent soixante, dont une moitié de chrétiens. La plupart de sexe masculin et combinant généralement deux qualités : un talent oratoire certain et un bel aspect physique.

Tous n'ont pas échoué - du moins, pas tout de suite. Que

dire, par exemple, du Mahdi, qui a provoqué une véritable révolution au Soudan à la fin du siècle dernier, et contre lequel il a fallu mobiliser toute une armée britannique ? Peut-on parler d'échec, d'autre part, à propos de l'étonnant Krishnamurti, cet Indien de Madras, adulé par les foules, et qui s'est renoncé à sa propre messianité en 1934 pour devenir un grand guide spirituel ? Mais la plupart des messies - honnêtes hommes ou escrocs patentés, vrais mystiques ou horribles pervers - ont généralement très mal fini.

Le phénomène n'appartient pas seulement au passé. L'auteur nous présente quatorze messies en activité. Du Français Roger Guenée, « le Christ de Lorient », qui aurait une dizaine de disciples, à l'Indien Setty Sai Baba, qui en compterait une douzaine de millions et pousse le dévouement jusqu'à... pondre des œufs.

Il ne faut pas trop rire avec les messies. Ces surhommes autoproclamés peuvent faire des dégâts considérables, comme l'illustre le cas du révérend Moon, qui a créé un empire financier aux prolongements politiques, avant d'être erré aux États-Unis pour fraude fiscale. Quant à la folle sanguinaire de David Koresh, gourou pervers de Waco, au Texas, elle n'est que la répétition de faits survenus mille fois au cours de l'histoire, sous toutes les latitudes et à la marge de toutes les religions.

ROBERT SOLÉ

L'ONT approuve le déploiement d'armes à la frontière serbo-bosnienne

Le ministre de la Défense, Jean-Pierre Lecoq, a annoncé hier que l'Ontario approuve le déploiement d'armes à la frontière serbo-bosnienne. Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

Cette décision a été prise après une consultation des experts militaires et des responsables politiques. L'Ontario s'engage à fournir des armes légères et des équipements de défense à la frontière serbo-bosnienne, afin de soutenir les efforts de la communauté internationale pour maintenir la paix dans la région.

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

L'ONU approuve le déploiement d'observateurs à la frontière serbo-bosniaque

Une résolution autorisant le déploiement d'observateurs internationaux le long de la frontière entre la Bosnie et la Serbie a été adoptée, jeudi 10 juin, à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU. Cette nouvelle mesure, qui constitue l'un des volets du programme d'action des Occidentaux et de la Russie sur le Bosnie-Herzégovine, a toutefois peu de chances d'être appliquée sans la coopération du président serbe Slobodan Milosevic.

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Avec l'adoption, jeudi, par le Conseil de sécurité, d'une résolution autorisant le déploiement d'observateurs entre la Serbie et la Bosnie, le « Programme d'action commun », signé le 22 mai à Washington par les États-Unis, la France, la Russie, la Grande-Bretagne et l'Espagne, est, en théorie, complet. Les deux premiers éléments de ce « Programme » sont la création d'un tribunal international pour juger les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie et la protection des populations civiles musulmanes dans des zones dites « de sécurité ».

La résolution 837, adoptée à l'unanimité, évoque le déploiement d'observateurs internationaux le long des frontières de la Bosnie, « en particulier à la frontière entre la République yougoslave (Serbie et Monténégro) et la République de Bosnie-Herzégovine pour contrôler l'application des résolutions pertinentes du Conseil ». Le texte, qui vise à interdire le transfert de toute fourniture – à l'exception des fournitures humanitaires – de Serbie aux milices serbes bosniaques, n'a pas été adopté sous le chapitre sept de la charte et ne comporte donc aucune menace en cas de non-application. Il demande simplement au secrétaire général de présenter un rapport au Conseil sur les « options relatives au déploiement ».

M. Milosevic hostile à l'opération

Selon un diplomate, le rapport de Boutros Boutros-Ghali ne peut que réaffirmer que, sans la coopération des parties, l'application de la nouvelle résolution sera impossible. Or les autorités serbes ayant publiquement annoncé leur refus de recevoir les observateurs à leurs frontières, on voit mal où ces observateurs pourraient être stationnés. Un autre diplomate, membre du Conseil, ne s'embarrasse pas de précautions : « Vous ne pen-

sez pas sérieusement qu'on o l'intention d'appliquer cette résolution ? ». « Le but était de montrer que les cinq ont une politique commune et, aussi, de se prouver à eux-mêmes que Slobodan Milosevic est un menteur », explique-t-il, se référant aux promesses du président serbe de suspendre toute aide aux forces serbes bosniaques.

A cet égard, un responsable américain des services de renseignements a confié aux journalistes à Washington que M. Milosevic n'avait pas tenu sa promesse et que des armements ainsi que du pétrole passent sans difficulté entre la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. Évoquant la création des « zones de sécurité » pour la population musulmane, ce même responsable estime qu'elles deviendront des « camps de réfugiés dévastés par la criminalité et sans aucun avenir économique ». Selon lui, en créant ces zones, l'Occident crée « six petites Cisjordanie » en Europe avec « tous les problèmes que cela peut représenter ». Ce responsable estime que « la solution la plus viable est le partage de la Bosnie en territoires musulman, serbe et croate ». Un point de vue que de nombreux diplomates à l'ONU semblent partager.

ASFANÉ BASSIR POUR

Trois miliciens croates ont été tués par des « casques bleus » britanniques

Des « casques bleus » britanniques ont tué, vendredi matin 11 juin, trois combattants croates qui avaient tiré sur un convoi humanitaire musulman en Bosnie centrale, où de violents combats opposent forces croates et musulmanes bosniaques depuis six jours, a annoncé un porte-parole de la FORPRONU (Force de protection des Nations unies). Les tir ont intervenus alors que le convoi s'approchait de Vitez, ville où se sont affrontés à plusieurs reprises les deux communautés et où se trouve le camp des « casques bleus » britanniques. « Des individus armés ont venus et ont ouvert le feu sur le convoi, et nous avons riposté », a dit un militaire anglais. « C'était à assez courte portée », a-t-il précisé.

Des journalistes ont rapporté qu'une cinquantaine de soldats du Conseil de défense croate (HVO-Forces croates de Bosnie-Herzégovine) s'étaient concentrés à un croisement emprunté par le convoi et menaçaient de le faire sauter.

La veille au soir, dans la même région, un convoi humanitaire de 170 camions avait été attaqué et pillé par des Croates, selon les « casques bleus » britanniques, qui sont intervenus pour tenter de mettre fin à l'incident. Huit des chauffeurs du convoi auraient été tués. « D'après nos hommes sur place, huit chauffeurs civils ont essayé des coups de feu, mais nous nous avons

encore aucune confirmation de leur mort », a indiqué l'un des militaires britanniques.

Le convoi, qui fait partie d'un groupe de quelque 500 camions, surnommé « convoi de la joie » par ses organisateurs de Tuzla – sa destination –, a été intercepté par les Croates dans la région de Novi-Travnik, alors qu'il progressait vers le nord à la faveur d'un cessez-le-feu signé dans la journée par les responsables des forces musulmanes et croates. Les véhicules de tête ont été contraints de s'arrêter par un groupe de femmes brandissant des pancartes sur lesquelles on pouvait lire : « Tout le monde a besoin de nourriture ». Elles ont attaqué les membres du convoi et les journalistes présents à coups de bâton et de pelle. L'une des femmes a notamment blessé au bras l'un des chauffeurs d'un coup de fourche.

Des soldats désarmés

Des combattants croates sont ensuite arrivés sur les lieux en voiture, ont entrepris de piller les camions et ont frappé les chauffeurs à coups de fusil, d'après des témoins. Les assaillants ont également essayé de s'emparer des appareils photographiques de journalistes étrangers. Des véhicules blindés britanniques ont tiré des

coups de semonce au-dessus de la barricade croate ayant arrêté le convoi, a-t-on précisé de source militaire. « J'ai vu des chauffeurs se faire arracher de leur véhicule », a déclaré un « casque bleu » britannique commandant deux véhicules blindés de l'ONU. Ils étaient peut-être une demi-douzaine. Ils ont été emmenés hors de notre vue entre les véhicules du convoi. J'ai alors entendu une série de coups de feu et, un peu plus tard, j'ai vu des corps se faire traîner à l'écart », a raconté le sous-officier. Dix véhicules blindés britanniques se sont déployés autour du convoi pour le protéger.

D'après des témoins, des combattants croates, accompagnés de femmes et d'enfants, ont érigé plusieurs autres barrières sur la route menant de Novi-Travnik à Vitez. La route remontrant vers le fief musulman de Zenica serait, en outre, bloquée par des mines antichars, et une bombe de 500 kilos aurait été déposée sur la route principale située à l'est de Vitez.

Lors d'un autre incident, également en Bosnie centrale, une unité de l'armée bosniaque (musulmane) a forcé, jeudi, six soldats d'une patrouille de « casques bleus » britanniques près de Kiseljak à leur remettre leurs armes, a indiqué un porte-parole de la FORPRONU. (Reuters, AFP)

Des militaires américains en Macédoine

Suite de la première page

Pour ce qui est de la protection aérienne des « casques bleus », elle sera assurée par l'OTAN, sous contrôle de l'ONU, à partir de structures déjà mises en place pour la surveillance de l'espace aérien. Soixante-dix appareils supplémentaires seront mobilisés, pour l'essentiel américains, mais aussi avec des avions français, allemands et britanniques.

Les autorités politiques de l'OTAN ont demandé aux militaires d'arrêter au plus vite les modalités pratiques de cette nouvelle mission, d'ordre défensif puisque'il s'agit de porter secours aux troupes de la FORPRONU au sol si elles sont attaquées et si elles en font la demande.

M. Christopher a rappelé qu'il s'agissait bien de protéger les soldats de la FORPRONU et non les populations musulmanes, ce qui traduit là encore le refus américain de s'engager directement dans la guerre entre communautés bosniaques. En revanche, contrairement à ce qui avait été précédemment annoncé, cette protection s'applique aux « casques bleus » sur tout le territoire bosniaque, pas seulement à ceux qui sont pour mission de veiller sur les six « zones de sécurité » définies par les dernières résolutions de l'ONU.

Dissiper le malaise

Ces mesures suffiront-elles à restaurer l'autorité des États-Unis mise à mal ces dernières semaines non seulement aux yeux des belligérants dans l'ex-Yougoslavie, mais au sein de l'Alliance atlantique elle-même ? M. Christopher a transmis, jeudi, aux alliés l'invita-

tion du président Clinton à réunir avant la fin de l'année un sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OTAN.

Cette proposition obéit d'évidence à un double besoin : celui de définir le rôle de l'organisation militaire dans des situations qui n'ont plus rien à voir avec celle de la guerre froide (l'opération

le 22 mai et confirmées par la résolution 836 de l'ONU relative à la protection des esclaves musulmans de Bosnie. Pas un de ces pays, cependant, ne propose de soldats pour aller renforcer la FORPRONU : la France, la Grande-Bretagne, le Canada, l'Espagne ont déjà donné, l'Allemagne, l'Italie, la Grèce, la Turquie ne peuvent pas pour des raisons historico-politiques ; les autres ne veulent pas.

Les Français et les Britanniques ont déjà déployé des milliers d'hommes sur le terrain et comp-



d'appui aérien à la FORPRONU sur ce qui est d'autojustification pour l'OTAN ; celui, d'autre part, de dissiper le malaise qui s'est installé à l'occasion de la crise yougoslave, entre Américains et Européens et le désarroi qui saisit les seconds dès lors que les premiers donnent l'impression de renoncer à leur leadership.

David Owen avait mis les pieds dans le plat avec quelque véhémence, mardi à Luxembourg, lors d'une réunion des ministres des affaires étrangères des Douze en appelant en substance les Européens à prendre acte des atermoiements et des dérobades de Washington et à assumer leurs responsabilités tout seuls. Les États-Unis, principale puissance militaire de l'OTAN, ne viennent pas aller en Bosnie, avait-il dit, et alors, ce n'est pas la fin du monde.

Ce constat de délabrement de l'Alliance n'ayant pu être fait par chacun par-devers soi, comme il l'a été presque ouvertement jeudi à Athènes par le ministre turc des affaires étrangères dans un discours empreint d'une profonde déception, il devenait urgent de lancer les travaux de repliement.

Les pays de l'OTAN font bloc, donc, sur les positions arrêtées lors de la réunion de Washington

taient au départ, lorsqu'ils ont proposé la création de zones de sécurité musulmanes, sur une réponse plus positive de leurs alliés. Tout le monde devait donc se tourner, vendredi à Athènes, vers les « invités » de l'OTAN, les pays de l'ancien bloc communiste, et tout particulièrement vers M. Kozirev.

Le ministre russe avait laissé entendre le 22 mai à Washington qu'il envisageait favorablement l'envoi de troupes russes pour la protection des zones de sécurité en Bosnie. Sans l'influence des militaires, il a, semble-t-il, oublié sa promesse, que les Occidentaux ne manqueraient pas de lui rappeler.

CLAIRE TRÉAN

La Serbie et le Monténégro introduisent des visas obligatoires pour les titulaires de passeports de l'ONU. – Le gouvernement yougoslave a décidé, jeudi 10 juin, d'introduire des visas pour les détenteurs de passeports des Nations unies, a indiqué l'agence yougoslave Tanjug. La République de Yougoslavie (Serbie et Monténégro) avait réintroduit, au début du mois d'avril, les visas obligatoires pour une série de pays européens, dont la France. – (AFP)

RUSSIE : en envisageant des bases militaires aux confins de l'ex-URSS

Boris Eltsine veut garder les moyens d'une politique de « grande puissance »

Des forces mobiles pour protéger « la frontière » et une série de bases russes aux confins de l'ex-URSS : Boris Eltsine a décrit, jeudi 10 juin, devant une réunion du haut commandement de l'armée, l'objectif à atteindre au cours des prochaines années, étant entendu que les forces nucléaires, dont la Russie devra avoir le monopole dans la région, constitueront « le garant principal de la sécurité de la Russie et de la stabilité stratégique dans le monde ».

MOSCOU

de notre correspondant

Le choix de forces mobiles s'explique par la contrainte des effectifs de l'armée russe, qui devraient être ramenés en 1995 à 1,5 million d'hommes, et constitués pour partie de professionnels. « La formule » d'une protection continue de toute la frontière « o réçu », a expliqué le président russe. M. Eltsine – dont les propos ont été rapportés succinctement par l'agence Interfax – s'est contenté de faire quelques allusions à la mise en place d'un chapelet de bases militaires dans les pays de l'ex-empire. Il a cependant indiqué qu'il envisageait à terme un système « à l'américaine » – ce qui revendiquait apparemment la concentration en certains points les troupes

russe toujours présentes dans la plupart des ex-Républiques soviétiques. Ces bases, a expliqué M. Eltsine, pourraient être situées « par exemple en Moldavie, quelque part au Caucase, en Géorgie et en Arménie ». Autant d'exemples pris dans des régions où la situation est très délicate, que ce soit en Moldavie, où le conflit entre russophones et moldaves est présentement gelé, en Géorgie, où le différend entre Géorgiens et « séparatistes » abkhazes, plus ou moins soutenus par l'armée russe, est loin d'être réglé, ou en Arménie, où l'affrontement avec l'Azerbaïdjan à propos du Haut-Karabakh est lui aussi toujours dans une phase active.

M. Eltsine a indiqué qu'il faudrait mettre en place un tel système « progressivement », « en s'appuyant sur des accords politiques avec les dirigeants de ces pays ». Faute de quoi, a ajouté le président russe, il conviendrait de retirer les troupes russes de tant « l'étranger proche » (termes utilisés par les Russes pour désigner leurs voisins de l'ex-URSS). Mais, en évoquant l'exemple du Tadjikistan, M. Eltsine a fait comprendre qu'une telle hypothèse ne pouvait être retenue : « Si on retire la 201^e division (russe), ils s'égorgent mutuellement. Il n'y aura plus de République (tadjike), plus de nation, la Russie, en tant que grande puissance, ne peut pas le permettre. » Moscou soutient le régime en place à Douchanbé après avoir favorisé

la victoire des « communistes » contre les « démocrates-léonistes » et s'efforce de verrouiller la frontière tadjiko-afghane – considérée en la circonstance comme la « frontière de la CEI », et donc, comme une ligne avancée de la zone de sécurité russe.

Ukraine et pays baltes

M. Eltsine n'a apparemment pas fait allusion aux bases que la Russie souhaite conserver sur les côtes ukrainiennes, en particulier à Sebastopol, où est mouillée la flotte de la mer Noire. Mais le problème demeure entier. Les négociations sur le contrôle, et à terme sur le partage, de cette flotte – un conflit qui s'est récemment « réchauffé », n'ont pas abouti, et la rencontre prévue à ce sujet entre le chef de l'État russe et le président ukrainien Leonid Kravtchouk a été reportée.

Boris Eltsine n'aurait pas non plus évoqué explicitement une autre revendication russe, celle du maintien de bases dans les pays baltes, en particulier en Lettonie, une fois achevé le retrait des troupes russes de ces pays. Mais il a une fois de plus usé d'un ton menaçant à l'égard tant de la Lettonie que de l'Estonie, affirmant que la Russie n'accepterait « aucun dilemme ». « Nous ne retirons pas nos troupes tant que nous n'aurons pas préparé les bases nécessaires pour leur réinstallation et tant que les droits de l'homme ne seront pas respectés là-bas » (c'est-à-dire en Lettonie et en Estonie, où Moscou considère que la minorité russe est discriminée).

Depuis plusieurs mois, les dirigeants russes alternent à propos des pays baltes les mises en garde de ce type et les déclarations plus apaisantes, tandis que dans les faits, le retrait des troupes semble se poursuivre. Mais au total, les propos tenus par M. Eltsine devant ce parterre d'officiers de haut rang semblaient destinés à montrer sa détermination à faire en sorte que la Russie garde les moyens d'une politique de grande puissance, dont les intérêts de sécurité commencent bien au-delà de ses frontières.

JAN KRAUZE

Un colloque sur « la Russie d'aujourd'hui ». – Un débat animé par Bernard Lecomte (l'Express) avec la participation de Marie Mandras (CNRS), Charles Urjewicz (INALCO) et des conseillers de l'ambassade de Russie est organisé à Paris par la revue les Echos de Russie et de l'Est, samedi 12 juin à 14 heures, à la Sorbonne (amphithéâtre Michelet). Entrée libre.

Feu vert pour l'envoi de « casques bleus » dans des opérations de maintien de la paix

BERNE

de notre correspondant

Franchissant un nouveau pas en direction de l'ONU, le Conseil national (Chambre basse) a approuvé en dernière lecture, jeudi 10 juin, par 106 voix contre 8, le projet de gouvernement d'engagement des « casques bleus » suisses pour des opérations de maintien de la paix. Seule une minorité de droite s'y est opposée, jugeant la création d'un tel contingent incompatible avec la politique de neutralité. Invoquant le précédent du refus exprimé en 1986 par les électeurs d'adhérer aux Nations unies, les milieux nationalistes menacent déjà de demander l'organisation d'un référendum sur la nouvelle loi adoptée par les deux Chambres fédérales.

Partisan d'une interprétation moins rigide de la neutralité, le ministre de la défense, M. Villiger considère que les opérations de maintien de la paix sont tout à fait

conciliables avec les obligations d'un État neutre. Réfutant les arguments des opposants, il a rappelé que la Suisse s'était déjà associée à diverses reprises à des sanctions décrétées par l'ONU. Elle a aussi dépêché des troupes sanitaires en Namibie et au Sahara occidental, ainsi que des observateurs militaires au Proche-Orient et en ex-Yougoslavie.

Le ministre de la défense a indiqué que chaque engagement de « casques bleus » helvétiques ferait l'objet d'une convention avec l'ONU, en accord avec toutes les parties concernées, et le gouvernement fédéral garderait toute latitude pour retirer ses forces à tout moment. Le contingent de « casques bleus » suisses comprendra six cents hommes, tous volontaires, et rétribués chacun 6 000 francs suisses par mois (environ 22 000 francs français). Ce nouveau corps de troupes pourrait devenir opérationnel dès 1995.

JEAN-CLAUDE BUIRER

سك ان النفل

AFRIQUE

Nigéria : le retour des civils

Deux milliardaires musulmans se disputent la succession du général Babangida dans une élection présidentielle dont l'organisation est restée incertaine jusqu'au dernier moment

Lagos
correspondance

Le général Ibrahim Babangida, arrivé au pouvoir lors d'un putsch, le 27 août 1985, devrait être plutôt souligné de prendre sa retraite : diriger le Nigéria n'est pas une sinécure. Quatre-vingt-dix millions d'habitants, 270 groupes ethniques dont trois au moins - les Yoroubas et les Ibos, au sud ; les Haoussas-Foulanis au nord - se disputent le pouvoir, des réserves considérables de pétrole et de gaz, un potentiel humain suffisamment important pour assurer le « décollage » du pays, mais aussi pour conduire à son implosion... Ce pays, qui se veut le « géant du continent », à l'égal de l'Afrique du Sud, fait un peu peur à tout le monde, à commencer par ses voisins francophones.

Tout au Nigéria doit être plus riche, plus brutal, plus vital, plus grand que nature. C'est l'Afrique superlatif. Parler d'un Nigéria relève d'ailleurs du volontarisme politique. Quel de commun entre une élite branchée sur CNN, qui roule en Mercedes 500 toutes sirènes hurlantes, reçoit fastueusement ses « clients » (au sens romain du terme) dans des villas bardées de gadgets électroniques, et la masse obscure des villageois privés des plus élémentaires commodités ? Entre les services du Nord, où une population en majorité musulmane reste soumise à l'autorité féodale des émirs, et l'exubérance tropicale du Sud, où les sectes chrétiennes font bon ménage avec l'islam et le polythéisme, mais où la compétition est sauvage dans des villes en permanence au bord de l'asphyxie ? Rien n'aggrave vraiment ce pays, sinon la peur de l'éclatement, ravivée ces derniers temps par la tragédie yougoslave : 95 % des ressources en devises proviennent des gisements pétroliers du sud-est, ce qui ne laisse qu'une alternative : le déclinisme ou le chaos.

Les Nigériens ne semblent pas prêts, de l'histoire pour le moment, à reconquérir l'expérience traumatisante de la guerre civile provoquée par la sécession du Biafra, il y a vingt-cinq ans. Car le pays est aujourd'hui plus pauvre, plus dépeuplé et plus divisé qu'il ne l'était lorsque le général Ibrahim

Babangida, à quarante-quatre ans, a renversé, sans grande effusion de sang, le régime autoritaire des généraux Buhari et Idiagbon.

A l'époque, le général avait une double ambition - sortir le pays du marasme économique et consolider

- l'Etat est de moins en moins capable d'assurer les services de base. L'année 1992, avec une dévaluation, une inflation de 46 %, deux longues grèves des enseignants et deux reports de l'élection présidentielle, marque un tournant



Le système fédéral par des institutions démocratiques - et la « censure » pour la mener à bien. Celui qui la turbulence pressé nigérienne a souvent comparé à l'Argentin Maradona, pour son habileté à dribbler sur le terrain politique, et au Florentin Machiavel, pour ses leçons de cynisme, redonne alors confiance à ses compatriotes.

nant : pour les Nigériens, le régime Babangida signifie désormais vie ébène, monnaie faible et incertitudes politiques (Le Monde l'économie du 8 juin).

Par son ampleur, la crise a aussi renforcé la boîte de Pandore du nationalisme ethnique. « Quand les gens ne peuvent plus se nourrir, se loger, se soigner, ils cherchent à arracher quelques avantages en mettant en avant les « droits » que leur donneraient leurs origines », constate le docteur Boko Ransome-Kuti, président de « Campagne pour la démocratie », un mouvement qui chapeaute une quarantaine d'organisations favorables à une conférence nationale.

Les Katsafs ont ainsi massacré des Haoussas musulmans, installés depuis des siècles dans leur région, à la suite d'un conflit sur l'emplacement du marché, tandis que, dans le delta du Niger, les « minorités » ogoni ont réclament une part plus importante des revenus tirés de leurs terres exploitées et polluées depuis trente ans par l'industrie pétrolière.

Corruption et affrontements religieux

Faisant appel à leur ferveur, il les incite à refuser, en novembre 1985, le prêt tenté par le Fonds monétaire international (FMI), et à s'engager sur la voie des sacrifices dans le cadre d'un « Programme d'ajustement structurel » librement consenti.

Pendant quelques années, tout marche à peu près bien. On relance l'investissement des compagnies pétrolières tout en mettant sur les rails le projet gazier ; on fait sortir de terre une capitale toute neuve, Abuja ; on met sur pied deux grands partis en principe « détribalisés » ; on réduit progressivement les effectifs de l'armée (de 110 000 à 80 000 hommes), tout en prenant la responsabilité d'opérations de maintien de la paix en Libéria ; on construit les submersibles d'un gouvernement civil en élistant au suffrage universel les responsables locaux, les gouverneurs des trente États, puis l'Assemblée nationale ; enfin, on conduit, pour mieux évaluer les besoins de développement, le premier recensement sérieux depuis l'indépendance.

Mais la corruption devient envahissante, les affrontements interreligieux sont toujours plus violents - ceux de Zango-Kataf, en mai 1992, ont fait plus de 1 800 morts.

Tendances sécessionnistes

La redéfinition de la « Sharing formula » (c'est-à-dire des pourcentages de revenus attribués aux collectivités locales, aux États et au gouvernement fédéral) se trouve au cœur du débat, le Nord étant favorisé par le système en vigueur. Certains rêvent même à haute voix d'une « confédération », avec rotation de la présidence, comme dans la défunte Yougoslavie. La crainte de voir resurgir dans le Sud-Est des « tendances sécessionnistes » a resoudé la vieille alliance entre « Nordistes » et Yoroubas, comme le montre la réunion organisée

fin mai dans la ferme du général Olusagun Obasanjo, ancien chef de l'Etat, devenu l'une des voix de l'opposition.

Aux côtés de personnalités yoroubas, on retrouvait les généraux Muhammadu Buhari et Tunde Idiagbon, une figure connue de la « mafia de Langtang » (le groupe d'officiers chrétiens qui avait appuyé le putsch de 1985), tel que le général Joseph Garba, ou encore le docteur Danni Ahmad, « tête » intellectuelle de la « mafia de Kaduna », l'un des plus influents cercles musulmans du Nord. Fièrement dépeint par la presse, le message de cette assemblée hétéroclite semblait s'adresser avant tout au chef de l'Etat : « La situation est grave, ne l'empêchez pas de vous accrocher au pouvoir ».

Les deux « businessmen » qui prétendent aujourd'hui à sa succession, sans avoir jamais exercé de responsabilités publiques, feront-ils mieux que lui ? Ils sont l'un et l'autre musulmans, amis du président et milliardaires, ce qui ne suffit pas à leur donner l'effluve d'un homme d'Etat.

Bénéficiant au départ d'une grande notoriété, le candidat du Parti social-démocrate, le Yorouba Moshood Abiola, cinquante-cinq ans, a mené une campagne assez bruyante, mais dénuée de contenu, sans avoir jamais exercé de responsabilités publiques, sans avoir jamais exercé de responsabilités publiques, sans avoir jamais exercé de responsabilités publiques.

Une patience angélique

Le champion de la Convention nationale républicaine, Bashir Tofa, quarante-six ans, originaire de Kano et donné pour le favori de la présidence, espère rallier les voix « sécessionnistes » en se présentant aux élections d'un chrétien, descendant de chrétien, le docteur Sylvester Ugo, ancien directeur de l'épiscopat Banque centrale du Biafra. Mais M. Tofa s'est vu accusé de fanatisme religieux lors d'un débat télévisé, pour avoir publié en août 1991, dans un magazine nigérien, un article incitant au « djihad » (« guerre sainte ») contre le christianisme qu'il qualifie de « religion futile ». La question religieuse a donc marqué la campagne, les programmes se résumant à des promesses bien difficiles à tenir.

Ce scrutin constitue la dernière étape d'un processus de « transition démocratique », amorcé il y a deux ans, mais dont l'échéance décisive - le scrutin présidentiel - a été repoussée à trois reprises, entretenant ainsi le scepticisme quant aux intentions réelles du chef de l'Etat. Mercredi encore, l'Association pour un meilleur Nigéria, qui veut retarder de quatre ans le départ du président Babangida, tentait de faire déclarer illégale l'élection du 12 juin par un tribunal d'Abuja.

Les Nigériens ne se font guère d'illusions. Mais ils ne veulent pas laisser perdre la chance d'un changement, comme le montre la patience angélique avec laquelle ils ont supporté depuis des semaines la pénurie de carburants, paralysie des transports, coupures d'eau et d'électricité. Pour ne pas donner de prétextes à un report du scrutin, les organisations de défense des droits civiques se sont aussi gardées d'exprimer la moindre opinion sur les candidats. Ces derniers ont d'ailleurs pris avec un bel ensemble qu'ils n'ouvriraient pas d'enquête sur la gestion des militaires. Afin de leur ôter toute inquiétude et toute tentation de révolte.

MICHELLE MARINGUES

Après une tournée au Maghreb

Le secrétaire général de l'ONU prépare un ultime compromis au Sahara occidental

Le secrétaire général de l'ONU va-t-il réussir à « désensibiliser » le processus de paix au Sahara occidental, qui devrait, selon ses vœux, conduire, « avant la fin de l'année », à l'organisation d'un référendum d'autodétermination ? Au terme d'une tournée maghrébine qui l'a successivement conduit à Rabat, à Tindouf, à Alger et à Tunis, Boutros Boutros-Ghali s'est contenté d'indiquer qu'il avait proposé aux deux belligérents en état d'armistice depuis le 6 septembre 1991 - le Maroc et le Front Polisario - un « nouveau compromis » dont il a « grand espoir » qu'il sera accepté par les uns et par les autres.

Le Maroc n'a pas encore officiellement réagi à ce compromis qui porte sur l'établissement des critères d'identification des Sahraouis, appelés à se rendre aux urnes. Mais, le fait que le Front Polisario, par la voix de son « numéro 2 », Bachir Mustapha Sayed, ait jugé « intéressant », donne à penser que « Rabat pourrait ne pas être du même avis, tant sont tranchées les positions des deux protagonistes ».

En matière d'identification, le Front Polisario s'en tient au recensement fait, en 1974, par l'administration espagnole, qui fixait le nombre d'habitants à 74 000, sauf à l'adjoindre, en plus, une « petite marge d'erreurs ». Le Maroc, pour sa part, souhaite ajouter sur ces listes les noms de quelque 120 000 Sahraouis qui ont été « contraints par l'histoire » de se déplacer vers le nord, souvent vers le royaume chrétien.

Pour sortir de cette impasse, M. Boutros-Ghali aurait proposé une méthode d'identification, « plus réaliste » aux yeux du Front Polisario, qui ferait davantage appel à des documents officiels qu'à de fragiles témoignages oraux. Le corps électoral pourrait ainsi compter quelque 90 000 personnes. C'est dire que le fossé est encore loin d'être comblé entre les desiderata des deux parties prenantes. « Les risques de reprise de la guerre sont plus grands que les chances de paix », a déclaré, « à titre personnel », le ministre sahraoui de la défense.

Le Maroc est soucieux d'acquiescer, par voie de référendum, « un titre de propriété internationale ». Mais, pas à n'importe quel prix. En tout cas, pas au prix d'un résultat qui n'aurait pas les allures d'un plébiscite. Occupant des lieux, Hassan II est dans une position confortable pour ne pas se laisser imposer une solution qui n'aurait pas son aval. Même s'il se disait résolu à « mener jusqu'au bout une guerre imposée », ses adversaires sahraouis sont conscients que le rapport de forces est, aujourd'hui, largement en leur défaveur.

« Aller aider ailleurs » ?

Ralliés, bon gré mal gré, à un plan de paix que l'ONU tente de faire aboutir, depuis le mois d'avril 1991, les protagonistes de ce conflit, déjà vieux de vingt ans, semblent bien arrivés, aujourd'hui, au bout de leurs concessions. Dans le « rapport définitif » qu'il doit présenter, au mois de juillet, au Conseil de sécurité, quelles conclusions M. Boutros-Ghali tirera-t-il de ce dialogue de sourds entre deux adversaires qui ne se parlent plus que par personnes interposées ?

Comme si de rien n'était, le secrétaire général de l'ONU a entamé les préparatifs de ce très hypothétique référendum d'autodétermination dans cette ancienne colonie espagnole, tout en indiquant que le budget déjà approuvé

Amos Sawyer a indiqué, dans un communiqué, que les Forces armées libériennes (les fidèles de feu le président Samuel Doe) étaient soupçonnées de « négligence présumée » dans la protection du camp, où un millier de personnes déplacées avaient été rassemblées (Le Monde du 8 juin). - (AFP)

RWANDA : accord sur la réinstallation des réfugiés. - Le gouvernement rwandais et les rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) ont conclu, mercredi 9 juin, un accord sur le rapatriement des réfugiés rwandais, disséminés en Ouganda, en Tanzanie et au Zaïre. Il s'agit de l'un des derniers sujets figurant à l'ordre du jour des négociations de paix qui ont lieu, depuis onze mois, à Arusha, dans le nord de la Tanzanie. - (AFP)

- 147 millions de dollars - « ne suffira pas » à couvrir les frais de cette opération. « Si les deux protagonistes ne veulent pas avoir la sagesse de trouver une solution », M. Boutros-Ghali pourrait être tenté, comme il l'a déjà dit, « d'aller aider ailleurs », à moins qu'il ne décide, « pour en finir », d'imposer, « sans la coopération de l'une des parties », ses manières de voir et de faire.

En réalité, cette « guerre des sobles » est une « guerre des pauvres », dont M. Boutros-Ghali dit « qu'elle n'a pas de témoins, qu'elle n'attire pas les médias ». « Tout le monde est en faveur de l'autodétermination du peuple sahraoui », constatait récemment, avec amertume, Mohamed Abdelaziz, secrétaire général du Front Polisario, mais ce n'est, pour personne, la première des priorités.

JACQUES DE BARRIN

Algérie : Un des principaux chefs de la guérilla islamiste aurait été arrêté

ALGER
de notre correspondant

Après l'Allemagne, où Rabah Kébir, le porte-parole du Front islamique du salut (FIS), dit aussi l'étranger, et l'un des fils d'Abassi Madani, le président du Parti de Dieu viennent d'être arrêtés, c'est le Maroc qui, à son tour, défère la chronique algéroise. Dans son édition du jeudi 10 juin, le quotidien indépendant le Matin, citant « des sources sûres », a annoncé l'arrestation, « dans la région d'Oujda », au Maroc, de l'un des principaux chefs du Mouvement islamique armé (MIA), Abdelhak Layada.

Cet « émir » des maquis algériens, présenté comme le commanditaire du récent assassinat de l'écrivain et journaliste Tahar Djaout, aurait, selon le Matin, passé clandestinement la frontière, « il y a deux semaines, grâce à un réseau de soutien du MIA dans l'ouest algérien ». Bien que l'information n'ait été officiellement confirmée ni à Alger, ni à Rabat, le radio nationale lui a donné un large écho, estimant que cette arrestation, si elle se confirmait, constituerait « un coup important contre les groupes armés ».

Abdelhak Layada, alias Abou

Adiane, trente-quatre ans, s'était auto-proclamé « commandant des groupes armés islamiques » après la mort, au mois de septembre dernier, de son « parrain » Mohamed Allal, plus connu sous le pseudonyme de Mob Leulley. Le jeune « émir », ancien élève à Bardi, chef islamiste de l'est d'Algérie, était rapidement devenu le principal rival d'Abdelkader Chebouli, autre chef de maquis, bénéficiant, lui, du soutien de l'imam Ali Benbadji, numéro deux du FIS, déteint à Blida. Cette « guerre des chefs » - dénonciations et meurtres à la clé - aurait provoqué « pas mal de dégâts dans les rangs des terroristes », précise le Matin.

Affaiblir par ces rivalités internes, la nébuleuse des groupes islamistes, contre laquelle les forces de sécurité ont entamé une lutte sans merci qui se solderait, chaque jour, par de nombreux morts, serait déjà vu « la plupart de ses chefs » prendre la route de l'exil, estime le quotidien. A cet égard, le Front des forces socialistes (FFS) d'Ali Ahmed a dénoncé, jeudi, dans un communiqué, « la montée de la violence et les atteintes répétées aux droits de l'homme (qui) atténuent des proportions effrayantes ».

CATHERINE SIMON

هكذا من الإلهام

Le Monde et ses Publications

JUIN 1993

EN LIBRAIRIE Le Monde ÉDITIONS

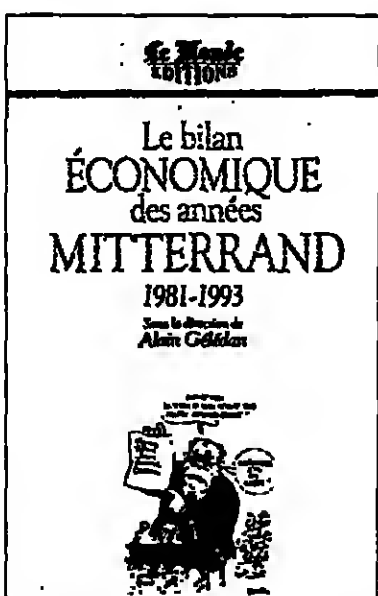
Social, par ici la sortie !

Par Alain Lebaube

252 pages - 120 F

La France est un pays fausement moderne, handicapé par son retard social, alors même que la construction d'un nouveau modèle où la production et le social seraient confondus recèle des gains de productivité considérables.

Des expériences innovantes en sont la preuve ici où là, une preuve encore balbutiante, insuffisante pour enrayer le développement d'une société duale, de l'exclusion, des banlieues-ghettos, etc. Un livre indispensable pour qui veut, sans cesse, réfléchir aux vrais enjeux de la modernité.



Le Bilan économique des années Mitterrand 1981-1993

Sous la direction d'Alain Gélédan
226 pages - 79 F

Dressé à partir des articles des journalistes du Monde, le bilan de la gauche au pouvoir depuis 1981, ainsi que de l'intermédiaire de la cohabitation. Le film de la vie économique des douze dernières années défile avec des séquences découpées en fonction de la durée des gouvernements Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, Cresson, Bérégovoy... Une véritable leçon d'économie politique, avec une introduction originale de Michel Noblecourt et un index qui renforce la caractère pédagogique de cet ouvrage.

Revue d'économie financière (n° 23) Le financement des retraites La gestion du partage et des risques

364 pages - 160 F

La Revue d'économie financière (n° 23) présente un dossier d'actualité qui s'adresse aux spécialistes de la finance, chercheurs, universitaires et praticiens, de l'assurance et des organismes de retraite, notamment. Au sommaire : le vieillissement et la question des transferts ; projections et modèles ; retraite et système financier ; le débat social ; systèmes et perspectives étrangers ; les origines et les expériences historiques.



EN KIOSQUE Publications mensuelles

LE MONDE DES DÉBATS

LES 30-40 ANS : UNE GÉNÉRATION CULTURELLE ? Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe nés entre 1953 et 1963 expliquent comment, dans leur travail de créateur, ils se situent par rapport à la génération qui les a précédés et à celle qui a suivi. **SERVICE MILITAIRE OU SERVICE CIVIL** : faut-il comme certains le souhaitent affecter d'avantage d'appelés à des activités civiles ? Les opinions d'un général, d'un spécialiste des questions de défense nationale, d'un syndicaliste, d'un démographe. **BLANCHIR LE TRAVAIL AU NOIR** : Doit-on interdire le travail clandestin ou le prendre en compte comme un dernier recours avant l'exclusion ? Les points de vue d'un sociologue et d'un économiste. **INTERVENIR EN YOUGOSLAVIE** : Les réflexions d'un historien.

LE MONDE DOSSIERS ET DOCUMENTS

Deux dossiers :

L'ONU A LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU SOUFFLE : A l'approche de son cinquantième anniversaire, l'Organisation des Nations unies est confrontée à une véritable crise de croissance. En outre, se pose un problème de représentativité : le Conseil de sécurité s'ouvrira-t-il au Japon et à l'Allemagne ?

LE COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA FRANCE : En 1992, pour la première fois depuis 1978, la balance a été excédentaire. La « contrainte extérieure » se dessine, grâce notamment aux efforts de maîtrise de l'inflation. Mais ce rééquilibrage semble précaire. Et chaque mois, les « clés de l'info » deux pages qui récapitulent et expliquent l'actualité du mois.



LE MONDE DE L'ÉDUCATION

UN GRAND DOSSIER : Poursuivre des études après un IUT ou un BTS. Un dossier pour guider les étudiants dans leur choix, avec des explications complètes et personnalisées. **ENQUÊTE** : Parents, n'ayez pas peur de la télé. **PRATIQUE** : La méthode « La Grande-rie ». **REPORTAGE** : Le métier d'ingénieur culturel.

LE MONDE DES PHILATÉLISTES

VARIÉTÉS D'IMPRESSION : La passion du détail. **NOUVEAUTÉS FRANCE** : Les Héros de la Résistance. **CARTES POSTALES** : Le tennis.



Hors-série



LES GRANDS ENTRETIENS DU MONDE Tome 1

Un recueil de trente-huit des grands entretiens parus dans le Monde depuis février 1991, regroupés dans cinq chapitres : penser la fin du communisme, penser l'Europe, penser l'Etat, penser la politique et penser l'histoire.

EN VENTE
CHEZ VOTRE LIBRAIRE
Distribution SODIS

Le Monde
diplomatique
Le Monde de l'éducation
Le Monde
PHILATÉLISTES
Le Monde
DEBATS
Le Monde
DOSSIERS

EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX

PROCHE

Les « morts pour

ISRAËL
Les « morts pour

BREF

Les Pleins Sol Les gr

La nouvelle 106 Zenith
Avec tout l'avantage du monde
vitres teintées, portes
Miami ou vert...
tion spécifique...
cassettes...
ZENITH...
conque pour...

La 306 Diesel : les
grands succès n...
en été. ...
l'été, très s...



RÉSEAU PEUGEOT

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : le malaise de l'armée

Les « morts pour rien » de Tsahal

JÉRUSALEM

de notre correspondant

D'abord l'ennui. Un moral ennui qui s'étire sur trois longues années de service obligatoire. Et puis la peur. Une peur lancinante qui tord le ventre et qu'il faut exorciser pour vivre avec, rester en alerte et repartir en patrouille quand l'heure est sonnée. Enfin la frustration. Exaspérée au sud du Liban contre un ennemi dangereux mais invisible, troublante et obsédante à Gaza dans un combat douteux contre de pauvres nuées de gamins, armés de lance-pierres. L'équation n'est pas nouvelle : ennui, peur, frustration égarent dérapages. Jamais Tsahal, l'armée d'Israël n'a été aussi puissante, jamais elle n'a paru autant doutée d'elle-même et de sa mission.

Accidents, bavures, suicides, désertions : les indices du malaise se multiplient, ces dernières années. Dernier en date des jeux de mort : la roulette russe et ses variantes, qui font fureur dans les casernes. En deux semaines, trois jeunes appelés sont morts et le bilan, en quinze mois, est d'une demi-douzaine de « décès stupides », comme dit le chef d'état-major, le général Ehud Barak. Il faut y ajouter « les dizaines de blessés » dont le « grand muette », ne parle pas mais dont un comité de parents, qui tente de se constituer, entend bien évoquer le sort.

Mère d'un soldat « mort pour rien », l'enfant, Shulamit Melet, animatrice de ce comité, accuse « le système » dans son ensemble, dénonce « le camouflage systématique » qui serait opéré par l'encadrement, et exige qu'on cesse de « ne faire payer que les lampistes ». En 1992, son fils, un caporal de l'armée de l'air est mort sur sa base. Dans un premier temps, on a parlé d'un décès accidentel. Sur la tombe du jeune homme, l'épithète habituelle avait été inscrite : « Mort au devoir ». Le père du défunt l'a fait effacer. Son fils a été tué en participant à un « jeu » en vogue sur les bases aériennes : la roulette-roulette.

Homicide par négligence

Grosso modo, cela consiste à s'allonger en groupe sur les filets de frénésie des avions en bout de piste. L'attente peut durer des heures. Et puis, à un moment, quelqu'un, dans le tour de contrôle, actionne la manette qui lâve brutalement le filet. Les gagnants sont ceux qui ont réussi à s'accrocher. Ce jour-là, le caporal Melet a été surpris. Projeté à sept mètres de hauteur, son corps est retombé, désarticulé et sans vie sur le tarmac. Dimanche dernier, deux officiers, dont une jeune et jolie jeune femme, qui auraient encouragé les blifflins à monter qu'ils étaient des hommes, sont

passés en cour martiale. Ils ont été inculpés d'homicide par négligence. Sentence encourue : trois ans de prison.

Les trois dernières victimes, elles, ont joué à des variantes de la roulette russe. Les simples soldats n'étant pas armés de pistolet - privilège réservé aux officiers - les troupes-morts ont inventé un système qui consiste à enclencher, puis déclencher, en un éclair, un chargeur dans le magasin du fusil M 16 réglementaire, tout en appuyant simultanément sur la détente. Question : une balle a-t-elle eu le temps de se loger dans le canon ? Réponse : tourner le canon sur le temps ou dans sa bouche, actionner une nouvelle fois le gachette. Les gagnants sont ceux qui entendent le décalé à vide...

Jouer les bravaches

Le semaine dernière, Itzhak Rabin, qui cumule ses fonctions de chef du gouvernement avec celles de ministre de la défense, a été entendu sur le développement de ce phénomène suicidaire par la puissante commission parlementaire des affaires étrangères et de la défense. Il a parlé d'une « tendance effrayante » et donné ordre aux officiers d'interroger « un à un » les cent trente mille appelés « pour les inciter à parler de l'étendue du problème ». Objectif : briser

la loi du silence et les dynamiques de groupe qui règnent, à cet égard, dans les casernes.

« Tout le problème, a déclaré un officier supérieur au quotidien Yedioth Aharonot qui a révélé cette affaire, est que la discipline n'est plus ce qu'elle était. Et puis, il y a trente ans, on se méfiait des armes. Aujourd'hui, elles sont devenues des complices qui permettent de jouer les bravaches. » Et le général de réserve Ron Lévy d'ajouter : « Nous avons aujourd'hui affaire à des jeunes gens gâtés, à peine sortis de l'école, et mal préparés aux duretés de la vie militaire. Mais, après tout, certains sont des têtes brûlées qui seront peut-être, un jour, chassés à l'ordre de nos armées. »

PATRICE CLAUDE

La levée des restrictions sur l'enrôlement des homosexuels. - L'état-major de l'armée israélienne a levé, jeudi 10 juin, les restrictions qui pesaient sur l'enrôlement des appelés homosexuels, a indiqué un porte-parole militaire. Ceux-ci « seront dorénavant mobilisés en fonction des mêmes considérations que tous les autres appelés », et ne seront plus empêchés d'office d'accéder à des postes dans des unités « spéciales », notamment dans les renseignements militaires. - (AFP)

EN BREF

SYRIE : un dirigeant de l'opposition chiite irakienne reçu par le président Assad. - Le président Hafez El Assad a reçu, jeudi 10 juin, un dirigeant de l'opposition chiite irakienne, Fayoullah Mohammad Baker Hakim. L'entretien a porté sur « la situation en Irak et les moyens de venir au secours du peuple irakien », a indiqué un membre

de l'entourage de M. Hakim. Selon ce dernier, il a été notamment question du « rôle que pourraient jouer les pays de la région pour aider le peuple irakien à se débarrasser du régime [de Saddam Hussein] ainsi que [la nécessité] d'unifier l'opposition irakienne ». - (AFP)

MEXIQUE : arrestation d'un baron de la drogue impliqué dans la fusillade de Guadalajara. - Les autorités mexicaines ont annoncé, jeudi 10 juin, l'arrestation de Joaquin Guzman, un des principaux suspects de la fusillade de l'aéroport de Guadalajara, qui avait fait sept morts dont le cardinal Juan Jesus Posadas (le Monde du 26 mai). Considéré

comme le chef du cartel de drogue de Sinaloa, Guzman s'apprêtait à entrer au Guatemala. Par ailleurs, une dizaine de policiers, dont plusieurs hauts grades, ont été mis sous les verrous. Ils sont soupçonnés d'avoir protégé les auteurs de l'assassinat du prélat en échange de pots-de-vin versés par les narcotrafiquants. - (Corresp.)

A TRAVERS LE MONDE

CENTRAFRIQUE

La date des élections a été avancée

Le chef du gouvernement centrafricain, Enoch Derant Lakoué, et certains candidats à l'élection présidentielle, se sont mis d'accord, jeudi 10 juin, à l'issue d'une réunion, pour avancer au mois d'octobre la date du premier tour des élections présidentielle et législatives.

Ces scrutins avaient été officiellement fixés au 17 octobre. L'opposition souhaitait qu'ils aient lieu plus tôt, les mandats de l'Assemblée et du président étant échus depuis août et novembre derniers. Au cours d'une rapide visite à Bangui, le 5 juin, le ministre français de la coopération, Michel Rousin, avait fait pression sur le chef de l'Etat, André Kolingba, et le premier ministre, leur demandant d'organiser les élections avant la date fixée (le Monde du 9 juin). - (AFP)

CONGO

Proclamation du résultat des élections en dépit des objections

Le ministre de l'intérieur, le colonel François Ayayen, a annoncé à la radio, vendredi 11 juin, aux premières heures de la matinée, que la « mouvance présidentielle » avait obtenu sept des onze sièges en ballottage au second tour des élections législatives anticipées, et l'Union pour la démocratie et la république (UDR) de M. André Milongo les quatre autres.

Les partisans du président André Lissoube disposeront donc de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, avec 69 députés sur 125, contre 49 à la coalition de l'opposition - qui avait boycotté le second tour. La publication de ces résultats a surpris les observateurs. La télévision avait annoncé quelques heures plus tôt que le haut commandement mili-

taire avait demandé au président Lissoube de l'annuler afin d'éviter un déchirement inutile. - (AFP)

CUBA

Des milliers de militaires sont affectés à des travaux agricoles

« Plusieurs milliers » de soldats, d'officiers, de cadets et de civils employés par les Forces armées révolutionnaires (FAR) ont rejoint, dans les campagnes proches de La Havane, quelque trente-deux étudiants et professeurs ainsi que vingt mille citoyens mobilisés afin de prêter main forte aux agriculteurs de cette région, où la production est en baisse, a annoncé Granma, l'organe officiel du PC cubain.

Cette mobilisation de personnes sans qualification agricole s'est empliée depuis le départ du camp socialiste est-européen, qui a entraîné une crise économique aiguë dans l'île, où la situation alimentaire est devenue critique. L'hebdomadaire Trabajadores a cependant déploré que cette force de travail « ne soit pas employée efficacement », mettant en cause « la manque d'organisation et de discipline du copinage ». - (AFP)

DIPLOMATIE

Pierre Lafrance nommé ambassadeur à Islamabad

Pierre Lafrance, directeur de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, a été nommé ambassadeur de France à Islamabad (Pakistan).

[Né le 19 août 1932, Pierre Lafrance a été notamment en poste à Constantinople, Bagdad, Tripoli, Téhéran, Kaboul, Koweït. Avant de rejoindre l'administration centrale, il avait été ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Nouakchott (1988-1991).]

Les Pleins Soleils Peugeot du 10 au 16 juin. Les grands succès de l'été.

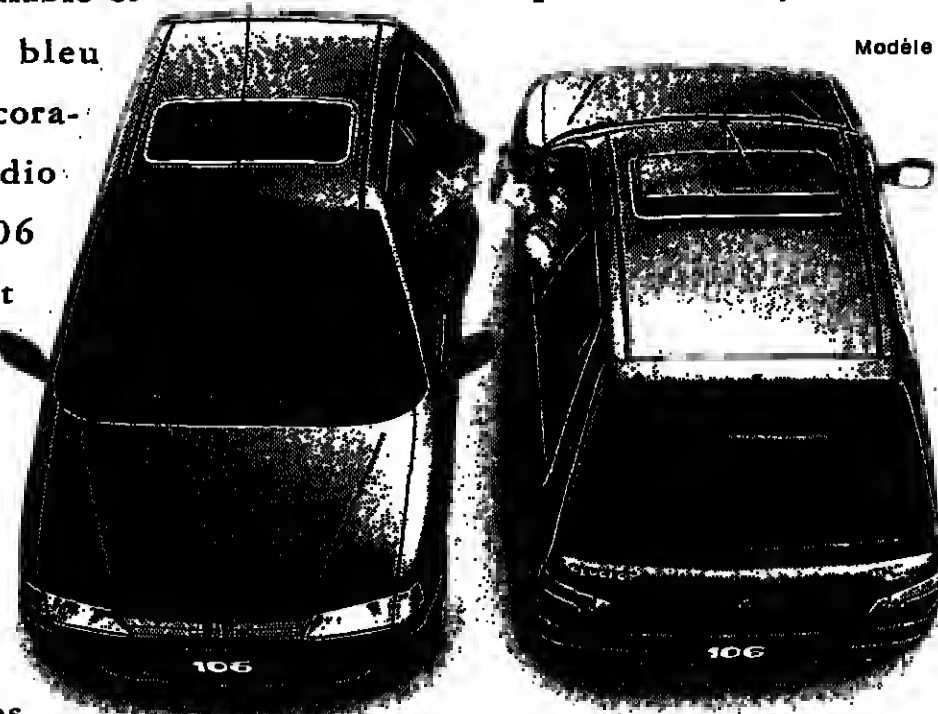
La nouvelle 106 Zenith : le Tube de l'été.

Avec toit ouvrant entrebaillable et vitres teintées, peinture bleu Miami ou vert fluorite, décoration spécifique et autoradio cassettes, la nouvelle 106 ZENITH est vraiment conçue pour vivre l'été.

La 306 Diesel : les grands succès naissent en été. La nouveauté de l'été, très 306 et très Diesel.



Toutes les qualités et le comportement de la 306 salués par la presse spéciali-



sée, dans une version Diesel. Profitez des Pleins Soleils pour venir essayer les 306 Essence et Diesel.

Modèle présenté : 306 XT A.M 93. Option jante alu.

Prix "Summer" sur les 205. Les nouvelles

"205 série Summer" c'est toute une gamme pour l'été et leurs prix sont en vacances. Venez vite les découvrir.

Les offres de l'été.

Pendant les Pleins Soleils, venez profiter d'offres ensoleillées* : des reprises, des prix sur les accessoires.

* Voir modalités des offres sur le lieu de vente.

RÉSEAU PEUGEOT.



PEUGEOT

ESPACE EUROPEEN

La Bulgarie dans l'étau de l'embargo

Soucieuse de respectabilité internationale, Sofia respecte les décisions de l'ONU contre les Serbes mais craint d'être entraînée contre son gré dans une nouvelle guerre balkanique

SOFIA

de notre envoyé spécial

« POUR briser la volonté d'un régime communiste (la Serbie), il faudrait que souffre un pays comme la Bulgarie qui fait des changements démocratiques. » Le « paradoxe » énoncé par Alexandre Yordanov est répété à Sofia sur tous les tons par tous les interlocuteurs, qu'ils appartiennent, comme le président du Parlement, à l'Union des forces démocratiques, le parti du président Jeleu, aujourd'hui dans l'opposition, au Parti socialiste bulgare, avatar du PC, qui soutient un gouvernement de « techniciens », comme au Mouvement des droits et des libertés représentant la minorité turque.

La classe politique est unanime : les sanctions imposées à la Serbie et au Monténégro par la communauté internationale pour tenter de mettre un terme aux combats en Bosnie coûtent cher à la Bulgarie. Les chiffres varient, le plus fiable est sans doute celui de 2 milliards de dollars cette année. Auxquels il faut ajouter les quelque 2 milliards, prix de l'embargo contre l'Irak pendant la guerre du Golfe. C'est beaucoup alors que la Bulgarie cherche sans grand succès à renégocier une dette, auprès des banques privées occidentales qui s'élève à 13 milliards de dollars.

Pas question pour les Bulgares, officiellement du moins, de ne pas respecter les décisions des Nations unies, donc l'embargo ; il s'agit de la crédibilité de la jeune démocratie, de son insertion dans la communauté des peuples libres. « Si le prix à payer, c'est 2 milliards de dollars, je suis prêt à l'accepter », affirme Dimitar Yotchev, ancien colonel de l'armée, socialiste, vice-président de la commission des affaires étrangères.

Mais la Bulgarie attend des compensations. Elle met en évidence son enclavement, l'absence de débouchés sur une mer ouverte – elle négocie avec la Grèce l'accès à la mer Égée, alors qu'il n'y a aucunement de débouchés, mais les Grecs sont réticents, l'importance du transport routier dans son FNB avant que les routes passant par la Yougoslavie soient coupées.

Sans illusions

Le premier ministre, Luchen Berov, explique à ses interlocuteurs occidentaux les contraintes de la démocratie représentative, malgré toute sa bonne volonté, son gouvernement aura beaucoup de mal à faire voter les mesures concrètes renforçant l'embargo par des députés dont les circonscriptions sont toutes à des titres divers de la mise en quarantaine de la Serbie. Les Bulgares rappellent un précédent en leur déshonneur. Après la première guerre mondiale, ils ont dû payer des « réparations » à la Serbie et à la Grèce sous la surveillance d'inspecteurs des finances français qui contrôlaient leur budget, pour punition de leur alliance avec l'Allemagne. Aujourd'hui qu'ils se trouvent dans le « bon » camp, celui des démocraties, pourquoi ne pourraient-ils bénéficier des mêmes principes ?

A vrai dire, ils ne font pas trop d'illusions, bien que l'article 30 de la Charte de l'ONU prévoit la possibilité de dédommagement. L'insistance mise sur les compensations vise à montrer à l'extérieur les sacrifices consentis par la Bulgarie au nom du nouvel ordre mondial et à trouver pour la consommation intérieure des causes étrangères à une situation économique de plus en plus difficile. Or, malgré une adhésion à la

politique des Nations unies dont il n'y a pas lieu de mettre en doute la sincérité, les Bulgares sont dans la crise yougoslave d'une extrême prudence ; ils ne cachent pas qu'ils ont tout simplement peur et que cette peur explique aussi, en dehors de considérations intellectuelles respectables (le Monde du 8 mai), leur reconnaissance de la République de Macédoine. La guerre en Yougoslavie met à rude épreuve leurs rapports avec leurs voisins serbes ; elle menace de s'étendre et donc de réveiller les tensions ethniques à l'intérieur du pays, voire d'entraîner la Bulgarie dans un nouveau conflit balkanique.

« Il faut comprendre les angoisses du peuple serbe qui se retrouve minoritaire dans des États qui ne respectent pas les droits des minorités », déclare Nikola Stankov, président (UFD) de la commission de la sécurité au Parlement de Sofia. Paroles qui sonnent comme un écho d'une déclaration de l'ancien chef du dernier gouvernement communiste Loukanov : « Quoi qu'il arrive, avec les Serbes nous sommes cousins. Nous ne prendrions jamais la tête d'une croisade anti-serbe. » Solidarité slave, impératif du bon voisinage, si les autorités de Sofia condamnent la politique de Slobodan Milosevic, elles ne veulent pas hypothéquer leurs relations futures avec la Serbie.

Macédoine : Etat ou nation ?

C'est pourquoi l'évolution du conflit est suivie avec beaucoup de préoccupation. Les Bulgares se sont faits à l'idée d'un durcissement de l'action internationale, même si celle-ci ne prend pas nécessairement la forme d'une intervention armée. L'interdiction de la navigation sur le Danube n'est-elle pas déjà une manifesta-

tion de force ? se demandent-ils, en conjurant leurs voisins, turcs et grecs en particulier, de s'engager à ne pas participer à une opération militaire dans l'ex-Yougoslavie, comme ils refusent tout passage de troupes étrangères sur leur sol. Ils ont encore insisté sur ce point lors de la visite du président Oezal, quelques semaines avant sa mort. Sûr, ce serait la porte ouverte à une internationalisation de la guerre, dans laquelle la Bulgarie serait entraînée de gré ou de force.

Sans que cette extrémité soit encore vraisemblable, les Bulgares redoutent un empiètement du Kosovo, voire de la Macédoine. Ils ont rapidement reconnu, quoi qu'il leur en coûte, la petite République de Skopje, pour éviter toute déstabilisation. Sous l'influence de sociologues et d'historiens qui cherchent à développer une conception politique de la nation, le président Jeleu a pris la décision de reconnaître l'Etat macédonien, ce qui ne signifie pas qu'il aille aussi loin que ses conseillers et accepte l'idée d'une nation macédonienne, distincte de la nation bulgare. Il s'agit dans une grande mesure d'un exercice d'équilibre, car Jeleu Jeleu se voit aussi reprocher de ne pas répondre assez vertement au président macédonien Gligorov, se permet d'« annexer » Cyrille et Méthode, les deux moines évangélistes des Slaves.

La Bulgarie n'a en tout cas aucune revendication territoriale envers la Macédoine mais n'admettrait pas que Skopje ait des visées sur la Macédoine du Pirin, province bulgare où vit une population qui se veut d'origine macédonienne. De la même façon, Sofia cherche à brider les actions des Bulgares du Pirin qui revendiquent l'ensemble de la Macédoine. Que la Macédoine soit divisée en trois parties : Macédoine de

Skopje, Macédoine du Pirin, et Macédoine de l'Égée, le fait est accepté par les autorités de la Bulgarie démocratique, contrairement aux Grecs qui refusent à la République de Skopje le droit de s'appeler macédonienne, car pour eux il n'y a qu'une Macédoine, qui est grecque.

La minorité turque

Tout ceci ne serait rien si le président et le gouvernement ne devaient pas se garder d'ouvrir un autre front, du côté de la population bulgare d'origine turque qui est en droit d'éprouver une sympathie spontanée envers les Musulmans bosniaques victimes de la purification ethnique. A vrai dire, le large consensus sur la politique extérieure bulgare transcende actuellement les différences ethniques. « La coexistence entre les communautés bulgares et turques », indique Imal Lutfi, président de la commission des affaires étrangères du Parlement et vice-président du Mouvement pour les droits et les libertés (MDL) qui représente la minorité d'origine turque.

Sans doute la dégradation de la situation économique et sociale pourrait-elle inciter tel ou tel dirigeant populiste à exciter les tensions ethniques pour fournir à la population un bouc émissaire. C'est toujours et partout un terrain fertile, mais la Bulgarie « a déjà donné » avec la tragique expérience du régime Jivkov qui, dans les années 80, s'est lancé dans une politique de « bulgarisation » des noms turcs. Un des signes de reconnaissance de l'opposition démocratique était o contre la défense des droits de la minorité turque.

D'autre part, la société bulgare était largement laïcisée tant du côté des orthodoxes que de celui

des Musulmans, avant même l'imposition du marxisme-léninisme. La tradition de cohabitation est ancienne et la politique anti-turque du régime communiste finissant ne l'a pas sérieusement entamée. Le MDL lui-même cherche à sortir du ghetto ethnique, alors que se crée sans grand succès un nouveau parti turc. Le risque est que le hesin d'identification ethnico-religieuse qui se répand en Europe de l'Est ne vienne bouleverser ces bonnes dispositions et se greffer sur les difficultés économiques.

La politique de restitution des terres s'est faite par exemple au détriment des Bulgares d'origine turque qui ont été chassés d'exploitations dont ils n'étaient pas propriétaires. Les riches Turcs, eux, ont quitté la Bulgarie depuis plus d'un siècle. Des difficultés apparaissent avec les Tsiganes ou avec des Bulgares musulmans qui se revendiquent comme « turcs » et veulent retrouver leurs noms islamiques plusieurs fois slavisés au cours des siècles, plus par besoin d'identification que par cohérence ethnique.

Le calme qui règne actuellement dans les rapports entre communautés en Bulgarie apparaît précaire, comme le consensus en politique extérieure entre les anciens communistes rebaptisés socialistes et les forces de l'opposition démocratique, entre le président et le gouvernement ou entre le président et l'UFD, sa formation d'origine. Pour qu'il se maintienne, la Bulgarie doit pouvoir conserver cet équilibre délicat entre le soutien des décisions internationales, la non-intervention dans la guerre yougoslave et le maintien de relations avec ceux qui, quoi qu'il arrive, resteront ses voisins.

DANIEL VERNET

Les désarrois de l'automobiliste moscovite

Le prix de l'essence a encore augmenté, les queues se sont reformées devant les stations-service, les trafics prospèrent

MOSCOU

de notre envoyé spécial

LES « perce-neige », comme on les appelle ici, sont de retour et Slava, chauffeur professionnel, ne décroche pas contre ces voitures « trop vieilles pour sortir l'hiver et qui, des beaux jours, encombre les rues, tombent toujours en panne et boivent toute notre essence ». Slava, comme tous les Moscovites, ne pète pas seulement contre ces conducteurs du dimanche, mais contre la décision, prise fin mai par les autorités de Moscou, de faire passer de 40 à 75 roubles le prix du litre d'essence.

Annulée au dernier moment, cette augmentation a provoqué une belle pagaille à Moscou. Dans un premier temps, vient de connaître les nouveaux prix, les automobilistes s'étaient bien entendus sur les stations-service, qui se sont vite retrouvées en rupture de stocks. Et sont revenues les images, qu'on croyait révolues, des files de voitures s'étirant sur plusieurs kilomètres et ces heures de queue au hant desquelles un de fortes chances de revenir bredouille. Mais les files n'ont pas cessé avec la hausse des prix, car les responsables ont laissé prévoir de nouvelles augmentations.

Alors, devant les stations-service, en attendant une hypothétique livraison, la grogne monte, surtout contre Boris Eltsine, tenu pour principal responsable. « Il nous avait pourtant promis de ne pas le faire », fulmine un vieil homme excédé. « C'est comme ça, ajoute un autre, qu'il nous remercie d'avoir voté pour lui au référendum ! » La ficelle était certes un peu grosse : le 9 avril, soit dans la dernière ligne droite de sa campagne en vue du référendum du 25 avril, le président russe, feignant une grosse colère devant le prix de l'essence qui était en train

de s'envoler, avait pris un décret limitant son prix à 40 roubles le litre. Mais sans dire, selon obligation, jusqu'à quelle date. On le sait maintenant : le décret était, paraît-il, valable uniquement jusqu'au 25 mai. Jour pour jour, un mois après le référendum.

« Bien sûr que ça nous gêne dans nos heures de travail », dit-il, « mais on ne peut pas prévoir à quelle heure nous pourrions partir à la campagne. » Avec une belle franchise, cet automobiliste explique pourquoi la hausse des prix de l'essence à ce moment de l'année est particulièrement difficile à encaisser pour les Moscovites. La grande migration a en effet commencé et elle durera jusqu'au début de l'hiver.

Oublier Moscou

Tous n'ont qu'un mot à la bouche : la datcha ! Luxueuse maison en bois dans les forêts des alentours ou minuscule bicoque le long d'une autoroute, c'est là que, désormais, va se passer « la vraie vie », là où l'on va s'approvisionner pour l'hiver en cultivant le moindre mètre carré de son lopin de terre personnel, là où l'on va oublier Moscou et ses miasmes. Tout est donc mis en œuvre pour rejoindre le plus souvent cet Eldorado et y passer le plus de temps possible. « C'est étrange, ironise un homme d'affaires européen, mes employés sont plus souvent malades en été qu'en hiver. »

L'approvisionnement en essence est aussi désormais plus ardu en raison de la multiplication du nombre des voitures à Moscou, ainsi que par le fait – paradoxe dont ce pays n'est pas sans avoir – que celles-ci consomment de plus en plus. D'une part, les nouveaux « businessmen » estiment inconvenant de ne pas rouler en Cadillac, en Chevrolet ou en Lincoln, modèles dont la qualité première n'est pas l'écono-



La libéralisation de l'économie a aussi permis à de nombreux Moscovites d'acquiescer une voiture.

mie d'énergie. D'autre part, pour le commun des automobilistes, la libéralisation de l'économie leur a certes permis d'acheter une voiture – n'importe où et n'importe quand, sans listes d'attente de plusieurs années comme sous l'ancien régime – mais sans qu'ils puissent se montrer exigeants sur la qualité.

D'où le spectacle étrange aujourd'hui des rues de Moscou transformées en un musée vivant de l'histoire de l'automobile. De la Pobeda (Victoire), sortie au lendemain de la guerre, dont on se demande comment elle peut encore rouler, à la dernière BMW, rutilante et rugissante, en passant par quelques side-cars rescapés et autant de Jeep reconstruites. « Même quand ma voiture ne roule

pas, elle consomme », ironise un étudiant de Moscou, qui m'entraîne la flaque d'essence qui s'étale sous sa Lada.

Le malheur des uns...

Mais la pénurie d'essence ne fait pas que des malheureux. « Eco-liers », Ivan, Lev et Kostia passent plus de temps autour des stations-service que devant leur pupitre. Leur travail est simple : remplir deux jerrycans de 20 litres chacun – personne n'a le droit de prendre plus de quarante litres d'essence à la fois – et se poster discrètement aux abords de la station en attendant le client qui se refuse à faire plusieurs heures de queue. Tout

travail méritant salaire, ils vendent jusqu'à 5 000 roubles (environ 3 francs) ce qu'ils ont payé au maximum 800. Une fois versé aux « grands » chargés de les protéger, ils restent chargés de leur famille : ils gagnent en un jour bien plus qu'un salaire moyen mensuel.

Ce qui reste du travail d'amateurs comparé à celui des « vrais » trafiquants, qui amassent des fortunes considérables dans ce secteur. A tel point que l'hebdomadaire *Argumenty y Facy* compare l'affaire de l'essence à un « scandale du coton », qui avait secoué le régime il y a une dizaine d'années. Sans citer de noms – et pour cause, diront les mauvaises langues, – une

commission ad hoc de la municipalité a levé le voile sur un certain nombre de détournements particulièrement juteux. Ici, ce sont 28 000 tonnes d'essence qui sont revenues 10 roubles le litre au lieu de 1 rouble par des « coopératives ».

Pour le prix d'une réparation

LA, ce sont 320 wagons-citernes qu'on retrouve, pleins d'essence, dans une des gares de la capitale. Et encore, ces 5 000 tonnes de carburant pour moteurs diesel, volées en Sibérie, qui prennent le chemin de la Subde via Riga. Sans parler d'une « coopérative » qui achète 40 % des actions d'une usine de raffinage de la banlieue de Moscou pour... 36 000 roubles, soit le prix d'une réparation dans un garage de Moscou.

La privatisation en cours dans ce secteur, et on ne voit pas pourquoi cela se passerait autrement ailleurs, a été habilement détournée de son objectif initial. Pour simplifier, il s'est agi tout simplement de privatiser ce qui rapportait de l'argent, à savoir la commercialisation, et de laisser dans les mains de l'Etat ce qui n'en rapportait pas, c'est-à-dire tout le reste. Une entreprise peut donc vendre, contre espèces sonnantes et trébuchantes, de l'essence qui ne lui a rien coûté, non seulement à des particuliers, mais surtout à des entités administratives, comme la municipalité de Moscou par exemple. Bref, l'Etat paye deux fois.

Pendant ce temps, dans un pays qui reste un des premiers producteurs de pétrole du monde, beaucoup se demandent s'ils pourront ou non partir, ce week-end, à la datcha. Faut-il « perce-neige » ?

JOSÉ-ALAIN FRAJON

Les télécom
et la coopé

Le développement protégé
une industrie puissante

LE MONDE
diplomatique

EUROPE : La privatisation en cours dans ce secteur, et on ne voit pas pourquoi cela se passerait autrement ailleurs, a été habilement détournée de son objectif initial. Pour simplifier, il s'est agi tout simplement de privatiser ce qui rapportait de l'argent, à savoir la commercialisation, et de laisser dans les mains de l'Etat ce qui n'en rapportait pas, c'est-à-dire tout le reste. Une entreprise peut donc vendre, contre espèces sonnantes et trébuchantes, de l'essence qui ne lui a rien coûté, non seulement à des particuliers, mais surtout à des entités administratives, comme la municipalité de Moscou par exemple. Bref, l'Etat paye deux fois.

هنا نحن النحل

ESPACE EUROPEEN

TRIBUNE

Les télécoms entre le libéralisme débridé et la coopération intergouvernementale

par Henri Prévot

LES États membres de la CEE sont invités par la Commission à décider d'ouvrir à la concurrence tous les services de télécommunications, un secteur critique pour la sécurité nationale, alors même que les États-Unis confirment que leur marché d'équipements de télécommunications restera très difficile d'accès aux entreprises européennes. La concurrence, mot magique et ambigu. Certes, il faut généraliser la concurrence dans les services de télécommunications, mais avec discernement. Comme le Marché commun ne semble pas en mesure de régler une concurrence qui convienne à ce secteur, les États devraient conserver les moyens de la contrôler; en coopération intergouvernementale, ils pourraient trouver la cohérence entre l'objectif d'efficacité technique et commerciale et les impératifs de sécurité publique et de puissance industrielle. Pour cela, le traité sur l'Union leur offre sans doute une nouvelle base juridique.

Les télécommunications transmettent les informations et les commandes; elles sont nécessaires à la vie de l'Etat, des entreprises, et en définitive de la population; c'est dire que, en temps normal, elles doivent rester parfaitement intégrées pour ne pas nuire; c'est dire aussi qu'elles doivent toujours être prêtes à résister aux agressions pour continuer de servir aussi efficacement que possible en cas de crise.

Le développement protégé d'une industrie puissante

En France, les télécommunications sont considérées comme un service public, aujourd'hui confié à une entreprise qui jouit d'un monopole sur le téléphone, c'est-à-dire sur les quatre cinquièmes de l'activité de télécommunication. Ce service public fut aussi un levier très efficace, avec lequel l'Etat a suscité la création et permis le développement d'une industrie du matériel de télécommunications puissante, un des fleurons de l'industrie française. Or les techniques développées et financées par l'industrie des télécommunications sont tout à fait nécessaires aux industries de fabrication d'armement et, plus profondément, à notre politique de défense; il suffit de penser aux systèmes de détection, de guidage des missiles, etc.

On voit donc la force des interactions qui lient le service public de télécommunications, le monopole dont il jouit, le rôle direct qu'il joue en matière de défense non militaire, la puissance de l'industrie qui l'a équipé, les compétences techniques des entreprises françaises et leur capacité à faire des armes qui répondent à la politique de défense du pays.

Si l'on regarde les résultats économiques de France Télécom, la qualité des services qu'elle rend et les succès de l'industrie française, la politique menée par la France

apparaît efficace. Au nom de quoi vouloir généraliser la concurrence? Certes pas au nom du libéralisme, car la théorie économique classique sur laquelle il s'appuie, souvent indolument, ne sait rien dire lorsque sur un marché il n'y a qu'un petit nombre d'entreprises, ce qui sera toujours le cas du téléphone.

Certes non plus au nom du traité de Rome: bien qu'on l'oublie trop, le traité dit que le politique de concurrence ne s'applique pas si des accords entre entreprises génèrent un profit et s'ils procurent aux utilisateurs une part équitable de ce profit; si la concurrence gêne l'accomplissement d'une mission économique d'intérêt général; si elle porte atteinte à la sécurité des États.

Il est sûr que la concurrence stimule chaque entreprise et, au sein des entreprises, chaque agent; mais cet argument doit être utilisé avec modération; il y a d'autres formes de stimulation que l'on peut juger plus nobles: la saine du service public, le désir d'être reconnu... et d'autres formes de compétition que la concurrence commerciale; cela fut efficace chez France Télécom.

La principale raison de généraliser la concurrence dans tous les services de télécommunication, y compris le téléphone, réside dans le fait que c'est techniquement inévitable dès lors qu'on accepte sur certains services: il deviendra de plus en plus difficile de distinguer les services de transport des données, des images et de la voix. Et la diversité des services de télécommunication existants ou imaginables est telle, qu'un monopole sera moins capable de les proposer tous que plusieurs entreprises en concurrence. Et si l'on veut que France Télécom pénètre d'autres marchés, faut-il encore que le marché français soit accessible à d'autres entreprises.

Comment tenir compte de toutes les conséquences de ce changement radical sur la sécurité du pays? Mentionnons seulement ce point pourtant crucial: la concurrence peut faire changer l'état d'esprit qui régit dans les entreprises; elle peut en chasser le sens de l'intérêt général; si elle est trop intense, les agents craignent pour leur emploi et, occupant des postes sensibles, deviendront plus accessibles à des tentations ou des sollicitations, ce qui pourrait introduire au sein de l'organisation des vulnérabilités nouvelles assez sérieuses.

Il y a aussi des conséquences industrielles. En Grande-Bretagne, British Telecom, qui jouit d'une position dominante et d'une grande autonomie de gestion, fait des bénéfices somptueux; l'industrie britannique des télécommunications ayant presque disparu, BT ne s'est pas pour autant adressée aux industriels de la CEE.

En contrepoint parfait, au moment même où les ministres sont invités par la Commission de Bruxelles à décider la suppression

des monopoles, les États-Unis affirment leur politique nationale qui a le même effet que la politique menée en France depuis la Libération: un programme de «supraautoroute de l'information» et, en droit ou en fait, la quasi-fermeture de leur marché national aux industries étrangères.

Les grandes manœuvres ont commencé; les entreprises de télécommunications, de l'informatique et des diffuseurs d'images s'organisent pour répondre aux exigences que appelle d'offrir à venir; les citoyens américains, en définitive, pour bénéficier de ces nouveaux services, financent des entreprises américaines dont le savoir-faire sera à la disposition des États-Unis et, au bout du compte, de leurs entreprises d'armement. Heureux pays, où le champ d'action politique peut être le même que le champ d'action économique!

En Europe, l'économie dépend de la CEE; la politique, la sécurité des pays, la défense de leur position sur la scène internationale sont de la responsabilité des États. La taille d'un pays comme la France n'est plus suffisante pour maîtriser les techniques dont il a besoin pour sa sécurité.

Si l'on soumettrait les services de télécommunications aux règles communautaires de la concurrence, on ne pourrait donner à l'industrie européenne qu'un avantage très faible (3 % sur les prix); d'ailleurs la CEE ne serait même pas capable de distinguer une entreprise contrôlée par des ressortissants d'un État-membre d'une filiale implantée en Europe d'un groupe américain, japonais ou pakistanais! Comment mener une politique dans cet état d'impuissance?

Un précédent réussi: Airbus

Quelles relations établir entre les pays de l'Union européenne pour retrouver cette cohérence entre économie et volonté stratégique, c'est-à-dire pour conserver les moyens de réagir par exemple aux fluctuations du dollar, à la fermeture de certains marchés, au jeu stratégique de groupes intégrés?

Un exemple existe, Airbus: un programme réalisé conjointement par des entreprises qui sont chacune liées à des États qui ont passé entre eux un accord. Voilà la définition d'une «entreprise européenne», dont les intérêts sont réels et

«européens»: il y faut cet ensemble d'accords, entre entreprises et entre États. Les États ont permis Airbus, non seulement par l'aide accordée, largement supérieure à ce qu'autorise la Commission, mais aussi en demandant à Lufthansa et à Air France d'acheter ses avions, ce qu'elles ont fait sans problème, leur marché étant alors protégé.

Airbus s'est fait à côté de la CEE. Ne pourrait-on mener une politique semblable sur le secteur des télécommunications, tellement lié à la sécurité des États, une politique menée par les États - par quelques États seulement, s'il le faut - pour que la difficulté de mettre d'accord douze États en même temps ne conduise pas à l'impuissance, comme pour la TVHD?

Les États qui se seraient mis d'accord ouvriraient alors à la concurrence l'ensemble des services de télécommunications, mais cette concurrence serait limitée à des entreprises choisies, par eux d'un commun accord, qui respecteraient, quant à leurs conditions de fonctionnement et à leur politique d'achat, des règles posées par les États, règles qui pourraient s'écarter de celles de la CEE.

Si les États le veulent, ils pourront sans doute trouver dans le traité de l'Union européenne, hors du traité de Rome, une base juridique pour une telle politique puisqu'elle tend à affirmer l'identité européenne sur la scène internationale et à renforcer la sécurité des États, deux objectifs de la politique étrangère et de sécurité commune.

Certaines verront là un recul de la Communauté de la même façon qu'ils voient un recul dans le fait qu'elle a été retardée pour des raisons de sécurité publique la suppression des contrôles des personnes aux frontières. Bien sûr, ce serait la signature d'une Europe responsable veut se créer, une Europe qui relativise les vertus de la concurrence et qui se dégage de l'alternative entre majorité qualifiée et unanimité, qui, ensemble, affaiblissent les États. Une Europe qui sache se doter de politiques conçues et mises en œuvre par les États, en coopération, pour réunir les conditions industrielles et techniques de leur sécurité.

► Henri Prévot est ingénieur en chef des mines.

MOTEURS MILITAIRES SNECMA : DE GRANDES AVANCÉES TECHNOLOGIQUES QUI FONT UN MONDE PLUS SÛR.

Quand la patrouille de France, reconnue comme l'une des meilleures au monde, réussit des évolutions spectaculaires à bord de ses Alpha-jet, c'est un peu grâce à la souplesse des moteurs Larzac qui équipent cet avion. Quand les Mirage 2000 assurent 1 500 heures d'intervention aérienne sans aucun incident moteur

lors de la guerre du Golfe, la fiabilité du moteur M88-2 n'y est pas étrangère. Quand le Rafale poursuit avec une précision de chronomètre son programme d'essai d'avions polyvalents de très haute performance, il peut compter sur les technologies ultramodernes de ses moteurs M88-2.

Et pour les forces aériennes du monde entier qui ont choisi Snecma, une gamme complète de moteurs existe pour les avions de combat et d'entraînement.

M88-2: le moteur du Mirage 2000

Depuis 1985, le M88-2 équipe les différentes versions du Mirage 2000. Parfaitement adapté à la cellule, il est équipé d'une régulation numérique à pleine autorité qui lui permet de passer sans aucune restriction des vitesses les plus faibles jusqu'à Mach 2.2. Capable d'évoluer en supersonique sans post-combustion, il a ainsi une

"signature" infrarouge réduite. Particulièrement fiable, il possède aussi une architecture modulaire et un calculateur de potentiel embarqué qui simplifient considérablement l'organisation de la

maintenance et abaissent donc le coût de possession.

Le M88 : un moteur pour le prochain siècle.

Aubes monocristallines supportant sans broncher des températures de 1850 degrés (Kelvin), disques de turbines en métallurgie des poudres, matériaux composites rétractaires à matrice céramique... Le moteur du Rafale marque un véritable saut technologique vers le 21ème siècle. Comparé à l'ATAR 9K50 du

Mirage F1, il est plus court de moitié, a une masse inférieure de 45% et un volume réduit de 36%.

Spécialement conçu pour des missions polyvalentes, performant dans tous les domaines du vol, à haute et basse vitesse, à haute et basse altitude, son architecture modulaire avec 21 modules permet une maintenance simplifiée; le moteur de plus est directement accessible sur le Rafale. Comme pour la plupart des moteurs Snecma, le M88-2 peut donner lieu au développement de versions adaptées à des exigences accrues des utilisateurs. Encore plus puissant, le M88-3 est en projet et des versions motoriser des avions d'entraînement avancés.

1993 : le couple Rafale M01/M88-2 s'embarque à bord du porte-avions Foch.

Le couple Rafale M01/M88-2 vient d'effectuer en avril et mai dernier sa première campagne en mer sur le porte-avions français Foch confirmant ainsi la fiabilité et les performances annoncées dans un environnement éprouvant pour les matériels. Autre lieu, autre événement : le 30 avril 1993, le Rafale B01 prototype du Rafale biplace motorisé par deux M88-2 effectuait son premier vol.



La tuyère du M88-2, moteur de 5 000 chevaux de puissance, pèse 1 000 kg.

Au sein d'un M88-2 du Rafale, les technologies de pointe de Snecma ont permis de réaliser un moteur de 5 000 chevaux de puissance, capable de fonctionner à 10 000 tours par minute. Cet effort a permis de réduire la consommation de carburant, d'augmenter la vitesse et de réduire la signature infrarouge. Les performances de ce moteur ont été démontrées lors de nombreux essais en vol.

Le Larzac : 2 millions d'heures de vol sans problème

Lancé en 1989, le Larzac a équipé les Alpha-jet d'entraînement, les Mirage 2000 et les Mirage 2000-5. Sa carrière a été jalonnée de succès, avec plus de 10 000 heures de vol sans aucun incident moteur. Ce moteur a permis de réduire la consommation de carburant et d'augmenter la durée de vie des moteurs.



Rafale



LE MONDE diplomatique

Juin 1993

- EUROPE : L'élargissement de la Communauté en question, par André Riché. - Une dernière chance pour l'unité de la Belgique? par Sergio Carrozzo. Les dégâts de la récession s'éternisent en Allemagne, par Laurent Carroué. - Racisme sur fond de musique rock en RFA, par Brigitte Fatzold.
- ORDRE MONDIAL : Les Nations unies restent confinées dans un rôle de pompier, par Maurice Bertrand. - Les droits des peuples autochtones: le développement devrait-il tuer la culture? par Norbert Rouland. - Premiers jalons au faveur des minorités, par Joseph Yacoub.
- IRAN : Une révolution broyée par ses contradictions, par Ahmad Salamati. - Réussites du cinéma, par Yves Thoraval.
- VILLES : La résistance des Parisiens aux projets immobiliers, par Hassan du Castel. - Drogue, le nouveau supplice des cités, par Hacène Belmessous. - « Banlieues, années 90 », une nouvelle de Philippe Loiseau.
- ASIE : Des flots croissants d'armes se déversent sur la région, par Andrew Mack. - Bain d'affaires pour les militaires chinois, par Philippe Le Corre. - Consensus social et censuré au Japon, par Christophe Alban.
- COMMUNICATION : Les médias à l'assaut de la société, par Henri Madelin.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

Le projet de loi renforçant les contrôles d'identité a été adopté, en première lecture, à une large majorité

Les députés de la majorité UDF-RPR ont adopté, jeudi 10 juin, par 482 voix contre 90, le projet de loi renforçant les contrôles d'identité, présenté par Pierre Méhaignerie, ministre de la justice. Le PC et le PS ont voté contre ce texte qui élargit les possibilités de contrôles en matière de police judiciaire et de police administrative (contrôles préventifs). Le gouvernement a obtenu de l'Assemblée qu'elle retire un amendement indiquant que les contrôles seraient effectués « en toutes circonstances » et non « quel que soit le comportement » de la personne.

« Liberticides » de droite contre « laxistes » de gauche, les députés n'ont guère fait preuve d'imaginaire. A l'occasion de la discussion du projet qui renforce la pratique des contrôles d'identité, ils ont en recours aux antithèses convenues qui accompagnent inévitablement les débats touchant aux libertés publiques. Les assurances de Jacques Limouzy (RPR, Tarn), rapporteur de la commission des lois, qui proposait aux élus de « purifier » la procédure et non de la « muscler », ont rien fait, la gauche a multiplié les motions de procédure pour dire son fait au gouvernement.

Ce texte porte atteinte à l'édifice fragile de nos libertés, a clamé Jean-Pierre Michel (opp. PS, Haute-Saône). « J'ai pourtant des principes d'éducation très sévères mais cette société de délation et de suspicion pour mes enfants », a réchéri Sébastien Roy (PS, Deux-Sèvres) avant qu'André Gerin (PC, Rhône) n'assure que le gouvernement escamote « la question du pourquoi de l'insécurité : la gestion de la crise au mieux des intérêts capitalistes ».

Mieux informé, Georges Sarre (opp. PS, Paris) a dénoncé « cet ennemi signalé à la presse extrême de la droite » que constitue selon lui un texte « anti-jeunes » et qui fournit



« un cadre juridique ou d'illégalité de la délinquance », a grondé Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne). « Soyons clairs, a ajouté Gérard Léonard (RPR, Meurthe-et-Moselle), refuser les contrôles d'identité préventifs ou judiciaires, c'est renoncer à lutter contre une délinquance croissante. Comme les agressions pénales sont les plus déplorables, il y a quelque paradoxe, de la part de ceux qui prétendent les défendre, à vouloir priver les autorités des moyens de les protéger ».

Ernest Chénier (RPR, Oise, lire encadré ci-contre) a profité de la circonstance pour lire à la tribune les doléances d'une Créoleuse aux prises dans son immeuble avec une famille indésirable. « Il faut mettre un terme

à l'insécurité, à la République française, à la République impuissante devant la montée dévastatrice de la criminalité et des infractions de toutes sortes ». A ceux qui préconisent le « délit de faciès », a-t-il ajouté, très en verve, je dirai que (...) les fonctionnaires responsables de la sécurité savent, d'expérience professionnelle, que ce n'est pas l'habit qui fait le moine et que la couleur de la peau des candidats à l'immigration n'est pas leur seul rapport avec la vertu morale de l'individu ».

Un autre député RPR, Philippe Gognot, suppléant d'Edmond Balladur, a cité pour sa part à la prospective en présentant avec l'entraîneur d'un voyageur de commerce de la société Thomson-CSF la carte d'identité infalsifiable, testée dans les Hauts-de-Seine, remède efficace à ses yeux contre « la criminalité quasi exponentielle de la délinquance » provoquée par la gestion des gouvernements précédents. « Plutôt que d'indifférence, elle interdit toute tentative de ruses, gratifications ou reproductions, a assuré le député-caméléon, pièce à l'appui. Elle émet une fluorescence qui permet de suivre immédiatement de l'authenticité du titre grâce à un appareil

spécial. Dans ce contexte, les interventions de deux députés centristes, Claude Gosselin (UDF, Paris) Jean-Jacques Hyest (UDF, Seine-et-Marne) ont paru singulièrement mesurées. Alors que M. Méhaignerie avait assuré qu'« aucune des dispositions » du projet « ne présente un caractère discriminatoire » - « si cela devait apparaître elles entraîneraient leur nullité et des sanctions judiciaires », avait-il ajouté, - les deux centristes se sont attaqués à deux amendements votés par la commission des lois, le premier substituant aux contrôles de personnes « quel que soit leur comportement » les vérifications « en toutes circonstances » et le second supprimant la cause de nullité de procédure dans le cas de la découverte d'infractions autres que celles visées dans les réquisitions descommissaires « écrites », comme l'a obtenu M. Michel, du procureur de la République. « Je souhaite que ce projet ne soit pas perçu par la jeunesse comme une épée de Damoclès au-dessus de la tête de ceux qui ont le droit de se joindre à la police et les jeunes dans certaines banlieues », a ajouté M. Gosselin.

C'est bien autour de ces deux dispositions que la discussion des articles s'est déroulée. Sur le deuxième point, la commission des lois de l'Assemblée l'a emporté grâce aux voix du RPR contre le gouvernement, lequel s'en était finalement remis à la sagesse de l'Assemblée. En revanche, sur le premier amendement, émanant de M. Marsaud, M. Méhaignerie s'est montré intraitable. M. Marsaud a été contraint de battre en retraite en retirant son amendement que le gouvernement a jugé « trop imprécis » pour la Cour de cassation et « trop général » pour le Conseil constitutionnel.

Dans la perspective de l'application des accords de Schengen, les sénateurs ont enfin décidé que les policiers pourront alors effectuer des contrôles à 40 kilomètres - au lieu de 30 initialement - des frontières terrestres entre la France et les Etats signataires de ces accords, ainsi que dans les zones accessibles au public, les ports et les gares ferroviaires ou routières ouvertes au trafic international.

GILLES PARIS

Déséquilibres

par Erich Irciyan

FAUT-IL renforcer les contrôles d'identité ou nom de la lutte contre l'insécurité ou, au contraire, s'inquiéter des restrictions apportées à la liberté d'aller et venir ? Exiger davantage d'efficacité policière ou devoir être bienveillant envers le pouvoir législatif, à tout moment, ses papiers (carte d'identité, permis de conduire ou de séjour), sauf à courir le risque d'être retenu au poste de police, quatre heures durant, pour une vérification d'identité ? Douze ans après la loi d'Alain Peyrefitte, la problématique de la sécurité et des libertés est de nouveau posée par ce « texte d'équilibre », selon les termes du ministre de la justice, dont la mise en œuvre risque fort de générer quelques déséquilibres pour les droits de l'individu.

Sans doute M. Méhaignerie a-t-il souligné qu'« aucune des dispositions » de ce projet ne présente (...) un caractère discriminatoire et qu'en aucun cas, ces dispositions ne peuvent permettre de contrôler une personne en raison de sa race ou de son origine nationale ». Sans doute la garde des sceaux a-t-il pris soin d'annoncer que, « dans les circonstances d'application de ce texte », il insistait « tout particulièrement sur cette question ». Mais comment faire mine d'ignorer la distance séparant habituellement les textes sur les contrôles d'identité, fussent-ils « d'équilibre », et leur application par les forces de police ?

A géométrie variable

Chacun sait en effet que les présumés clandestins étaient, déjà, les premiers visés par les contrôles d'identité. On voit mal comment, sous l'influence notamment de la prochaine loi sur l'entrée et le séjour des étrangers présentée par M. Pasqua, cette tendance ne serait pas inévitablement accentuée.

Les assurances du ministre de la justice, affirmant aujourd'hui qu'il est hors de question qu'une opération de contrôle d'identité conduise dans un quartier ne visé que des étrangers, seront jugées à l'épreuve des faits. Mais il est à

craindre qu'elles ne relèvent d'un certain angélisme. M. Méhaignerie souligne que les abus commis en la matière par des agents ou des officiers de police judiciaire resteront soumis au contrôle de la justice avec, à la clef, des sanctions de procédure et des rétroactions d'agressement aux policiers ou gendarmes qui auront outrepassé leurs droits. Mais le garde des sceaux semble lui-même conscient des difficultés pratiques de ce contrôle des contrôles, puisqu'il envisage le port obligatoire par les policiers d'un insigne indiquant à quel service ils appartiennent, dans le souci d'en finir avec l'anonymat du malfaiteur.

L'extension des contrôles dits « préventifs », dédiés à l'initiative des policiers ou des gendarmes afin de « prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens », constitue le volet le plus controversé du projet. Soucieux d'encadrer strictement le travail des policiers, la Cour de cassation avait, dans un arrêt du 10 novembre 1992, subordonné ce type de contrôle « à la prévention d'une atteinte à l'ordre public, directement rattachable au comportement de la personne dont l'identité est contrôlée ». Au point que, pour justifier leurs contrôles, certains policiers avaient recouru à des stratagèmes - inviter une personne à traverser la rue (hors des « clous ») afin de contrôler son identité à la suite de cette infraction flagrante, ou encore indiquer dans leur rapport d'interpellation un comportement « suspect » (« à ma vue, l'individu a accéléré le pas »).

Prendant l'exact contre-pied de cette jurisprudence restrictive, le projet de loi a donc prévu que toute personne, « quel que soit son comportement », puisse désormais être contrôlée. Aux yeux du garde des sceaux, cette disposition est compatible avec les exigences du Conseil constitutionnel, selon lequel le contrôle d'identité, partant de la liberté d'aller et venir, ne peut s'exercer sans critère ni limite. Du moins le ministre s'est-il fermement opposé, pour éviter tout

risque d'inconstitutionnalité, à l'amendement de la commission des lois : voulant autoriser les contrôles « en toutes circonstances », cette dernière voulait supprimer l'exigence de circonstances objectives et, du coup, toute possibilité d'un contrôle substantiel par l'autorité judiciaire garante des libertés individuelles.

Apparemment moins problématique, le deuxième axe fort du projet permettra aux procureurs de la République de déclencher des opérations de contrôle judiciaire de grande ampleur, dans des lieux et pour une période fixés par le magistrat. Sans qu'il soit alors nécessaire d'invoquer une atteinte à l'ordre public, des opérations « coup de poing » pourront ainsi être multipliées dans des quartiers déstabilisés. Dans le cadre de ces opérations, visant par exemple « le trafic de stupéfiants ou de faux papiers », la revente d'objets volés », selon le ministre, chaque personne présente sur les lieux pourra être contrôlée.

Sur ce point, l'Assemblée nationale a toutefois cédé à la tentation « sécuritaire » en introduisant une disposition qui prévoit qu'un contrôle d'identité serait valable, et non suspect de nullité de procédure, même s'il relevait des infractions différentes de celles retenues dans les réquisitions du procureur. En d'autres termes, les contrôles risquent d'être parfois à géométrie variable, enrobés de prétextes et d'illusions.

Marie-France Stirbois (Front national) estime que la réforme du code de la nationalité est du « toc ». Marie-France Stirbois, ancien député Front national, a estimé, jeudi 10 juin à Meaux-Laffitte (Yvelines), devant des militants et sympathisants de son parti, que la réforme du code de la nationalité, soumise au Sénat en deuxième lecture après avoir été modifiée par les députés (le Monde du 15 mai), est « du toc, de la poudre aux yeux pour les Français ».

NOUVEAUX DÉPUTÉS

Ernest Chénier veut « travailler sur les consciences »

Ernest Chénier croit en la force des symboles. Sur son bureau trônent un portrait du général de Gaulle en uniforme, une croix de Lorraine miniature et une statuette de la déesse Athéna, « exemple même du courage et de la force au nom du droit ». Pour ce gaulliste de toujours - « J'ai grandi, dit-il, avec l'image de de Gaulle sauveur de la France, que nous aimons », - le général reste un modèle, et le gaullisme, une philosophie. Aujourd'hui, il se réjouit de l'« élan national » qui marque le retour de la droite aux affaires. « Je me suis présenté pour participer à un renouveau de la société et combattre l'édifice corrosif socialiste, qui a laissé des traces depuis dix ans », explique-t-il.

Ernest Chénier se sent comme un poisson dans l'eau dans cette majorité qui a fait du thème de l'immigration sa priorité. « Nous sommes en pleine déchéance de l'autorité de l'Etat. Il faut rétablir l'identité nationale », assène-t-il. Car, pour lui, il y a urgence : police bâfouée, drogue omniprésente, éducation à vau-l'eau, immigration clandestine responsable des pires fléaux...

L'affaire des footbals

Autant dire qu'il se reconnaît pleinement dans les projets du gouvernement - il se sent très proche de Charles Pasqua - sur le code de la nationalité, sur l'immigration et sur les contrôles d'identité. Il faut stopper toute immigration, assure-t-il ; sinon, la France deviendra une tour de Babel, laquelle, comme chacun sait, finit mal. Même son sur la drogue, qu'il faut réprimer systématiquement : « On doit en finir avec cette « soft délinquance », qui a commencé avec la vente libre des seringues », dit-il.

Ce principal de collage de Crétail de quarante-huit ans, qui s'était fait connaître en septembre 1989, lors de l'affaire des foulards islamiques, en excluant trois jeunes élèves qui refusaient d'ôter cette coiffure en classe, a mené une campagne musclée, lors des législatives, contre le député socialiste sortant, Jean Ancient. C'était assez le bagarre et l'action vraie, explique ce hussard de la laïcité, qui a pris, depuis deux ans, sa carte du RPR.

Né à Rivière-Salée, à la Martinique, dans une famille très catholique de sept enfants, de père et mère tous deux instituteurs, arrivé à Paris à neuf ans, il avait embrassé le métier avec passion dès l'âge de dix-neuf ans. C'est l'époque des manifestations contre la guerre d'Algérie et d'Indochine, auxquelles il participe, n'hésitant pas à faire le coup de poing contre les militants d'Occident. Le jeune « instit » vit son engagement professionnel comme un sacerdoce : « Je comptais régulièrement le nombre d'enfants qui me passaient entre les mains », raconte-t-il, ému, ajoutant :



« Déjà, tout petit, je m'étais promis de devenir prêtre ou enseignant, pour travailler sur les consciences ».

Ce sont ces mêmes consciences qu'il se propose de sauver aujourd'hui. Car il y a péril en la demeure. « Nous vivons dans une société d'immoralité, estime-t-il, où tous les tabous sont levés et qui poursuit un mythe anachronique. Et de dénoncer, en vrac, les cassettes pornographiques vendues dans les supermarchés, la disparition des rapports d'autorité dans la famille, l'érosion des publicités, « qui n'exaltent que le consumérisme », ou l'installation des distributeurs de préservatifs dans les lycées - en'est-ce pas un suprême outrage à ce lieu, dont la vocation est d'éduquer ? » Tout cela participe, selon lui, à la « dérive de l'identité des individus ». Plein d'enthousiasme, Ernest Chénier se dit que sa croisade sera longue.

SYLVIA ZAPPI

EN BREF

M. Baudis (CDS) souhaite que M. Balladur conduise la liste de la majorité aux élections européennes. Dominique Baudis, président exécutif du CDS, a estimé, jeudi 11 juin, en cours du « Grand O' » FM-La Croix, que « seul Edouard Balladur peut arriver à faire une liste commune de toute la majorité » aux élections européennes de 1994. « Je ne vois pas qui d'autre que lui pourrait conduire une liste commune de l'ensemble de la majorité », a ajouté le maire de Toulouse, qui a précisé, en réponse à M. Giscard d'Estaing, qui souhaite que l'UDF présente une liste autonome pour défendre ses valeurs européennes : « Depuis son arrivée à Matignon, je n'ai pas le sentiment que le premier ministre ait une démarche ou un comportement qui, en matière européenne, soit fait de réserve ou de marche arrière. C'est un homme dont je ne doute pas un instant des convictions européennes ».

Les militants de Confédération-Sainte-Honorine demandent un changement de nom du PS. Les militants et sympathisants socialistes de Confédération-Sainte-Honorine (Yvelines), villa d'été de Michel Rocard, ont demandé, dans une contribution aux « états généraux » du parti, que celui-ci soit rebaptisé « Mouvement des socialistes ». Cette proposition, faite lors d'une réunion de la section, le 8 juin, a été approuvée par Jean-Paul Huchon, premier adjoint de M. Rocard, lequel avait quitté la réunion un peu plus tôt et ne souhaite pas, selon son entourage, ouvrir de débat sur cette question.

Les magistrats des chambres régionales de comptes expriment leur « surprise » après les propos de

Lucette Michaux-Cherry. - L'Association professionnelle des magistrats des chambres régionales de comptes (APMCR) a exprimé, mardi 8 juin, « sa surprise » après les propos de Lucette Michaux-Cherry, ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, mettant communément en cause les magistrats de la chambre régionale des comptes Antilles-Guyane, qui avaient rejeté le budget de la région Guadeloupe (le Monde daté 6-7 juin). « Il faut espérer que les paroles de M^{me} Michaux-Cherry ont dépassé sa pensée », a indiqué l'APMCR.

Précision. - Dans un communiqué publié par le siège national de Génération Ecologie, Régis Dufourt-Lefort, président du groupe GE au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, conteste que ses amis et lui-même aient pu voter en faveur de Léonce Deprez (UDF-PSD) au poste de vice-président de cette assemblée, comme nous l'avions laissé entendre (le Monde du 9 juin).

SCIENCES-PO

Stage intensif d'été

Classes préparatoires annuelles "pilotes"

ipesup

18, rue du Cloître Notre-Dame

75004 Paris • 43.25.63.30

tent la succession



rique

POLITIQUE

Le débat sur la mise en vente des entreprises publiques

Les sénateurs souhaitent que les privatisations contribuent à la relance économique

Le Sénat a entamé, jeudi 10 juin, l'examen en première lecture du projet de loi de privatisation, qui devait se poursuivre vendredi. La discussion générale a vu la majorité et l'opposition échanger, sans grande conviction, des arguments bien traditionnels sur les mérites respectifs du secteur privé et du secteur public. Les seules vraies questions, soulevées par des sénateurs du RPR eux-mêmes, portant sur la capacité du marché financier à absorber les ventes d'entreprises publiques et le rôle - réel ou supposé - des privatisations dans la « réactivation » de l'économie nationale.

Quelle vaillance chez les sénateurs ! Le projet de loi de privatisation a peine adopté le jeudi matin à l'Assemblée nationale, et les sénateurs ont déjà commencé à discuter de son contenu. Mais les membres de la Haute Assemblée, coté majorité, ne sont pas pour fiers d'avoir été choisis pour étudier le texte en première lecture. Au point que Christian Poncelet (RPR, Vosges), président de la commission des finances, y voyait « la preuve de l'attachement du gouvernement au Sénat et au bicamérisme ». L'appréciation paraît un peu excessive pour un texte qui est loin de susciter l'enthousiasme. Le temps du « libéralisme absolu » est bien révolu, constatait Camille Cabana (RPR, Paris) qui fut, lors de la première élection, un éphémère ministre de la privatisation, avant que la fonction ne soit reprise par Edouard Balladur, alors ministre de l'économie.

« Le débat idéologique est clos », a affirmé d'entrée de jeu Edmond Alphandery, ministre de l'économie, venu défendre son projet devant le Sénat. Le constat est fondé, mais il n'a pas empêché les sénateurs de droite et de gauche d'opposer, une fois de plus, les vertus respectives du secteur public et du secteur privé. L'indépendance nationale, défense de l'emploi et d'une politique indus-

trielle ambitieuse furent les arguments appelés à la rescousse par les élus de gauche, auxquels les élus de droite répondirent par des critiques de mauvaise gestion, de rigidité administrative et d'incapacité financière de l'actionnaire public.

Ces échanges convins cachaient mal l'absence de passion du débat. Edmond Alphandery, prenant parfois l'hémicycle du palais du Luxembourg pour un amphithéâtre de la face d'Assas, avait du mal à motiver un peu de conviction dans la défense d'un texte qui ne lui appartenait qu'à moitié. Le projet de loi s'apparente en effet à une série d'amendements améliorant la loi de privatisation de 1986. Comme un ravivage un vétéran assis.

Ambition limitée

La « patte » libérale du ministre se traduit par des dispositions comme la mise en vente par tranches successives du capital des entreprises publiques ou le paiement échelonné des titres. M. Cabana a vu dans ces dispositions, « empruntés aux Britanniques », refusés en son temps par Edouard Balladur, « une rupture avec la culture française » et s'est demandé s'ils convenaient bien avec le rythme de privatisation français, plus rapide que celui des Britanniques.

En rappelant que, entre octobre 1986 et octobre 1987, treize groupes avaient été privatisés pour un montant de 85 milliards de francs, M. Cabana a montré, par comparaison, l'ambition limitée et la prudence qui prévaut dans l'actuel programme gouvernemental. Car les choses ont changé. « Le contexte général n'est pas le même », constatait M. Cabana, qui ajoutait : « L'évolution de notre place financière fait problème. »

Le gouvernement ne s'engage donc pas sur des objectifs chiffrés non plus que sur des dates. La prudence est de mise aussi pour la désignation des dirigeants des entreprises publiques dont « la plupart ne seront renouvelés qu'à l'expiration de leurs mandats en juin 1994 », a confirmé Edmond Alphandery. On est bien loin de l'état d'esprit qui avait prévalu en 1986.

Car l'enjeu n'est plus dans les privatisations elles-mêmes, mais « dans le redressement économique de la France », et dans la part qu'elle peut y prendre, ont souligné plusieurs orateurs de la majorité. Il était ainsi quelque peu

étrange d'entendre Jacques de Menou (RPR, Finistère) émettre ses « inquiétudes sur la pratique de l'opération » et souhaiter des garanties en faveur de l'aménagement du territoire et des avantages acquis par le personnel. « Privatisation ne doit pas signifier délocalisation et il faut imposer que les entreprises privatisées restent sur place. Nous attendons, a-t-il dit à Edmond Alphandery, que vous exigiez des reprenneurs un engagement formel, même si cela peut paraître anticonformiste. »

Philippe Marini (RPR, Oise) a également fait l'accent sur « le rôle vital » des privatisations pour les finances publiques. Même si, contrairement à l'orthodoxie budgétaire, les premières recettes de privatisation vont servir à financer des dépenses de fonctionnement et non à désendettar l'Etat, comme l'a regretté Roger Chénou (RI, Paris).

Il ne restait plus à Edmond Alphandery, en réponse aux différents intervenants, qu'à se déclarer sûr des chances de réussite de son programme grâce aux différentes mesures en faveur de l'actionnariat populaire et salarié, cher à Edouard Balladur. « J'ai une grande confiance dans le comportement des ménages français », a-t-il affirmé, même s'il est difficile de procéder à une estimation exacte de la capacité d'absorption des futures opérations de privatisation par le marché.

CLAIRE BLANDIN

La commission mixte paritaire Assemblée-Sénat maintient le plafonnement de l'impôt de Bourse dans le collectif budgétaire. La commission mixte paritaire (CMP) - réunissant députés et sénateurs - est parvenue à un accord, dans la nuit du jeudi 10 au vendredi 11 juin, sur le projet de loi de finances rectificative « collectif budgétaire ». La CMP a maintenu la disposition introduite par les sénateurs plafonnant l'impôt de Bourse à 4 000 francs par opération à compter du 26 juillet. Jacques Barrot, président (UDF) de la commission des finances de l'Assemblée, avait pourtant jugé cet amendement sénatorial « inopportuniste ». La CMP a également maintenu la disposition adoptée par les députés fixant à 4,5 % le taux de créance après la suppression du décalage d'un mois de la TVA.

Le second tour des élections municipales

Perpignan hésite entre la droite et un centrisme renouvelé

Le second tour des élections municipales de Perpignan, le 13 juin, met aux prises quatre listes, mais l'enjeu est de savoir si Claude Barate, député (RPR) et premier adjoint au maire sortant, arrivé en tête au premier tour, pourra maintenir son avance sur la centriste Jean-Paul Alduy. Le père de ce dernier, Paul Alduy, maire de la ville pendant trente-quatre ans, ancien de la SFIO ayant rejoint le centre droit, ne se représente pas pour ce scrutin, provoqué par le blocage de la gestion municipale.

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Bien que partie, déjà, de ses premiers atours de l'été, Perpignan nage, entre les deux tours des élections municipales, dans un complet brouillard politique. Un électeur sur deux ne s'est pas déplacé le 6 juin. La valse des étiquettes, ne veut plus trop rien dire. Une intension permanente déverse les rumeurs les plus folles et les allusions pas toujours ragoutantes. Les quatre listes encore en présence donnent allégrement dans la surprenance ou la contradiction. Personne ne se hasarde à parier sur l'issue du second tour.

On est à peu près sûr que ce combat final se livre pour savoir qui, de Claude Barate ou de Jean-Paul Alduy, sera maire dimanche soir. Ramenés à 11 %, abandonnés par les communistes et les écologistes, les socialistes de Christian Bourquois se sont maintenus pour

régler quelques comptes et tenter de sauver quelques petits meubles, ainsi qu'une présence symbolique dans le nouveau conseil.

Le Front national, arrivé en troisième position le 6 juin, sait qu'il a laissé passer sa chance de bousculer l'échiquier local. Dénonçant sans relâche la « dérive crypto-mafieuse » de la ville d'adoption, Jean-Claude Martinez, qui se prend maintenant pour le juge Falcoone ou le général Morillon, a fini par tomber dans le burlesque. Le 9 juin, une salle à moitié vide a accueilli Jean-Marie Le Pen, venu, sans conviction, presser les Perpignans de « s'arracher à la tuerie mafieuse locale » et signifier, d'une façon toute formelle, que « les voix du Front national ne sont pas à vendre ».

Pas de « big bang » catalan

Le PS et l'extrême droite savent que cette bataille-là leur n'échappera pas, car, depuis le premier tour, un homme a complètement faussé les cartes et mangé le jeu : Jean-Paul Alduy, fils de son père, quoi qu'il advienne, se sera révélé un redoutable chef de campagne. C'est lui qui a créé la surprise du premier tour en arrivant en deuxième position, avec un écart de 1 000 voix sur l'équipe Barate, et qui, incontestablement, bénéficie depuis lors d'une image de dynamisme et de nouveauté qu'il exploite à pleins bras. Plus de 26 % des voix, alors que 20 % était son pourcentage secretément rêvé ! Ce résultat a tout bousillé. Il a sectionné le principal ressort du Front national, celui du vote contestataire. Il a écorné le discours d'ouverture et de propositions des socialistes, qui espé-

raient faire jeu égal avec lui afin de faire cause commune au second tour.

Fort de cette percée imprévue, Jean-Paul Alduy, malgré les avances socialistes, a décidé de poursuivre son combat seul, à la tête de sa liste « Perpignan-Oxygène », qui entend faire passer un air frais et neutre sur cette ville : per orgueil, sans doute, d'un fils qui veut se prouver à lui-même qu'il ne dépend pas du décor politique familial ; par calcul politique, aussi, bien sûr.

Accepter un accord avec le PS revenait à politiser une stratégie fondée essentiellement sur la reconnaissance, la prise de pouvoir - « la montée ou le créneau », comme il le dit - de la société civile, en rupture avec les professionnels de la politique. Par une présence délibérément discrète sur cette liste, Génération Ecologie a fini par se faire oublier. Accepter un accord avec le PS revenait à politiser une stratégie fondée essentiellement sur la reconnaissance, la prise de pouvoir - « la montée ou le créneau », comme il le dit - de la société civile, en rupture avec les professionnels de la politique. Par une présence délibérément discrète sur cette liste, Génération Ecologie a fini par se faire oublier.

Le PS local se trouve beaucoup de dépit, accusant à présent, par un étrange revirement d'analyse, le fils de « jouer les coucoucs en se réinstallant dans le système du père ». Claude Barate, qui s'attendait à cette alliance jusqu'à demander péflement, au soir du premier tour : « Est-ce que l'électorat UDF votera pour les socialistes ? », avait préparé des tracts pour dénoncer ce rapprochement contre nature. Jean-Paul Alduy a surpris tout le monde. Il est clair que c'est là le grand pari de ce second tour. « S'il avait fait cet accord, admet aussi Claude Barate, il était élu, mais il était définitive-

ment marqué politiquement. Là, il prend le risque d'être battu, mais il conservera toutes ses chances pour 1995. »

Doute sur les enjeux

La campagne n'aura pas réussi, en tout cas, à dissiper le doute sur les véritables enjeux de cette lutte. Pour certains, il ne s'agit que d'un combat sans merci entre un clan qui résiste, celui des Alduy père et fils, et un clan Barate, qui, après la disparition du clan Farran - du nom de Jacques Farran, l'ancien député (PR) mis en cause pour malversations - veut se faire reconnaître. Pour d'autres, l'enjeu est de beaucoup supérieur et concerne les grands équilibres RPR-UDF : d'un côté, Claude Barate, soutenu officiellement par le RPR et les petits chefs locaux de l'UDF, de l'autre, Jean-Paul Alduy, soutenu par les centristes et qui a réussi à capter une grande partie de l'électorat UDF.

Jeudi 10 juin, Philippe Séguin est venu soutenir Claude Barate. Les instances nationales du Parti républicain lui ont apporté, le même jour, « tout naturellement », leur soutien. Tous ces subtils calculs, qui risquent d'ébranler aussi l'équilibre précaire du conseil général des Pyrénées-Orientales, passent bien au-dessus de la tête des Perpignans. Ceux-ci, pour demain, n'ont qu'une seule interrogation : comment leur ville pourra-t-elle retrouver son moral, sa santé financière et ne plus être ignorée comme elle l'est aujourd'hui ?

DANIEL CARTON

Aux assises des conseillers généraux

Le premier ministre demande aux départements de soutenir l'emploi

Devant 1 500 conseillers généraux réunis à Paris, jeudi 10 juin, le premier ministre, Edouard Balladur, a demandé aux responsables des assemblées départementales d'accroître les dépenses d'investissement déjà programmées.

Ce devait être la journée du conseiller général. Ce fut surtout celle du département. Les premières assises des conseillers généraux, qui ont rassemblé un tiers de ces élus, avaient été organisées par l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG), que préside Jean Puech (UDF), ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Elles avaient deux objectifs : signaler au public que plus de quatre mille élus animent l'institution départementale, et rappeler aux conseillers de base qu'ils ne sont plus les notables d'un canton, mais les porte-parole d'une politique départementale (le Monde daté 6-7 juin).

Plusieurs ministres ont salué le travail de ces hommes politiques souvent méconnus, surtout en milieu urbain. animateurs du développement local et médiateurs sociaux, ils contribuent à la reconquête du territoire voué par le gouvernement. « Les conseillers généraux sont un maillon essentiel de ce tissu national que nous avons entrepris de restaurer », a indiqué Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire.

Un grand débat national

M. Pasqua leur a promis de ne pas changer le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours des cantons, auquel ils sont très attachés. Il a ajouté qu'il déposerait un projet de loi visant à maintenir le renouvellement des assemblées par moitié tous les trois ans. Cette annonce, plébiscitée par les conseillers, pourrait ne pas satisfaire les présidents de départements, qui préfèrent disposer de six ans et d'une majorité stable pour mettre en œuvre leur politique.

M. Pasqua a affirmé qu'il voulait « appuyer » sur eux pour clarifier les fractures qui opposent les villes et les campagnes, une concentration généralisée d'exclu-

sion et une désertification rurale. Il a annoncé un « grand débat national » sur l'aménagement du territoire, auquel ils seront conviés. Ce débat sera conduit à l'échelon régional par les préfets. Ces représentants de l'Etat devront consulter les conseils régionaux, compétents en matière d'aménagement du territoire, les conseils économiques et sociaux, les conseils généraux, les élus des communes de plus de 10 000 habitants, les associations départementales de maires ainsi que les responsables économiques, culturels et sociaux. Par ailleurs, le débat entamé le mois dernier au Sénat se poursuivra. Ces consultations, qui devront s'achever à la fin de l'année, permettront de mettre au point un projet de loi.

Plusieurs personnalités politiques ont rappelé que le département était un échelon indispensable pour mettre en œuvre la solidarité. Il dispose en effet du seul démographique et des moyens nécessaires, tout en restant proche du citoyen. « Les départements ne sont pas des structures dépassées par l'histoire », a assuré Philippe Séguin (RPR), président de l'Assemblée nationale. Jean-Pierre Raffarin (UDF), porte-

parole des présidents de région, a affirmé que la région, naguère considérée comme une rivale dangereuse, et le département « ne sont pas des adversaires, mais des partenaires ».

Après ce concert de louanges, Edouard Balladur a exprimé un autre motif d'attachement au département. Cette collectivité locale peut aider à conduire le redressement économique qu'a entrepris le gouvernement. Le poids de sa capacité d'intervention en matière d'équipement n'est pas négligeable. Les départements devraient en effet consacrer 66 milliards de francs à l'investissement en 1993. M. Balladur a demandé aux présidents de soutenir l'emploi par une relance de l'activité. « Le gouvernement ne peut pas tout faire tout seul. Prenez votre juste part de l'effort. Accélérez les dépenses d'investissement déjà programmées ». Une exhortation qui, en période de difficultés budgétaires, a rafraîchi, l'espace d'un instant, l'atmosphère surchauffée de l'hôtel de ville.

R. Ra.

Pour son premier déplacement en province

M. Balladur panse les plaies du Nord

Pour sa première visite en province depuis son arrivée à la tête du gouvernement, Edouard Balladur s'est rendu, vendredi 11 juin, dans le département du Nord, il avait annoncé ce déplacement devant l'Assemblée nationale au moment de son investiture, en réponse à une question posée par un député du Nord, Jean-Louis Borloo, maire de Valenciennes.

LILLE

de notre correspondant

L'absence de Nordistes dans le nouveau gouvernement avait suscité quelque incompréhension dans une région qui venait d'émettre en quelques mois un signal politique fort : le département du Nord, traditionnel bastion du socialisme, était passé à droite aux élections cantonales ; la gauche n'avait pas réussi à conserver une majorité suffisante au conseil régional ; les législatives avaient confirmé ce désavou d'un pouvoir établi depuis des décennies, et, entre-temps, un « non » au référendum sur Maastricht avait traduit la désapprobation d'une région en crise.

La déception provoquée par l'absence de ministres du Nord dans le gouvernement de M. Balladur fut vite dépassée. Elle donna naissance à une sorte de sursaut de mobilisation des nouveaux élus de la majorité qui se constituèrent en une force d'interpellation du gouvernement, à laquelle le premier ministre n'est sensible.

Prudemment, M. Balladur a choisi le cadre géographique et administratif de ce premier déplacement : le département du Nord, et non la région Nord-Pas-de-Calais. Choix politique entre un département dont l'extrême droite n'a pas clairement la majorité actuelle et une région dépourvue de majorité et dont le noyau électoral contrôlé par les Vares n'a toujours pas réussi à imposer une autorité claire et saine face, il est vrai, à une droite qui n'admet pas d'avoir vu la victoire lui échapper.

Il n'empêche que le Nord peut mériter à lui seul une visite d'une journée du chef du gouvernement. Département le plus

important, démographiquement, de France, il n'en finit pas de penser les plaies d'une industrialisation forcée qui ne fait plus et depuis longtemps sa richesse mais constitue autant de handicaps : paysages urbains ou ruraux massacrés, rursards dans les domaines de l'éducation et de la santé... Comment cette région durablement délabrée peut-elle relever ? textile, sidérurgie, charbon, quand ils sont encore - du fait de leur décadence - synonymes de perte d'activité et de chômage plus importants qu'ailleurs : à près de 14 %, trois points au-dessus de la moyenne nationale ?

Certes, la région nourrit aussi des espoirs. Son ambition est de devenir un carrefour de l'Europe du Nord-Ouest, grâce au TGV-Nord et au tunnel sous la Manche. Mais la mutation est longue à venir et, dans un monde en récession, elle pourrait bien devenir mutation anémique.

Le programme de la visite du premier ministre n'échappe pas ces difficultés. En se rendant à Valenciennes, après une étape éphémère à Douai, M. Balladur, qu'accompagnent M. Veil et M. Pasqua, devait aborder les questions d'aménagement du territoire au cœur de trois arrondissements - Valenciennes, Maubeuge et Cambrai - qui, avec un taux de chômage grimpa jusqu'à 17,5 % dans le Valenciennois, se sentant « délaissés » au sein de leur propre département. A tel point que M. Borloo, qui se veut la porte-drapeau de ce secteur, en appela à la création d'un nouveau département.

A Roubaix, avant-dernière étape de son périple, avant Merck-en-Sarcelles où il devait prendre fin la visite officielle, le premier ministre entendait évoquer davantage les problèmes de la ville, dans une agglomération confrontée à la drogue, la délinquance et l'immédiateté, autant de difficultés que sont venues illustrer les dernières explosions dans les banlieues, que ce soit dans le quartier des Bischoffs, à Lille, tout dernièrement, ou dans celui de la Bourgogne, à Tourcoing, il y a quelques mois.

JEAN-RENÉ LORE

M. Delebarre (PS) écrit à M. Balladur. - Michel Delebarre, maire PS de Dunkerque, ancien député, ancien ministre, a regretté, jeudi 10 juin, dans une lettre adressée à Edouard Balladur, que le premier ministre, à l'occasion de son voyage dans le Nord, ne se rende pas sur le littoral du départe-

ment. Le maire de Dunkerque souligne que « beaucoup a été fait depuis une dizaine d'années pour faire face aux mutations industrielles » et que « les potentialités sont considérables pour peu que les gouvernements successifs continuent une action très volontaire en termes de choix et d'investissements ».

JUSTICE

L'erreur du docteur Garretta

Le docteur Garretta, médecin à Paris, a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir commis une erreur médicale. Il s'agit d'une affaire de malpratique médicale.

Le docteur Garretta a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir commis une erreur médicale. Il s'agit d'une affaire de malpratique médicale.

Le docteur Garretta a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir commis une erreur médicale. Il s'agit d'une affaire de malpratique médicale.

Le docteur Garretta a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir commis une erreur médicale. Il s'agit d'une affaire de malpratique médicale.

Le docteur Garretta a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir commis une erreur médicale. Il s'agit d'une affaire de malpratique médicale.

Le docteur Garretta a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir commis une erreur médicale. Il s'agit d'une affaire de malpratique médicale.

Le docteur Garretta a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir commis une erreur médicale. Il s'agit d'une affaire de malpratique médicale.

Le docteur Garretta a été condamné à six mois de prison avec sursis pour avoir commis une erreur médicale. Il s'agit d'une affaire de malpratique médicale.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'affaire du sang contaminé
devant la cour d'appel de Paris

L'« erreur » du docteur Garretta

Avant l'ultime plaidoirie de M^{re} François Moretta au procès devant la cour d'appel de Paris dans l'affaire du sang contaminé, son confrère, M^{re} Xavier Charvet, a commencé, jeudi 10 juin, la défense du docteur Michel Garretta. Une défense ponctuée par les cris de la salle, même si l'avocat reconnaît que son client a commis une « erreur ».

« Les débats ont été serins, nous nous n'avons égarés », a déclaré M^{re} Charvet. Ce n'est pas la plaidoirie qui a surpris, mais le ton de la défense. M^{re} Charvet a été obligé de souligner que la justice « fonctionne normalement » n'est pas un signe de bonne santé pour l'institution judiciaire. Et cette inquiétude pour un mécanisme qui lui paraît bien fragile, M^{re} Charvet l'exprime en respectant la chronologie de l'affaire. Il évoque d'abord l'instruction « bâclée », où ne figure aucune expertise ni médicale ni scientifique. Une instruction où les seules perquisitions ont concerné le domicile, le bureau et le secrétariat de Garretta. « Enfin, quand il n'y a rien, il faut déjà condamner, désigner comme un despote, un assassin d'hémophiles, un monstre, un forcené de l'industrie », rappelle l'avocat. Et il y a eu le procès que M^{re} Charvet résume : « Sept semaines de dialogue de sourds avec une opinion qui ne voulait pas nous entendre. Le jugement est l'étonnante, « lo pelne était injuste, le monde d'arrêt était indigne. Le jugement était peut-être une réponse sociale à des silences et à des fuites de beaucoup, mais pas une décision de justice ».

Ce n'est plus une plaidoirie, c'est un flot d'amertume que l'avocat déverse tantôt avec résignation, tantôt avec colère. « Le tribunal s'est trompé, car un homme tel que lui n'était pas possible de rester sourd », lance M^{re} Charvet, qui revivifie l'occupation de « tromperie » vers ceux qui ont entraîné la conviction des premiers juges. S'emparant du jugement, l'avocat l'examine page par page pour en contester chaque argument. L'articulation particulière de la décision lui ouvre de nombreuses portes, comme « l'autosuffisance », que le tribunal critique sévèrement. « Le conseil de l'Europe, à plusieurs reprises, a recommandé l'auto-suffisance des Etats membres. Tant comme le gouvernement français », proteste l'avocat. Plusieurs passages du jugement sont ainsi cités par M^{re} Charvet, qui revivifie l'occupation de « tromperie » vers ceux qui ont entraîné la conviction des premiers juges. S'emparant du jugement, l'avocat l'examine page par page pour en contester chaque argument. L'articulation particulière de la décision lui ouvre de nombreuses portes, comme « l'autosuffisance », que le tribunal critique sévèrement. « Le conseil de l'Europe, à plusieurs reprises, a recommandé l'auto-suffisance des Etats membres. Tant comme le gouvernement français », proteste l'avocat. Plusieurs passages du jugement sont ainsi cités par M^{re} Charvet, qui revivifie l'occupation de « tromperie » vers ceux qui ont entraîné la conviction des premiers juges.

contamination lors de la réunion tenue au CNTS le 25 février et il n'y a, dans ses courriers, pas un seul avertissement ni une seule allusion », s'insurge M^{re} Charvet. Il se déclare ainsi « déçu » par le réquisitoire de l'avocat général. « J'ai révisé le même discours simple qui nous avait été présenté au tribunal. Tout ce qui s'est passé n'a pas été écouté ».

Se plaignant de la lenteur de la justice, M^{re} Charvet se livre à un langage réservé aux magistrats des cours d'appel qui alimenter les débats, les noms et les numéros de cote du dossier. Mais l'amertume revient lorsqu'il évoque le fond de l'affaire manifestement constitué par le valoir qu'il faut attribuer aux données et aux certitudes scientifiques de l'époque. M^{re} Nicole Dreyfus, défendant du professeur Jacques Raux, avait constaté : « Les nations admises en 1993 et celles admises en 1985 s'opposent et se contredisent ». Pour elle, l'explication peut se trouver dans la lenteur des transmissions scientifiques : « Lorsqu'une vérité est proclamée, combien de semaines, combien de mois sont nécessaires pour qu'elle passe de son ignorance, de son ignorance, à la reconnaissance officielle ? ».

Orage sur la salle

De son côté, M^{re} Olivier Seberber avait utilisé cette formule : « Le savoir progressif fait aujourd'hui la courte échelle à l'ignorance d'hier ». M^{re} Charvet rejoint ses confrères dans cette conviction de doute scientifique qui lui permet cependant de comprendre l'attitude des médecins prescripteurs. Loin de demander leur présence dans le box, il estime : « Ils ont fait en 1985 ce qu'ils croyaient devoir faire ».

La salle, qui s'était déjà manifestée à plusieurs reprises au cours de la plaidoirie, proteste violemment. M^{re} Charvet a du mal à poursuivre et, pour la première fois depuis cinq semaines d'audience, le président André Cerdido menace d'évacuer la salle. Sans l'orage, M^{re} Charvet doit hausser le ton : « Nous vivons dans un monde où l'un rejette le doute. Nous devons tout savoir et trancher de tout ». Mais il évoque aussi « les pressions » semblables à celles qu'il vient de subir : « On nous a tout interdit. Depuis deux ans, on m'interdit de parler du docteur Garretta comme je voudrais en parler. On m'interdit encore de parler de ses souffrances, de sa famille, de sa vie à l'ul, des combats qu'il a menés ailleurs pour d'autres exclus ». Chez l'avocat perçoit une pointe de désespoir, à tout le moins de regret, de ne pouvoir exercer totalement sa mission sans subir le reproche de la provocation.

Il s'adresse donc à la justice pour qu'elle arrête « cette tornade infernale ». Revenant au dossier, M^{re} Charvet parle de « l'erreur d'une collectivité » et, désignant le docteur Garretta, il ajoute : « Juges le pour son erreur. Ne lui imputez pas celle des autres ».

MAURICE PEYROT

A la cour d'appel de Nancy

Quinze à dix-huit mois avec sursis requis contre le professeur L'Hermite

NANCY

de notre correspondant

L'avocat général de la cour d'appel de Nancy, Philippe Ker, a requis quinze à dix-huit mois de prison avec sursis à l'encontre de l'urologue Jacques L'Hermite, qui avait été condamné à cent mille francs d'amende en première instance, après avoir été accusé par certains de ses patients d'avoir exigé d'eux des dessous de table.

Après avoir évoqué « la bagarre » dont il affirme être la victime, M. L'Hermite a expliqué qu'il ne demandait pas de dessous de table, mais, en contrepartie de sa notoriété, des dépassements d'honoraires qui pouvaient atteindre 300 % dans le cadre de son activité libérale au sein du CHU de Nancy, les patients ayant toujours le choix d'aller se faire hospitaliser en secteur public ou

privé. Contredisant cette présentation, une septuagénnaire a rapporté qu'il lui avait été réclamé 6 000 F pour l'examen urologique de son mari, somme payable en deux fois, dont 2 400 F à verser de la main à la main.

Le parquet a estimé que, pour quarante et un des cas recensés par la police judiciaire, les délits étaient constitués et que la notion de contrainte morale suffisait à établir l'infraction dans la mesure où les victimes étaient des personnes particulièrement vulnérables en raison de leur âge, de leur maladie, et qui n'avaient pas eu d'alternative. L'avocat général a donc demandé une sanction exemplaire, dissuasive et significative.

Délibéré fixé au 21 juillet.

MONIQUE RAUX

Le procès des initiés de l'opération Pechiney-Triangle

« Achète, achète, achète ! »

— Achète tout de suite.

— Combien t'en faut ?

— Je ne sais pas. Je ne connais pas le prix. Achète par tranche de 3 millions.

Il est 14 h 21, le 15 novembre 1988. Patrick Grumman vient de passer son premier ordre d'achat pour la Compagnie parisienne de placement.

Comme c'est l'usage chez les brokers londoniens, où tout se passe tranquillement, les conversations téléphoniques sont enregistrées. Elles font foi en cas de contestation.

Vingt-deux minutes plus tard, nouvel échange. « Tu as commencé à acheter ? »

— Tu es une limite ?

— Non, non, tu commences.

Achète, achète, achète !

Deux heures plus tard, Michel Glas : « On a fait 14 000 ».

Patrick Grumman : « C'est tout ? »

— On a fait la moitié du marché.

— Fais tout de suite, j'ai l'argent.

— T'es sûr de toi ?

— Oh, il sait ce qu'il fait. C'est peut-être un copain du mec qui lui a dit, tiens !

— Je débite quel compte ?

— Sur Bratavil opportuniste, celui-là, c'est quand on a des idées smart, des idées un peu troyennes.

Cette fibre à nue, cette fureur d'achat des golden boys, un ne les avait rassemblés qu'en lisant le Bôcher des vérités. A la bourse, Patrick Grumman veut relativiser ses échanges avec Michel Glas : « Il faut comprendre qu'on a des responsabilités énormes sur les épaules. On jongle avec des sommes considérables. Il ne faut pas s'arrêter à telle ou telle phrase générée par l'empire du stress ».

« Un chiffre historique »

C'est vrai. Le lendemain, la fureur d'achat laisse la place à l'apathie. Le titre du groupe Triangle Industries se stabilise autour de 10 dollars. Patrick Grumman a reçu l'ordre de continuer à acheter « soignamment », c'est-à-dire en douceur, sans secouer le marché. Conversation de spécialistes.

Michel Glas : « On est à 10, 10,05, Tu veux que je force ? »

Patrick Grumman : « Non, on reste à 10 ».

— On les laisse venir ?

— On les laisse venir sans si une ligne se présente. Alors là... »

— On en a déjà fait 32 300.

— Il t'en reste 27 700 à faire entre aujourd'hui et la semaine prochaine.

Oui.

— On va essayer de se placer autour de 10 1/4. Il ne faut quand même pas pousser comme un fou avec le marché dégueulasse qu'on a.

Cinq jours plus tard, le gouvernement français annonce officiellement l'achat de Triangle par Pechiney. Le titre de la société passe de 10 à 56 dollars, soit un bond de 460 %.

« Un chiffre historique », admet Robert Reiplinger. Une plus-value grosse d'une enquête des gendarmes de la Bourse à New-York, la Securities and Exchange Commission (SEC), et à Paris, la Commission des opérations de Bourse (COB).

Michel Glas : « La SEC va déclencher une enquête. Et la COB finira par collaborer avec la SEC ».

Patrick Grumman : « Oui ».

— Ils finiront par coincer des types à Paris.

— Il faut prouver...

— Un délit d'initié, ça se prouve, non ?

— Oui, bien sûr.

— C'est... la charge de la preuve, non ?

— Oui.

— Bon, enfin il faut le prouver. »

Tout est dit, ou presque.

Des journées cruciales

Depuis deux jours, l'instruction à l'audience conduite par le tribunal baucule en effet la défense. Le substitut Jean-Claude Marin se fait un plaisir d'énumérer les « mensonges » des prévenus. Comme si tout n'était que faiblesse pour dissimuler un délit d'initié, riche dans les coulisses de l'Elysée et du ministère de l'économie et des finances.

Et il est vrai que Max Théret, militant de gauche invétéré et financier redoutable, éprouve quelques difficultés à faire croire qu'un voyage aux Etats-Unis, en septembre 1988, l'a alerté sur les potentialités du groupe Triangle géré par Nelson Peltz et Peter May. Nicolas Carotti, un éditeur designer, et Samuel Goldstein lui auraient parlé, dit-il, de ces patrons connus de tout New-York et de leur société d'emballage, « la passion de ma vie ».

L'annul, c'est que le juge Bozette a été rendu aux Etats-Unis pour vérifier. Or Carotti et Goldstein démentent tout en bloc. De

même que Jean-Louis Pétriet, PDG de la FNAC, qui fit le voyage en compagnie de Max Théret, ne se rappelle pas avoir discuté d'emballage : « Nous n'avons pas parlé de Triangle, ni de Peltz ou de May ».

Et ainsi de suite. Quand Max Théret et Robert Reiplinger déploient des efforts considérables pour faire admettre qu'ils ont pris tout seuls la décision d'acheter le Triangle le 10 novembre, leur ligne de défense prend l'eau de toutes parts. On entre dans un labyrinthe pour Peltz Nickels. Successivement, la haute lutte de Robert Reiplinger afin de trouver une baby-sitter pour son fils, un message conféré à un expert-comptable et non transmis, un voyage en Suisse, un télé-fax défectueux mais reçu plus tard que prétendu sans égard, brandie comme autant de pièces bouées de sauvetage.

Pour autant, Max Théret, l'ancien baroudeur devenu cardiaque, prié de rester assis durant son interrogatoire, ne perd pas de son mordant. Il se plaint d'une « instruction uniquement à charge ». Cet ancien cofondateur du magazine Investir assure que « tout le monde savait que le PDG de Pechiney demandait des milliards au gouvernement pour se développer ». Il minimise son investissement, 2 millions de francs, qui devait rapporter 9 millions de plus-value : « Ça n'était pas l'affaire du siècle ».

Le tribunal s'étonne. Max Théret confirme : « C'est un ardre moyen ». Le substitut Jean-Claude Marin lui demande quel volume il a placé du 22 octobre à la fin du mois de décembre. « Vingt et un millions pour la Compagnie parisienne de placement, avenue M. Théret en consultant ses notes. Mais j'ai le souvenir d'ordres entre 90 et 100 millions sur deux de ma société personnelles ».

On s'écarterait alors gentiment de ces journées cruciales qui virent Roger-Patrice Peltz et Max Théret, deux golden boys, s'enflammer pour l'action Triangle les 14 et 15 novembre 1988, juste après que les dirigeants de Pechiney eurent décidé d'acheter le leader mondial de l'emballage. Juste après que le cabinet de Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, eut été saisi de cette « grande nouvelle économique pour la France ».

LAURENT GRELSAMER

Après l'interpellation de quarante-trois personnes

Une vingtaine de membres de la secte des Enfants de Dieu sont présentés au juge d'instruction

MARSEILLE

de notre correspondant régional

An terme de quarante-trois heures de garde à vue, une vingtaine de membres de la secte des Enfants de Dieu, sur quarante-trois personnes interpellées par les gendarmes dans diverses régions de France, devaient être présentés vendredi 11 juin, devant le juge d'instruction d'Aix-en-Provence chargé du dossier, Serge Mackowiak. Plusieurs d'entre eux étaient susceptibles d'être mis en examen, notamment pour mauvais traitements à enfants et incitation de mineurs à la débauche.

Le coup de filet auquel ont participé deux cents gendarmes, mercredi à l'aube, après deux ans d'in-

vestigations (Le Monde du 11 juin), visait une douzaine de « colonies » de la secte implantées sur le territoire national, où particulier à Equilles (Bouches-du-Rhône), Saint-Herblain (Loire-Atlantique) et Condrieu (Rhône). Deux des petites communautés, les « éaglétears » ont dénombré cent trente-quatre enfants mineurs, âgés de trois mois à seize ans.

L'audition de certains de ces enfants n'a pas apporté d'éléments probants, en dépit de certaines déclarations ambiguës. « Ils étaient préparés à ce genre de situation », a indiqué le commandant Philippe Rio, chef de la compagnie de gendarmerie d'Aix-en-Provence, chargé de la coordination de l'enquête.

A Equilles, les gendarmes ont constaté qu'ils cohabitaient dans des conditions précaires, à six, avec les adultes (quatre hommes et huit femmes) dans une maison de huit pièces et une cave. Ils dormaient sur des matelas, à même le sol, n'avaient aucun contact avec l'extérieur et échappaient à toute scolarisation, en dehors des cours de « formation » donnés par leurs parents (1). Le pédiatre qui les a examinés les a jugés en bonne santé, bien que « psychologiquement perturbés ». Les adultes ont, également, refusé d'expliquer sur leur mode de vie, tout en reconnaissant leur appartenance à un mouvement d'inspiration religieuse.

Les enquêteurs nnt, toutefois,

saisi de nombreux documents, en particulier des lettres de M^{re} David Berg, dit David Moïse, le créateur de la secte aux Etats-Unis — prônant, entre autres, le *flirty fishing* (pratique consistant, pour les femmes, à aller à la pêche aux nouveaux adeptes en usant de leurs charmes). Ils ont également découvert des ouvrages illustrés d'initiation à la sexualité, destinés aux enfants.

GUY PORTE

(1) Cette communauté, baptisée « Familles sans frontières », était installée très discrètement à Equilles, il y a quelques mois, venant de Peyrolles, une autre commune des environs d'Aix-en-Provence, où elle avait fait l'objet, à la fin de 1990, d'une procédure de renseignements judiciaires établie par les gendarmes de la localité.

EN BREF

□ Un enquêteur de Montpellier mis en examen pour abus de confiance. — Un enquêteur civil du commissariat de Montpellier (Hérault), Gérard Teussac, s'est mis en examen, mercredi 9 juin, pour abus de confiance. En raison de la lenteur prise par certaines enquêtes diligentées par le parquet, les services de l'inspection générale de la police nationale (IGPN) de Marseille ont été amenés à faire une perquisition au domicile du policier, où ont été découverts onze boîtes de dossiers et du matériel — notamment des appareils hi-fi — saisis, à l'origine, dans le cadre de

procédures judiciaires. Une information a été ouverte et confiée au juge Alain Durand. L'enquêteur Gérard Teussac, âgé de quarante-cinq ans, a été suspendu de ses fonctions. Il a été remis en liberté, mais placé sous contrôle judiciaire. — (Corresp.)

□ L'attentat contre la Ligue nationale de football revendiqué en nom de « peuple corse ». — Un interlocuteur anonyme se réclamant de « peuple corse » a revendiqué, jeudi 10 juin auprès de l'AFP à Marseille, l'attentat commis dans la nuit de mercredi à jeudi à Paris et qui a causé quelques dégâts matériels à un

immeuble du 17^e arrondissement abritant la Ligue nationale de football (LNF). Cet attentat a été commis le jour même où la Direction nationale du contrôle de gestion examinait l'appel du Sporting de Bastia après sa rétrogradation sportive pour des raisons financières, décidée le 28 mai.

□ FOOTBALL : le procureur de Valenciennes ouvre une information judiciaire à la suite de l'affaire Valenciennes-OM. — Le procureur de la République de Valenciennes, Eric de Moutgolfier, a ouvert mercredi 9 juin une information judiciaire contre X... « pour corruption active et pas-

sive » à la suite de l'affaire du match Valenciennes-Olympique de Marseille. Avant un match de première division, le 20 mai dernier, un défenseur aurait été victime d'une tentative de corruption de la part d'un dirigeant et d'un joueur de l'OM. « Les éléments du dossier remis par l'avocat de la Ligue nationale de football (LNF) sont si convainquants et les accusations des joueurs si sérieuses que cela mérite qu'un juge s'en occupe », a déclaré le procureur. La LNF avait déjà porté plainte contre X..., vendredi 4 juin, dans la même affaire (Le Monde du 6-7 juin).

SOCIÉTÉ

ÉDUCATION

Une proposition de treize députés du RPR et de l'UDFC

La majorité veut autoriser les universités à déroger à la loi Savary

Treize députés du RPR et de l'UDFC ont déposé, mardi 8 juin, sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi relative aux établissements publics d'enseignement supérieur. Ce texte, élaboré en accord avec le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon, vise à permettre aux universités de déroger — sur des points essentiels — à la loi Savary de 1984.

C'est un pari délicat que viennent d'engager treize députés de la majorité en déposant, sans publicité excessive, sur le bureau de l'Assemblée nationale une proposition de loi destinée à autoriser les universités à déroger à la loi de 1984 sur l'enseignement supérieur. Or du moins à une quinzaine d'articles de ce texte, définissant l'organisation générale et le régime financier des établissements d'enseignement supérieur. Bref, tout ce qui touche aux pouvoirs et à leur répartition à l'intérieur des universités.

L'affaire est sérieuse. Du fait des signataires du texte tout d'abord. Présentée par cinq députés UDFC (Jacques Barrot, René Cozanneau, Yves Fréville, Michel Jacquemin et Francis Saint-Etienne), sept députés RPR (Bruno Bourg-Broc, Nicole Catala, Jean-Pierre Fouchier, Olivier Guichard, Alain Peyrefitte, Etienne Pinte, Jean Uberschlag) et un non-inscrit (Pierre Gascher), cette proposition rassemble donc tous les courants de la majorité et, en leur sein, aussi bien des poids lourds politiques, comme MM. Barrot ou Guichard, que les spécialistes reconnus des problèmes d'éducation, comme MM. Cozanneau, Fréville, Bourg-Broc ou M. Catala. Quant au président du groupe UDFC Charles Millon, très en pointe sur ce dossier et qui avait annoncé, il y a un mois, qu'il déposerait une proposition sur ce sujet, il n'est certes pas signataire mais il a participé à plusieurs

réunions de travail préparatoires et veut voir, dans ce texte, la mise en œuvre de ses idées.

D'autre part, cette initiative parlementaire n'est pas un simple coup de sonde. Elle a été engagée en liaison étroite avec le cabinet du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, M. Fillon, et une réunion finale a eu lieu, avec ce dernier, pour s'assurer que le gouvernement et le Parlement étaient bien sur la même longueur d'onde.

Quinze articles décisifs

Le contenu de ce texte, enfin, démontre qu'il s'agit d'une initiative de grande portée. Ses apparences sont modestes : il s'agit, en effet, selon les signataires, de « rechercher des assouplissements de la législation applicable aux établissements publics d'enseignement supérieur et, à court terme, de permettre aux sept nouvelles universités créées depuis deux ans en région parisienne, dans le Nord et à La Rochelle, de conserver leur statut statut dérogatoire au-delà du délai de trois ans (jusqu'en 1995) qui leur avait été fixé par la loi du 20 juillet 1992.

Mais cela n'est qu'un préambule. Au nom de « l'égalité entre les établissements », les auteurs de la proposition souhaitent que « tout établissement » puisse « expérimenter des formes nouvelles de nature à favoriser l'ouverture des formations dispensées sur le monde socio-économique au développement des activités de recherche ». En somme, d'accorder à tous ceux qui le veulent les libertés jusqu'à présent consenties aux seules universités nouvellement créées.

Or ces possibilités de dérogation touchent à l'essentiel de la loi Savary et pourraient la vider de sa substance si elles se généralisaient. Les quinze articles de la loi de 1984, qui seraient susceptibles de ne plus être appliqués, définissent, en effet, la nature des composantes de l'université (art. 25), le rôle du président et des trois conseils prévus par la loi de 1984 (art. 26), les

modalités de désignation du président (art. 27), la composition des conseils (art. 28, 30, 31, 33, 39 et 40), le statut des instituts et écoles extérieures (art. 34). A quoi la proposition ajoute l'organisation des unités de formation et de recherche (art. 32) et — surtout — le régime financier des établissements (art. 41 et 42) qui pourraient donc, en bonne logique, échapper aux contraintes actuelles de la comptabilité publique.

On retrouve là la plupart des dispositions de la loi de 1984, que la droite n'a jamais acceptées, sinon à contrecœur, qu'elle s'était efforcée de ne pas appliquer entre 1985 et 1988, et qu'elle avait voulu modifier, en 1986, dans le cadre du projet de loi de M. Devaquet, lors de la précédente période de cohabitation.

A l'évidence, l'expérience malheureuse d'Alain Ouevau aura porté ses fruits. L'actuelle proposition de loi est beaucoup plus habile. D'origine parlementaire, elle évite une personnalisation toujours dangereuse du projet. D'autre part, elle ne se présente pas comme une grande cathédrale législative, dans laquelle devraient entrer toutes les universités.

Autonomie contrôlée

Elle offre simplement aux universités qui le souhaitent la possibilité de déroger à la loi. Il suffirait, pour cela, qu'elles en décident « par une délibération statutaire prise à la majorité des deux tiers en exercice du conseil d'administration », et non pas à la majorité qualifiée des deux tiers comme le prévoit actuellement la loi. Il est vrai que, dans la plupart des universités, cette majorité qualifiée serait sans doute très difficile à atteindre.

Enfin, la proposition prévoit un fil de sécurité en précisant que le ministre de l'enseignement supérieur aurait un droit de regard automatique sur ces demandes de dérogations. Il pourrait s'opposer à celles « qui lui paraîtraient

contraire aux missions de l'université », à la « cohérence du système d'enseignement et de recherche et au caractère national des diplômes ». C'est toute l'ambiguïté de cette initiative : d'un côté, elle ouvre la voie à une autonomie très large des universités mais, dans le même temps, de crainte que cette autonomie ne conduise à des dérives, elle rétablit un contrôle ministériel sur les modifications de statuts ou d'organisation que les établissements pourraient demander.

Enfin, il est patent que cette proposition de loi s'inscrit dans un contexte qui s'est profondément transformé depuis quelques années, comme en témoigne la conclusion, sur ce point, du récent livre de Claude Allègre (1). Exprimant une opinion assez répandue, celui qui fut, entre 1988 et 1992, le conseiller spécial de M. Jospin au ministère de l'éducation nationale, note en effet : « La loi actuelle est devenue un obstacle au progrès et, si l'on veut donner un nouvel essor au chantier universitaire et mettre nos universités à l'heure de l'Europe, il faudra la modifier (...). Je suis sûr qu'un tel débat va relancer les querelles théologiques dans certaines parties en germe un grand risque pour la stabilité du fragile édifice universitaire, mais je crois pourtant qu'il faudra en passer par là. »

Reste à transformer cette proposition en texte de loi. Il ne fait pas de doute que M. Fillon est favorable à son inscription à l'ordre du jour de la session extraordinaire de l'Assemblée de juillet prochain (lire en première page de ce numéro du 10 juin). Il n'est pas aussi évident que le premier ministre soit, pour sa part, décidé à engager son gouvernement sur un terrain qu'il juge toujours imprévisible. On devrait être fixé avant la fin du mois de juin.

GÉRARD COURTOIS

(1) L'Age des savoirs, pour une renaissance de l'université, de Claude Allègre, Gallimard, 1993.

QUELLE HISTOIRE !

PAR CLAUDE SARRAUTE

« Tu me la lies, ce livre, die ? Tu vois là, mammy, c'est la maison de M. vache. Elle a un gros camion... Exact. Un camion citrène destiné au remassage du lait qu'on lui emène d'une des bidons. Quand nous arrivons, sur ses talons, à la litière, ce sera pour voir un cochon en salopette démanter ou volant d'un poids lourd chargé de bouteilles en plastique... Où il va là, mammy, le monsieur ? Il va porter le lait à Unico, mon chéri. La voilà, le farma recroûte aux enfants d'aujourd'hui. O'ou le succès grandissant des quelques animaux domestiques parqués au jardin d'acclimatation entre la rotonde des singes et la fosse aux tigres. Et celui de la femme Georges Vigne, à vocation pédagogique, ouverte au public, merci Chirac, route du Pesage, à Vincennes, pendant les week-ends et aux écoliers de cinq à douze ans, elle croule sous les demandes, en semaine. Une merveille. Dotée — herse, rouleau, tracteur, moissonneuse — de tout le matériel d'une petite exploitation moderne. Cinq hectares d'un seul tenant, des bâtiments

ball désigne un jeune verrat d'un doigt intrigué : Pourquoi il a des grosses boules sur le derrière celui-là ? Un petit rouquin à lunettes ? Parce que c'est un hippopotame. En passant devant une des trois prairies où paissent chèvres et brebis, Miss Barbie s'impatiente : Quand on les varra, les lions ? Et le zoologue en herbe : On les laisse paître tranquillement. Les lions, ça mange les girafes.

Du coup, Marie-Chantal : Je vous signale qu'ici, c'est pas un zoo, c'est une ferme.

— Alors, pour quoi il y a des kangourous ? — O'ou tu vois des kangourous ? Là ? Non, ça c'est le mari de la chère. C'est un. Une marmotte. Un bœuf ? Ah ! bon, un bœuf !

Je l'interroge : Vous allez souvent à la campagne ? Oui, on a une résidence secondaire, pas loin de la mer, en Normandie, mais sorti de la plage et du tennis... Résultat, au cours de la visite au jardin potager, cueillette à la clé : Alors, les enfants, ça pousse où, les radis ? Au supermarché. Non, là, sous votre nez ! Allez pas me les piquer.

Et on vous raconte pas, me

Le mari de la chèvre



Second Empire. Et un couple d'agriculteurs, les Collet, obligés de mettre le clé sous la porte en Bretagne, la trentaine épuisée, là maintenant, souffrante, deux enfants, rémunérés par la Ville, ils se font entre eux 10 000 F par mois chacun. Peinés, qu'il y ait passé la journée avec deux classes d'une maternelle du dix-huitième arrondissement, pépinière volée de bambins encadrés par des maîtresses et des mamans pas tellement plus avancées qu'eux ou moi quand il s'agit de distinguer un feu de Bourgogne d'un bœuf : Et celui-là, c'est quoi ? Un chien ? — Non, un lapin persan. Un Bleu de Vienne.

Marie-Chantal, blonde, rousse, girondaise animatrice, très nature, leur demande à quoi ça sert, un lapin ? Antoine ? A... c'est pas un lapin ? A leur dîner à manger. Non ! A être mangé. Par vous. Stupeur horrifiée des mouffets. Voilà la gentille dame transformée en méchante extraterrestre.

Même angoisse métaphysique devant un œuf, c'est de là que sortent les poussins, cassés sous leurs yeux trébuchés. Marion : Vite, vite, faut la recueillir. Aucune interrogation existentielle, en revanche, s'agissant du bœuf. Ça sert à faire des miel pops. Ou du lait : C'est pour les yaourts. Encore que les tuyaux transparents de la traverse électrique attachée à un pis d'où on aura tiré d'abord deux trois jets, les laissent rêver : Où c'est qu'on met le chocolat ? — Et le bifteck, c'est de la viande de quoi ?

Silence perplexes dans les rangs. Je souffle : De bœuf. Et je me remets : Non, de vache. Arrêt fasciné à la porcherie devant une énorme truie et sa portée. Une jolie poupe coiffée d'une casquette de base-

bal désigne un jeune verrat d'un doigt intrigué : Pourquoi il a des grosses boules sur le derrière celui-là ? Un petit rouquin à lunettes ? Parce que c'est un hippopotame. En passant devant une des trois prairies où paissent chèvres et brebis, Miss Barbie s'impatiente : Quand on les varra, les lions ? Et le zoologue en herbe : On les laisse paître tranquillement. Les lions, ça mange les girafes.

Du coup, Marie-Chantal : Je vous signale qu'ici, c'est pas un zoo, c'est une ferme.

— Alors, pour quoi il y a des kangourous ? — O'ou tu vois des kangourous ? Là ? Non, ça c'est le mari de la chère. C'est un. Une marmotte. Un bœuf ? Ah ! bon, un bœuf !

Je l'interroge : Vous allez souvent à la campagne ? Oui, on a une résidence secondaire, pas loin de la mer, en Normandie, mais sorti de la plage et du tennis... Résultat, au cours de la visite au jardin potager, cueillette à la clé : Alors, les enfants, ça pousse où, les radis ? Au supermarché. Non, là, sous votre nez ! Allez pas me les piquer.

Et on vous raconte pas, me

Le palmarès du concours général

Trois cent quarante élèves de première et de terminale ont été récompensés, cette année, par un prix, un ex-aequo ou une mention régionale, parmi les onze mille deux cent quarante candidats qui ont été présentés au concours général. La traditionnelle suprématie de l'académie de Paris se confirme avec un total de 55 citations, dont 19 pour le seul lycée Louis-le-Grand et 12 pour l'École nationale de chimie. Viennent ensuite l'académie de Versailles (31 citations), dont 10 pour le lycée international de Saint-Germain-en-Laye, puis l'académie de Lyon (21 citations). Un élève de terminale A du lycée Pierre-de-Fermat, à Toulouse, Paul Egré, se distingue particulièrement, en obtenant le premier prix de dissertation philosophique, après avoir eu, l'an passé, en première, le premier prix de composition française, le deuxième prix d'histoire, ainsi qu'une mention régionale en version latine.

Classe de première

COMPOSITION FRANÇAISE
1^{er} prix : Alain Brunn (Georges-de-La-Tour, Metz) ; 2^e prix : Bruno Maillet (François-Arago, Perpignan) ; 3^e prix : Guillaume Aitane (Carnot, Dijon).

GÉOGRAPHIE
1^{er} prix : Thomas Paineau (Institution S.-Cœur, Nantes).

HISTOIRE
2^e prix : Paul Bernard (Condorcet, Paris) ; 3^e prix : Marie-Laure Nèlat (Pasteur, Neuilly-sur-Seine).

THÈME LATIN
1^{er} prix : Elodie Ziegler (Louis-le-Grand, Paris) ; 2^e prix : Mathilde Lévêque (Henri-IV, Paris) ; 3^e prix : Viviane Tran (Louis-le-Grand, Paris).

VERSION GRECQUE
1^{er} prix : Maude Bosser (Descartes, Tours) ; 2^e prix : Kerry-Jane

Wallart (Henri-IV, Paris) ; 3^e prix : Alexis Mariani (Thiers, Marseille).

VERSION LATINE
1^{er} prix : Jean Huby (E.-Gallois, Beaumont-sur-Oise) ; 2^e prix : Caroline Petit (Montaigne, Bordeaux) ; 3^e prix : Renaud Plathey (Condorcet, Paris).

Classe de terminale

ALLEMAND
1^{er} prix : Frédéric Jette (Ext. Epône-saints, Nantes) ; 2^e prix : Cécile Kysast (Lycée français de Francfort, Francfort) ; 3^e prix : Karin Huetel (Lycée français de Francfort, Francfort).

ANGLAIS
1^{er} prix : Estelle Shiron (Henri-IV, Paris) ; 2^e prix : Valérie Dougan (Centre international, Valbonne).

ARABE
1^{er} prix : Najat Oulahiane (Descartes, Rabat) ; 2^e prix : Mohamed Echechir El Kettani (Descartes, Rabat) ; 3^e prix : Sahri Chakroun (P.-Mendes-France, Belvédère, Tunisie).

CONSTRUCTION
1^{er} prix : David Magnier (P.-Mendes-France, Epinal) ; 2^e prix : David Roumignac (Champollion, Gignac).

DISSERTATION PHILOSOPHIQUE (Série A)
1^{er} prix : Paul Egré (Pierre-de-Fermat, Toulouse) ; 2^e prix : Emmanuel Fleury (Le Verrier, Saint-Lô) ; 3^e prix : Aline Lacour (Charles-le-Chauve, Roissy-en-Brie).

DISSERTATION PHILOSOPHIQUE (Série B, C, D, E)
2^e prix : Charlotte Morel (François-IV, Le Havre) ; 3^e prix : Aloni Nociimowski (Jean-Jaurès, Reims).

ÉCONOMIE ET DROIT (Série G)
1^{er} prix : Philippe Bonhomme (Jean-B.-de-la-Salle, Metz) ; 2^e prix : Claude Blanzat (René-Cassin, Strasbourg) ; 3^e prix : Cécile Clavier (Notre-Dame, Villefranche-sur-Saône).

ESPAGNOL
1^{er} prix : Ulrike Decoene (Lycée français de Barcelone) ; 2^e prix : Virgile Pelletier (Lycée français de Barcelone).

HÉBREU
1^{er} prix : Salomon Melki (Lycée Yabné, Paris).

ITALIEN
1^{er} prix : Corrado Scognamiglio (Roussier, Strasbourg) ; 2^e prix : Marco Molinaro (Lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 3^e prix : Silvia Tonini (Lycée international, Saint-Germain-en-Laye).

MATHÉMATIQUES (Série C, E)
1^{er} prix : Philippe Golté (Kléber, Strasbourg) ; 2^e prix : Bayarderson (Louis-le-Grand, Paris) ; 3^e prix : Joël Los (Louis-le-Grand, Paris).

PORTUGAIS
1^{er} prix : Isabel Reis (Camille Julian, Bordeaux) ; 2^e prix : Frédéric Carvalho (Charles-Léonard, Lisabonne) ; 3^e prix : Céline Gaspar (Louis-Michel, Champigny).

RUSSE
2^e prix : Dimitri Souzoumov (Louis-le-Grand, Paris) ; 3^e prix : Igor Bojanic (Molière, Paris) ; 4^e prix : Grégory Rayko (Racine, Paris).

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES (Série B)
1^{er} prix : Nicolas Lesur (Saint-Louis-de-Gonzague, Paris) ; 2^e prix : Pierre Chevanne (Mont-Blanc, Passy) ; 3^e prix : Laure Lagriffoul (Sacré-Cœur, Aix-en-Provence).

BIOLOGIE-GÉOLOGIE (Série D)
1^{er} prix : Charlotte Renandant (Jacques-Monod, Chassani).

SCIENCES PHYSIQUES (Série C, D, E)
2^e prix : Thomas Dubos (Du-Bellay, Angers) ; 3^e prix : Arnaud Chérat (Edouard-Branly, Nogent).

TECHNOLOGIE
1^{er} prix : Emmanuel Bossharth (Lavoisier, Malbouze) ; 2^e prix : Christophe Campagnon (ENCPB, Paris) ; 3^e prix : Jean-François Gossalbes (ENCPB, Paris).

Construction mécanique
2^e prix : Christian Grathwohl (Lycée technique, Haguenau) ; 3^e prix : Laurent Sérot (Beaumont, Redon).

Electronique
1^{er} prix : Nicolas Charrier (Diderot, Paris) ; 2^e prix : Gérard Radix

(Henry-Loritz, Nancy) ; 3^e prix : Olivier Lebrun (Gustave-Eiffel, Dijon).

Electrotechnique
1^{er} prix : Christophe Gendrier (Augustin-Thierry, Blois) ; 2^e prix : Olivier Lopez (Louis-de-Foix, Bayonne) ; 3^e prix : Jérôme Leroy (Saint-Croix, Orléans).

Équipement technique de bâtiment
1^{er} prix : Arnaud Meot (Fontaine, Dijon) ; 2^e prix : Damien Degout (Perret, Vincennes).

Géométrie
1^{er} prix : Thierry Jourdan (Polignac, Gourdon-Polignac) ; 2^e prix : Jérôme Bourdel (Polignac, Gourdon-Polignac) ; 3^e prix : Franck Walderger (Louis-Lachenal, Pignat).

Microtechniques
1^{er} prix : Lofe Reucher (Jules-Haag, Beaupré) ; 2^e prix : Franck Adajige (Cassin, Noisiel) ; 3^e prix : Hamadi Essid (Charles-Fouquet, Cluses).

Physique et électricité
1^{er} prix : Samir Cherif (Jean-Rostand, Strasbourg) ; 2^e prix : Astrid Olivier (De-La-Tour, Metz) ; 3^e prix : Magali Bülone (De-La-Tour, Metz).

Sciences biologiques, option biochimie
1^{er} prix : Isabelle Perrotta (Jean-Rostand, Caen) ; 2^e prix : Stéphanie Leroy (ENCPB, Paris) ; 3^e prix : Sébastien Bacon (Chaptal, Quimper).

Sciences biologiques, option biologie
1^{er} prix : Rachel Pothier (De-La-Tour, Metz) ; 2^e prix : Francine Souchard (Louis-Armand, Chambéry-le-Haut) ; 3^e prix : David Gaudry (Le-Castel, Dijon).

Classes de première et de terminale
ARTS PLASTIQUES
1^{er} prix : Carine Jallamion (Institut E.-d'Alzon, Nîmes) ; 2^e prix : Sébastien Gleize (Michel, Montauban) ; 3^e prix : Olivier Paoli (Estienne-d'Orves, Nice).

ÉDUCATION MUSICALE
1^{er} prix : Xavier Morales (Carnot, Dijon) ; 2^e prix : Fabrice Gand (Carnot, Dijon).

Pasolini, h



DANSE

L'enfer en Terre s

« Instance » le sport...

JERUSALEM

de notre correspondant

La dernière fois que j'ai vu...

ISTH.ES

PREPAS

GRANDES ÉCOLES

DE COMMERCE

SCIENCES PO

Paris - Province

16 24 10 72 - 45 27 10 15

CULTURE

THÉÂTRE

Pasolini, lune noire

Un triptyque du poète italien brillamment mis en scène par Luca Ronconi

TURIN

de notre envoyé spécial

Quand les choses vont mal, et Dieu sait que les choses vont mal en Italie - et pas franchement bien en France - le théâtre ne tarde pas à réagir. C'est d'ailleurs assez encourageant pour lui : libre de la plupart des contraintes qui pèsent sur les autres disciplines artistiques - contraintes économiques et effets (pervers) de la mode - il peut manifester ses inquiétudes, nos inquiétudes, par grossa modo, deux moyens : le cri, moteur du théâtre d'intervention calqué sur les pratiques militantes ; la distance réfléchie, qui s'en va puiser dans le répertoire quelque texte bien senti qui dirait avec les mots d'un des colères d'aujourd'hui. En cas de malheur, les Grecs ne sont jamais loin.

A travers le temps, beaucoup d'auteurs s'en sont inspirés pour dire leur fait à leurs publics. L'un des moins d'actes pas Pier Paolo Pasolini, dont le cinéma comme le théâtre témoignent de sa passion pour les textes fondamentaux. Pour s'en débarrasser, on dit souvent de son théâtre qu'il est « injouable » - trop littéraire, trop rhétorique, trop dialectique ; ceux qui veulent s'en tirer plus joliment diront qu'il est « puissamment original ». Le commentaire s'arrête là. Heureusement, depuis quelques années, le signal du courage retentit. Aujourd'hui, Pasolini revient chez lui, en Italie, en compagnie d'un homme de Part, Luca Ronconi, qui a pas vu les trois mises en scène réalisées avant lui par Vittorio Gassman. Il a en raison. Dans son théâtre de Turin, il vient de présenter *Affabulazione* tandis qu'il met en scène, à 15 kilomètres de là, la première promotion des élèves de son école dans *Pilade* et *Calderon* au château de Rivoli, l'un des rares musées d'art contemporain italiens.

L'œuvre dramatique de Pier Paolo Pasolini, trop peu fréquentée par les professionnels, trop peu vue par les amateurs du cinéma, est née un soir de 1966 dans un restaurant du ghetto à Rome. Sous les plus sombres auspices. A la table de PPP, trois amis, Alberto Moravia, Dacia Maraini et Enzo Siciliano, écrivaient et critiquaient ce qui allait devenir le premier acte du programme d'*Affabulazione* (1). Ayant quitté la table avant que le service ne commence, PPP ne repartit pas. Ses amis s'inquièrent et Maraini part à sa recherche. Elle le trouva étendu à terre, devant les lavabos du restaurant, vomissant du sang. Hémorragie due à un ulcère. PPP doit s'arrêter et se reposer un grand mois. Il commence alors d'écrire ses six tragédies qu'il travaillera et retravaillera durant de longues années : *Pilade*, *Orgia*, *Bestia da stile*, *Affabulazione*, *Calderon* et *Forlè*.

Après que Uccellacci Uccellini est présenté avec succès au Festival de Cannes, puis qu'*Orgia* est représenté à la Mostra de Venise, la revue *Nuovi Argomenti* publie *Pilade*.



Umberto Orsini, Paolo Quattrini

la première de ses pièces, et deux ans plus tard, en 1968, *le Manifeste pour un nouveau théâtre*. Pasolini plaide avec vigueur pour un « théâtre de la parole », en opposition aux deux formes du théâtre bourgeois qu'il dénonce, « le théâtre du bavardage » - « qui divertit » - et « le théâtre du harcèlement » - « qui scandalise ». PPP essaiera lui-même de mettre en pratique sa vision : en novembre 1968, il met en scène *Orgia*, expérience qui le laissera profondément insatisfait malgré l'interprétation de Laura Betti.

Une affaire d'homme

Affabulazione est une affaire d'homme et, comme dans toutes les affaires d'hommes, les femmes y ont une place capitale. L'affaire d'un père et d'un fils. Le premier (Umberto Orsini) est un industriel milanais, vieillissant, anxieux, beau, le second (Alberto Moravia) un jeune homme juste sorti de l'adolescence, blond, vif, beau lui-même. Leur épouse et mère (Paola Quattrini) est jeune encore. Aimante et inquiète. Dans leur entourage, il y a une jeune fille (Martina Guden), amoureuse du fils, une cartomancienne (Marisa Fabbri), ultime conseil du père. Et l'ombre de Sophocle (Carlo Montagna), un homme chenu, sévère, généreux, ardent, amoureux de ce qui s'annonce donc comme une tragédie, la tragédie de Pier Paolo Pasolini tant *Affabulazione* ressemble à s'y méprendre à l'autobiographie de celui qui devait mourir sur une plage d'Océide.

C'est d'ailleurs cette ombre qui

apparaît en prologue, sur la droite de la scène. Mais s'agit-il encore d'une scène? Luca Ronconi a conçu avec son décorateur Carmelo Giannella une boîte, chacun des côtés de cette boîte couvrira, s'élèvera, disparaîtra sans que le regard perçoive bien le secret de ces transformations. La base du dispositif, à un bon mètre du plateau, est un sol très fortement, très dangereusement incliné qui semble projeter les meubles, les objets et les personnages vers les spectateurs. Tous sont donc, et nous aussi, en position de déséquilibre, de danger. Ce décor, sous les lumières subtiles de Giancarlo Salvo, fera songer à certains intérieurs d'Hopper et, pendant le temps de la représentation, se cassera de captiver. Il est vrai que la dramaturgie de Pasolini mêle à des moments de surréalisme émotionnel ou philosophique ce qu'on pourrait appeler des « tunnels », plus décryptés et didactiques. Ronconi le sait, mieux que personne, et a joué à ces moments-là de ses plus fines lames de poète et de magicien. Il y aura un ballon de foot en fer qui se déplace sur un fil, une chaise montée sur un rail et virevoltant sur la scène, une balance en acier, un plafond escamotable.

L'intrigue met donc aux prises un père et son enfant, un père-enfant qui refuse qu'un autre que lui s'approprie de la virilité de son fils. Impuissant à le posséder, incapable de se résigner, le père tuera le fils et finira sa vie dans la banlieue d'une ville, sur la plate-forme d'un wagon de marchandises, ultime décision du metteur en scène... Une autre aura été le choix de l'acteur Umberto Orsini, qu'il réussit à faire ressembler à Pasolini, l'habillant dans les scènes centrales d'un costume gris et d'une chemise blanche à col ouvert. Toute la distribution est d'ailleurs excellente. On restera longtemps étonné de l'intelligence de la lecture de Luca Ronconi qui donne à cette tragédie une limpidité insoupçonnable. Il nous propose, en outre, clarté, le monologue d'un perdu, d'un finisseur, d'un illuminé, qui d'homme devient bourreau puis homme à nouveau, seul, impuissant à expliquer ce qu'il aura vécu, et que nous aurons vécu comme une douloureuse hallucination. Avec la certitude, une fois encore, que les prophéties de Pasolini, cet acharnement à nous dire la violence du monde et des êtres, la vanité de nos vies étiquées, cette insouciance que nous avons à marcher vers l'horreur, sont indispensables.

OLIVIER SCHMITT

(1) Enzo Siciliano est l'auteur de Pasolini, une vie, aux Éditions de la Différence en 1984.

► Dans l'attente d'une éventuelle reprise d'*Affabulazione* en France, on peut voir *Pilade* et *Calderon* à Castello di Rivoli, samedi 12 et dimanche 13 juin à 20 h 45. Tél. : (011) 39-11-53-97-07. Le théâtre de Turin présente par ailleurs une création *Voyage sur la lune*, de Cyrano de Bérgerac, mise en scène de Sergio Artotti, dans le cadre de la Biennale des Jeunes Publics de Lyon, le samedi 12 juin, à 17 heures, à l'Espace Poisson d'or, 10, rue Juiverie, 69005 Lyon, tél. : 72-07-93-84.

CINÉMA

Un secret dans la tête

UN JOUR OU L'AUTRE d'Olivier Nolin

Un enfant amnésique a été recueilli, en Afrique du Nord, par un médecin français qui l'a adopté et lui a donné son nom. Adulte, Vincent Delaune est romancier et vit dans une gentilhommière de Sologne. Deux fillettes - jumelles - sont assassinées dans les environs. Vincent apparaît sur des photographies prises le jour du meurtre, à un endroit où il ne se souvient pas d'être allé. Un sentiment de culpabilité le hante. Sa femme, Laurence, cherche à l'aider en luttant contre cette hantise. Mais des images venues d'ailleurs passent dans la tête de Vincent. Une autre énigme se fait jour.

C'est une troublante, émuante histoire d'identité perdue, d'identité bloquée. Un homme qui a été séparé d'une moitié de lui-même renaît des cendres d'une vie antérieure au soleil du Maghreb. Si les jeunes victimes n'avaient pas été jumelles, si Laurence n'était pas

juive, le secret serait demeuré enfoui. Etrange jeu de miroirs pour une rencontre dans le brouillard.

En 1979, Olivier Nolin avait réalisé un film sympathique, mais assez mince, sur l'adolescence : *L'école est finie*. Depuis, plus rien. Il réapparaît avec un film qui sort de tous les sentiers battus, grâce à son scénario, à sa mise en scène maîtrisée, à l'atmosphère insolite que filtrent les images entre deux mandes dues à Raul Coutard, à l'interprétation remarquable de Daniel Olbrychski et de Nicole Calm.

Un Jour ou l'autre a été tourné en 1983. Une seule salle l'affiche actuellement à Paris, pour une seule séance par jour, alors que beaucoup de médiocrités de la production française récente encombrèrent les écrans. Tous les mystères du film ne sont pas sur l'écran.

JACQUES SICLER

► A 12 heures au cinéma l'Épée-de-Bois, 100, rue Mouffetard (5^e). Tél. : 43-37-57-47.

Aimer à Madrid

AMANTS de Vicente Aranda

Présenté en 1991 au Festival de Berlin, *Amantes* (les amants) témoigne de grandes ambitions. A partir d'un triangle de fait divers, Aranda voudrait tirer le portrait de la société espagnole au moment (le milieu des années 50) où le franquisme semblait installé pour toujours. Il voudrait réfléchir sur les païds respectifs du désir et du devoir.

Aux trois sommets du triangle il place Paco (Jorge Sanz), un macho pleutre qui sort du service militaire ; Triel (Maribel Verdú), sa fiancée, bonne à tout faire qui aspire aux grandeurs et servitudes de la condition d'épouse et Luisa (Victoria Abril), femme dure, sans autre foi ni loi que son désir.

Autour des trois amants, les vieilles voitures circulent comme dans les actualités d'autrefois, les déhors donnent l'impression d'avoir été surveillés jusqu'à la

moindre poignée de placard, et pourtant il reste comme un vide entre les acteurs et ce monde reconstruit. Seule Victoria Abril se débrouille pour faire croire qu'elle a trente ans il y a trente-cinq ans. Elle est dure et fascinante, elle fait comprendre qu'en ce temps, pour une femme perdue, il n'y avait d'autre recours que la fuite vers le bas.

Ses partenaires en revanche s'arrivent pas à se débarrasser de l'air d'une éducation libérale, à se glisser sous le couvercle de cette époque close, dans cette tragédie de l'enfermement. Vicente Aranda y est sûrement pour quelque chose. A force de se préoccuper des détails, de faire tomber la pluie à l'heure pour casser le mythe du pays du soleil, de figer son montage pour garder la tête froide (sans pourtant éviter toujours le piège de la groïserie à l'italienne), il perd le fil de son film, qui devrait être avant tout une histoire d'amour.

T. S.

Prématuré

CE QUE FEMME VEUT de Gérard Jumeau

Dans le jardin d'une vieille et belle maison de campagne, Pierre, un grand bonnet de treize ans passés, contemple avec ravissement le ventre de sa jeune épouse, Cécile, accablée de six mois. Un témoignage intempestif de son affection pour la future mère déclenche des contractions prématurées.

A l'hôpital, où Cécile s'en tirera avec plus de peur que de mal, le

grand bonnet reconnaît l'infirmité de garde : c'est une de ses anciennes conquêtes, Isabelle, partie depuis dix ans à Bogota. Alors que Cécile doit rester allongée durant trois mois, Pierre propose à Isabelle de venir habiter leur maison. Il s'avère que celle-ci souhaite avoir également un enfant, mais sans s'embarasser du père...

Pierre, interprété par le réalisateur lui-même, est un hypocondriaque perpétuellement et inexplicablement agité. Les gags pesants abondent, les dialogues ridicules aussi. Gérard Jumeau mène des portes largement ouvertes : faiblesse de l'homme dans les rapports de couple, « problématique moderne » de la maternité, étude comparative d'une ex-soixante-huitarde et d'une femme « papote » d'aujourd'hui... Et sa assiste, effondré, au naufrage.

J. S.

DANSE

L'enfer en Terre sainte

« Instance », le spectacle de Catherine Diverrès et Bernardo Montet, présenté à Jérusalem, Est et Ouest

JERUSALEM

de notre correspondant

La dernière fois qu'Israéliens et Palestiniens ont partagé la même angoisse, c'était pendant la guerre du Golfe, quand les Scud de Saddam Hussein pouvaient s'écraser au petit bonheur sur les habitants de la Terre sainte. Quels qu'ils soient. Cette semaine, à Jérusalem, deux artistes français, innocents et cruels, sont venus tailler dans le vif des peurs et des souffrances chez les deux peuples.

Un coup à Jérusalem-Est dans le cœur des Arabes, un autre dans les quartiers ouest, pour les Juifs. Pas de jalousie, pas de pitié. Catherine Diverrès et Bernardo Montet

sont des baigneurs égalitaires. *Instance*, leur chorégraphie, est une lame, un spectacle contondant qui torture les âmes et laisse ses victimes pantelantes, déchiquetées, dévastées de l'intérieur. Ce fut, affirmait le programme, une « première transfrontalière ». En fait, deux fois éloquentes minutes de pur enfer pour deux publics séparés, déchirés à l'identité.

Depuis l'éclosion du soulèvement palestinien il y a six longues années, depuis que la Ville sainte, annexée par Israël et unifiée par farce en 1967, fut redévisée par les pierres de l'intifada, c'était la première fois qu'un spectacle de cette qualité était présenté des deux côtés de l'invisible frontière.

Mais qui peut croire ce qu'affirmait le dossier de presse ? Que cette chorégraphie assassine aurait été créée il y a dix ans, à Tokyo ? Que le bruit et la fureur lancinante qui l'accompagnait serait l'œuvre d'un japonais nommé Eiji Nakasawa ? Ballevermes *Instance* a été créée le 8 juin 1993, avec le soutien du centre culturel français d'Éric Auzoux, sur la scène noire du théâtre national palestinien Hake-wati, dans la partie orientale de Jérusalem. Et puis une seconde fois le 10 juin, dans le cadre du

Festival annuel d'Israël, au Rebecca Crowa Auditorium, du côté occidental de la cité.

Il n'y a aucun doute. Quelques centaines de spectateurs ca marquent sont prêts à déposer sans serment : ce sont les coups de feu, les cris et les fulgurants acrobates de violence de l'intifada qui rythment les grimaces corporelles de l'infamie d'Israël. Et les déferlements torréfiés de vagues océanes, les cascades furieuses qui sont déversées par les haut-parleurs sur la scène sont une allusion au ne peut plus limpide un problème central de la région, celui de l'eau et de son partage.

Et puis il y a ces deux êtres torturés dans la lumière tranchante des projecteurs. Ils sont là sous ses yeux, beaux à mourir et laids à pleurer, alternativement convulsés d'amour puis de haine, enfermés dans un huis clos, irrémédiablement séparés et prisonniers l'un de l'autre. Le miroir est cru. *Instance*, c'est l'impossibilité de vivre ensemble et la volonté toujours recommencée, toujours vaine, d'essayer pourtant d'en sortir. Jérusalem, capitale mondiale d'une tragédie antique et perpétuelle, ça pouvait que se reconnaître.

P. C.

CHATELET

THEATRE MUSICAL DE PARIS

22-26 juin 1993

Ballett Frankfurt
William Forsythe
Impressing the Czar



Musique de Peter Tchaïkovski. Renseignements 40 28 28 40

MUSIQUES

Mort du chanteur
Arthur Alexander

Le chanteur américain Arthur Alexander, auteur et créateur de *Anna et You Better Move on*, est mort le 9 juin à Nashville (Tennessee) des suites d'une défaillance cardiaque. Il avait cinquante-trois ans. Au début des années 60, Alexander avait écrit une poignée de chansons marquantes qui traversèrent l'Atlantique. John Lennon interpréta *Anna* sur le premier album des Beatles et les Rolling Stones retinrent *You Better Move On*. Alexander avait également créé *A Shai of Rhythm'n'Blues* (repris par Johnny Kidd) et l'exquis *Go Home Girl*, dont Ry Cooder a donné une magnifique version sur son album *Top Tilt You Drop*.

Originaire de l'Alabama, Alexander s'était fixé à Nashville, où il avait enregistré un album pour Warner Brothers (*Arthur Alexander*, 1972), mais des problèmes personnels l'empêchèrent de continuer sa carrière et, dans les années 70, il était devenu chauffeur de bus à Cleveland. Il venait de revenir à la musique et d'enregistrer un album *Lovely just like me*.

ISTH.ES
PREPAS
• GRANDES ECOLES
DE COMMERCE
• SCIENCES PO
Paris - Province
stages annuels et intensifs
42 24 10 72 - 45 27 10 15
Renseignements sur demande

CULTURE

CINÉMA

Pathé ouvre la première salle multiplexe française à Toulon

Peut-on augmenter la fréquentation des salles de cinéma? C'est la pari de Jérôme Seydoux, PDG de Pathé, qui vient d'ouvrir un ensemble de douze salles à Toulon. UGC et le groupe américain American Multiplex Cinema ont des projets similaires.

TOULON

de notre envoyé spécial

La télé est triste et vous avez lu tous les livres? Il reste une solution: le multiplexe. Prenez votre voiture, garez-la sur le parking (gratuit), prenez vos billets (sans faire la queue), et regardez le fronton du bâtiment: sur les douze films proposés, ce serait le comble si une projection ne démarrait pas bientôt. Dans le hall immense où vous êtes arrivés, tout est fait pour vous faire patienter: trois bars géants bourrés de confiserie et de boissons diverses guettent votre porte-monnaie. Mais dépêchez-vous, le film va commencer: dans la salle, les fauteuils sont confortables, l'écran est géant et le son Dolby. Et puis, c'est le noir... La réussite de la soirée ne dépend plus alors de l'exploitant du multiplexe mais du film que vous avez choisi.

Objectif:
1,5 million d'entrées

Le multiplexe, «supermarché» de donz à vingt-cinq salles de cinéma en un seul bloc, est-il de nature à relever le niveau de fréquentation du film en salle? Le concept, inventé aux États-Unis par Stanley Durwood, PDG et fondateur d'American Multiplex Cinema (1 630 salles aux États-Unis), semble avoir fait ses preuves. Partout où les multiplexes se sont installés (États-Unis, Belgique, Angleterre), les spectateurs sont revenus. Le même phénomène peut-il se produire en France? C'est la pari de Jérôme Seydoux, patron de Pathé (et du groupe Chargeurs), qui a inauguré, mardi 8 juin, à la périphérie de Toulon, le premier bâtiment de ce type. Situé dans le centre commercial Grand Var Est sur la commune de La Garde,

le Pathé Grand Ciel (2 650 fauteuils au total) a ouvert ses portes au public le 9 juin à 13 h 30.

Sur la zone de chalandise du centre commercial (Toulon et ses environs), la fréquentation s'est élevée en 1992 à 912 000 entrées. L'objectif du nouveau complexe est de le porter à 1,5 million, lui-même accueillant 800 000 à 900 000 spectateurs pour rentabiliser les 85 millions de francs investis. En effet, il ne s'agit pas de vider les cinémas du centre-ville - dont le Liberté, qui est également une salle Pathé. Mais, pour mener à bien son pari, Pathé souhaite engager des négociations avec les distributeurs de films, afin d'obtenir un rabais de leur pourcentage. «Nous avons proposé que, sur les sites nouveaux, la part du distributeur soit inférieure aux actuels 50 % de la recette. Si le multiplexe marche, ils s'y retrouveront largement», affirme Jérôme Seydoux. Un pari parfois moins risqué qu'il n'y paraît: échouerait-il qu'il représenterait tout de même une belle opération foncière.

La confiserie devrait, à terme, représenter également une part importante du chiffre d'affaires de l'exploitant: l'objectif est de faire passer la dépense du spectateur de 2 francs aujourd'hui à 6 ou 7 francs. Jérôme Seydoux a par ailleurs convaincu Patrick Zelnik, PDG de Virgin, de l'accompagner dans l'expérience. Outre les lieux de restauration rapide, un magasin de livres et de disques ouvert tard la nuit flaque donc le multiplexe.

Pathé envisage de poursuivre en ouvrant un autre ensemble, dans quelques mois, sur la zone commerciale de Belle Epine, près de Paris. UGC a, de son côté, des projets dans la capitale, à Bercy et aux Halles. Et le groupe américain American Multiplex Cinema (AMC), qui souhaite se développer en Europe, multiplie les contacts pour nouer alliance avec un partenaire tricolore. Les premiers projets d'AMC devraient, semble-t-il, plus facilement se concrétiser d'abord dans les pays voisins de la France.

YVES MAMOU

LITTÉRAIRE

La mort de l'écrivain cubain Severo Sarduy

Le rêveur des cosmogonies

L'écrivain d'origine cubaine Severo Sarduy est mort à Paris mardi 8 juin. Il était âgé de cinquante-cinq ans.

Avec la mort du Cubain Severo Sarduy, se brise la voix de l'un des écrivains de langue espagnole les plus singuliers de ces dernières décennies. Non seulement à cause d'un imaginaire sans pareil, mais d'une syntaxe qui rêve encore du latin, à l'instar de celle de ses vrais maîtres, Quevedo et Gongora, et contrairement au style, pour ainsi dire «fluvial», de son maître spirituel, son compatriote, le grand Lezama Lima.

Né à Cuba en 1937, Sarduy quitta en 1960 son pays où il ne retourna plus jamais malgré les appels de certaines sirènes... Il s'établit à Paris et fut vite accueilli, protégé, choyé par cette famille que formaient les écrivains de *Tel quel*, aux éditions du Seuil - où Sarduy publia la plupart de ses romans (1). De l'un de ses livres, Roland Barthes écrivait: «Il vient nous rappeler qu'il y a un plaisir du langage de même étoffe, de même soie que le plaisir érotique, et que ce plaisir du langage est sa vérité».

Erivain double, Sarduy hanté par l'ensemble des perplexités que l'on dénomme «métaphysiques», c'est aux recherches scientifiques, à la biologie, à la physique qu'il voue une passion particulière, dans l'espoir de trouver une réponse. De sorte que, dans ses romans comme dans ses essais, ce rêveur des cosmogonies fait dialoguer une école avec une orchidée, un atome avec le temps, la chaîne de l'ADN, structurée comme une double hélice, avec les tours bédouilles de l'église romaine de Saint-Yves-de-la-Sagesse, le chef-d'œuvre de Botticelli...

Serait-ce un simple jeu pour l'amateur de symétrie que d'essayer de démontrer que dans l'univers, de l'infini des espaces à l'infiniment petit, se passent par les inventions de l'homme, tout se tient et toute chose obéit aux mêmes lois? Que, par exemple, l'architecture est en quelque sorte la vocation de l'espace à devenir visible? Quand Sarduy

écrit un essai sur le baroque, ce n'est point pour célébrer les esprits sensuels de la ligne courbe, les rêves passionnés de la pierre, les gestes éperdus des statues, mais pour établir les coïncidences entre telle ou telle autre théorie cosmologique, et certaines formes de l'art.

Vient-il à s'épancher sur le travestissement? Il sonde des abîmes, certes, en technicolor: ses personnages, désincarnés mais habillés avec une extravagance fastueuse font songer à des êtres qui ne se seraient pas aperçus de leur trépas et poursuivraient dans l'an-dé-là leurs papotages, leurs persifflages, dans le théâtre du monde. La poétique de Sarduy est, comme disait Edmund Wilson, la «poétique du fou-rire»; mais, en revanche, sa métaphysique est le bouddhisme zen; le zen, ce processus pour arriver à l'illumination, à l'intuition brutale de la vérité: le *satori*.

Son éthique en littérature? Croire qu'un épithète peut atteindre où n'atteint pas la raison dans la quête de la vérité, qu'il peut récupérer le secret qui s'est dérobé à toute analyse. Ainsi, avec minutie, avec sagesse et une sorte de patience religieuse, Sarduy entrecroisait ses mots sur le canevas de son rêve, à la recherche d'une loi dont le mystère serait partie.

HECTOR BIANCIOTTI

(1) *Gestes* (1983); *Écrit en dansant* (1987); *Cobra* (1972, traduit par Philippe Sollers, prix Média étranger); *Motivité* (1988); *Colibri* (1986); deux essais: *Baroque* (1975) et *La Double* (Flammarion 1982). Son dernier roman, *Pour que personne ne sache que j'ai peur*, était paru en 1991 dans la collection qu'il avait créée chez Gallimard, «La nouvelle croix du Sud».

WEEK-END D'UN CHINEUR

Art au long cours

Conçus comme les ambassadeurs d'un certain art de vivre, les grands paquebots d'autrefois réunissaient les plus belles créations de leur époque. Décoration, mobilier, argenterie, porcelaine... sortis des mains des meilleurs artistes qui collaboraient étroitement pour créer «l'esprit des lieux» dans ses moindres détails. Ces objets d'ameublement et de collection constituent maintenant un secteur du marché de l'art en pleine expansion, et 400 d'entre eux seront vendus à Deauville dimanche 13 juin.

La matinée est réservée à la documentation. Gravures, projets, menus, programmes de réception, brochures publicitaires, livres, etc., sont accessibles à partir de 300 francs. Parmi les meubles et objets dispersés l'après-midi, les plus anciens datent de la fin du dix-neuvième siècle: transats canalisés en bois impurescibles estimés 4 000 francs, meubles de toilette en acajou à cuvette baccinante proposés à 10 000 francs environ. La mythique période arts déco est richement représentée, avec notamment une paire de fauteuils de Ruhlmann provenant du paquebot *Le-de-France* (1927), estimée 70 000 francs, ou encore des lits modernistes en bois et acier de Lucie Renaudot, reliques du célèbre *Normandie* (1935) dont on attend environ 13 000 francs.

Des années 50, les paquebots *Liberté* (1950), *Antilles* (1953) et *Pierre-Lot* (1953) nous offrent aussi un large choix: tables de Spade autour de 10 000 francs, nombreux fauteuils de décorateurs connus à partir de 2 000 francs, tapis de Lelou entre 12 000 et 20 000 francs.

CATHERINE BEDEL

* Établissement Île de Brignac, 32, avenue Hocquart-de-Turtot, 14800 Deauville. Tél.: 31-81-81-00.

Ici et là

Paris

Drouot-Montaigne, samedi 12 juin, 20 h 30: horlogerie de collection. Dimanche 13 juin, 15 h 30: horlogerie de collection.

Île-de-France et environs

Samedi 12 juin

Fontainebleau, 14 heures: costumes d'opéra (1900-1980).

Dimanche 13 juin

Barbizon, 14 h 30: tableaux de l'école de Barbizon; Chartres, 10 heures et 10 h 45: TSF, télégraphes, téléphones; Compiegne, 14 heures: art africain; La Varenne-Saint-Hilaire, 14 h 30: tableaux et sculptures modernes.

Plus loin

Samedi 12 juin

Chenonceaux, 14 h 30: livres; Lyon (Sidoine Apollinaire), 14 h 30: mobilier, objets d'art;

Marseille (Cantini), 14 heures:

mobilier, objets d'art; Nice, 10 heures: livres, bibelots; 14 h 30: tableaux, gravures; Orléans, 14 heures: mobilier, tableaux.

Dimanche 13 juin

Bayeux, 14 heures: mobilier, tableaux; Deauville, 10 heures et 14 h 30: mobilier et décoration de paquebots; Limoges, 14 heures: mobilier, objets d'art; Marseille (Castellani), 14 h 30: art africain; Rouen, 14 h 15: mobilier, objets d'art; Saint-Brieuc, 14 heures: livres anciens, régionalisme; Vendôme, 14 h 30: mobilier, objets d'art.

Foire et salons

Paris (place Saint-Sulpice et mairie du 3^e), Levallois-Perret, Mantes-la-Jolie, Conflans-Sainte-Honorine, Clermont-Ferrand, Besançon, Solesmes (Sarthe).

Le Monde
L'IMMOBILIER

appartements ventes

4^e arrdt

PRÈS PLAZA DES VOSGES
DUPLEX 125 M² CHARMÉ
ORIGINAL 45-55-07-08

5^e arrdt

Prix très intéressant
Maison CENISER, 120 m², park.
lawn, 1995, bon standing,
sûreté 48 m², 3 chbres, cuis.,
2 bns, 2 wc, 1, rue Polveau
samedi, dimanche 13 h-18 h

7^e arrdt

UNIVERSITÉ-SURCOUF
2 P. + MEZZANINE
51 M², CALME, 49-55-07-08

9^e arrdt

BERGÈRE-TRÉVISE
170 M² SEMPLÉUX
NAPOLÉON III, 49-55-07-08

10^e arrdt

ÉCHANGE 100 M² Gare du
Nord standing, poss. pro.
CONTRÔLE SURFACE INF.
mm quai (11) 40-82-93-89

11^e arrdt

PARMENTIER, ateliers
d'artistes, beaux volumes, 11
chb. calme, clair, 42-71-03-74

14^e arrdt

PLANTES - ALÉSIA
2 p., cuisine indépendante
37 m², 6 chb., 49-55-07-08

16^e arrdt

180 M² S/VERMORE
MR PASSY, pierre de t. acc.,
3 étages, très calme, très clair
3 P. Services, beaucoup de
chambre, 4, rue de l'Alboni,
angle 18, square de l'Alboni,
Samedi dimanche 15 h à 18 h 30

18^e arrdt

LEPIC-ABESSES
3 P., 1^e ÉTAGE, CLAIR,
BON PLAN, 49-55-07-08

19^e arrdt

RUE REBEVAL
MAISONS A RÉNOVER
JARDINS, 49-55-07-08

Province

MONTPELLIER
centré histor., apt. 3 pers.,
50 m², ancien restaurant, vue,
4 étages, 380 000 F.
T. (1) 34-85-06-64

bureaux

centré histor., apt. 3 pers.,
50 m², ancien restaurant, vue,
4 étages, 380 000 F.
T. (1) 34-85-06-64

Locations

BUREAUX ÉQUIPÉS
Maison: Alfort, métro, park.,
performance prime
3 600 F/mois - 43-75-94-00

DOMICILIATIONS

et tous services, 43-85-17-80

automobiles

plus de 16 CV

A VENDRE voitures bndées

Tél.: 48-86-76-85
Fax: 48-79-82-20

deux-roues

A VENDRE SCOOTER
HONDA SPACY 125,
année 1989, 27 100 km.
Prix: 10 000 F.
Emballage équipé:
top-case, grand porte-bag.
am-vel, chaise Piron.
Tél.: 40-37-26-04

L'AGENDA

Artisans

RENOVATION
Tous corps d'état
Devis gratuits
Tél.: (1) 48-06-02-15

Cours

Cour de gymnastique à domi-
cile par prof. diplômé d'Etat.
Travail sérieux.
Tél.: 42-39-04-53 (n.p.)

Spécialités

gastronomiques
EXCELLENT CHAMPAGNE
de récoltant, la bouteille 66 F TTC
Étiquettes personnalisées à la
demande. W end sur rendez-vous
Tél.: (16) 26-58-32-10

Vacances

tourisme.
3 h de Paris par TGV

loisirs

JURA toutes saisons
en pleine zone nordique
ambiance familiale et convi-
viale chez ancien sélectionné
olympique, location studio
prolé, et chbres en pension ou
demi-pension. Activités:
pêches, randonnées péde-
gones et VTT, tir à l'arc, salle
remise en forme, sauna. Tarif
surlant selon saison. Rens. et
réserv.: (16) 81-49-09-72

3615 LE FROG

Spécialités (vin)

Directeur du vigneron
à votre table
un vin à découvrir
MONTLOUIS-SUR-LOIRE
A.O.C.
Sec. demi-sec, moelleux.
Méthode champenoise
Plus nombreuses dispon.
Tous sur demande.
L. CHAPEAU
15, rue des Arts-Hôtel
37270 Montlouis-sur-Loire
Tél.: (16) 47-50-80-64

Associations

Séjours
linguistiques
Assoc. organise séj. lingu.
du 11-07-93 au 25-07-93,
à VORRE (50) Angl. allem.
activité cult. et sport.
3 995 FF pension complète
1 France par famille.
Tél.: 42-81-39-41.
Brigitte ou Philippe.

Cours

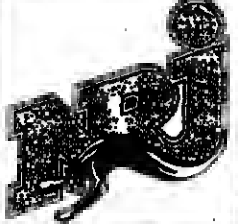
COURS D'ARABE
tout niveau, journée, soir,
jeudi, août, intensif et ext.
AFAC. Tél.: 42-72-20-88

Sessions

et stages
COLLÈGE UNIVERSITAIRE
D'ÉTUDES FÉDÉRALISTES
à AOSTE/ITALIE du 9-7 au
19-8-93 sur «Fédéralisme,
démocratie, autonomie».
Cours et études disponibles
pour étudiants pluridiscipli-
naires et internationaux.
niveau Bac + 2
1 France par famille.
2 850 F pour logement, repas, cours,
séminaires, mat. pédagog.
excursions. Rens. et inscrip-
tions: 10, av. des Fours
Nice Tél.: 93-37-16-16.
Fax: 93-37-18-00.

HISTORIQUE

NRJ

1^{ERE} RADIO DE FRANCE
SUR LES MOINS DE
50 ANS*

Pour la 1^{re} fois de son histoire, NRJ qui était depuis des années 1^{re} radio de France sur les moins de 35 ans, devient la 1^{re} radio de France sur les moins de 50 ans. Le leadership était détenu jusqu'à présent par RTL.

* Médiamétrie: audience cumulée Janvier-mars 93, 19 ans et plus, moyenne lundi-vendredi, 5 h - 24 h.

THÉÂTRE

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-39-74-62).
Coutours de Paris : 19 h. Rel. dim., lun.
L'Enfer criminel ; 20 h 30. Rel. dim., lun.
Le Premier 22 ; sem. 17 h. Rel. dim., lun.

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (43-77-71). *L'Amour foot* : ven. 20 h 45 ; dim. dimanche 18 h 30.

ARCANÉ (43-36-19-70). Je cours... J'ai tellement de hâte : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim., soir.

AUDREY LAMOUR SAINT-GERMAIN (46-33-67-03). Au bord du lit : ven., sam., mer. 20 h 30 ; dim. 15 h.

BERRY-ZESSE (43-67-51-55). Les Châtelaines de joie : dim. 20 h 30. Les Colères d'amoureuuses : mar., mer., jeu. 20 h 30.

BOUFFES PARISIENS (42-96-80-24). *L'Averse* : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim., soir, lun.

LA BRUYÈRE (48-74-78-99). Temps contre temps : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim., soit, lun.

CENTRE CULTUREL DE LA CLEF (44-01-01-16). Meurtre à l'aube : mar. 20 h 45.

CENTRE POUCHKINE (44-05-64-20). Des pommes pour Eve : 20 h 30. Rel. dim., soit, lun.

CHATELET-THEATRE MUSICAL OE PARIS (40-26-28-40). Les Noces de Figaro : dim. 15 h ; mer. 16 h 30.

CINO DIAMANTS (48-80-61-31). Out : mer., jeu., ven., sam. 20 h 30 ; dim.

CITÉ INTERNATIONALE (45-89-38-96). Grande salle. Oct et marché sur la Terre : ven. 21 h ; sem. 18 h. Quelques jours équinoxiaux de printemps : sam. 15 h ; dim. 17 h. Lun. 18 h. Les Gaucheres : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. mer., sam., dim. Jour Croisements, divergences : 21 h ; dim. 17 h. Rel. mer., dim.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). Les coqs se couchent à l'aube : 21 h. Rel. mer., dim.

COMÉDIE OÙ PARIS (42-81-00-11). Voltige-Rousseau : 21 h ; sem. 19 h. 21 h 15.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (47-20-08-24). L'Aide-mémoire : 21 h ; sem. 18 h. Rel. dim., lun.

COMEDIE-FRANÇAISE SAÏE RICHELIEUX (43-60-10-30). La Fausse comédie : 20 h 30. Le Fauteuil ou le Fourbe puni : 20 h 30 ; dim. 14 h. Les Précieuses ridicules ; l'improvisé de Versailles : sem. 14 h. Le Fray Martin :

COMÉDIE-FRANCAIS THEATRE DU VIEUX-COLOMBIER (42-22-73-22). The Silence ; Elle est là : mer., jeu., dim. 16 h 30 ; ven., sam., mer., jeu. (dimanche) 16 h.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). L'Epoque présente : 21 h 15 ; dim. 15 h 30. Rel. dim., soit, lun. Le Doux Baiser d'amour : mer., sam. 15 h ; ven., samedi 17 h.

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-52-92). La Femme : 21 h ; dim. 15 h. Rel. dim., soit, lun.

Espace ACTEUR (42-62-35-30). Histoire de fils qui ne savent rien : 21 h. L'évasion de l'angoisse ; vert. sam. 21 h.

ESPACE JEMMAPES (48-03-33-22). Les Moustaches de la reine : 21 h. Rel. dim., lun. Les Couleurs du rire : jun. (dimanche) 16 h.

Espace MARAIS (48-04-01-56). L'Ile des esclaves : 16 h ; dim. 15 h. Rel. dim., soit, lun. Feu le maître de machine : ven., sam., 20 h ; dim. 16 h. Le Mariage de Figaro : dim. 16 h. Les Mousters : sam. 21 h.

FONDATION DEUTSCH-OE-LA-MONTAIGNE (45-44-74-11). Edmon Piccasso déteste les adolescents : 21 h.

FONTAINE (48-74-74-74). Le Clan des veuves : 20 h 45 ; sam., dim. 15 h 30. Rel. dim., soit, lun., mer.

LES FUNAMBULISTES THÉÂTRE (43-22-96-93). René Dorlé : 20 h 15 ; 18 h 30 ; 17 h 30. Rel. dim., soit, lun. Le Horla ; Route du saut : 20 h 45. Rel. dim., lun.

GAITÉ-MONTPARNASSE (42-26-16-18). Ce qui arrive et ce qu'on accorde : 20 h 45 ; dim. 15 h. Rel. dim., soit, lun.

GRAND EDGAR (43-35-32-31). Le Système fédéral : 20 h. Rel. dim. Minigonne, allons voir si la rose t'en fait une : 21 h. Rel. dim., soit, lun.

HABITUEL (43-28-32-23), Pygmée ! On n'est pas un homme : 20 h. Rel. dim., soit, lun.

HUCHELOTTE (43-87-38-39). La Comtesse chauve : 16 h 30. Rel. dim. Le Lapin : 20 h 30. Rel. dim.

LUCKENAIRE FORUM (45-44-57-34). Les hommes ont été inventés lors des Épreuves de la vertu : 20 h 30. Rel. Théâtre noir. Le Petit Prince : 18 h 45. Rel. dim. Le Barac : 20 h. Rel. dim., lun. Les Femmes en blanc : 20 h 15. Les Malades sabbats : 21 h 30. Rel. dim. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Rel. dim., mar. Les Aventures du baron de Feussigny : 21 h 30. Rel. dim. Les Sixième Sexe : 21 h 30. Rel. dim., lun. Une feuille sort du logis : lan. 21 h 30.

MAGELOTT (42-65-07-09). Attout cœur : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim., soit, lun.

MARIE-STUART (45-03-17-80). Tempêtes sur une toile crasse : 22 h 30. Rel. dim., lun. Hula oie : sem., jeu. (dimanche) 18 h 30. Un meurtre devant la Vieillesse : 20 h 30. Rel. dim., soit, lun.

MAISONNETTE (42-65-07-09). Attout cœur : 21 h ; dim. 15 h 30. Rel. dim., soit, lun.

MICHEL (42-65-35-02). Sexe & jalousie : 21 h ; sem. 21 h 16 ; dim. 15 h 30. Rel. dim., soit, lun.

MICHODIÈRE (47-42-65-22). Partemirons : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim., soit, lun.

MOSGADOR (48-78-04-04). Les Rustres : ven., sam. (dimanche) 20 h 30.

MONTPARNAISE (PETIT) (42-27-77-30). Le Golem : ven., sem. (diménaire) 21 h.
NOUVEAU (47-70-62-78). Tout va bien : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir. lun.

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Carmen : ven. 20 h 30 ; Samedi : 19 h 30 ; dimanche : 20 h 30 ; sem. (diménaire) 14 h 30.

OPÉRA-COMIQUE - SALLE FAVART (42-88-88-83). Médée : mar. 16 h 30.

PALAIS DES GLACES (GRANDE SALLE) (42-62-21-01). Pétachouck : 20 h 45. Rel. dim., lun.

PALAIS DES GLACES (PETITE SALLE) (42-62-21-07). Bad dans le vis vu quand ça pleut : 21 h ; rel. dim. 20 h 30. Rel. dim. Bruno Lugin : mar., mar., jeu. 22 h.

PALAIS-ROYAL (42-67-69-61). Utou : 21 h. Rel. dim., lun.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Le Noël de l'opposition : ven., sem., lun., mar., jeu. (diménaire) 21 h.

P.O.C.H.E - MONTPARNAISE (45-48-62-87). Salle I. Vingt-quatre heures : 20 h 30 ; rel. dim. 20 h 30. Sem. 16 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

PORTE SAINT-MARTIN (42-08-00-32). Knock : 20 h 45 ; sem. 17 h. Rel. dim., lun.

RANELAHI (42-88-64-44). Les Enfants du silence : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

RENAISSANCE (42-08-18-50). La Juvette des mémoires : 21 h ; sem. 15 h. Rel. dim., lun.

ROSEAU-THEÂTRE (44-71-30-20). Un amour sous Bral : ven., sem., mar., jeu. (diménaire) 20 h 30. L'Homme et son désir : 20 h 30 ; rel. dim. 20 h 30. Dim. 22 h 30 ; dim. 17 h.

SALLE DE LA ROQUETTE (40-04-83-89). Paroles en voyage : ven. 10 h 14 h 30 ; sem. 15 h ; dim. (derrière scène) 15 h.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). A l'abordage : ven., sem. (diménaire) 20 h 30.

SPLENDO

ST-AUGUSTIN - SAINT-MARTIN (42-08-83-33). Les Incas : 20 h 30 ; rel. dim., lun. Didier Bonneau : 22 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE 13 (45-86-62-22). Le Cereuse : 20 h 30 ; dim. 16 h. Rel. dim., lun.

THÉÂTRE 14 - JEAN-MARIE SERREAU (45-45-48-77). Le Drame en noir : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE LA MAIN-D'OR BELLE OUEMAI (42-08-83-33). Les Femmes de Mai. L'érection des droites frises : ven., sem. 21 h ; dim. (diménaire) 17 h. L'Oiseau n'a plus d'amis : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE LA MAINATE (42-08-83-33). Le Fou de bassin : ven. 22 h.

THÉÂTRE DE LA VILLE (42-74-22-77). Orifè : ven., sem. 20 h 30.

THEATRE "O.F." MÉLISSIMONTANT (48-36-89-86). Spectacle de piratisme : ven., sem. 20 h 30 ; dim. (diménaire) 18 h.

THÉÂTRE DE NESLE (H8-34-61-04). Le Théâtre de Bral : 19 h ; rel. dim. 20 h 30. Rel. dim., lun. On ne fait la cocotte, Mais n'a pas problème donc pas toute nue ! : jeu., ven., sem. 22 h 15. Trois mètres s'annulent : 20 h 30 ; rel. dim. 20 h 30.

THÉÂTRE DELAÏXAT (48-87-52-55). Esi Kakou dans Ça se passe : ven., sem., mar., jeu. 20 h 30.

THÉÂTRE OU TAMBOUR-ROYAL (42-05-72-54). Notes de Figure : 16 h 30 ; 15 h. Rel. dim.

THÉÂTRE MAUSEL MICHEL GALABRU (42-23-15-05). Madame de Séde : 20 h. Rel. dim., lun. Histoire de paroles : mar., ven., sem. 20 h 30 ; rel. dim. 20 h 30. Symphonie de la vache folle : jeu., ven., sem. 16 h 30 ; dim. 19 h.

THÉÂTRE MAURICE-RAVEL (43-48-10-89). Littorina littorea ou le dialogue du bigorneau : dim., lun. 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE CHAILLOT (47-27-61-15). Sette Géraldine, Eva Peron : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA CLAYTON (42-23-15-05). Madame de Séde : 20 h 30 ; rel. dim. 20 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (44-41-36-36). Le Péloton : 20 h 30 ; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE NATIONAL DU PALAIS DE L'ODÉON (PETITE SALLE) (44-41-36-36). Confessions : mar., mar., jeu. (diménaire) 18 h 30.

THÉÂTRE NATIONAL DE LA COLLINE (42-08-83-33). Les Femmes de mai (Kerpef) : 20 h 30 ; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun. Petite saule. Saïline : 21 h ; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE OUVERT-JARDIN D'HIVER (42-08-83-33). Grandmère Barrou : mar., jeu., ven., sem. 20 h 30 ; sem. 20 h 30.

THÉÂTRE SILVIA-MONFORT (42-08-83-33). Les Femmes de mai : 20 h 30 ; dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

TOUTROU (48-87-62-48). M'sieur Offenbach : 19 h. Rel. dim., lun. Chronique d'une mort retardée : 20 h 30. Rel. dim., lun.

TRISTAN-BERNARD (45-22-09-40). Chapeau : 21 h. Rel. dim.

RÉGION PARISIENNE

CERGY-POINTEUX (THÉÂTRE DE L'USINE) (93-64-57). Don Quichotte : 20 h 30 ; rel. dim. 20 h 30.

GENEVILLIERS (THÉÂTRE) (47-93-26-30). Basl : mar., mar., jeu. (diménaire) 20 h 30.

KRENN-SICRÈTE (ECAM) (49-80-83-42). Les Merdis du rir : mar. 20 h 30.

MUSÉE NATIONAL DES GRANGES DE PORT-ROYAL (93-43-73-08). Le Verger de l'abbaye : 20 h 30 ; rel. dim. 20 h 30.

NEUILLY-PLAISANCE (BATEAU-THÉÂTRE OURAGAN) (43-08-72-31). La Horde : ven., sem. 20 h 30 ; dim. 17 h.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE) (45-80-20-20). Le Follet du Scapin : jeu. (diménaire) 6 h 30, 14 h 30 ; lun., mar. 14 h 30.

NEUILLY-SUR-SEINE (THÉÂTRE SAINT-PIERRE) (47-45-75-60). La Malédiction imaginaire : ven. (diménaire) 14 h 30.

VITRY-SUR-SEINE (STUDIO THÉÂTRE) (45-81-75-50). Partage de midi : 20 h 45. Rel. dim.

Nous publions le **vendredi** (daté **samedi**) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du **mercredi** (daté **jeudi**).

SPECTACLES NOUVEAUX

LES AVENTURES DU SARON DE FAENESTE. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.), 20 h (9).

DES POMMES POUR EVE. Centre Pouchière (44-05-64-20) (dim., lun.), 20 h (12).

ISABELLE EBERHARDT OU LA MAGIE DES SABLES. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.), 21 h 30 (9).

LA LEÇON DE COMPOSITION. Paris-VIII (42-02-02-58), 21 h (9).

LES VOICES DE FIGARO. Châtelet-Les Champs-Élysées (45-28-28-40), mer., mar. 19 h 30 et jeu. 15 h (8).

AU BORD DU LIT. Auditorium Saint-Germain (45-33-57-03), ven., sam. 21 h 30 et dim. 18 h (11).

LES FEMMES, LES TRUFFES ET LA MUSIQUE. Pré-Camille, Jardin Shakespeare (42-27-38-54), ven., sam. 21 h 30 et dim. 17 h 30 (11).

MASQUES. Ché Internationale (45-58-38-58), sam. 18 h (12).

QUELQUES JOURS AVANT L'ÉQUIVOQUE DE PRINTEMPS. Ché interna-

tionale (45-58-38-58), sam. 18 h (12), dim. 17 h, lun., mar. et jeu. 21 h (12).

LES FOURBERIES DE SCAPIN. Neully-sur-Seine (Théâtre) (47-58-90-20), lun., mar. 14 h 30 et jeu. (jeudi) 14 h 30 (12).

PERSONNE N'EST PARFAIT. Guichet Montparnasse (43-27-88-61) (dim.), 22 h (14).

BAAI. Genevilliers (Théâtre) (47-93-26-30), mar., mer. et jeu. 20 h 30 (15).

BRUNO LUGAN. Palais des glaces (Festé salle) (42-02-27-17) (dim., lun.), 22 h (18).

CONFESSIONS. Théâtre national de l'Odéon (centr. salle) (44-41-35-30), mar., mer. et jeu. 18 h 30 (15).

LES FOLIES AMOUREUSES. Berry-Zabre (43-57-51-55) (dim., lun.), 20 h 30 (15).

HISTOIRE DE LA FILLE QUI NE SAIT PAS. Espace Accusé (42-62-30-30), mar. et mer. (dimanche) 21 h (15).

MEURTRE A L'AUBE. Centre culturel de la Claf (44-07-01-15), mar. 20 h 45 (16).

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX

AMANTS. Film espagnol de Vicente Aranda, v.o. : Espase Saint-Michel, 5 (43-50-36-14) ; Grandès Lino, 8 (43-50-36-14) ; Sept Parmasses, 14 (43-20-32-20) ; Pathé Wapler II, 18 (36-68-20-22).

BODY SNATCHERS. Film américain d'Abel Ferrara, v.o. : Gaumont Les Halles, 1 (36-68-75-55) ; Gaumont Humaine, 6 (36-68-75-55) ; Publi-Union, 10 (36-68-75-55) ; Gaumont Paris, 14 (36-68-75-55) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-63-83) ; 36-68-70-23) ; Paramount Opéra, 8 (47-42-56-31) ; 36-68-70-18) ; UGC Lyon Bédalia, 12 (43-01-58) ; UGC Lyon C-14, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-15, 14 (43-01-58) ; Gaumont Alséa, 14 (36-65-75-14) ; Montparnasse, 14 (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 18 (36-68-75-55) ; Pathé Clichy, 18 (36-68-75-55) ; La Gambetta, 20 (48-38-10-98) ; 36-65-71-44).

CE QUE FEMME VEUT... Film français de Gérard Juge : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38) ; Europe Panthéon (ex-Rex-Panthéon), 8 (43-54-15-04) ; La Batzac, 8 (45-61-10-80) ; Sept Parmasses, 14 (43-20-32-20).

L'ŒUVRÉ DE LA PAYSÉE VERTE. Film français de Hung, v.o. : 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; 14 Juillet Odéon, 8 (43-25-59-83) ; La Pagode, 7 (38-68-75-55) ; Gaumont Ambassade, 8 (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaudine,

11 (43-57-80-81) ; Gaumont Grand Écran Italie, 13 (43-68-75-55) ; 14 Juillet Bédalia, 15 (45-75-79-18) ; Résonance Montparnasse, 15 (36-65-70-38).

TOUT CA POUR CA. Film français de Claude Louchoux avec Marie-Sophie L., Vincent Lindon, Gérard Darmon, Francis Huster, Alessandra Biondi, Fabrice Lucchi, Evelyne Bouix, Charles Gérard : Forum Horizons, 14 (45-68-75-55) ; 36-68-73-33) ; Rex Grand Rex, 2 (42-36-83-93) ; 36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 14 (45-74-94-94) ; 36-68-70-14) ; UGC Odéon, 8 (42-25-10-30) ; 36-68-70-72) ; Gaumont Mergence-Concorde, 12 (36-68-75-55) ; UGC Lyon C-14, 14 (43-01-58) ; 36-65-70-23) ; 36-68-70-18) ; UGC Lyon Bédalia, 12 (43-01-58) ; UGC Lyon C-15, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-16, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-17, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-18, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-19, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-20, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-21, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-22, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-23, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-24, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-25, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-26, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-27, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-28, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-29, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-30, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-31, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-32, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-33, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-34, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-35, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-36, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-37, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-38, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-39, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-40, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-41, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-42, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-43, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-44, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-45, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-46, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-47, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-48, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-49, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-50, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-51, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-52, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-53, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-54, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-55, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-56, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-57, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-58, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-59, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-60, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-61, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-62, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-63, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-64, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-65, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-66, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-67, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-68, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-69, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-70, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-71, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-72, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-73, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-74, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-75, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-76, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-77, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-78, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-79, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-80, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-81, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-82, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-83, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-84, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-85, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-86, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-87, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-88, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-89, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-90, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-91, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-92, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-93, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-94, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-95, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-96, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-97, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-98, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-99, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-100, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-101, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-102, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-103, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-104, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-105, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-106, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-107, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-108, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-109, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-110, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-111, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-112, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-113, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-114, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-115, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-116, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-117, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-118, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-119, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-120, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-121, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-122, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-123, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-124, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-125, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-126, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-127, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-128, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-129, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-130, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-131, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-132, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-133, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-134, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-135, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-136, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-137, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-138, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-139, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-140, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-141, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-142, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-143, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-144, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-145, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-146, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-147, 14 (43-01-58) ; UGC Lyon C-148, 14

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

VENDREDI
18 h : l'écran mutant : Il Nome di
Popolo Sovrano (1980, v.o. s.t.f.), de
Luigi Magni, 18 h : le Diable à quatre
(1962, s.o. s.t.f.), de Giorgio Ferrarese
21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

VENDREDI
Histoires permanentes du cinéma : Qui don-
ne vu me belle? (1952, v.o. s.t.f.), de Dou-
glas Sirk, 19 h : Une femme est un
homme (1961), de Jean-Luc Godard
21 h.

**CENTRE
GEORGES BOUMBOU**

SALLE GARANCE (42-78-37-29)
VENOREDI
Le Cinéma arménien : le Sang (1990, v.o. s.t.f.), de Sourén Babalan, 14 h 30 ; Les Gîfis (1981, v.o. s.t.f.), d'Henrik Madsen, 17 h 30 ; le bouton (v.o. s.t.f.), de F. Saaklatz, les Fantômes du chapelet (1982), de Claude Chabrol, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

**2, Grande-Galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(40-26-34-30)**

VENDREDI

Les Septantes - 2^e partie : l'après-Ma
88 : les Autres (1973) d'Hugo Santiago
14 h 30 : Jacques Lacan psychanalyse
et I (1974) de Benoît Jacquot, 16 h 30
Out 1 (1971-1974) de Jacques Rivette
16 h 30 : L'An O1 (1973) de Jacques

LES EXCLUSIVITÉS

LES EXCLUSIVITÉS

L'ADVERSAIRE (Ind., v.o.): L'Empire
144 (45-43-41-33).

AGAGU (Fr.-Can., v.o.): Lucmaire, 8
145-44-57-34).

ANTONIMA & Jene (Br., v.o.): Lucmaire, 8
145-44-57-34).

L'ARSÈRE, LE MAIRE ET LA MÉDIA
THÉQUE (Fr.): Les Trois Luxembourg, 8
146-33-97-77; 36-65-70-43).

ARIZONA DREAM (A.-Fr., v.o.): Forum
Orient Express, 1^{er} (42-33-42-26
36-86-70-87); Les Trois Luxembourg, 8
146-33-97-77; 36-65-70-43); Georgia
147-44-33-97-41; 36-86-70-43); UG
147-44-33-97-41; 36-86-70-43).

Opéra, 19 (45-74-95-40; 38-65-70-74)
AVRIL ENCHANTE (Brit. v.o.) : Forum
Orient Express, 11 (42-33-42-25-26)
38-85-70-67) : George V, 11
(45-62-41-48; 38-65-70-74)
LA SÉDUCTION (Brit. v.o.) : Ciné-
Beaubourg, 32 (42-71-52-39; Utopie,
(42-26-54-84)
LA BATAILLE DE SALAMMBO (F.) :
Géode, 19 (40-05-80-00)
SEAUCCOU DE BRUIT POUR RIEN
(F.) : UGC, 11 (45-74-95-40; 38-
(40-05-87; 38-85-70-83) : Gaumont
Opéra - ex-impérial, 23 (38-68-75-85-89)
Les Trois Luxembourgs, 16 (45-38-87-77;
38-85-70-67) : UGC, 11 (45-74-95-40;
(42-25-10-30; 38-85-70-80) : UGC
Montparnasse, 6 (45-74-94-94-34;
38-85-70-14) : Le Pegado,
(38-65-75-30) : UGC Champ-de-Mars, 16
(45-38-87-77; 38-85-70-67) : UGC, 11
11, 11 (45-07-45-60) : Les Nations, 12
(42-43-04-47; 38-85-71-33) : Gaumont
Grand Ecran hôtel, 19 (38-68-75-85-89)
Géode, 19 (40-05-80-00)
Géode, 19 (45-75-78-79) : UGC
Malliot, 17
38-85-70-40) : v.f. : UGC Opéra, 5
(46-7-85-40; 38-85-70-67) : UGC, 11
(45-74-95-40; 38-85-70-67) : UGC, 11
38-65-70-74) : Gaumont Parasses, 14
(38-68-75-55) : UGC Concession, 15
(46-7-85-40; 38-85-70-47)
Géode, 19 (40-05-80-00) : Utopie, 15
(42-26-54-84)
SLADE RUNNER-VERSION INÉDITE
(A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 32
(42-71-52-38) : Saint-Lambert, 15
(42-87-87-87)
CARMEN REVIENT AU PAYS (Jap.
v.o.) : Réflét République, 11
(48-05-51-33)
CARMEN LE FEU (A.) : La Géode, 19
(45-75-80-00)
CUISINE ET DÉPANDANCES (F.) : Gaumont
Opéra, 23 (38-68-75-85) : Gaumont
Ambeesbe, 14 (38-68-75-55) : La
Mompagnie, 15
LES COUVREURS (A.) : La Géode, 19
(40-05-80-00)
DES JOURS ET DES NUITS DANS LA
FORET (Ind. v.o.) : L'Entrept, 14
(45-74-95-40)
DRACULA (F.) (A. v.o.) : Ciné Beaubourg,
(42-71-52-38) : Saint-Lambert, 15
(52-31-81-81)
EPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin.
v.o.) : Ciné Beaubourg, 32 (42-71-52-38)
(42-71-52-38)
FATALE (Fr.-Brit. v.o.) : Cinéoches, 6
(46-33-10-82)
FLORELLE (Ind. v.o.) : Gaumont Les Halles
11 (38-68-75-55) : Publicis Saint-Ger-
main, 6 (42-22-72-90) : Ecuorial, 13

(47-07-28-04) : Gaumont Parnasse, 14-
(38-68-75-55).
FOREVER YOUNG (A., v.o.) : Imoges
d'Amsterdam, 1° (38-68-75-55) ; Club
Gaumont (Publicité Matignon), 8-
(38-68-75-55).
**François TRUFFAUT, PORTRAITS
VOLES** (Fr.) : Les Trois Lézards, 6-
(45-52-10-80) ; Saint-Lambert,
15- (45-52-10-80) ;
**LES HISTOIRES D'AMOUR FINISSENT
MAL... EN GÉNÉRAL** (Fr.) : Ciné Beau-
bourg, 3° (42-71-52-38) ; Gaumont Haute-
saufouille, 8- (38-68-75-55) ; Gaumont
Mouton, 19- (38-68-75-55) ; Les
Sept Passions, 14- (43-30-32-20).
IMPOTABLE (A., v.o.) : Cinoches, 6-
(48-33-10-82).
INDOCHINE (Fr.) : George V, 8-
(45-52-10-80) ; Saint-Lambert,
15- (45-52-10-80) ; Saint-Lam-
bert, 15- (45-52-10-80) ;
JERICHO (V., v.o.) : Latina, 4-
(42-78-47-88).
LA FEMME DU SUTRA (Fr.) : Lucmaire,
8- (45-47-57-34) ; Studio 28,
1- (46-08-36-07).
LE JOUR DU DÉSESPOIR (Por., v.o.) :
Lénine, 4- (47-48-47-88).
LA LEON DE PIANO (Austr., v.o.) :
Studio Hailles, 1° (38-68-75-55) ;
14 Juillet Odéon, 6- (42-25-59-83) ;
14 Juillet Odéon, 6- (42-25-59-83) ;
UGC Nanterre, 8- (38-66-75-55) ;
UGC Montparnasse, 14- (45-74-94-84)
(38-65-70-38) ; Gaumont Ambasade, 8-
(38-68-75-55) ; UGC Biarritz, 8-
(45-52-20-40) ; 38-65-70-38) ; Max Lin-
der Panoramex, 9- (48-24-88-88) ; 14 Juil-
let Nanterre, 11- (42-27-90-81) ; Gaumont
Alsida, 14- (36-65-75-14) ; 14 Juillet
Beaugrenelle, 11- (45-75-75-76) ; Gaumont
Knoopman, 17- (38-68-75-55) ;
UGC Mailhot, 17- (40-88-00-18) ;
(38-65-70-38) ; v.t. Gaumont Opéra, 2-
(38-68-75-55) ; Saint-Lazare-Paquier, 6-
(43-67-35-43) ; 38-65-71-68) ; Les
Nation, 12- (43-43-04-67) ;
(42-25-10-30) ; UGC Lyon La Bastille, 12-
(43-61-01-59) ; 38-65-70-38) ;
Gaumont bis, 13- (38-68-75-55) ; Mon-
tarnesse, 14- (38-68-75-55) ; Gaumont
Convention, 15- (38-68-75-55) ; Pathé
Cinéy, 18- (38-68-75-55) ; La Gambetta,
20- (42-09-38-38) ; (38-67-11-44)
LOUIS, ENFANT ROI (Fr.) : Gaumont
Opéra, 2- (38-68-75-55) ; Gaumont
Ambassade, 8- (38-68-75-55) ; Gaumont
Parnasse, 14- (38-68-75-55).
MIA SAISON PRÉFÉRÉE (Fr.) : Forum
Hailles, 1° (38-68-75-55) ; 38-67-67-
38-65-70-38) ; UGC Denton, 6-
(42-25-10-30) ; 38-65-70-38) ; UGC
Montparnasse, 8- (45-74-94-84) ;
38-65-70-38) ; Gaumont Marignan-
Concorde, 8- (38-68-75-55) ; Gaumont
zère-Paquier, 8- (43-67-35-43) ;
38-65-71-68) ; UGC Biarritz, 8-
(45-52-20-40) ; 38-65-70-38) ; UGC
Opéra, 8- (45-74-94-84) ; 38-65-70-38) ;
La Bastille, 11- (43-43-04-67) ;
Nation, 12- (43-43-04-67) ;
38-65-71-33) ; UGC Gobelins, 13-
(45-61-94-95) ; 38-65-70-38) ; Gaumont
Alsida, 14- (38-65-75-14) ; Montpar-
nasse, 14- (38-68-75-55) ; Gaumont
Convention, 15- (38-68-75-55) ; Pathé
Wapler II, 18- (38-68-20-22).
MAC DOG AND GLORY (A., v.o.) :
Studio Hailles, 1° (38-68-75-55) ; Gaumont
Opéra, 2- (38-68-75-55) ; Gaumont
Haute-saufouille, 8- (38-68-75-55) ; Gaumont
Champ-Elyées, 8- (38-68-75-55) ; La
Bastille, 11- (43-07-48-00) ; Gaumont
Paris, 14- (38-68-75-55) ; v.t. Para-
mont Opéra, 2- (38-68-75-55) ;
38-65-70-38) ; Gaumont Gobelins bis,
13- (38-68-75-55) ; Gaumont Alsida, 14-
(38-65-75-14) ; Miramar, 14-
(38-65-70-38) ; Gaumont Convention,
15- (38-68-75-55) ; Pathé Wapler II, 18-
(38-68-20-22).
LE MARI DE LEON (Fr.) : Sept Pas-
sions, 14- (43-30-32-20).
MARIS ET FEMMES (A., v.o.) :
Cinoches, 6- (48-33-10-82).
MENAGE A TROIS ORCHESTRES (Eg.,
v.o.) : Utopie, 4- (43-28-84-85).
LE MYSTÈRE AMOUREUX (Fr.-ukrainien,
v.o.) : Reflet Lions, 15- (43-54-54-42-34) ;
L'Empire, 14- (45-43-41-61).
MOI IVAN, TOU ABRAHAM (Fr., v.o.) :
Gaumont Opéra ex-impérial, 2-
(38-68-75-55) ; Gaumont Opéra, 2-
(42-71-52-38) ; Racine Odéon, 6-
(42-28-18-88) ; Le Seizec, 8-
(45-61-10-80) ; 14 Juillet Bastille, 11-
(45-61-10-80) ; Ecuriel, 17-
(47-07-28-04) ; Siemita Montpar-
nasse, 15- (38-65-70-38).
**NIAGARA, AVENTURES
ET LEGENDES** (A.) : La Géode, 18-
(40-38-20-22).
LES MUTTS FAUVES (Fr.) : Ciné Beau-
bourg, 3° (42-71-52-38) ; UGC Rotonde,
8- (45-74-94-84) ; 38-65-70-38) ; UGC
Triomphe, 8- (45-74-94-84) ;
38-65-70-38) ; UGC Opéra, 9-
(45-74-94-84) ; 38-65-70-38).
L'ŒIL OU VICHY (Fr.) : Reflet Lions, 15-
(43-54-42-34).
DRLANDO (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg,
3- (45-74-94-84) ; Épis de Bole, 5-
(43-75-47-88).
PASSAGER 67 (A., v.o.) : Forum Inter-
Express, 1- (42-33-42-28) ;
38-65-70-38) ; Imoges d'ailleurs, 5-
(45-52-10-80) ; 38-65-70-38) ;
(45-52-10-80) ; 38-65-70-38) ; v.t. :
Paramount Opéra, 8- (47-42-56-31) ;
38-65-70-38) ; UGC Gobelins, 13-
(45-52-10-80) ; 38-65-70-38) ; Les Mont-
parnasse, 14- (38-68-75-55).
LE PAYS DES SOURDS (Fr.) : 14 Juillet
Parnasse, 8- (42-78-47-88).
**PEPI, LUCI, BOM ET AUTRES FILLES
DU QUARTIER EST.** (Fr., v.o.) : Ciné Beau-
bourg, 3° (42-71-52-38) ; UGC Rotonde,
8- (45-74-94-84) ; 38-65-70-38).
PETER'S FRIENDS (Brit., v.o.) : Forum
Inter Express, 1- (42-33-42-28) ;
38-65-70-38) ; UGC Odéon, 6-
(42-25-10-30) ; 38-65-70-38) ; UGC
Rotonde, 8- (45-74-94-84) ;
38-65-70-38) ; UGC Biarritz, 8-
(45-52-20-40) ; 38-65-70-38).
PROPOSITION INÉGALITÉ (A., v.o.) :
Forum Opéra, 2- (45-74-94-84) ;
38-65-70-38) ; UGC Denton, 8-
(42-25-10-30) ; 38-65-70-38) ; Gaumont
Marignan-Concorde, 8- (38-68-75-55) ;
UGC Normandie, 8- (45-43-16-16) ;
Forum Opéra, 2- (45-74-94-84) ;
(45-61-94-95) ; 38-65-70-38) ; Sept Pas-
sions, 14- (43-30-32-20) ; v.l. : Rex,
2- (42-36-83-63) ; 38-65-70-38) ; UGC
Montparnasse, 8- (45-74-94-84) ;
38-65-70-38) ; Paramount Opéra, 9-

[47-62-66-31; 36-86-70-18]; UGC Lyon Bastille, 12; (43-43-01-59; 36-65-70-84); Gaumont Gobolins, 13 (36-68-75-55); Gaumont Alois, 16 (36-65-75-14); Montparnasse, 14 (36-68-75-55).
QIU JU UNE FEMME CHINOISE (Chin., v.o.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
COMMISSARY (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Utopia, 5 (43-26-84-85).
RETOUR A HOWARDS END (Brit., v.o.) : Epée de Bois, 6 (43-37-57-55); Gaumont Opéra, 6 (36-68-75-55); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
SANTA SANGRE (*) (Max., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
SINGES (A., v.o.) : Forum Driant, 12 (42-33-42-21); Gaumont Opéra, 2 (36-65-70-87); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 36-65-70-81; Sept Paroissiennes, 14 (43-20-32-32).
SOMMERSET (A., v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48); 36-85-70-74; Studio 28, 16 (46-06-38-07); v.f. : Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55); Les Montparnasse, 6 (36-65-75-14).
LE MONDE DE LA LUMIÈRE (Esp., v.o.) : Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).
LE SOUPÉ (Fr.) : Lucernaire, 5 (45-44-57-34).
TALDES AIGUILLES (Esp., v.o.) : Studio 28, 16 (43-38-72-71); 36-85-72-05; Oenart, 14 (43-21-41-01); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
THE CRYING GAME (*) (Brit., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Images d'ailleurs, 5 (45-87-16-09); George V, 8 (45-62-41-48); 36-65-70-74).
THELMA ET LOUISE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Cinéchos, 6 (45-32-91-88).
LES TROIS MATINS DU MONDE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
TOXIC AFFAIR (Fr.) : Gaumont Les Halles, 16 (36-68-75-55); Gaumont Opéra - ex-impultré, 2 (36-68-75-55); Brotagne, 6 (36-68-70-37); UGC Danton, 8 (42-25-10-30); 36-65-70-81; Gaumont Ambassade, 6 (36-68-75-55); Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43); 36-65-71-68; UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); 36-65-70-81; Gaumont Gobolins, 13 (36-68-75-55); Gaumont Alois, 14 (36-65-75-14); Montparnasse, 14 (36-65-75-55); Gaumont Conventon, 15 (36-68-75-55).
TRÈS BRÈVE HISTOIRE DE MEURTRE, OE SENTIMENT ET O'UN AUTRE COMMANDEMENT (Pol., v.o.) : Accetona, 5 (46-33-88-86).
TRUST ME (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-62-38).
UN FAUX MOUVEMENT (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 11 (45-08-57-57); 36-65-70-63; George V, 8 (45-62-41-48); 36-66-70-74).
UNE BRÈVE HISTOIRE OU TEMPS (Brit.-A., v.o.) : Epée de Bois, 6 (43-37-57-47).
UNE PRAUSE... QUATRE SOUPERS (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).
VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.) : Utopia, 5 (43-26-84-85).
VILLEGATIERE (Fr.) : Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34).
LES VISITEURS (Fr.) : Gaumont Les Halles, 11 (36-68-75-55); Gaumont Opéra, 2 (36-68-75-55); Rex, 2 (38-83-83-83); 36-68-70-23; Brotagne, 6 (36-68-70-37); UGC Odéon, 6 (45-25-10-30); 36-65-70-82; Gaumont Ambassade, 6 (36-68-75-55); Publicis Champ-Elysees, 6 (36-68-75-55).
UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-58; 36-65-70-84); Gaumont Alois, 16 (36-65-75-14); Gaumont Alois, 14 (36-65-75-14); 14 Juliette Baugrenolle, 15 (45-75-79-78); Gaumont Conventon, 15 (36-68-75-55); Pathé Wapler 18 (36-68-60-22); La Gambetta, 20 (46-38-10-96); 36-65-71-44).
LES YEUX BLEUS DE YONTA (Guiné-Bissau-Por.-Fr., v.o.) : Lartine, 4 (42-78-47-88).

LES GRANDES REPRISÉS

LE BAISER DU TUEUR (A., v.o.) : Action Christine, 6 (43-28-11-30); 38-85-70-62; Mec-Mehon, 17 (43-28-78-98); 38-85-70-44).
L'EQUIPE SAUVAGE (A., v.o.) : Le Balzac, 6 (45-81-10-80).
IF (*) (Brit., v.o.) : Accetona, 5 (43-83-88-88).
LATINO BAR (Esp.-Max., v.o.) : Epée de Bois, 6 (43-37-57-47).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.o.) : George V, 8 (46-62-41-48); 36-65-70-74; v.f. : Cinéchos, 6 (48-33-10-82); g.e. : Gaumont, 8 (45-62-41-48); 36-65-70-74).
MY FAIR LADY (A., v.o.) : L'Arlequin, 6 (45-44-28-80).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) : Reflet Logos 1, 5 (43-54-42-34).
L'OR DE NAPLES (It., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-87-87).
ORANGE MÉCANIQUE (*) (Brit., v.o.) : Cinéchos, 6 (46-33-10-82).
THE KING OF NEW YORK (*) (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).
TO BE DR NOT TO BE (A., v.o.) : Le Champé - Espace Jacques Tati, 5 (43-54-51-60).
TROIS PARMI D'AUTRES () : Galerie nationale du Jeu de Peume, 1 (47-03-12-50).
LES TUEURS (A., v.o.) : Grand Action, 6 (43-29-44-40); 36-65-70-63).

LES GRANDES REPRISES

LE BAISER DU TUEUR (A., v.o.) :
Action Christine, 6- (43-29-11-30) ;
38-65-70-62) ; Mec-Motion, 17-
(43-29-78-98 ; 38-65-70-48).
L'EQUIPE SAUVAGE (A., v.o.) : La Bal-
zac, 6- (45-61-10-80).
IF (") (Brit., v.o.) : Accatons, 5-
(46-33-85-86).
LATINO BAR (Esp.-Mex., v.o.) : Epée de
Bois, 6- (43-37-57-44).
LE LIVRE DE LA JUNGLE (A., v.o.) :
George V, 8- (46-62-41-48 ;
38-65-70-74) ; v.f. : Cinoches, 6-
(48-33-10-82) ; George V, 8-
45-62-41-46 ; 38-65-70-74).
MY FAIR LADY (A., v.o.) : L'Arlequin, 6-
(45-44-28-80).
LES NOUVEAUX MONSTRES (It., v.o.) :
Raitel Logos I, 5- (43-54-42-34).
LE ROI DE NAPLES (It., v.o.) : La Saint-
Germain-des-Prés, Salle G. de Bourge-
ois, 6- (42-22-87-23).
ORANGE MÉCANIQUE (") (Brit., v.o.) :
Cinoches, 6- (46-33-10-82).
THE KING OF NEW YORK (") (A.,
v.o.) : Studio des Ureulines, 5-
(43-28-19-08).
TO BE DR NOT TO BE (A., v.o.) : Le
Champso - Espace Jacques Tati, 5-
(43-54-51-60).
TROIS PARMI D'AUTRES () : Galerie
nationale du Jeu de Paume, 1-
(47-03-12-50).
LES TUEURS (A., v.o.) : Grand Action, 6-
(43-29-44-40 ; 38-65-70-63).

ÉCONOMIE

Les échanges internationaux et la solidarité européenne

Bonn signe avec Washington un accord séparé dans le domaine des télécommunications

Avertissement allemand

La signature séparée d'un accord sur les télécommunications entre les États-Unis et l'Allemagne sonne comme un avertissement. Comme par un fait exprès, le jour même où M. Balladur va exposer à Bruxelles les conditions françaises à la conclusion des négociations du GATT, l'Allemagne montre son irritation et indique que ses intérêts à elle se trouvent dans un épaississement des tensions commerciales. L'Allemagne, pays dont la puissance économique repose sur l'exportation, demeure « libre-échangiste », n'en déplaise à la France.

L'avertissement ne paraît pas avoir été longuement mûri par le gouvernement Kohl. Vendredi 11 juin, le ministre des postes semblait découvrir l'accord révisé par les Américains la veille. Même ignorance à la chancellerie. Autrement dit, le ministre de l'économie, qui est chargé des négociations et qui est dirigé par le ministre membre du parti libéral, Günter Rexrodt, a conclu peut-être un peu en solitaire la séparation avec les Américains sans en mesurer toutes les conséquences politiques. Les télécommunications sont un secteur qui s'est ouvert dans les années 80 aux États-Unis et où les Allemands ont beaucoup à perdre. Alors que le français Alcatel échouait dans des tentatives désordonnées, l'allemand Siemens a réussi outre-Atlantique une percée importante en y devenant en quelques années le troisième fournisseur de centraux téléphoniques. Pour la firme munichoise, le marché américain représente 14 % de ses ventes de ligne téléphonique, près de la moitié de ce que lui apporte le marché allemand. Il suffit de connaître l'extraordinaire pouvoir d'influence de Siemens sur les décisions gouvernementales pour comprendre comment l'Allemagne a pu prendre la mesure de la rupture l'unité européenne.

L'avertissement n'en est pas moins significatif d'une volonté d'une très large part des hommes politiques et de l'ensemble des milieux d'affaires de s'opposer aux désirs protectionnistes qui maintiennent dans le monde, en Europe et en particulier en France. Le gouvernement français mise énormément sur un « changement » des Allemands en faveur de ses thèses. Changement monétaire avec une baisse des taux. Changement commercial avec le soutien, notons-le, des positions protectionnistes françaises au sein des instances communautaires. L'appui sans faille du chancelier Kohl sur la question agricole a pu encourager cette vision, tout comme la baisse des taux par la Bundesbank depuis septembre. Les télécommunications viennent démontrer que Paris ne doit pas surestimer la marge de manœuvre des différents pouvoirs économiques allemands. La Bundesbank est limitée par la nécessité de soutenir un mark aujourd'hui affaibli. Le gouvernement est soumis au tir de barrage des industriels, qui contestent de plus en plus bruyamment les positions françaises. L'axe franco-allemand reste très solide, mais la partie est désormais très subtile.

ERIC LE BOUCHER

Faisant cavalier seul, les Allemands ont signé avec les Américains un accord commercial séparé qui les met à l'abri des sanctions de Washington dans le domaine des marchés publics de télécommunications.

WASHINGTON

de notre correspondant

Éprouvant sans doute une grosse bouffée de satisfaction pour avoir réussi à ébranler la solidarité européenne, les États-Unis ont annoncé, jeudi 10 juin, qu'ils avaient conclu avec l'Allemagne un accord commercial séparé exonérant ce pays des sanctions prises par Washington à l'encontre de la CEE dans le domaine des marchés publics de télécommunications. De leur côté, les Allemands renoucent à appliquer aux États-Unis les contre-sanctions commerciales décidées le 8 juin dernier par la Communauté contre les Américains.

Les montants financiers en jeu sont faibles, presque insignifiants dans le cas de l'Allemagne. Le geste de Bonn n'est que plus important sur les plans symbolique et politique. Tout se passe comme si l'Allemagne prenait le risque de ce « cavalier seul », d'espérer faire peu communautaire, pour manifester son mécontentement à l'égard de la politique suivie par certains de ses partenaires européens sur les dossiers du GATT ou du contentieux avec les États-Unis dans le domaine de l'acier.

L'accord séparé américano-allemand est intervenu le jour même où le premier ministre, M. Edouard Balladur, réaffirmait à Bruxelles - au grand dam de l'Allemagne - qu'il rejetait le compromis agricole de Washington conclu en novembre entre la Commission et les États-Unis (lire ci-contre).

Pas de clause discriminatoire

La genèse de l'affaire est complexe. En janvier dernier, la Commission de Bruxelles avait adopté une directive sur l'accès aux marchés publics européens. L'article 29 de ce texte accorde une préférence de prix de 3 % aux entreprises de la Communauté sur leurs concurrents étrangers - clause qui a suscité l'ire des États-Unis qui ne sont eux-mêmes pourtant pas sans reproche en la matière. A la suite de protestations et de menaces américaines, les États-Unis et la CEE ont mené, en avril, une négociation sur ce contentieux. Elle a

abouti à un accord partiel qui laisse de côté le domaine des télécommunications et a conduit Washington à prendre, fin mai, dans ce secteur, des sanctions à l'encontre de l'Europe, laquelle a, à son tour, répliqué cette semaine. Dans un cas comme dans l'autre, les montants concernés sont faibles, de 15 à 20 millions de dollars.

L'accord a été révélé par le représentant des États-Unis pour le commerce, Mickey Kantor, lors d'une intervention devant une commission du Congrès. Dans un communiqué, il a annoncé que les États-Unis avaient conclu « un accord bilatéral avec l'Allemagne sur les marchés publics, accord qui éliminera les discriminations européennes à l'encontre des firmes américaines dans le secteur des télécommunications ». « Spécifiquement, l'Allemagne n'appliquera pas aux entreprises américaines (candidates sur des marchés publics allemands) la clause discriminatoire que constitue l'article 29 de la directive européenne sur les marchés publics », poursuit le communiqué, qui précise : « En conséquence, les États-Unis n'appliqueront pas à l'Allemagne les sanctions imposées le 28 mai à l'encontre de neuf États de la Communauté européenne ».

Parce que la directive de janvier ne les concerne pas encore, en tant que nouveaux membres, l'Espagne, la Grèce et le Portugal ne sont pas concernés par ce conflit. Le communiqué indique encore : « En outre, l'Allemagne n'imposera pas aux États-Unis les contre-sanctions autorisées par la Communauté le 8 juin ». Enfin, M. Kantor prend la peine de souligner que les huit autres pays concernés continueront, eux, à être soumis aux sanctions américaines.

De source allemande, on explique que qu'il n'y a pas eu de négociations formelles avec les États-Unis. On fait valoir que Bonn a toujours refusé l'article 29 sur la préférence de prix qui est contraire à la législation allemande. On relève que la directive sur les marchés publics n'a, en conséquence, pas été transformée en réglementation allemande. Bonn ne s'estime donc pas liée et, n'ayant pas l'intention de faire appliquer cette préférence de prix - en faveur des entreprises européennes sur leurs éventuelles concurrentes américaines - ne voit pas pourquoi l'Allemagne serait pénalisée au titre de la directive de janvier.

ALAIN FRACHON

Après l'échec de la conférence de l'OPEP

Les prix du pétrole sont en forte baisse

Les cours du pétrole brut ont fortement chuté, jeudi 10 juin à New York, après le rejet par le Koweït de la décision de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) de geler, d'une part, le plafond de production des pays membres au troisième trimestre et d'accorder, d'autre part, à l'Arabie saoudite, pour livraison en juillet, à 19,25 dollars, une baisse de 39 cents par rapport à son cours de la veille.

A une précédente réunion, tenue en février à Vienne, le Koweït s'était vu promettre par les autres pays membres un quota de 2 millions de barils par jour à compter du 1^{er} juillet, contre 1,6 million actuellement. C'est le refus de l'organisation d'honorer cet engagement qui a conduit l'Arabie saoudite à réviser l'accord de Vienne. Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion, la délégation koweïtienne a cependant insisté sur le fait que l'Arabie « continuera à agir de manière responsable » et, en particulier, accordera « de façon graduelle » sa production vers « ce que nous

considérons être notre juste quota, qui est de 2,16 millions de barils par jour ».

L'intransigence des autres membres de l'OPEP s'explique par la situation du marché pétrolier. Selon les récentes estimations de l'Agence internationale de l'énergie, les douze membres produisant au rythme de 24,2 millions de barils par jour, soit de l'avis des experts, le maximum de ce que le marché peut absorber au cours des trois prochains mois (hors restocking saisonnier des compagnies). Dans ces conditions, l'Iran et l'Arabie saoudite - les deux « poids lourds » de l'OPEP - ont estimé que porter à 2 millions de barils par jour le quota du Koweït aurait achevé de déstabiliser un marché où les cours ont tendance à s'effriter.

Après la réaction négative des marchés jeudi, il n'est pas exclu pour autant que les cours reprennent quelque couleur. Si les autres pays producteurs respectent leur quota, il est probable que le marché acceptera de fermer les yeux sur l'indiscipline du Koweït. Dans le cas contraire, les cours du pétrole chuteront.

J.-P. T.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

LOCINDUS SA

Un accord de coopération tripartite a été signé au début de l'année 1993 entre LOCINDUS SA, Euroleasing Immobilier et DAL (Deutsche Anlagen-Leasing GmbH), première société de crédit-bail allemande.

M. Balladur à la recherche d'alliés parmi les Douze

Edouard Balladur a exposé, le 10 juin, la position de la France devant la Commission de Bruxelles au sujet des négociations commerciales et agricoles dans le cadre du GATT. La France refusait tout accord qui ne sera pas global.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La modération du ton ne doit pas faire illusion : la détermination exprimée jeudi 10 juin, à Bruxelles, par Edouard Balladur en matière de politique commerciale conduit la Communauté vers la zone des tempêtes, l'une de ces grandes explications sur l'identité européenne qu'elle cherche habituellement à éviter mais dont elle pourrait ressortir sérieusement secouée.

Le premier ministre, soulignant que l'action en matière d'échange est une composante essentielle de toute stratégie de croissance et d'emploi, a développé trois idées devant ses interlocuteurs bruxellois.

1) L'Uruguay round doit aboutir à un arrangement global et équilibré, autrement dit il faut mener à bien, dans des conditions satisfaisantes pour les Douze, les négociations sur les chapitres autres que l'agriculture : échanges de produits industriels, de services ; cas particuliers des textiles, défense de la propriété intellectuelle, mécanismes à mettre en œuvre pour arbitrer les conflits, etc.

2) Le pré-accord agricole de Blair House, conclu par la commission européenne avec les États-Unis en novembre 1992 (mis à part le volet spécifique sur les oléagineux qu'elle vient d'approuver), « ne satisfait pas la France et elle ne l'acceptera pas », quelles que soient les concessions envisageables dans d'autres secteurs. En d'autres termes, si l'on veut conclure l'Uruguay round, ce que Paris répète souhailer, ce pré-accord agricole devra être modifié.

3) Confirmer les propos tenus la veille par le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, à Luxembourg, le premier ministre est convaincu qu'une telle position, si elle n'était pas emprise par les pays partenaires, pourrait conduire à une crise à l'intérieur de la Communauté, crise que la France serait prête à assumer. C'est là une mise en garde plus élégante, moins archaïque que celle consistant à agiter le menace d'un veto, mais le résultat n'est guère différent.

Le premier point ne risque pas de porter atteinte à la cohésion communautaire. « Il y aura d'accord sur rien tant qu'il y aura pas d'accord sur tout », a confirmé Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission européenne chargé des relations extérieures. La formule s'avère à Bruxelles d'abord, à Paris ensuite - comme témoignage qu'il avait été compris.

Dialogue de sourds

Le second point, en revanche, pose problème. En effet au cours d'une conférence de presse tenue peu après le départ du premier ministre, M. Brittan a clairement exclu que l'accord de Blair House puisse être renégocié. La seule manière d'aller de l'avant consiste, selon lui, à progresser sur les volets non agricoles « de manière à produire au bout du compte un projet d'ensemble attractif pour tous les pays de la CEE, y compris pour la France ». Le prochain directeur général du secrétariat du GATT, Peter Sutherland, partage ce point de vue. Dans un entretien au Financial Times, publié vendredi 11 juin, il dit : « Il ne paraît pas que l'accord de Blair House constitue une base de départ et qu'il restera la base des discussions devant conduire à la conclusion du round ».

Ainsi a donc débuté entre le gouvernement français et la Commission un dialogue de sourds qui, à terme, a toutes chances de tourner à l'affrontement. Certes, le débat risque de se perdre dans les sables si les États-Unis ou les autres « parties contractantes » s'opposent sur les chapitres non agricoles à des solutions de compromis sus-

ceptibles de donner satisfaction à la CEE. L'hypothèse n'a rien de théorique : qui croit vraiment, par exemple, que les États-Unis acceptent de gâcher de cour de s'en remettre au GATT pour arbitrer les litiges les opposant à leurs partenaires commerciaux, et donc de renoncer de facto à faire usage de leur propre arsenal de défense commerciale ? C'est là pourtant une revendication centrale des Français à laquelle les partenaires de la CEE ainsi que la Commission peuvent difficilement ne pas souscrire.

Mais que se passera-t-il, si d'ici le sommet des sept principaux pays industrialisés, début juillet à Tokyo, des progrès significatifs ont été accomplis sur les volets non agricoles ? Les Français devront alors se dévouer et annoncer ce qu'ils veulent en matière agricole.

Mardi dernier, à Luxembourg, ils exprimaient l'intention de se concerter activement avec les organisations professionnelles avant de formuler leurs principales requêtes. Dans l'hypothèse, bien sûr, où les États-Unis se résigneraient à revenir sur l'accord de Blair House, peuvent-ils espérer faire sauter l'engagement de réduire de 21 % en volume les exportations subventionnées ?

La régulation des importations

A Bruxelles, personne n'y croit. On y dénonce volontiers des opérations commerciales, dont se paressent les milieux professionnels français, mais qui n'ont d'exportations que le nom, où la subvention prise en charge par le budget européen, c'est-à-dire payée par le contribuable, atteint trois ou quatre fois le prix facturé. « La maîtrise des exportations est de

l'intérêt de tous. Nous ne nous trouverons pas d'alliés parce que nous avons tort », résume brutalement un haut fonctionnaire.

Il pourrait en être différemment s'agissant de la régulation des importations : les aliments du bétail américains, prenant la place de nos céréales, envahissent toujours davantage nos marchés (les importations de corn gluten feed, un sous-produit du maïs, ont encore progressé de 20 % de 1991 à 1992). Les États-Unis voudraient néanmoins nous obliger à ouvrir encore davantage nos frontières. Il y a là un excès certain (peut-on exiger tout à la fois que la CEE produise moins, exporte moins et importe plus ?) auquel nos partenaires, et en particulier l'Allemagne, pourraient être sensibles, d'autant plus que l'accord de Blair House prévoit déjà la possibilité d'ajustements dans le cas où les importations communautaires d'aliments du bétail ne cesseraient d'augmenter.

Car c'est à l'évidence beaucoup sur l'Allemagne, sur la Belgique aussi qui assurera la présidence des travaux des Douze à compter du 1^{er} juillet, que compte la France pour modifier à son profit et, dit-elle, au profit de la Communauté, les données d'une négociation écrite jusqu'ici à Washington et à Genève d'une encre trop favorable aux intérêts américains. Les Français ont déjà élargi le débat : la Communauté, confrontée à la récession et au chômage, peut-elle continuer à tolérer d'ouvrir largement ses marchés, sans bien souvent obtenir le traitement réciproque, par exemple aux États-Unis et au Japon ?

PHILIPPE LEMAITRE

L'accord sur les oléagineux

La FNSEA demande au gouvernement de n'accepter « aucune concession »

« Le rappel par le premier ministre de la fermeté du gouvernement sur la négociation multilatérale du GATT ne nous suffit pas », a déclaré, jeudi 10 juin, Luc Guyau, président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). « Cette fermeté doit être communicative, nos partenaires européens devant soutenir cette démarche et accepter la réouverture des négociations. Sous la pression de la FNSEA, le gouvernement a déclaré être prêt à aller jusqu'à la crise, s'il le faut. Nous restons mobilisés et engagerons des actions syndicales si nécessaire pour qu'aucune concession ne soit faite... Le rejet du pré-accord de Blair House reste une nécessité », ajoute la FNSEA, qui avait pu paraître relativement modérée dans ses réactions après la signature, le 8 juin par la France, de l'accord spécifique sur les oléagineux.

Dans une interview au Figaro, Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, déclare que la France « ne veut ni de l'Europe passive ni de l'Europe forcenée. Mais le volet agricole de l'Uruguay Round reste inacceptable, et donc, si aucune modification n'est apportée, si on ne bouge pas du côté américain ou des Douze, nous risquons effectivement d'aller vers une crise ».

L'opposition, pour sa part, ne relâche pas la pression sur le dos-

sier agricole. Martin Malvy, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, a dénoncé, jeudi, « le cadeau d'Edouard Balladur à Bill Clinton » en affirmant qu'« aucune des dispositions présentes comme autant de victoires du gouvernement ne sont de réelles compensations. Pour masquer ce coup dur porté à notre agriculture, le gouvernement en est réduit à des contorsions, les contreparties étant soit des mesures déjà acquises ou sur le point de l'être, soit des déclarations d'intention et aucune en tout cas n'engage les États-Unis ». Quant à Jean-Pierre Sissoux, ancien ministre de l'Agriculture et du développement rural, il a précisé que l'accord du 8 juin était « exactement le même, sans aucune amélioration, que celui que la Commission avait négocié avec les États-Unis en novembre 1992. Dès le départ, le dossier des oléagineux avait été dissocié du reste de la négociation de l'Uruguay Round, et je m'étais moi-même opposé à sa ratification aux conseils des ministres de l'Agriculture des 9 février et 19 mars derniers ». Enfin, Jean-Pierre Sissoux a réaffirmé son idée d'une « jachère spécifique humanitaire » permettant le développement de productions destinées à répondre à des situations d'urgence dans le tiers-monde.

INDICATEURS

FRANCE

● Consommation alimentaire : + 0,1 % en 1992. - Pour la première fois depuis dix ans, les dépenses alimentaires des Français ont quasiment stagné en 1992, avec une hausse de 0,1 % seulement, contre un rythme moyen de + 2 % par an depuis 1981, selon une étude publiée vendredi 11 juin par l'INSEE. En 1991, la baisse du pouvoir d'achat des Français s'était répercutée sur l'ensemble de la consommation, sauf sur celle des produits alimentaires, qui avait ord de 2,2 %. Cette rupture reflète une modification des comportements d'achat des consommateurs, estime l'INSEE : les ménages ont rationalisé leurs achats, même s'ils n'ont pas réduit les quantités consommées.

● Inflation : + 0,2 % en mai. - Après avoir progressé de 0,5 % en mars et de 0,1 % en avril, l'indice des prix de détail s'est inscrit en hausse de 0,2 % en mai, a annoncé l'INSEE vendredi 11 mai. Sur douze mois (mai 1993 comparé à mai 1992), la hausse est limitée à 2 %, contre 2,1 % en avril. Le nouvel indice hors tabac, lui, indique également une hausse des prix de 0,2 % en mai, mais de 1,8 % seulement sur un an.

Machine critique les modalités de l'accord occidental à la Russie

Bretien Michel Giraud



ÉCONOMIE

ÉTRANGER

Les bailleurs de fonds de Moscou réunis à Paris

M. Chokhine critique les modalités de l'aide occidentale à la Russie

A mi-chemin entre les deux amants de Tokyo - celui d'avril, consacré à l'aide à la Russie, et celui des chefs d'Etat des sept principaux pays industrialisés qui se tiendra en juillet, les bailleurs de fonds de la Russie étaient réunis à Paris, mardi 8 et mercredi 9 juin.

Dans le cadre d'un groupe consultatif de la Banque mondiale, le vice-premier ministre russe Alexandre Chokhine a émis certaines critiques à l'égard de l'aide occidentale actuellement apportée à la réforme économique dans son pays. M. Chokhine a, notamment, dénoncé les crédits à l'exportation pour lesquels les membres du G7 ont promis un montant de 10 milliards de dollars en avril. Selon lui, ces crédits, liés à l'achat de produits dans les pays fournisseurs - par exemple, des livraisons de céréales par la France, - ne correspondent pas toujours à des besoins urgents et accroissent la dette extérieure du pays. Ainsi, a-t-il expliqué, si son gouvernement acceptait l'ensemble de l'enveloppe, les remboursements versés par la Russie au titre de la dette extérieure se trouveraient renchérissés de 3,5 milliards de dollars dès l'an prochain. « La Russie ne peut se permettre de telles dépenses », a-t-il déclaré, en se prononçant en faveur de crédits à taux préférentiels et assortis de périodes de remboursement plus longues. Début avril, la Russie a obtenu du Club de Paris (les créanciers officiels) un rééchelonnement de sa dette représentant une économie de 15 milliards de dollars.

Selon M. Chokhine, les modalités du « paquet » d'aide de 43 milliards de dollars annoncé lors du

sommet des Sept en avril ne devraient pas être strictement définies, mais susceptibles de modifications en faveur de projets nouveaux. En particulier, le vice-premier ministre envisage quatre nouvelles directions pour l'aide occidentale : un soutien financier à la protection sociale de la population, la mise en place d'un fonds de privatisation, la garantie d'un meilleur accès aux marchés occidentaux pour les produits russes et une définition plus précise des projets d'assistance technique. M. Chokhine a également proposé qu'une partie de l'aide serve à combler les dettes accumulées par des entreprises russes à leurs fournisseurs en Russie, estimées à 6 milliards de dollars.

Si les craintes de remise en cause de la réforme économique russe se sont calmées depuis le référendum du 25 avril, la situation suscite toujours de vives inquiétudes parmi les spécialistes. Car l'inflation reste vive (environ 20 % par mois) et la chute du rouble vis-à-vis du dollar est supérieure encore à la hausse des prix. M. Chokhine s'est félicité de l'accord intervenu entre la banque centrale et le gouvernement afin de limiter l'octroi de crédits subventionnés aux entreprises et a espéré que les critères de rigueur monétaire pourront être respectés « si la vie politique ne se mêle pas trop des affaires ». Le FMI s'apprête à verser à Moscou la première tranche d'un crédit spécial de 3 milliards de dollars (baptisé « facilité pour la transformation systématique »), assorti d'engagements stricts de la part des autorités russes en matière de politique économique.

F. L.

INDUSTRIE

Afin d'alléger la part de l'aluminium dans ses activités

Pechiney pourrait se rapprocher de Saint-Gobain

Empêtré dans les difficultés de sa branche aluminium, le groupe public Pechiney veut profiter de sa privatisation pour élargir et renforcer ses activités en Europe. Il lui faut un partenaire, dont le profil ressemble beaucoup à Saint-Gobain.

Réussir la privatisation. En faire un levier pour régler d'un coup tous les problèmes posés au numéro un européen de l'aluminium. Sans écarter une simple mise en vente de son capital sur le marché boursier, le groupe public Pechiney réfléchit à un schéma infiniment plus sophistiqué : l'élaboration d'un montage industriel suffisamment incantatoire pour séduire la commission de privatisation, suffisamment attractif pour rallier petits porteurs et établissements financiers. Un montage élaboré de telle sorte que l'Etat ne soit pas financièrement pénalisé.

Un gros coup

Pechiney est, en effet, victime, depuis deux ans, de l'effondrement des cours de l'aluminium. Et rien d'indique que la situation va s'améliorer. Quand, à la fin des années 80, le groupe s'est lancé dans la construction d'une nouvelle usine à Dunquerque, deux stratégies s'offraient à lui : produire 600 000 tonnes d'aluminium par an pour satisfaire ses seuls besoins ou porter sa production à 1 million de tonnes en vendant le surplus sur le marché. C'est la deuxième solution qui a été retenue. L'effondrement du bloc communautaire a pris totalement par surprise. La disparition du mur de Berlin s'est accompagnée d'un invraisemblable boom des exportations russes, passées, en deux ans, de 3 % à 22 % du mar-

ché européen grâce à des prix de dumping. Plus une unité d'électrolyse n'est désormais rentable en Occident.

Abandonner l'aluminium ? Difficile quand on figure parmi les plus gros consommateurs mondiaux de métal blanc. Difficile, encore, quand les candidats au rachat ne sont pas légion. Difficile, enfin, quand l'Etat rejette par avance toute privatisation par appartenance, qui le laisserait seul assumer les pertes. Pechiney n'a d'autre choix que de continuer à vivre avec l'aluminium tout en cherchant désespérément à en diluer le poids. La stratégie n'est pas vraiment nouvelle, régionale c'est celle qu'applique, depuis plusieurs années, son PDG Jean Gandois. Le rachat d'American National Can (le

numéro un mondial de l'emballage), en novembre 1988, procédait déjà de cette logique, qui a ramené l'activité aluminium - cyclique par excellence - de 75 % à 35 % du chiffre d'affaires.

Un rachat réussi qui fait de Pechiney le premier groupe français aux Etats-Unis, au risque de faire pencher son centre de gravité outre-Atlantique. Le fossé se creuse, désormais, entre une activité américaine d'emballage prospère et une production européenne à problème. C'est l'une des raisons, semble-t-il, qui explique les atermoiements du groupe lorsque son actionnaire, l'Etat, lui a demandé de céder ses participations dans l'industrie française du nucléaire (le Monde du 11 juin 1992). C'est l'une des motivations qui ont

conduit Pechiney à être candidat - malheureux - au rachat de 25 % du capital de la firme franco-britannique d'emballage Carnaud Metabon.

C'est l'échec de cette dernière tentative qui fait, désormais, le plus immédiat pour tenter un gros coup. Pour s'offrir un nouveau métier, fante de pouvoir tabler sur une nouvelle acquisition majeure dans l'emballage. Bref, pour mettre en place ce que les syndicats ont baptisé « le nouvel axe ». Le groupe ne cache guère son envie de franchir un cap dans les deux ans qui viennent. Surgit, ici, l'idée d'un rapprochement avec un grand groupe, ancré en France et en Europe, qui apporterait à Pechiney certaines de ses activités, en échange d'une prise de participation de 20 % à 25 % dans le capital. La place de Paris met déjà un mm sur cet allié potentiel : Saint-Gobain. Interrogé, Pechiney esquive. Saint-Gobain dément. Très liée à ce dernier, la banque d'affaires Lazard Frères « ne souhaite pas s'exprimer sur le sujet ».

PIERRE-ANGEL GAY

et CAROLINE MONNOT

Alors que trois candidats se sont déclarés

Les négociations pour la reprise de Grundig-Creutzfeld se poursuivent

Le sort de l'usine Grundig-Creutzfeld (890 salariés), dont la production sera transférée en Autriche, reste incertain. Jeudi 10 juin, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie et président du conseil régional de Lorraine, a rencontré les syndicats à Metz sans pouvoir annoncer de solution de reprise. Les représentants de Grundig-Creutzfeld « seront de toute façon aidés au maximum par le gouvernement français », a affirmé le ministre, qui a évoqué « des pistes, dont certaines sont fantaisistes, trois ou quatre raisonnables et peut-être deux intéressantes ».

M. Longuet a estimé que les conditions posées par Kalsit,

société française qui contrôle une usine de téléviseurs à Sablé-sur-Sarthe, candidat déclaré à la reprise, n'étaient pas « les plus faciles à régler ». Associée à la firme chinoise Great Wall, Kalsit réclame, pour reprendre le site lorrain, le rachat d'une marque « à très forte notoriété européenne » à Thomson (le Monde du 29 mai). QPL Holdings, industriel de Hongkong et reprenneur récent d'une usine Thomson à Maxéville, est le deuxième candidat connu. KBB Finances, un troisième candidat, a été éliminé, mercredi, par la direction de Grundig, sa candidature « manquant de sérieux ».

Un entretien avec Michel Giraud

Suite de la première page

S'ils manifestent de part et d'autre une telle volonté, on peut - ils peuvent - sortir de l'impasse, et je suis alors prêt à entrer dans la négociation.

Pour ma part, je ferai tout pour favoriser la pérennité du partenariat. Nous sommes dans une société de concertation, de participation, et je crois aux vertus de la responsabilité partagée. C'est dans ma nature, c'est pour moi une ligne de conduite permanente. S'il fallait qu'il n'y ait pas d'accord, certes l'Etat devrait s'engager, mais le partenariat serait ébranlé. Ce serait une atteinte grave à la démocratie sociale. J'espère que les uns et les autres vont y réfléchir.

Au cas où il n'y aurait pas d'accord, pensez-vous intervenir, comme Pierre Bérégovoy de 1982 à 1984, en vous substituant aux partenaires sociaux ?

Vous faites référence au décret du 24 novembre 1982. A l'époque, il y a eu augmentation des cotisations, mise en place de la contribution solidarité de l'Etat et d'un plan d'économie. Ce scénario, dans son principe, est à nouveau envisageable aujourd'hui. Je ne l'exclus pas, mais je ne le souhaite pas. S'il devait y avoir d'accord, l'Etat interviendrait sur les plans financier et administratif, mais les partenaires sociaux devraient totalement leur responsabilité, et je n'imagine pas un seul instant qu'ils y soient disposés. C'est la raison pour laquelle j'élimine la solution « catastrophe », mais je n'exclus pas la possibilité d'autorité. Je ferai tout pour qu'on l'évite.

Que feriez-vous dans cette hypothèse ?

Un dispositif autoritaire passe par une augmentation des cotisations et un plan d'assainissement. Il n'y a pas d'autre solution, si l'on veut rééquilibrer, comme en 1982. Mais l'espère beaucoup que la démarche viendra des partenaires. Quant à moi, je suis tout à fait disponible pour voir avec eux comment l'Etat peut les aider, les accompagner, et cela me semble de loin préférable à une solution autoritaire.

Vous seriez donc favorable à ce que les partenaires sociaux décident eux-mêmes d'une augmentation des cotisations ?

Cela me semble évident. - L'Etat a aussi une part de

responsabilité dans la situation financière. Sa contribution a diminué avec le temps...

Je voudrais préciser que l'effort dit de solidarité de l'Etat ne se situe pas uniquement dans le cadre de l'UNEDIC, dont le budget compte cependant 32,5 milliards de francs qui viennent des fonds publics. Il y a aussi tout ce qui n'est pas dans l'UNEDIC et qui exprime la solidarité de l'Etat



PANCHE

tout en allégeant les charges de l'UNEDIC. Je pense au RMI - 14 milliards, - aux CES - 13 milliards - et à l'ensemble des mesures d'aides à l'emploi. Cela représente beaucoup d'argent. De plus, l'ensemble de ces mesures d'aide à l'emploi génère également des cotisations à l'UNEDIC. Il est tout à fait clair que la mise en place du RMI et des CES a sensiblement contribué à soulager le régime d'assurance-chômage.

Quelles solutions envisagez-vous ?

Il faut faire un constat. S'agissant de l'UNEDIC, un effet de ciseaux se produit avec l'augmentation des indemnités et la baisse des ressources. Y remédier suppose un effort à la fois sérieux et durable. On ne peut pas se contenter d'un colmatage de l'UNEDIC. Je souhaite qu'on inscrive la démarche dans une stratégie de fond à long terme. Pour être clair, dans le processus d'assainissement, il faut viser 1994-1995.

Il faut que les partenaires sociaux aient conscience de la nécessité de cet effort. Tel moi semble être le cas. Ils l'ont prouvé

au travers du protocole de juillet 1992, certes insuffisant, avec certaines dispositions. Après déblocage des positions des partenaires, le prochain deux voies d'ouverture. La première, c'est celle qui consisterait à favoriser l'étalement dans le temps de l'effort ; la deuxième, c'est celle qui pourrait permettre l'élargissement de l'assiette des ressources.

Cela n'est pas exclusif de tout un ensemble d'efforts complémentaires. Je pense, en particulier, à l'exigence d'une bonne gestion, conformément aux dispositions du protocole de juillet 1992. Il faut en effet assortir l'appel à l'effort de trois conditions : la sincérité, l'équité et la transparence. On ne peut pas passer à côté des règles qui s'imposent. Il y a aussi d'autres dispositions qui peuvent être de nature à réduire l'impasse.

Je ne veux pas qu'on se contente de me dire : « L'Etat se charge de la solidarité ; nous, de l'assurance, et s'il y a un trou béant, c'est à vous de le combler. »

Voilà dans quel état d'esprit je suis. Je n'entends pas qu'il y ait dans cette affaire un médiateur extérieur. Il n'est toutefois pas impossible, si tel est le souhait des partenaires, que je leur propose de faire appel à un tiers pour éclairer la situation.

Un étalement de l'effort dans le temps, qu'est-ce à dire ?

Aujourd'hui, il y a deux choses. Une dette lourde et une aggravation mensuelle de cette dette. On peut distinguer entre les deux. On peut dire : « Faites ce qu'il faut pour équilibrer à partir d'aujourd'hui », et envisager un système qui soulage d'une façon on d'une autre du poids de la dette. On peut vouloir comment renégocier les conditions de celle-ci. Des marges existent. C'est avec les petits ruisseaux qu'on fait les rivières.

Et l'élargissement de l'assiette ?

Je suis très ouvert. Mais je n'ai pas à l'esprit une mesure concernant les fonctionnaires qui conduirait à leur demander une nouvelle participation, alors qu'ils sont par ailleurs conviés à l'effort collectif. Il est clair que cette contribution complémentaire de l'Etat ne peut être appuyée que sur ses propres ressources. Si je suis disposé à vous dire aujourd'hui la motivation de l'Etat pour accompagner la démarche volontaire des partenaires sociaux, je ne suis pas ce mesure, on revanche, de vous en dire davantage sur les moyens à mettre en œuvre.

Propos recueillis par ALAIN LEBEAUME

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil de surveillance de SOVAC, réuni le 9 juin 1993 sous la présidence de M. Michel DAVID-WEILL, a pris connaissance de l'évolution de l'activité au cours des quatre premiers mois de 1993 et des résultats provisoires au 31 mars 1993.

Activité commerciale du Groupe

La production de financements nouveaux des quatre premiers mois de l'exercice 1993 a été marquée par le climat économique général et notamment la baisse des immatriculations automobiles, la faiblesse de l'investissement industriel et l'atonie du marché immobilier.

	En millions de francs		Pourcentage d'évolution	
	Financements nouveaux 4 mois 93	Encours glisés au 30.04.93	Financements 4 mois 92/93	Encours glisés 30.04.92/30.04.93
SOVAC et filiales				
on participations directes	1 982	28 891	-26	-8
• Participations	794	8 539	-19	-14
• Entreprises	522	3 661	-21	-13
• Immobilier	666	16 692	-35	-3
CREDIPAR et filiales	2 331	18 061	-31	-17
Partenariats France	454	3 376	+10	+6
Partenariats étrangers	311	1 491	-31	-7
Filiales d'Outre-mer	323	1 626	-10	+2
TOTAL GÉNÉRAL	5 401	53 445	-26	-10

Les encours consolidés au 30 avril 1993 s'élevaient à 40,7 milliards, en baisse de 9 % par rapport à ceux atteints au 30 avril 1992.

Au cours du mois de mai, les chiffres disponibles marquent une atténuation des tendances négatives précédemment constatées, notamment dans le secteur immobilier acquéreurs. En effet, l'évolution favorable des taux a pu commencer d'avoir un effet positif sur la demande de financement.

Résultats consolidés provisoires

Les résultats portent la marque de la politique de rigueur maintenue depuis 1991 en matière de risques et de coûts de structure.

Pour le 1^{er} trimestre 1993 :

La résultat net d'exploitation consolidé provisoire (non audité) s'élève : - part des tiers exclus, à 124,5 MF en progression de 13 % par rapport au 1^{er} trimestre 1992, - part des tiers compris à 126,8 MF en progression de 4 % par rapport au 1^{er} trimestre 1992.

Ces chiffres ne peuvent être extrapolés à l'exercice entier, mais sont néanmoins confirmés par ceux du mois d'avril.

La baisse de la part des résultats revenant aux tiers provient de la cession de SOVABAIL en 1992.

Le Conseil de Surveillance a nommé Gilles ETRILLARD Directeur Général de SOVAC. Le Directoire est donc composé de : André WORMSER, Président, Gérard FABRY et Gilles ETRILLARD Directeurs Généraux, Antoine BERNHEIM et Hervé DINEUR.

ÉCONOMIE

Le 40^e Salon international du Bourget

M. Mitterrand préconise une coopération aéronautique accrue en Europe



Le président de la République, François Mitterrand, s'est réjoui, jeudi 10 juin, lors de l'inauguration du Salon du Bourget, de voir que « l'industrie aéronautique française reste une industrie de pointe et montre sa volonté de traverser le gué ». « Il ne faut pas nous laisser aller à coopérer avec nos amis européens », a-t-il déclaré. M. Mitterrand, interrogé sur les perspectives de créer, en Europe, des sociétés communes dans différentes branches du secteur aéronautique.

En ce qui concerne le futur Livre blanc sur la défense, que le premier ministre, Edouard Balladur, a commandé — pour le fin de l'année et en préface à une nouvelle loi de programmation militaire — à une com-

mission de vingt-six personnes, le chef de l'Etat a indiqué qu'il serait amené à donner son avis. « Ce sera automatique. Il n'y aura pas besoin qu'on me supplie », a-t-il déclaré. Il n'y a aucun représentant de l'Elysée à cette commission d'études.

Faisant allusion aux accusations de la presse américaine, selon lesquelles les services français espionneraient les industriels aéronautiques aux Etats-Unis, M. Mitterrand a, tout en souriant, souligné : « On n'a pas besoin d'aller chercher des informations secrètes chez les Américains pour faire une bonne aviation française. Peut-être pourraient-ils, eux, le faire en venant ici. Mais je suis sûr qu'ils ne le font pas ».

Les compagnies aériennes cherchent une issue à la crise

Confrontées à la plus grave crise du transport aérien depuis la seconde guerre mondiale, les compagnies aériennes internationales plongent dans le rouge, les unes après les autres. Dans un monde de plus en plus dégringolant, une course à la taille critique est engagée par chaque compagnie. Objectif : être une des trois ou quatre par continent qui pourraient survivre à terme.

Plus de mille avions sont cloués au sol dans le désert de Mojave (Etats-Unis) sur les huit mille que compte la flotte mondiale. La plupart ne sont, certes, plus tout jeunes, et ne répondent pas aux nouvelles normes anti-bruits, mais pour trois cent cinquante d'entre eux, il s'agit d'avions neufs ou quasi neufs. A lui seul, ce nombre illustre la massive crise de surcapacité que traverse à l'heure actuelle le transport aérien. En trois ans, les commandes passées aux avions ont chuté de mille six cents avions en 1989 à cinq cents en 1992.

Le transport aérien mondial va mal. En crise depuis le retournement de la conjoncture économique à la mi-90, le déclenchement de la guerre du Golfe au premier semestre 1991 a à la fois amplifié et révélé l'étendue du marasme. En 1992, on pouvait presque compter sur les doigts d'une main, les compagnies aériennes qui affichaient des bénéfices.

Celles-ci présentent des profils différents. British Airways — l'exception parmi les grandes compagnies — a enregistré en 1992 un bénéfice de 2,5 milliards de francs. Elle a su anticiper le vent mauvais. Singapour Airlines, qui a engrangé 2,8 milliards de francs, soit les plus gros profits annuels en 1992, joue sur du velours avec la croissance des lignes Asie-Pacifique. Southwest Airlines, la seule compagnie américaine à être bénéficiaire l'an passé avec 550 millions de francs de bénéfices nets, est

un transporteur jeune, sans syndicats, qui a trouvé une « niche » compétitive : les lignes intérieures délaissées par les compagnies.

L'ensemble des deux cents douze compagnies réunies au sein de l'Association du transport aérien international (IATA) qui représentent 98 % du trafic mondial, ont enregistré des pertes nettes de 4,8 milliards de dollars (environ 75 milliards de francs) pour leurs liaisons internationales en 1992, deux fois plus que les pertes prévues six mois auparavant. Avec ce nouveau trou-record, les pertes cumulées depuis 1990 atteignent 11,5 milliards de dollars (plus de 60 milliards de francs). Pierre Jeanniot, directeur général de l'Association a ordonné le signal d'alarme.

Après s'être écroulé de 7 % en moyenne tous les ans depuis 1983, le trafic aérien s'est brutalement retourné à la mi-90. Les compagnies aériennes, n'ayant rien vu venir, ont continué leurs programmes d'investissement. C'est en 1990, au moment où la recession mondiale manifestait ses premiers signes, que les prises de commandes d'avions en valeur ont atteint leur pic : 70 milliards de dollars. Et comme une compagnie aérienne, cela ne se repère de la toile, commencent un responsable, elles se sont retrouvées en situation de surcapacité au pire moment.

Les trois grands américains

Les compagnies aériennes les plus fragiles se sont lancées dans des stratégies de conquête de parts de marché, pour compenser la baisse des recettes. S'en est suivie une guerre tarifaire sans merci qui a beaucoup profité aux passagers, mais dont les compagnies ont sévèrement pâti. Sur la ligne Paris-New-York — une des vaches à lait du groupe Air France — y a encore trois ans — la compagnie nationale perd de l'argent. Dans le même temps, la concurrence s'est fortement accrue : de trois compagnies à assurer une desserte régulière sur cette voie royale, le nombre a grimpé à sept. Avec 3,2 milliards de déficit en 1992 et des perspectives sombres pour 1993, Air France ne pourra pas être indéfiniment portée de bras par son actionnaire principal : l'Etat. « La pérennité même de l'entreprise est en jeu », a déjà annoncé Bernard Bosson, ministre de l'équipement, des transports et du tourisme.

Cette idée est évidente outre-Atlantique, où, depuis le lancement de la dérégulation des lignes américaines en 1978, quatre importantes compagnies aériennes (Pan Am, TWA, Eastern, et Northwest) ont disparu.

ALAIN BEUVE-MÉRY

PARIS EN VISITES

SAMEDI 12 JUIN

« Portes ouvertes à la garde républicaine », de 9 heures à 18 heures, 18, boulevard Henri-IV. Entrée et spectacles gratuits, sans réservation (garde républicaine).

« La place Vendôme et son hôtel d'Evreux », 15 heures, 16, rue des Capucines (Monuments historiques).

« Le de la Cité, naissance de Paris, villas maisons de châteaux », 15 heures, 2, rue d'Arcole (Paris antique).

« L'abbaye de Saint-Germain-des-Prés et son quartier », 15 heures, 18, rue Saint-Germain-des-Prés (Saint-Germain).

« Saint-Denis. Le centre-ville, histoire ancienne et architecture contemporaine », 18 heures, 2, rue de la Légion d'Honneur (Office de tourisme de Saint-Denis).

« Portes ouvertes à la garde républicaine », de 9 heures à 18 heures, 18, boulevard Henri-IV. Entrée et spectacles gratuits, sans réservation (garde républicaine).

« Le Jardin des Plantes, sa vocation depuis 1826 et ses hommes célèbres », 11 heures et 18 heures, entrée du jardin, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (Paris, capitale historique).

DIMANCHE 13 JUIN

« Portes ouvertes à la garde républicaine », de 9 heures à 18 heures, 18, boulevard Henri-IV. Entrée et spectacles gratuits, sans réservation (garde républicaine).

« Le Jardin des Plantes, sa vocation depuis 1826 et ses hommes célèbres », 11 heures et 18 heures, entrée du jardin, rue Geoffroy-Saint-Hilaire (Paris, capitale historique).

A. B.-M.

COMMUNICATION

Un nouveau procédé pour remplacer les cassettes vidéo VHS

Le cinéma à domicile en numérique

Au Consumer Electronic Show, qui a eu lieu du 3 au 6 juin à Chicago, Philips a présenté un procédé qui remplacera bientôt chez les particuliers la cassette vidéo VHS et permettra de reproduire un film sur un disque compact numérique.

CHICAGO

de notre envoyé spécial

« Une véritable révolution se prépare en matière de communication à travers tous ces nouveaux supports électroniques. Accrochez vos ceintures », conseille Jerry Kalow, l'un des responsables de l'Electronic Industrial Association (EIA) qui regroupe les industriels de l'électronique. Derrière les sourires discrets et les poignées de mains, se cache en effet une lutte technologique, industrielle et culturelle sans merci, à l'échelle planétaire. L'enjeu est considérable et complexe tant les domaines concernés s'étendent (édition, télévision, informatique, télécommunication, robotique, etc.). Comme l'explique Scott Mardeo, l'un des dirigeants de Philips, « le véritable enjeu, la nouvelle frontière, se situe dans la maîtrise du contenu des programmes audiovisuels eux-mêmes, tant pour la production que pour la diffusion ».

Avec ses 50 000 mètres carrés de surface d'exposition, le Consumer Electronic Show de Chicago (CES), qui vient de s'achever, est une exposition commerciale consacrée à l'électronique grand public sans équivalent en Europe. Téléviseurs, chaînes hi-fi, micro-informatique, téléphones en tout genre, fax, répondeurs, Caméscopes, jeux vidéo, ce que les professionnels de la distribution surmontent les « produits bruns » (par opposition aux « produits blancs » liés à l'électronique), s'entassent ici sur huit cents stands de fabricants venus principalement du Japon, de Corée, de Taiwan, de Hongkong, de Chine, de France. De quoi donner l'impression que le monde entier, treize millions professionnels, industriels, acheteurs, distributeurs, arpentent les allées au cours des trois premiers jours.

Ensuite, le salon s'ouvre pour vingt-quatre heures au grand public. L'occasion, mieux que toute étude de marché, de mesurer la température commerciale d'un secteur ou d'exposition consacrée. Record battu cette année : 110 000 tickets d'entrée se sont arrachés en l'espace d'une matinée.

L'EIA, annonce pour 1993 une progression, tous produits confondus, de l'ordre de 5,6 %. Quant au chiffre d'affaires, il est estimé, rien qu'aux Etats-Unis, à 49,3 milliards de dollars (soit environ 260 milliards de francs). De quoi donner des idées aux grandes compagnies internationales qui se partagent le marché, comme Sony, Panasonic, Nintendo ou Philips, l'un des très rares groupes industriels européens encore capables de battre sur ce marché féroce.

En résumé, le plus important en termes de marché n'est déjà plus vraiment ce qui se compose la boîte (télévision haute définition ou lecteur de disque compact) mais bien plutôt ce qui se sort, images et sons. Face à cette nouvelle donne, les acteurs de l'industrie électronique de loisir cherchent d'urgence à créer des pôles communs avec des producteurs, éditeurs et autres diffuseurs, depuis la télévision jusqu'aux circuits de distribution de livres, en passant par les agences de photos, les groupes de presse et autres communications cinématographiques. Ainsi, le groupe éditorial Time s'est associé avec la compagnie cinématographique Warner et le premier opérateur américain de réseaux câblés TCI. Le rachet de CBS par Sony relève d'une stratégie identique.

Les cas de Philips, l'inventeur du CD-I, disque compact interactif, est tout aussi exemplaire. Le groupe néerlandais vient en effet de signer un accord avec la société de cinéma Paramount. Objet du contrat : la diffusion sur CD-I de films inscrits au catalogue de la major américaine. Un accord similaire est en cours de négociations entre Patbé Interactive (groupe Chateaufort), Hachette et Philips France, portant plus spécifiquement sur le développement de programmes interactifs. Pour Scott Mardeo, « cet accord indispensable permettra de relancer le CD-I et de rendre un million de lecteurs dans le monde d'ici à la fin 1994 ». A la clé, un marché gigantesque, le remplacement des actuelles cassettes vidéo VHS, estimé à plusieurs dizaines de milliards de dollars d'ici l'aube du siècle prochain. Encore faut-il que le grand public suive.

Il est vrai qu'avec son procédé

FMVP (Full Motion Video Picture), Philips a créé l'un des événements du salon. L'industriel européen est le premier au monde à maîtriser techniquement la diffusion d'un film sur un disque compact numérique. Finie la fragilité de la bande vidéo ; fini l'encombrement du grand disque d'or CDV. Le procédé a de quoi séduire tous les possesseurs de magnétoscope VHS et de lecteur de vidéodisque. En effet, contrairement au vidéodisque qui utilise une technique analogique, les images et la bande son sont encodées en numérique sur le CD-I Philips.

D'un diamètre de douze centimètres, identique à celui du CD audio, le CD-I permet de rechercher un endroit précis du film, grâce à un index des différentes séquences. L'accès est quasi-instantané. Enfin, le lecteur permettra de diffuser selon ses goûts la version originale ou une version doublée, avec une bande sonore stéréophonique d'une qualité identique à celle d'un disque numérique. Bien entendu, le lecteur CD-FMVP lit également les principaux disques numériques comme le compact disc, le laser disc ou bien encore le CD-photo de Kodak. Le prix du lecteur Philips devrait se situer, option vidéo comprise, aux alentours de 600 dollars (3 500 F environ). Quant aux disques eux-mêmes, Scott Mardeo prévoit un prix de vente équivalent à celui d'une cassette VHS préenregistrée, soit entre 15 et 30 dollars selon les titres (entre 75 F et 150 F) (1).

Convivités autour des jeux électroniques

Occupant à eux-seuls près de 30 % de la surface d'exposition, les géants japonais Sega et Nintendo ont tenu leur quasi-monopole dans le domaine des jeux électroniques. Spectacles laser, bêtises en pagaille, « démo-room » (stand de démonstration) inspirée de la Géode de la Cité des Sciences, rien ne manque pour célébrer un succès commercial sans précédent du multimedia entertainment.

Selon les chiffres de l'EIA, le chiffre d'affaires de cette industrie a part entière est de l'ordre de 6 milliards de dollars (32 milliards de francs). Le seul profit dégagé en 1990 par Nintendo, leader avec les deux tiers du marché (le reste revenant à Sega), est supérieur à celui des majors américaines réunies. Autre battant, la cartouche de jeux Mario commercialisée par Nintendo fête ses 100 000 000 d'exemplaires vendus en dix ans. De quoi exciter les convulsions.

Le cru 1993 des programmes de jeux à des parfums si loin de réchauffer du moins de déjà vu, même si techniquement les animations sont de plus en plus sophistiquées. Le contenu des scénarios est toujours aussi faible, et la violence très présente. Face aux critiques formulées par quelques-uns des associations familiales ou religieuses nord-américaines parmi les plus puissantes, les fabricants de programmes s'efforcent à classer les jeux afin de réserver les plus violents aux adolescents.

Mais, là encore, les coulisses se révèlent plus intéressantes que les stands eux-mêmes. Ainsi, la com-

panye Sega s'est-elle aussi lancée dans une politique d'expansion tous azimuts, notamment avec des opérateurs de câbles, dont Tele Communications Inc. Objectif : diffuser par le câble, très implanté aux Etats-Unis, une chaîne interactive (The Sega Channel) spécialisée dans les jeux interactifs. A terme, chaque foyer câblé pourra à jouer à distance, via un boîtier décodeur, avec une banque de jeux électroniques.

Le paiement s'effectuera par abonnement ou selon le principe du pay per view (compte bancaire débité directement en fonction de la consommation de chaque abonné). Sega vise le million d'abonnés d'ici à la fin 1994. Mais ce n'est pas tout : certains fabricants envisagent d'ores et déjà très sérieusement de passer à la vitesse supérieure en lançant un satellite dédié à la diffusion de jeux vidéo.

L'Europe doit se donner les moyens de réagir

La perspective n'a pas l'air de surprendre Bruno Bonnell, président directeur général de la société lyonnaise Infogrames, spécialisée dans le loisir interactif. Cette société a réalisé 100 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992 et s'apprête à entrer sur le second marché boursier lyonnais. Infogrames s'est spécialisée depuis dix ans dans le développement et l'édition de jeux sur de multiples supports, comme par exemple la cartouche Asterix distribuée par Nintendo.

« Nous assistons à une guerre économique et technologique, souligne Bruno Bonnell. L'Europe, avec l'aide des pouvoirs publics, doit se donner les moyens de réagir de façon offensive pour proposer une alternative sérieuse aux produits japonais et américains ».

La preuve en est donnée, avec « Tennis » jeu disponible sur support CD-I de Philips, et réalisé par Infogrames. Ce programme très original associe pour la première fois des images réelles, tournées sur les plus grands courts mondiaux, à des animations réalisées par ordinateur. On exploite techniquement ce que même les leaders japonais du marché n'ont pas encore égalé. Mais l'offensive soutenue par Infogrames passe par ce que les Américains surmontent l'« entertainment », programmes interactifs à vocation ludique et éducative à haute valeur ajoutée. Un marché essentiel très loin des jeux vidéo « classiques » actuellement disponibles.

« Les deux secteurs se côtoient mais visent en fait des marchés différents. C'est une lourde erreur que de les confondre. Chacun a son public et ses objectifs ». La société de Bruno Bonnell joue sur les deux terrains. Son association avec Philips dans le cadre du développement de produits interactifs haut de gamme sur CD-I devrait permettre de relever un défi dont l'enjeu essentiel est culturel. L'Europe saura-t-elle résister ?

DENIS FORTIER

Aux Etats-Unis

Le « New York Times » va acheter le « Boston Globe »

Le New York Times a annoncé, dans son édition du vendredi 11 juin, qu'il allait acheter le Boston Globe pour la somme de 1,1 milliard de dollars (6 milliards de francs). Cette opération a été approuvée par les conseils d'administration des deux sociétés. Le montant de la transaction serait, à en croire le quotidien new-yorkais, un record dans l'histoire de la presse quotidienne américaine.

L'accord prévoit le maintien de l'autonomie éditoriale et de gestion du Boston Globe ainsi que le maintien de la direction actuelle pendant cinq ans au moins. Des synergies seront néanmoins tentées dans le domaine de l'information et de la publicité. La négociation avait été révélée par le magazine Time, voici une dizaine de jours. Le Wall Street Journal avait ensuite confirmé, mais pour annoncer que l'accord avait échoué. Le New York Times et le Boston Globe sont parmi les quinze plus grands quotidiens des Etats-Unis. Le Times diffuse 1,14 million d'exemplaires payés par jour tandis que le Boston Globe culmine à plus de 500 000 exemplaires quotidiens.

Corinne Bouygues entre au conseil d'administration de TF1. — Corinne Bouygues, directrice générale de la régie publicitaire de TF1, a été nommée, jeudi 10 juin, membre du conseil d'administration de cette chaîne. La fille de Francis Bouygues remplace Philippe Bourrier, qui représentait les Editions mondiales et n'avait pas demandé le renouvellement de son mandat. Le conseil d'administration de TF1, réuni après cette assemblée, a « renouvelé sa confiance » au PDG Patrick Le Lay en « le confirmant dans ses fonctions ».

Précision. — Gérard Carreyrou, directeur de l'information de TF1 (et oco directeur de la rédaction, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 11 juin), nous prie de préciser, à propos de la controverse sur le rôle des médias relatée par la diffusion de la conférence de presse donnée le 8 juin par l'assassin de René Bouquet, que, ce jour-là, « TF1 a consacré trente minutes au meurtre de Bouquet ; quinze minutes à l'assassin mais dont huit à ses déclarations ».

participez au c

Le Credit local de l'Europe est

Le Credit local de l'Europe est

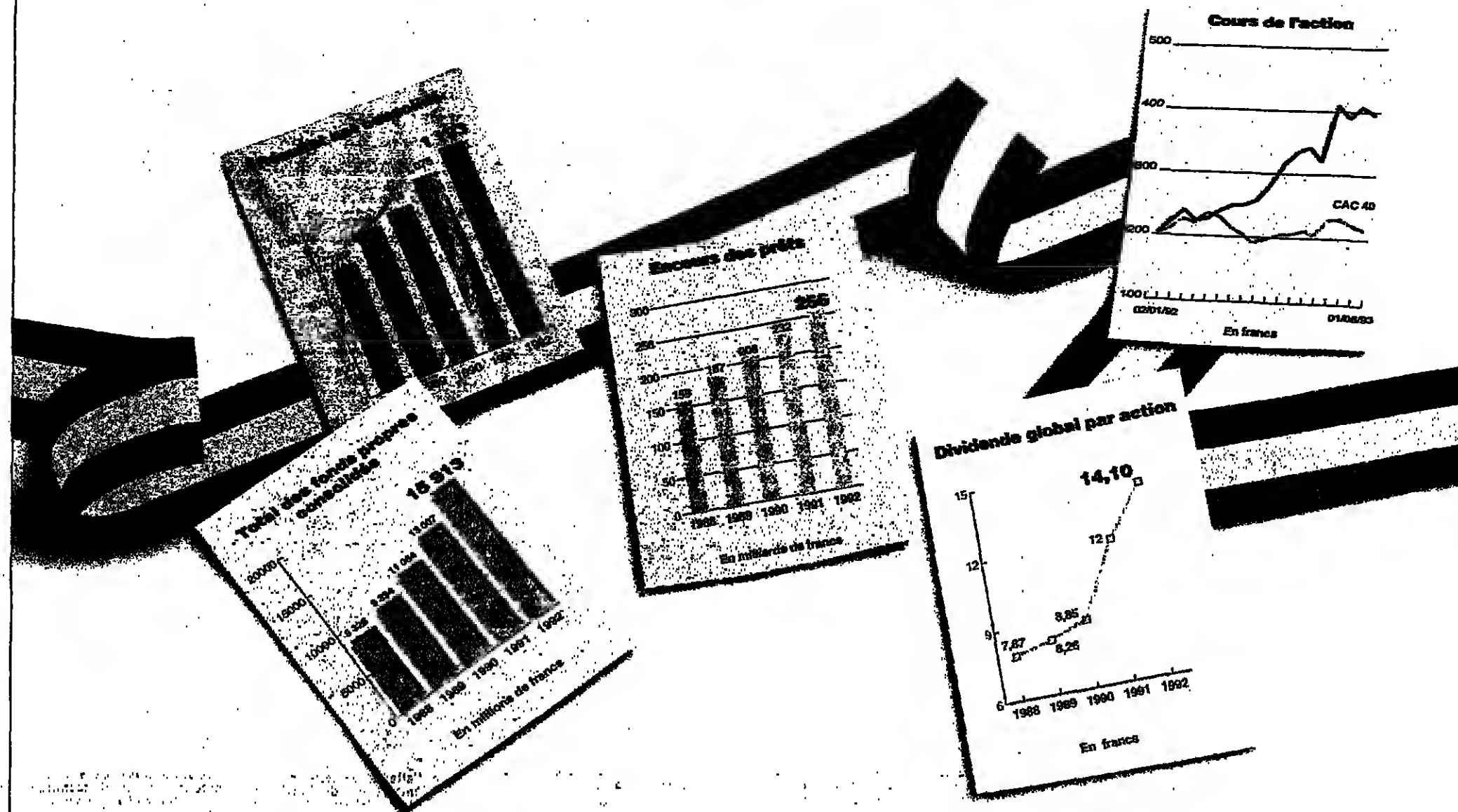
Bientôt, vous serez

Rejoignez les acti

مركز العمل

Première privatisation

Participez au capital du Crédit local de France : un capital de réussite



Le Crédit local de France est en plein développement, devenez actionnaire d'une entreprise performante.
Sa solidité financière (15,9 milliards de francs de fonds propres consolidés), son bénéfice net consolidé de 1 930 millions de francs, en augmentation de 12 % en moyenne par an depuis cinq ans, son développement international (en progression de 30 % par rapport à 1991), lui ouvrent des perspectives qui lui permettent d'être confiant dans l'avenir. En 1992, avec 68 % de hausse, le titre Crédit local de France est devenu une valeur de référence à la Bourse de Paris. Sa capitalisation boursière de l'ordre de 14 milliards de francs le classe parmi les 40 premières sociétés françaises cotées.

Le Crédit local de France aide à bâtir votre cadre de vie, devenez actionnaire d'une entreprise utile.
En 1992, le Crédit local de France a prêté 42 milliards de francs aux communes, départements et régions pour financer des écoles, des lycées, des hôpitaux, des routes, des équipements sportifs, des tramways, des bus... Partenaire financier des collectivités locales, le Crédit local de France finance aujourd'hui près d'un équipement sur deux.

Bientôt, vous aussi vous pourrez participer au capital du Crédit local de France.



Le financier du cadre de vie

Rejoignez les actionnaires du Crédit local de France

Aucune réservation d'achat ne peut être faite avant publication de la note d'opération visée par la COB. Un document de référence enregistré (visa COB n° R 93-016 du 4 juin 1993) est disponible sans frais chez votre intermédiaire financier ou au Crédit local de France. **N°Verl 05 19 93 05**

VIE DES ENTREPRISES

Alain Ferri nouveau
président de l'AFSBEmbellie
pour les sociétés
de Bourse

Alain Ferri, cinquante-six ans, président de la société de Bourse Ferri, a été nommé, jeudi 10 juin, à la présidence de l'Association française des sociétés de Bourse (AFSB), en remplacement de Pierre Esteve. Selon cette organisation patronale, après avoir réduit leurs pertes l'an dernier en francs contre 502 millions de francs en 1991 (le Monde du 7 mai), les quarante-quatre sociétés de Bourse en activité ont connu un redressement spectaculaire au premier trimestre : elles ont dégagé un bénéfice de 216 millions de francs.

« Une hirondelle ne fait pas le printemps », a rappelé M. Esteve, car, même si les résultats s'améliorent, l'épargne française ne revient toujours pas vers le marché des valeurs mobilières. Signe de ce désintérêt : le rôle essentiel que jouent les investisseurs étrangers sur le marché.

Les efforts
de modernisation

Détachant un tiers de la capitalisation boursière française, qui s'élève au total à 1 932 milliards de francs, ces intervenants représentent à eux seuls plus de 40 % des ordres passés. Saluant les efforts de modernisation et de transparence réalisés par la place, M. Ferri a tenu à rappeler qu'il faut remplir deux autres conditions pour permettre à la Bourse de se hisser parmi les premières du monde. L'une des clés est d'augmenter le nombre des valeurs cotées par le biais des privatisations, mais aussi par l'entrée d'autres sociétés.

La seconde tâche est que les intermédiaires apprennent à vendre à leurs clients le marché. « Il faut essayer de copier les Britanniques, mais uniquement sur ce point », a précisé le nouveau président de l'AFSB. Mais l'autonomisation et le tassement de l'activité impliquent aussi une réduction des emplois. La place, qui a réduit de 10,5 % ses effectifs l'an dernier, en les ramenant à 4 400, devrait encore enregistrer une baisse cette année. Le nombre de salariés devrait être proche des 4 000 au mois de décembre. Un niveau jugé « incompressible » par Jacques d'Auvigny, délégué général de l'association.

D. G.

Tandis que ses branches « parfums » et « bagages » demeurent prospères

LVMH souffre de la crise du champagne

« L'une de nos activités, le champagne, traverse une crise sans précédent. Ne nous faisons pas d'illusions : elle durera plusieurs années. » Devant les actionnaires réunis jeudi 10 juin, Bernard Arnault, président de LVMH (Louis Vuitton-Moët-Hennessy), n'a pas caché que ces difficultés pèseront sur les résultats du groupe cette année. Si les bénéfices du premier semestre seront inférieurs à ceux des six premiers mois de 1992, pour l'ensemble de l'année « l'objectif est d'avoir un résultat 1993 au moins égal à celui de l'exercice précédent », qui était de 3 milliards de francs.

D'un côté, en 1992, la branche « parfums » a enregistré une forte hausse de son bénéfice et l'activité « bagages » s'est maintenue. De l'autre, les résultats ont baissé dans le cognac en raison de la récession au Japon et ils ont fortement chuté dans le champagne. Le résultat opérationnel de ce secteur s'est dégradé

d'une année sur l'autre de 41 %. La rentabilité devrait encore se détériorer cette année. Ainsi, par exemple, les volumes de champagne expédiés par Moët et Chandon sont passés de 24,6 millions de bouteilles en 1990 à 19,4 millions l'an dernier. A cette chute de la consommation s'est ajoutée une hausse des prix de revient en raison du coût élevé des récoltes de 1989 et 1990.

Le champagne, vendu pour les trois quarts sur les marchés européens, subit de plein fouet la récession. Les grandes marques ont été plus touchées que les autres au prix plus attractifs et la part de marché de LVMH est tombée de 21 % à 19 %. Les stocks actuels représentent cinq années de vente.

Pour faire face à cette situation, pour la première fois les maisons de champagne sont obligées de licencier. Moët et Chandon devait ainsi supprimer deux cents à trois cents emplois (le Monde du 22 mai).

« Nous croyons en l'avenir du champagne », a précisé Bernard Arnault, soulignant que, si les maisons doivent faire des efforts, l'interprofession doit également agir sur les stocks et les prix. Pour tenter de rétablir l'équilibre économique de la région champenoise, elle a adopté un plan triennal limitant le rendement des vendanges.

Toujours dans cet esprit, vingt et une grandes marques viennent de signer un accord avec sept cents restaurants français, afin de relancer la consommation par une baisse des tarifs. Les restaurateurs se sont engagés jusqu'au 31 décembre à diminuer le prix des bouteilles vendues, tandis que les firmes leur consentiront des remises. Si l'expérience s'avère concluante, elle sera étendue aux cent mille restaurants français, qui représentent 24 % des ventes de champagne.

DOMINIQUE GALLOIS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTAT

Case-Pochain persiste dans le déficit. — Case-Pochain, le constructeur français d'engins agricoles et de chantier, devrait enregistrer une baisse importante de son chiffre d'affaires en 1993, a annoncé, jeudi 10 juin, Jacques Rieunier, président du conseil d'administration. Toutefois, il espère que les pertes courantes pour 1993 ne dépasseront pas le seuil critique des 311 millions de francs atteint en 1992, malgré les rationalisations menées sans relâche depuis 1990. « La reprise n'est pas là, et on ne peut l'anticiper que pour 1994 », a-t-il ajouté, ce qui amènera la société, dont l'actionnaire majoritaire est le groupe américain Tenneco, à recourir de nouveau au chômage partiel sur certains sites.

CAPITAL

La CSEE va lancer une augmentation de capital de 346 millions de francs. — La CSEE (ex-Compagnie des signaux) va lancer lundi 21 juin une augmentation de capital de 346 millions de francs, au prix d'émission de 450 F l'action, a indiqué jeudi 10 juin le groupe d'électronique professionnelle et militaire. Cette augmentation, par l'émission de 768 814 actions nou-

velles assorties chacune d'un bon de souscription d'action, permettra de financer les récentes acquisitions de Véritel et SECRE, dont le prix global a avoisiné les 150 millions de francs. Elle permettra aussi de renforcer les fonds propres du groupe, qui s'élèvent aujourd'hui à 280 millions de francs et devraient dépasser les 700 millions de francs d'ici la fin de l'année. L'augmentation de capital sera suivie par le groupe d'investisseurs Quadral et le holding italien Finmeccanica, les deux principaux actionnaires de la CSEE, avec respectivement 38 % et 33 % du capital.

OPA

La deuxième OPA de Gehe sur l'OPC est déclarée recevable. — La deuxième offre publique d'achat (OPA) de la société allemande Gehe sur le répartiteur français Office commercial pharmaceutique (OCP) a été déclarée recevable par le Conseil des Bourses de valeurs. Cette nouvelle offre avait été annoncée par Gehe, lundi 7 juin (le Monde du 9 juin). Elle est en concurrence avec une autre présentée par Aura Expansion, une filiale de la société Cooper. Gehe se propose d'acquiescer les actions OCP au prix de 985 F par titre. L'offre

d'Aura Expansion est de 865 F par titre.

CRISE

Lapéroneuse en cessation de paiements. — Le restaurant parisien Lapéroneuse vient de se déclarer en cessation de paiements. Le tribunal de commerce doit se prononcer lundi 14 juin. Ce célèbre restaurant parisien, le plus ancien des quais de la Seine, emploie vingt-cinq salariés. Il avait récemment engagé pour diriger ses cuisines Gabriel Biscay, meilleur ouvrier de France, qui avait renouvelé le décor et la cuisine. Selon la direction, cette cessation de paiements est due à « une chute de 30 % du chiffre d'affaires en janvier, février, mars à cause de la mauvaise conjonction économique ».

VENTE

Rhône-Poulenc cède « Céramiques et Composites ». — La cession de « Céramiques et Composites » à des cadres de l'entreprise, dont le principe avait été annoncé par le chimiste français Rhône-Poulenc le 21 janvier, a été finalisée lundi 7 juin. Céramiques et Composites est implantée à Bazet (Hautes-Pyrénées). Son capital est détenu depuis 1985 par Rhône-Poulenc (90 %) et par Aérospatiale (10 %). Cette société emploie 85 personnes et a réalisé en 1991 un chiffre d'affaires de 57 millions de francs.

ACHAT

Marine-Wendel (holding de la famille de Wendel) acquiert Reynolds. — Marine-Wendel, holding de la famille de Wendel contrôlant la Compagnie générale d'Industrie et de participations (CGIP), a annoncé avoir conclu un accord avec les membres de la famille Regnaud, pour prendre le contrôle de Regnaud Reynolds, leader en France sur le marché de l'écrêtur. Cette opération s'inscrit dans le cadre de la politique d'investissements diversifiés que Marine-Wendel souhaite développer, parallèlement à son rôle d'actionnaire de contrôle de la CGIP. Etablie à Valenciennes, Reynolds réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 360 millions de francs dans les stylos à bille, à plume, les feutres et effaceurs.

NOTATION

Standard and Poor's optimiste sur le retour d'IBM aux bénéfices en 1994. — La firme de notation financière Standard and Poor's (Stand P) estime que « la combinaison d'un climat plus favorable pour ses activités et de ses efforts de restructuration devrait permettre à IBM de réaliser à nouveau des bénéfices en 1994 ». « Anticipant sur cette amélioration », S and P a annoncé avoir confirmé ses notes « AA- » et « A-1 plus » pour la dette principale et les billets de trésorerie de la firme informatique. La politique financière « conservatrice » menée par la direction d'IBM continue de bénéficier à la notation de la firme, souligne S and P. Elle précise cependant que le géant de l'informatique « aura du mal » à renouer avec les bénéfices dès cette année en raison du marasme général des affaires. S and P prévoit une perte d'exploitation « modeste » pour l'année 1993.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Actionnaires de TOTAL, pour la première
fois vous pouvez obtenir le paiement de
votre dividende en actions.

du 14 juin au 9 juillet 1993 inclus

L'Assemblée Générale des Actionnaires de TOTAL, réunie le 2 juin 1993, a décidé d'offrir à chaque actionnaire la possibilité de choisir entre le paiement en espèces et le paiement en actions du dividende de l'exercice 1992, soit F 7 net par action.

PAIEMENT EN ACTIONS

Prix d'émission des actions remises en paiement du dividende : F 225. Ce prix correspond à 90 % de la moyenne des premiers cours cotés lors des 20 séances de bourse ayant précédé le jour de l'Assemblée Générale, diminuée du montant net du dividende et arrondi au franc supérieur. Le 2 juin 1993, jour de l'Assemblée Générale, l'action TOTAL, coupon attaché, cotait 264,50 francs à l'ouverture.

Rompus : Lorsque les dividendes ne donnent pas droit à un nombre entier d'actions, l'actionnaire peut demander la quantité immédiatement inférieure complétée d'une seule action en espèces, ou la quantité immédiatement supérieure en versant la différence en numéraire au moment de sa demande.

Délai : Les actionnaires pourront choisir cette option du 14 juin au 9 juillet 1993 inclus en s'adressant à leur intermédiaire financier ; passé cette date, le paiement s'effectuera uniquement en espèces à partir du 30 juillet 1993.

Jouissance : les actions nouvelles porteront jouissance du 1^{er} janvier 1993.

PAIEMENT EN NUMÉRAIRE

Délai : Les actionnaires ont la possibilité de demander du 14 juin 1993 au 9 juillet 1993 inclus le paiement immédiat du dividende en espèces. Passé cette date, le paiement du dividende se fera à partir du 30 juillet 1993.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

SERVICES AUX ACTIONNAIRES

42.91.32.51



Pour TOTAL, 24 cours Michel de 47, 92069 Paris-La Défense - Minut 3614 Code Totalaction.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 11 juin ↑ Indécise

La tendance était indécise vendredi 11 juin à la Bourse de Paris pour la dernière séance de la semaine. Après avoir ouvert en baisse de 0,29 % dans un marché très calme, les valeurs françaises ont continué de s'affaiblir au cours de la matinée. Pourtant, peu après la mi-journée, la tendance s'inversa et l'indice CAC 40 reprit un peu de hauteur en s'élevant de 0,13 %. Plus tard, au démarrage de la place, le principal indicateur de la place progressait de 0,7 % à 1 912,85 points.

Les opérateurs étaient plus prudents en fin de semaine en attendant une nouvelle détermination des taux d'intérêt en France après la réduction des taux au Danemark ces derniers jours. Les espoirs de complémentation de la politique monétaire française interviendraient que les Allemands prennent une initiative similaire. Les opérateurs ant-

ment que le Bundesbank ne modifie pas sa politique avant le 1^{er} juillet.

Les épargnants s'interrogent sur l'opportunité de souscrire à la fin du mois l'emprunt d'Etat. Les gestionnaires sont convaincus qu'il rencontrerait le succès.

Des investisseurs s'intéressent également à des titres américains, notamment dans le domaine des semi-conducteurs.

Les valeurs pétrolières qui avaient bien monté ces derniers jours subissent quelques prises de bénéfices, mais sans conséquence.

Parmi les titres en hausse, à noter, on relève Eldorado Bagin Say (3,7 % pour 51 000 francs), Worms et C. qui gagnait 3,4 % pour 47 000 francs. En revanche, CSE qui avait lancé une augmentation de capital de 350 millions de francs, cédait 4,5 %.

NEW-YORK, 10 juin ↓ Sous les 3 500 points

La chute du titre Minnesota Mining and Manufacturing (3M), due aux prévisions de résultats financiers au deuxième trimestre inférieures aux attentes, a entraîné Wall Street à la baisse, jeudi 10 juin, à l'issue d'une séance par ailleurs peu mouvementée. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé la journée à 3 481,72 points en baisse de 20,21 points, soit un repli de 0,58 %. L'action 3M, qui a perdu 10 dollars à 106 3/4, est de loin la principale responsable du recul du principal baromètre de Wall Street. Le volume des échanges est toutefois resté inférieur à la moyenne avec quelque 231 millions de valeurs traitées. Les titres en hausse ont été moins nombreux que les valeurs en baisse : 788 contre 1 033, alors que 886 actions sont restées inchangées.

La chute du titre 3M est intervenue sur un marché déjà nerveux avant la publication le 11 juin de l'indice des prix de gros pour mai, qui sera suivi mardi 15 juin par les prix de détail, ont noté des analystes. De son côté, Joe Lofgren, analyste chez Lehman Brothers, a expliqué la ten-

dence par un ralentissement anticipé de l'activité en été.

Les indices économiques publiés dans la matinée — une baisse moderne des demandes d'allocation chômage hebdomadaire et une progression des investissements des entreprises en 1993 — ont été ignorés par les investisseurs, selon d'autres analystes.

VALEURS	COURS DU 9 juin	COURS DU 10 juin
Alcoa	67,34	67,38
AT&T	61,68	61,72
Bell	38,34	38,32
Chemical Bank	28,38	28,32
De Beers	12,28	12,28
Dynalene	30	30,04
East	87,38	87,38
East	34,34	34,34
General Electric	53,38	53,38
General Motors	40,78	41,18
Goodyear	32,34	32,34
IBM	52,34	52,32
ITT	52,34	52,32
Johnson & Johnson	69,38	69,34
Kimberly	12,34	12,34
Lincoln	66,18	66,12
Lockheed	120,78	120,34
McDonald	18,34	18,34
United Tech	62,34	62,32
Wendell	18	18,78
Wendell	74,34	74,34

LONDRES, 10 juin ↓ Rechute

Les valeurs ont subi une rechute, jeudi 10 juin, à la Bourse de Londres après leur forte hausse de la veille, victimes de l'incertitude sur la situation politique britannique. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en baisse de 8,8 points, soit 0,2 % à 2 892 points. Les investisseurs ont porté sur 809,2 millions d'actions contre 868,8 millions la veille.

Le marché a terminé à l'effacement par la crise de confiance envers le premier ministre, John Major, après le réajustement prononcé jeudi par l'échiquier de l'échiquier Norman Lamont, et cette faiblesse s'est répétée sur le marché comptant. Par ailleurs, les espoirs de baisse des taux d'intérêt se sont dissipés après un discours sans concession du futur

gouverneur de la Banque d'Angleterre, Eddie George, mercredi 9 juin. Les boursières, les marchés de construction et les immobiliers ont perdu du terrain. Les alimentaires, les banques et les pétroliers ont été fermes.

VALEURS	Cours du 9 juin	Cours du 10 juin
Alfred Upton	6,38	6,36
B.P.	2,08	2,14
B.T.	6,14	6,11
De Beers	4,48	4,47
De Beers	11,28	11,43
De Beers	11,28	11,43
E.I.S.	25,50	25,00
ICI	4,82	4,81
ICI	11,38	11,38
ICI	4,47	4,48
ICI	6,28	6,21
ICI	10,32	10,31

TOKYO, 11 juin = Stable

Les valeurs ont terminé sur une note stable, vendredi 11 juin, à la Bourse de Tokyo. Au terme des transactions, l'indice Nikkei a gagné 7,53 points à 20 500,95, soit une avance marginale de 0,04 %. Environ 850 millions de titres ont été échangés.

Le marché s'est abîmé bien réagi à l'arrivée à échéance des contrats à terme sur l'indice du mois de mai, mais des prises de bénéfices sont intervenues après la publication de l'étude de conjoncture trimestrielle de la Banque du Japon.

(Des fonds d'investissement, des fonds de retraite publics et des com-

CHANGES

Dollar : 5,48 F ↓

Le dollar s'inscrivait en baisse vendredi 11 juin sous l'effet de prises de bénéfices et se redressait également face au yen. A Paris, la monnaie américaine cotait 5,48 francs contre 5,50 la veille au cours indicatif de la Banque de France.

	10 juin	11 juin
FRANCOFORT	10,10	10,10
Dollar (en DM)	1,4310	1,4289
TOKYO	10,10	10,10
Dollar (en yen)	186,20	186,32

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (11 juin) : 758-734 %

New-York (10 juin) : 3 %

BOURSES

9 juin 10 juin
Indice général CAC : 1 912,85 1 912,85
SBF base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 : 1 912,85 1 912,85

NEW-YORK (indice Dow Jones)
Industrielles : 3 511,65 3 492,51
Londres (indice Financial Times)
100 valeurs : 2 866,96 2 869
30 valeurs : 2 248,50 2 238,29
Fonds d'Etat : 95,32 95,36

FRANCOFORT
Dax : 1 675,97
10 juin 11 juin
Nikkei Dow Jones : 20 500,95 20 500,95
Indice général : 1 675,97 1 675,97

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	5,4740	5,4730	5,4296	5,4320
Yen (100)	5,1413	5,1420	5,0940	5,0981
DM	6,5759	6,5748	6,5708	6,5708
Deutschmark	3,5617	3,5622	3,5399	3,5411
Franc suisse	3,7590	3,7594	3,7598	3,7594
Lire italienne (1000)	3,6850	3,6857	3,6871	3,6869
Livre sterling	3,2855	3,2857	3,2857	3,2855
Peseta (100)	4,3855	4,3851	4,3992	4,3988

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E.U.	3 1/8	3 1/4	3 1/4	3 3/8	3 7/16	3 9/16
Yen (100)	3 1/8	3 1/4	3 1/8	3 3/8	3 7/16	3 9/16
DM	7 13/16	7 13/16	7 7/16	7 7/16	7 3/16	7 5/16
Deutschmark	7 13/16	7 13/16	7 1/2	7 3/8	7 3/16	7 5/16
Franc suisse	5 1/16	5 1/16	5 1/16	5 3/16	4 13/16	5 1/16
Lire italienne (1000)	18 3/8	18 3/8	18 3/8	18 3/8	18 3/8	18 3/8
Livre sterling	5 7/8	5 7/8	5 13/16	5 13/16	5 13/16	5 13/16
Peseta (100)	11 7/8	12 3/8	11 1/4	11 1/2	10 7/8	10 7/8
FRANC FRANÇAIS	7 1/2	7 5/8	7 1/4	7 3/8	7 1/8	7 1/8

Ces cours indicatifs, prisés sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU 11

VALEURS	COURS DU 10 juin	COURS DU 11 juin
Alcoa	67,34	67,38
AT&T	61,68	61,72
Bell	38,34	38,32
Chemical Bank	28,38	28,32
De Beers	12,28	12,28
Dynalene	30	30,04
East	87,38	87,38
East	34,34	34,34
General Electric	53,38	53,38
General Motors	40,78	41,18
Goodyear	32,34	32,34
IBM	52,34	52,32
ITT	52,34	52,32
Johnson & Johnson	69,38	69,34
Kimberly	12,34	12,34
Lincoln	66,18	66,12
Lockheed	120,78	120,34
McDonald	18,34	18,34
United Tech	62,34	62,32
Wendell	18	18,78
Wendell	74,34	74,34

Comptant

VALEURS	Cours du 10 juin	Cours du 11 juin
Alfred Upton	6,38	6,36
B.P.	2,08	2,14
B.T.	6,14	6,11
De Beers	4,48	4,47
De Beers	11,28	11,43
De Beers	11,28	11,43
E.I.S.	25,50	25,00
ICI	4,82	4,81
ICI	11,38	11,38
ICI	4,47	4,48
ICI	6,28	6,21
ICI	10,32	10,31

VALEURS	Cours du 10 juin	Cours du 11 juin
Alfred Upton	6,38	6,36
B.P.	2,08	2,14
B.T.	6,14	6,11
De Beers	4,48	4,47
De Beers	11,28	11,43
De Beers	11,28	11,43
E.I.S.	25,50	25,00
ICI	4,82	4,81
ICI	11,38	11,38
ICI	4,47	4,48
ICI	6,28	6,21
ICI	10,32	10,31

VALEURS	Cours du 10 juin	Cours du 11 juin
Alfred Upton	6,38	6,36
B.P.	2,08	2,14

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 11 JUIN

Règlement mensuel																							
VALEURS					VALEURS					VALEURS					VALEURS								
Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%						
5570	CALTEX INC.	6530	1800	1820	-0.38	400	Orinco Ind. France	415	400	408	0.50	255	Lafarge	288	258	258	-0.78	355	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1085	BLUP, T.P.	1078	1078	1078	0.00	400	C. Lyden, C.P.	863	861	871	+1.21	423	Lafarge	4160	4120	4078	-2.02	640	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
910	C. Lyden, T.P.	921	925	945	+2.81	400	C. Lyden, C.P.	1250	1241	1241	0.00	423	Lafarge	2513	2531	2482	-0.84	1010	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Recherch. T.P.	1825	1825	1825	0.00	400	C. Lyden, C.P.	1250	1241	1241	0.00	423	Lafarge	2513	2531	2482	-0.84	1010	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1810	Recherch. T.P.	1825	1825	1825	0.00	400	C. Lyden, C.P.	1250	1241	1241	0.00	423	Lafarge	2513	2531	2482	-0.84	1010	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1123	Recherch. T.P.	1138	1138	1140	+0.18	400	C. Lyden, C.P.	1250	1241	1241	0.00	423	Lafarge	2513	2531	2482	-0.84	1010	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
911	Thomson T.P.	925	928	938	-1.73	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1085	Recherch. T.P.	1078	1078	1078	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
806	Alcatel	752	757	777	+2.63	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
820	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00	330	Enron Corp.	389.70	366.90	384.70	-1.35
1885	Alcatel-Mothel	648	648	648	0.00	3880	Dumont	3710	3710	3720	+0.27	3880	Dumont	688	688	688	0.00						

Comptant (sélection)[illegible]**SICAV** (sélection)

VALUES	Emmission Frais Inc.	Rechart next	VALUES	Emmission Frais Inc.	Rechart next	VALUES	Emmission Frais Inc.	Rechart next
Action	2342 10	225 99	Façon Garantie	272 08	272 34	Prévoir Capitalisation...	1749 16	1715 20
Admission C & O	3116 07	31445 07	Façon Obligations	478 13	474 39	Prévoir Opportunités...	133 28	128 45
Amélior. gen.	7612 73	7320 99	Façon	486 24	472 01	Prévoir Penalties...	618 54	580 45
Amélior. sp.	108 08	586 17	Façon Pénalités	118 08	112 79	Prévoir Retards...	249 34	204 52
Amélior. sp. (cont.)	7150 29	7192 60	Façon Pénalités (cont.)	1182 13	1128 50	Prévoir Retards (cont.)	108 18	108 18
Amélior. sp. (cont.)	7298 07	7283 07	Façon Pénalités (cont.)	39 69	38 98	Prévoir Retards (cont.)	1289 28	1257 81
Amélior. sp. (cont.)	3256 36	3256 36	Façon Pénalités (cont.)	48 08	48 98	Prévoir Retards (cont.)	1451 51	1421 87
Amélior. sp. (cont.)	1146 18	1146 18	Façon Pénalités (cont.)	248 48	244 01	Prévoir Retards (cont.)	8037 18	8031 16
Amélior. sp. (cont.)	688 29	659 84	Façon Pénalités (cont.)	197 50	193 83	Prévoir Retards (cont.)	7279 32	7279 32
Amélior. sp. (cont.)	1453 26	1453 26	Façon Pénalités (cont.)	184 18	184 18	Prévoir Retards (cont.)	10234 13	1013 12
Amélior. sp. (cont.)	1885 48	1248 51	G&H Roadworks	5577 01	5494 59	Prévoir Retards (cont.)	32428 58	32428 58
Amélior. sp. (cont.)	153 43	181 08	G&H Roadworks	16791 93	16708 28	Prévoir Retards (cont.)	1073 94	1047 65
Amélior. sp. (cont.)	8612 04	8612 04	G&H Roadworks	1407 36	148 22	Prévoir Retards (cont.)	143 26	139 76
Amélior. sp. (cont.)	1032 87	1032 87	G&H Roadworks	163 32	159 33	Prévoir Retards (cont.)	186 37	186 37
Amélior. sp. (cont.)	604 84	604 84	G&H Roadworks	15420 58	15420 58	Prévoir Retards (cont.)	5557 27	5502 25
Amélior. sp. (cont.)	126 43	126 43	G&H Roadworks	1091 44	1091 44	Prévoir Retards (cont.)	1186 21	1186 21
Amélior. sp. (cont.)	124 99	125 42	G&H Roadworks	10250 09	10250 09	Prévoir Retards (cont.)	5209 13	524 48
Amélior. sp. (cont.)	125 83	121 97	G&H Roadworks	10378 10	10359 33	Prévoir Retards (cont.)	12270 08	12270 08
Amélior. sp. (cont.)	125 83	121 97	G&H Roadworks	111401 84	110160 50	Prévoir Retards (cont.)	809 84	779 82
Amélior. sp. (cont.)	140 16	150 65	G&H Roadworks	10208 09	10580 27	Prévoir Retards (cont.)	734 07	718 84
Amélior. sp. (cont.)	140 16	154 14	G&H Roadworks	10208 09	10580 27	Prévoir Retards (cont.)	16320 10	16320 10
Amélior. sp. (cont.)	118 75	118 75	G&H Roadworks	123 69	118 75	Prévoir Retards (cont.)	1912 31	1912 31
Amélior. sp. (cont.)	181 97	181 97	G&H Roadworks	129 41	118 75	Prévoir Retards (cont.)	1322 68	1298 52
Amélior. sp. (cont.)	131 85	128 01	G&H Roadworks	37 84	317 33	Prévoir Retards (cont.)	1532 54	1432 84
Amélior. sp. (cont.)	1109 59	1081 03	G&H Roadworks	2481 25	2447 54	Prévoir Retards (cont.)	734 07	728 28
Amélior. sp. (cont.)	1081 03	1073 14	G&H Roadworks	11708 28	11708 28	Prévoir Retards (cont.)	2028 84	2028 84
Amélior. sp. (cont.)	684 45	684 45	G&H Roadworks	3442 34	3442 34	Prévoir Retards (cont.)	1123 09	1123 09
Amélior. sp. (cont.)	8914 47	8909 50	G&H Roadworks	11708 28	11718 92	Prévoir Retards (cont.)	1123 09	1123 09
Amélior. sp. (cont.)	7371 83	7222 08	G&H Roadworks	2272 80	2250 48	Prévoir Retards (cont.)	1280 19	1255 00
Amélior. sp. (cont.)	1458 37	1451 62	G&H Roadworks	65 73	59 76	Prévoir Retards (cont.)	432 72	441 19
Amélior. sp. (cont.)	807 33	807 33	G&H Roadworks	117 45	116 45	Prévoir Retards (cont.)	1460 51	1467 59
Amélior. sp. (cont.)	471 73	467 59	G&H Roadworks	10389 07	10356 41	Prévoir Retards (cont.)	772 82	767 82
Amélior. sp. (cont.)	1435 10	1405 99	G&H Roadworks	7537 05	7537 05	Prévoir Retards (cont.)	429 13	417 84
Amélior. sp. (cont.)	745 46	738 46	G&H Roadworks	38985 05	38985 05	Prévoir Retards (cont.)	100 20	76 93

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

COURS INDICATIFS	COURS prix	COURS 11/6	COURS ach
Exon Unie (1 ust.)	8 507		
Exu	338		
Albernaz (100 cm)	385 242		322
Balgéne (100 P)	18 355		18
Pays-Bas (100 P)	299 800		288
Isle (1000 P)	3 695		
Danmark (100 fard)	87 850		84
Islande (1 jup)	9 198		9
Isle-Grange (1 L)	3 676		
Grande (100 chaudière)	3 470		
Suisse (100 P)	374 410		362
Suède (100 km)	78 480		
Marborge (100 L)	78 620		
Australie (102 jup)	47 778		46
Capagne (100 pas)	4 389		
Portugal (100 est)	3 556		
Genève (1 S est)	2 917		
5000-1190 pas	6 207		5

Marché libre de l'or

6 DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COUR 11/6
52	vente	Or fin 640 en barres	55,220	54,800
18		Or fin 200 ingots	55,800	55,100
9		Napoléon (20)	388	370
14		300 Pcs (10 %)	340	
32		Pices Suisse (20 %)	369	377
8		Pices Latine (20 %)	398	388
5		Souverain	471	472
32		Pice 20 dollars	2330	2320
7		Pice 10 dollars	1112	1112
4		Pice 5 dollars	600	
1		Pice 50 francs	2400	2400
1		Pice 100 francs	385	384

A BOURSE SUR MINTEL

36-15

Marché à terme international de France MATIF

Cotation du 10 juin 1993

NOTIONNEL 10 %

Nombre de contrats estimés : 193 693

CAC 40 A TERME

Volume : 2 603

COURS	Jun 93	Sept. 93	Déc. 93	COURS	Jun 93	Juillet 93	Août 93
Dernier —	118,18	117,96	117,40	Dernier —	1 906	1 901	1 914,50
Précédent	118	117,80	117,20	Précédent	NC	NC	NC

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

CARNET DU Monde

Naissances

Marion et Louis TAYOL, Jeanne et Jules, nait la très grande joie d'annoncer la naissance de

Joseph, le 9 juin 1993, 108, avenue de Saxe, 69003 Lyon.

Nadine et Jean MESSINIER ont la joie d'annoncer la naissance de Paul et Dimitri, à Paris, le 7 décembre 1992.

2, avenue Frédéric-le-Play, 75007 Paris.

Mariages

Alix de LA PORTE des VAUX, Martia BRISAC,

ont la joie d'annoncer leur mariage, le 11 juin 1993, à Paris.

1, rue d'Assas, 75006 Paris.

Décès

Fernex-Voltaire.

M. Martin Ganchon-Bardoux, M. et M^{me} Bardoux-Tefahi et Caroline, M. Nicolas Bardoux, M^{me} Jocette Bardoux, Ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

M. Michel BARDOUX, chevalier de la Légion d'honneur, décoré de l'Ordre national du Mérite à titre militaire, médaille des Evadés,

survenu le 9 juin 1993 dans sa soixante-douzième année.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Fernex-Voltaire, le vendredi 11 juin, suivies d'une crémation à Annecy.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Didier Béraud, ses enfants et ses petits-enfants, Robert et Yvonne Girard, André et Eliane Girard, Yvette Girard, leurs enfants et petits-enfants, font part du décès, survenu le 8 juin 1993, de

Jeanne GIRARD-BÉRAUD, chevalier des Arts et des Lettres.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Châteaufort-du-Pape (Vaucluse).

Cette annonce tient lieu de faire-part.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité, à Châteaufort-du-Pape (Vaucluse).

— M. et M^{me} Jacques Villiers, M^{me} Huguette Weiller, leurs enfants et petits-enfants, M. et M^{me} Jean-Jacques Carrance, ont la douleur de faire part du décès de

M. Mathieu LOB,

survenu le 6 juin 1993, dans sa quatre-vingt-seizième année.

L'inhumation a eu lieu le 9 juin dans la stricte intimité familiale.

68, boulevard Périère, 75017 Paris.

— Pau. Givora.

Guy et Michèle Martinière, André et Paulette Martinière, Les familles Martinière, Statas et Cuzen, Parents, alliés et amis, ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Georges MARTINIÈRE, ancien pilote de chasse, résistant 1939-1945, membre de l'Association Les Vieilles Tiges, survenu le 5 juin 1993.

Les obsèques ont eu lieu à Givora (Rhône), le 10 juin, dans l'intimité familiale.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

6, allée de la Roseaie, 38240 Meylan.

— Ses amis ont la tristesse de faire part du décès de

Engèle CLARENCE BRAUN-MUNK,

survenue le 2 juin 1993, à Paris.

Une cérémonie religieuse sera célébrée en la chapelle de Jésus-Enfant, 29, rue Las-Casse, Paris-7^e, le mercredi 16 juin, à 19 heures.

— Genevieve McMillan, son épouse, Jacques et Marie-Nicole, ses enfants, Clémentine et Violette, ses petites-filles, Les familles Busse, Choissard, Cordeau, Collin, Et tous ses amis, ont la tristesse de faire part du décès de

Duncan McMILLAN, diplômé EHEC, professeur émérite de l'université d'Edimbourg, chevalier de la Légion d'honneur,

survenu brutalement, le 1^{er} juin 1993, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

Selon son désir, il a été incinéré et ses cendres seront dispersées en baie de Saint-Brieuc.

11, rue des Prés-Hauts, 92290 Châtenay-Malabry, 14, chaussée de Wavre, 1330 Rixensart (Belgique).

— M^{me} Madeleine Mellottée, son épouse, M. et M^{me} Henry Mellottée, M. et M^{me} Christian Mellottée, ses enfants, Antoine, Julien, Benoît et Claire, ses petits-enfants, Et toute la famille, font part du décès de

M. Robert MELLOTTÉE, avec général honoraire à la Cour de cassation, officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre national du Mérite,

survenu le 7 juin 1993, à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

La cérémonie religieuse et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

9, rue Chernoviz, 75016 Paris.

— M^{me} Rodolphe Metzdorf, M. et M^{me} Robert Metzdorf, M^{me} Marie-Genevieve Metzdorf, M^{me} Berthe Herbaveaux, Les familles Herbaveaux, Azria, Duvion et Rucier, ont la douleur de faire part du décès de

M. Rodolphe METZDORF, conseiller maître honoraire à la Cour des comptes, officier de la Légion d'honneur,

leur épouse, père, frère, oncle et cousin, survenu le 8 juin 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 14 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Jacques, 167, boulevard Bineau, à Neuilly (Hauts-de-Seine).

L'inhumation aura lieu au cimetière ancien d'Eauboune (Val-d'Oise), dans le caveau de famille.

41, boulevard du Château, 92200 Neuilly.

— Christian Picard, son épouse, Marie-Christine et Jean-Bernard Zuber, ses enfants, Christophe, Laurent, Julien, Antoine, Julie et Benjamin, ses petits-enfants, ont le chagrin de faire part du décès de

Colette PICARD, née Ferny,

survenue le 9 juin 1993, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 15 juin, à 8 h 30, en l'église Saint-Médard, Paris-5.

L'inhumation aura lieu le même jour à Etel (Morbihan).

M. et M^{me} Zuber, 15, boulevard Henri-IV, 75004 Paris.

— François Wahl a le chagrin de faire part de la mort de l'écrivain cubain

Severo SARDUY,

le 8 juin 1993.

L'inhumation a eu lieu à Thiais, dans l'intimité.

89, boulevard Pasteur, 75015 Paris.

(Lire page 16.)

— Nous apprenons le décès, survenu jeudi 10 juin 1993, de

Daniel SUDAN, maître de Montange (Moselle), conseiller général.

[Né le 25 février 1922 à Védrette (Moselle), Daniel Sudan, pharmacien, était conseiller général RPR de Montange (Moselle) depuis 1970 et maître de Montange depuis 1977. Vice-président de l'Assemblée départementale, chef de l'opposition, il avait représenté la Moselle au conseil régional de Lorraine de 1978 à 1982. Il était également président du conseil d'administration, d'urbanisme et d'aménagement de la Moselle.]

— Saint-Etienne, Montreuil-Bellay.

Mireille et André Moutin, René et Stanislas Bouchard, Anne-Claire, Jean-François, Sylvie Moutin, François et Jean-Pierre Martel, Isabelle et Odette Martel, Chantal et Laila J. Ostberg, Nils-Eric, Charlotte Ostberg, Roseline Tardy,

Ses filles, Et leurs familles, Jacqueline et François Miron de l'Espérance, Patrick et Isabelle Miron de l'Espérance, France et Bertrand de Chateaufort, Denise et Pierre Colod, Michel et Elisabeth Colod et leurs enfants, Christine et Jean-Michel Derobert et leurs enfants, Brigitte et André Davis et leurs enfants, Florence et Bruno Senechal et leur fille, Paule Tardy, Yvonne et Michel Goyet, Albert et Isabelle Goyet et leurs enfants, Blandine et Yves Emery et leurs enfants, Christophe Goyet, Denis et Anne-Sophie Goyet, Bernadette et Michel Bariez, Bertrand et Genevieve Bariez et leurs fils, Olivier et Sylvie Bariez et leur fille, Nathalie Bariez, Ses belles-filles, Et leurs familles, Les familles Trastour, Tardy, Et leurs proches, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Jean TARDY, née Simone Trastour,

survenue le 9 juin 1993, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Louis, à Saint-Etienne le samedi 12 juin, à 10 heures, suivie de l'inhumation à Saint-Jean-Bonnefonds.

Anniversaires

— Il y a dix-huit ans, nous quittais

Françoise DUCASSE, épouse Pégia Leblanc.

Ayez une pensée à sa mémoire.

CARNET DU MONDE

Renseignements :

40-85-29-94 ou 40-85-29-98

Les avis peuvent être modérés

LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 9 h

au siège du journal.

16, rue Faidherbe, 75018 Paris

Tél. : 208 908 F

Téléfax : 45-66-77-13

Tout de la ligne H.T.

Tous les rubriques : 100 F

Abonnés et actionnaires : 90 F

Communications diverses : 105 F

Thèmes étudiants : 60 F

Les livres en capitales grasses sont

facturés sur la base de deux lignes.

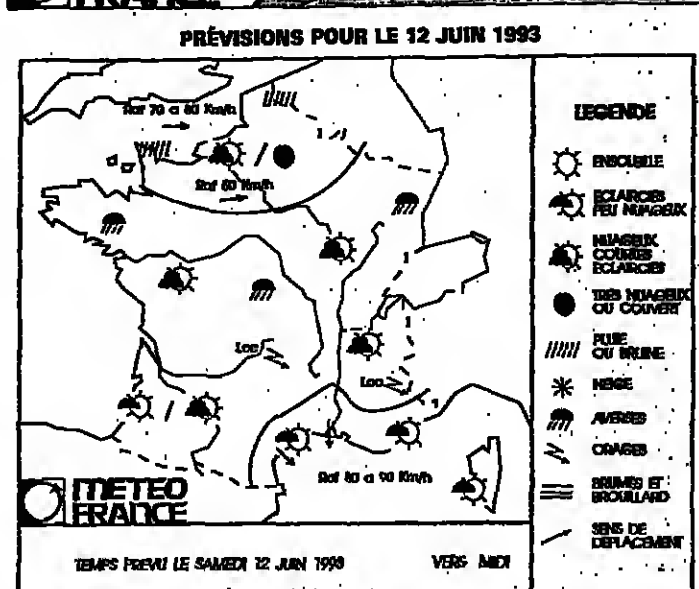
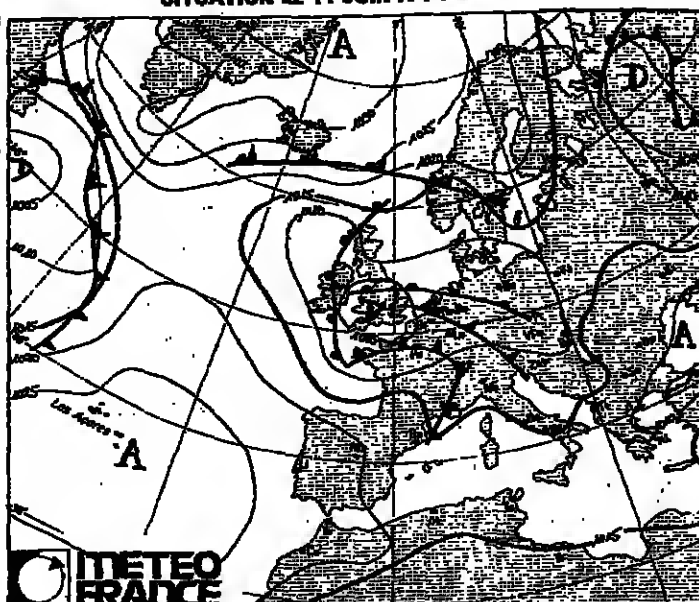
Les livres en italiques sont obligatoires

et facturés. Minimum 10 lignes.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 JUIN À 0 HEURE TUC



Samedi : temps modéré sur la majeure partie du pays. Il y a que le pourtour méditerranéen, du Langue-doc-Roussillon à la Provence-Côte d'Azur, ainsi que le Corse, qui profiteront largement du soleil. Par contre, pluie et troupes souffriront fort, jusqu'à 80 km/h en rafales.

Au nord du pays : du nord de la Bretagne à la Normandie, l'île-de-France et la Picardie, le ciel sera couvert dès le matin, avec des pluies d'été l'après-midi, quelques dépressions percutant parfois le ciel, et les pluies deviendront plus irrégulières. Ces régions devront également supporter du vent d'ouest fort, avec des pointes à 80 km/h en Manche, et atteignant 60 km/h dans l'intérieur des terres.

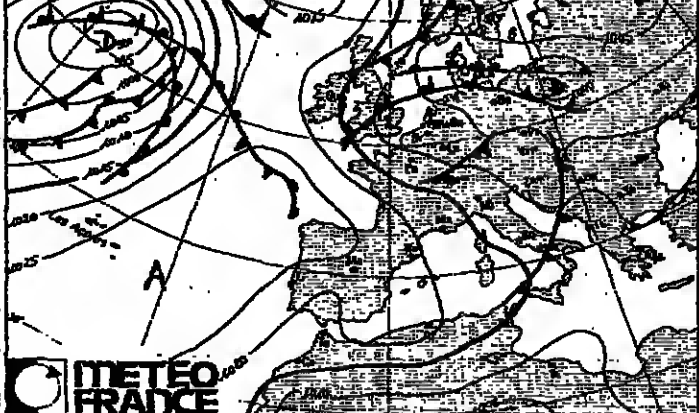
Parfois ailleurs, il faudra compter sur de nombreuses brumes et des nuages bas au lever du jour, surtout au nord de la Loire. Ensuite, quelques éclaircies se

développeront, elles seront plus franches sur les pays de Loire, Aquitaine, Charentes et Midi-Pyrénées. Par contre, les nuages resteront menaçants et donneront des averse, n'épargnant aucune région. Les reliefs de l'est et du Massif Central seront plus exposés, avec une évolution nuageuse en soirée.

Côté températures, au lever du jour, il fera aux alentours de 14 degrés sur un tiers nord du pays, 15 degrés sur le littoral méditerranéen, entre 14° degrés et 18° degrés partout ailleurs.

Dans la journée, la thermomètre ne dépassera pas 16 degrés le long des côtes de la Manche. Au nord de la Loire, les températures seront voisines de 16 degrés, alors qu'au sud elles atteindront parfois 21 degrés. En Méditerranée, il fera plus doux, avec 23 degrés.

PRÉVISIONS POUR LE 13 JUIN 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximale - minima et temps observé le 11-6-93

FRANCE	STRASBOURG	TOULOUSE	LYON	MARSEILLE	NANTES	PARIS	BRUXELLES	AMSTERDAM	OSLO	STOCKHOLM	HELSINKI	TALLINN	BERLIN	MOSCOU	NEW-YORK	LOS ANGELES	HONOLULU	SAO PAULO	RIO DE JANEIRO	BOGOTA	LA PAZ	BUENOS AIRES	SANTIAGO	VALPARAISO	PORTO ALTO	ST-ETIENNE
18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18	18
10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale)

DÉFENSE

La sélection des élites militaires

Un officier sur soixante-douze accède au rang de général de corps d'armée

« Un officier sur soixante-douze peut envisager de terminer sa carrière comme général de corps d'armée, voire d'armée, au terme d'un choix particulièrement sévère. » Le général de corps d'armée Jean Roué, directeur du personnel militaire de l'armée de terre (DPMAT), le constate dans le dernier numéro du mensuel *Armées d'aujourd'hui* édité par le ministère de la défense et consacré, entre autres sujets d'actualité, à la sélection, puis à la gestion des cadres.

Selon le général Roué, l'armée de terre « lance » chaque année, dans le corps des officiers des armées, « une cohorte » de quelque trois cent trente lieutenants (dont la moitié sont issus de Saint-Cyr) « qui, pour la plupart, ont l'ambition légitime d'atteindre des postes élevés de la hiérarchie ». Par rapport au nombre des candidats recensés au départ, l'armée de terre retient 18 % de ces aspirants au métier d'officier.

Ces jeunes officiers vont devoir passer, au travers d'une série d'épreuves, sur le terrain et en écoles. « L'appartenance à l'élite des décideurs militaires ne peut en aucun cas être le fruit d'une prédestination quelconque », écrit le « patron » de la DPMAT. Il s'agit d'une « sélection rigoureuse » fondée, explique-t-il, sur la détection de qualités reconnues et éprouvées « par des filtres complémentaires » qui sont la formation continue, les affectations, et les responsabilités exercées en interarmes, interarmées ou en interalliés où la compétition est la règle. Au terme de la première décennie de leur vie d'officier, ils seront cent soixante commandants qui deviendront quatre-vingts à la « barrière » de

l'école de guerre. « C'est incontestablement parmi eux, sauf exceptions, note le général Roué, que sera sélectionnée la part que j'appellerai maintenant l'élite », sans pour autant que cette voie soit « un quelconque vantage » pour le grade de général.

Le tableau d'avancement va constituer « un sérieux filtre » pour ces quatre-vingts officiers considérés comme étant « à haut potentiel ». Le peloton de tête qui en résultera sera d'une trentaine d'officiers, dont seulement cinq peuvent raisonnablement espérer l'espérance d'accéder à la hiérarchie la plus élevée, celle du « niveau de synthèse » des généraux.

« Ainsi, écrit le général Roué, dans la cohorte des trois cent trente lieutenants, un officier sur soixante-douze peut envisager de terminer sa carrière comme général de corps d'armée, voire d'armée. Cette même sélection nous conduit à ne retenir qu'un commandant pour six capitaines, qu'un colonel parmi douze lieutenants-colonels et qu'un seul général de brigade pour quinze colonels qui postulent » aux « étoiles ».

« C'est dans ces limites que doit être comprise la maxime galvaudée, qui assure que « tout soldat a son bâton de maréchal dans sa giberne ». Ce mot ne résume pas une idéologie, il illustre la possibilité donnée à tout militaire de réussir selon ses moyens », ajoute le « patron » de la DPMAT qui conclut : « A mon niveau, je suis moralement plus préoccupé par ceux qui restent sur le bord du chemin » que par ceux qui arrivent, à de hautes fonctions auxquelles ils se sont constamment préparés.

LE MONDE diplomatique

Dix-huitième volume de la collection « Manière de voir »

LES FRONTIÈRES DE L'ÉCONOMIE GLOBALE : SÉGRÉGATIONS PLANÉTAIRES

EN VENTE DANS LES KIOSQUES - 42 F

Avec Le Monde sur Minitel - par téléphone

Admissibilité : ÉCOLE DE L'AIR POLYTECHNIQUE

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

La boule

Vendredi 11 juin

TF 1	20.15	20.45	21.15	21.45	22.15	22.45	23.15	23.45	24.15	24.45	25.15	25.45	26.15	26.45	27.15	27.45	28.15	28.45	29.15	29.45	30.15	30.45	31.15	31.45	32.15	32.45	33.15	33.45	34.15	34.45	35.15	35.45	36.15	36.45	37.15	37.45	38.15	38.45	39.15	39.45	40.15	40.45	41.15	41.45	42.15	42.45	43.15	43.45	44.15	44.45	45.15	45.45	46.15	46.45	47.15	47.45	48.15	48.45	49.15	49.45	50.15	50.45	51.15	51.45	52.15	52.45	53.15	53.45	54.15	54.45	55.15	55.45	56.15	56.45	57.15	57.45	58.15	58.45	59.15	59.45	60.15	60.45	61.15	61.45	62.15	62.45	63.15	63.45	64.15	64.45	65.15	65.45	66.15	66.45	67.15	67.45	68.15	68.45	69.15	69.45	70.15	70.45	71.15	71.45	72.15	72.45	73.15	73.45	74.15	74.45	75.15	75.45	76.15	76.45	77.15	77.45	78.15	78.45	79.15	79.45	80.15	80.45	81.15	81.45	82.15	82.45	83.15	83.45	84.15	84.45	85.15	85.45	86.15	86.45	87.15	87.45	88.15	88.45	89.15	89.45	90.15	90.45	91.15	91.45	92.15	92.45	93.15	93.45	94.15	94.45	95.15	95.45	96.15	96.45	97.15	97.45	98.15	98.45	99.15	99.45	100.15	100.45	101.15	101.45	102.15	102.45	103.15	103.45	104.15	104.45	105.15	105.45	106.15	106.45	107.15	107.45	108.15	108.45	109.15	109.45	110.15	110.45	111.15	111.45	112.15	112.45	113.15	113.45	114.15	114.45	115.15	115.45	116.15	116.45	117.15	117.45	118.15	118.45	119.15	119.45	120.15	120.45	121.15	121.45	122.15	122.45	123.15	123.45	124.15	124.45	125.15	125.45	126.15	126.45	127.15	127.45	128.15	128.45	129.15	129.45	130.15	130.45	131.15	131.45	132.15	132.45	133.15	133.45	134.15	134.45	135.15	135.45	136.15	136.45	137.15	137.45	138.15	138.45	139.15	139.45	140.15	140.45	141.15	141.45	142.15	142.45	143.15	143.45	144.15	144.45	145.15	145.45	146.15	14
------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	----

سك ان التل

RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 12 juin

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

La boule

L'ASSASSIN de René Bousquet lui ayant donc volé la vedette, en même temps que la vie, ce fut une excellente initiative de France 2 qu'a de modifier ses programmes pour nous jeter, après « Envoyé spécial », dans le récit de quatre enfants, trois frères et leur sœur, tous rascals du Vél d'Hiv. A quoi cela pouvait-il donc ressembler, le Vél d'Hiv, ou les camps de Beaune-la-Rolande et Drancy, vus par Manek, Henri, Jean et Annette ? Ils surent très simplement s'en souvenir.

La mère qui se traîne aux pieds du policier inflexible, pour le supplier de ne pas emmener les enfants, les valises et le baluchon boudés dans l'asilement, il manque un poigne, pour les nattes d'Annette. Le policier inflexible cédera sur le poigne : qu'on aille donc en acheter un ! Le policier conseille encore d'emporter deux jours de vivres, parce que « là-bas, il y a à manger ».

Le bus, le Vél d'Hiv. Les enfants y dénichent de vieux dossiers de courroux, s'en servent comme de luges, pour glisser sur les pistes en pente. Pour passer le temps, on va regarder les malades à l'infirmerie. L'eau manque. Miraculeusement, on s'évade. On retrouve le père dans sa planque — la mère, elle, est partie sans retour. Mais où aller ? Tiers, dans cet hôtel, à la campagne, où l'on avait passé de si bonnes vacances. La

patronne était si gentille. On l'appela Tatie. Mais qu'est-elle arrivée à Tatie ? Elle parle bien, fait comprendre qu'on ne peut pas rester plus d'une nuit ou deux. Alors rentrer à Paris. Dans le train, une bonne sœur se penche. « Vous avez des problèmes ? » Racul, Méfiance. Elle glisse tout de même une adresse dans la main du père. A cette adresse, on rencontrera Sœur Clotilde. Et, pour deux enfants, le salut.

Les deux autres sont à Beaune-la-Rolande, puis Drancy. Fouilles, gendarmes, attente. On chipe un biberon de lait à la cuisine. On le secoue pour faire du beurre. En vain. On invente une chenson, la chenson de Beaune-la-Rolande. Annette s'est cassé une sandalette. C'est ennuyeux, cette sandalette cassée. Les toilettes des adultes n'ont pas de porte : quelle drôle d'idée ! Régulièrement, on appelle des noms pour former des convois, vers l'Est. Là-bas, pense Annette, on lui réparerait peut-être sa sandale !

Pendant ce temps, dehors, le père s'agite. Renoue avec une vieille connaissance de Varsovie. Un nommé Israël Israelowicz, qui a des contacts avec le Gestapo. Devant le père, Israël passe un coup de fil en allemand. « Ton affaire est arrangée. » Après avoir longuement tressauté de dévotion en miracle, la boule, pour ceux-là, s'arrêtera sur le bon numéro.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à voir ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 11 juin

- TF 1**
- 20.45 Magazine : Les Marchés de la gloire. Enlaison consacrée aux enfants. La chevelure ; Les enfants rascals ; L'enlaison à la fin ; Pour une silhouette ; Les petits princes ; La maternité ; La parodie.
 - 22.30 Magazine : Ushual. Tenkile ; L'homme aux vitres ; Les pépites du Michocan ; L'été blanc.
 - 23.35 Divertissement : Sexy Dingo.
 - 0.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
- FRANCE 2**
- 20.50 ► Téléfilm : L'homme dans la nuit. De Claude Boissol.
 - 22.35 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. La culture italienne.
 - 0.00 Journal et Météo.
 - 0.20 Cinéma : Mystery Train. ■■■ Film américain de Jim Jarmusch (1989) (v.o.).
- FRANCE 3**
- 20.45 Magazine : Thalassa. La Bolivie, le pays qui révolt de la mer, d'Isabelle Mouglin et Jean-Michel Desang.
 - 21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invité : Victoria Abril. Chine : les vignettes du thé ; Guyane : les enfants du bague ; France : le courrier avant tout.
 - 22.50 Journal et Météo.
 - 23.15 Magazine : Le Divan. Invité : Claude Lelouch (1^{re} partie).
 - 23.40 Série : Les Incongruables.
 - 0.30 Court métrage : Livre court. Bienvenue, messieurs, de Michel Loro.
 - 0.40 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.
- CANAL PLUS**
- 20.05 Sport : Athlétisme. Réunion de Saint-Denis, en direct.
 - 21.55 Flash d'informations.
 - 22.00 Johnny, juin 93. Interview de Claude Fieouret.
 - 22.30 Canal Johnny. Première Partie.

- TF 1**
- 20.45 Magazine : La nuit Hallyday. Les Guiguiols.
 - 23.40 Cinéma : Johnny Hallyday. J'ai tout donné. ■■ Film français de François Truffaut (1972).
- ARTE**
- 20.40 Magazine : Transit. De Daniel Lacombe. A quel sert l'histoire ? L'école privée en Russie ; L'usage de la langue en Albanie ; Hanes.
 - 22.10 Magazine : Macadam. Didier Lockwood.
 - 23.15 Documentaire : La Princesse espérance. Gottfried Kirschner s'entretient avec Ernst Bloch.
 - 0.00 Musique : Montreux Jazz Festival (rediff.).
 - 0.30 Cinéma d'animation : Snark. Synchronie, de Norman McLaren.
- M 6**
- 20.45 Téléfilm : Hollywood Detective. De William A. Graham.
 - 22.30 Série : Mission impossible. L'Accident.
 - 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Présenté par Emmanuel Chabrol.
 - 23.50 Magazine : Emotions.
 - 0.20 Informations : Six minutes première heure.
 - 0.30 Magazine : Rapline.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Boris Vian.
 - 21.32 Musique : Black and Blue. Le jazz et l'anthologie. Avec Christian Béchune.
 - 22.40 Les Nuits magnétiques. Sept jours et six nuits, ou le temps d'un retour au pays natal (4).
 - 0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Maurier.
 - 0.50 Musique : Coda.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Concert (en direct de Francfort) : Concerto pour piano et orchestre, de Scriabine ; Non le ténor, de Prokofiev, par le Chœur d'enfants de la radio danoise ; l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. Dmitri Kitajenko.
 - 23.09 Jazz club.
 - 1.06 Papillons de nuit.

- TF 1**
- 13.15 Magazine : Reportages. La terre aux origines.
 - 13.50 Jeu : Millionnaire.
 - 14.05 Divertissement : Ciné gaga (et à 17.20).
 - 14.10 La Une est à vous.
 - 17.25 Magazine : Trente millions d'amis. Divertissement : Les Roucesseries.
 - 18.25 Série : Beverly Hills.
 - 19.25 Journal et Essais de formule 1.
 - 19.50 Sport : Football. Finale de la Coupe de France : PSG-Nantes : à 20.45, Mi-temps et Loto : à 21.00, 2^e mi-temps : à 22.00, Loto, Tiercé et Météo.
 - 22.15 Téléfilm : Piégée dans le désert. De Bradley Battersby.
 - 23.55 Magazine : Formule foot. Retour sur la finale de la Coupe de France.
 - 0.35 Magazine : Formule 1. Grand Prix du Canada.
- FRANCE 2**
- SAMEDI • 13H25**
- Géopolis**
- NIGERIA :**
- le grand embouteillage**
- 13.25 ► Magazine : Géopolis. Nigeria : le grand embouteillage.
 - 14.15 Magazine : Animalia.
 - 15.10 Magazine : Sport passion. A 15.20, Tiercé, en direct d'Evry ; à 15.35, Basket-ball aux Jeux méditerranéens : France-Croatie ; à 17.15, Cyclisme : Tour d'Italie (sous réserve) ; à 17.55, Magazine : Terre de foot.
 - 19.55 INC.
 - 19.00 Magazine : Frou-frou.
 - 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Divertissement : Surprise sur prise.

- TF 1**
- 22.30 Variétés : Taratata. Invitée : Liane Foly.
 - 23.50 Journal et Météo.
 - 0.10 Magazine : La 25^e Heure. Le Récit (Topo) et Un grand quelq'un (Côte d'Ivoire).
- FRANCE 3**
- 13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45). Télévision régionale.
 - 14.00 Série : La croisière s'ennuie.
 - 15.55 Série : Matlock. Ammand Charlet, guide des guides, de Claude Francillon. Invité : Christophe Profit.
 - 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
 - 18.50 Un livre, un jour. Contes du Grand-Guignol, d'André de Lorde.
 - 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le Journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : Hugobdélire (et à 20.40).
 - 20.15 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Série : Puisseance 4. Chiens égarés.
 - 22.10 Journal et Météo.
 - 22.35 Magazine : Pégase. A l'occasion du Salon du Bourget.
 - 22.45 Magazine : Repères. Invité : Bernard Tapie, Guy de Rothschild, Christine Taubira-Delannoy.
 - 23.40 Magazine : Musiques sans frontières. La Grèce.
 - 0.25 Continentales club. Meilleurs moments de la semaine.
- CANAL PLUS**
- 14.00 Téléfilm : L'Enlèvement de Peggy. De Charles Corré.
 - 15.45 Les Superstars du catch.
 - 16.40 Sport : Basket-ball américain. Résumé du match de la finale de la NBA, en différé de

- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00**
- 17.00 Magazine : Transit. De Daniel Lacombe (rediff.).
 - 19.00 Magazine : Via Regio. Les régions européennes. Un tour littéraire : Lorraine, Luxembourg, Fribourg et Langue d'Oc.
 - 19.30 Documentaire : Histoire parallèle. Actualité japonaises et américaines de la semaine du 12 juin 1993.
 - 20.20 Chronique : Le Dessous des cartes. De Jean-Christophe Victor. Russie 2. Les constantes : la terre, la mer, les hommes.
 - 20.30 9 1/2 Journal.
 - 20.40 Les Documents interdits. Les Plongeurs, l'Enfant, les Fantômes, le Naufrage, le Réseaux, le Cas Ferguson, l'Extinction, la Sibérie.
 - 21.55 Téléfilm : Violence sous silence. De Theodor Kozlowski (v.o.).
 - 23.40 Musique : Montreux Jazz Festival.
 - 0.15 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
 - 0.45 Cinéma d'animation : Snark. A Norman McLaren.

- M 6**
- 13.00 Série : O'Hara.
 - 13.55 Série : Supercopier.
 - 14.50 Série : Département S.
 - 15.40 Série : Amicalement vôtre.
 - 16.40 Magazine : Culture rock.
 - 17.10 Série : Le Saint.
 - 19.15 Série : Brigade de nuit.
 - 19.05 Magazine : Turbo. Révo la Marna.
 - 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
 - 20.00 Série : Cosby Show.
 - 20.35 Divertissement : Tranche de rire. Alax Métyer, Marc Joivet.
 - 20.45 Téléfilm : Le Rapt de Charles Lindbergh junior. De Buzz Kulik.
 - 23.15 Téléfilm : Un détective pas comme les autres. De John Llewellyn Moxey.
 - 0.50 Série : Soko, brigade des stup.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Photo-portrait. Notre collaborateur Edwy Plenel.
 - 20.45 Nouveau répertoire dramatique. Gang, de Philippe Minyana.
 - 22.35 Musique : Opus. Claude Haefliger, pianiste contemporain.
 - 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.00 Soirée lyrique. Opéra donné les 17 et 18 mars à Nice : Donizetti, l'opéra en trois actes, de Vivaldi, par le Chœur de l'Opéra de Nice, l'Ensemble baroque de Nice, dir. Gilbert Bezzina ; sol. : Maria Christina Klehr, soprano, John Elvass, ténor, Jean Niquet, haut-contre, Philippe Cantor, baryton, Madeleine Jellart, mezzo-soprano, Laure Florant, soprano.
 - 23.35 La Carrefour de la guitare. Par Robert J. Vidal.
 - 0.30 Cabaret.

Dimanche 13 juin

- TF 1**
- 11.05 Magazine : Téléfoot. Bilan de la saison ; retour sur la finale de la Coupe de France et sur le championnat de France ; Morceaux choisis.
 - 11.55 Jeu : Millionnaire.
 - 12.19 Météo.
 - 12.20 Jeu : Les Justes Prix.
 - 12.50 Magazine : A vrai dire.
 - 12.55 Météo et Journal.
 - 13.20 Série : Rick Hunter, inspecteur choc.
 - 14.15 Série : Perry Mason.
 - 15.55 Série : Starkey et Hutch.
 - 18.55 Disney Parade.
 - 18.00 Des millions de copains.
 - 19.00 Journal, Tiercé et Météo.
 - 19.35 Sport : FT à l'Une. Grand Prix du Canada, en direct de Montréal ; à 19.55, départ de la course ; à 21.45, le podium.
 - 22.00 Magazine : Ciné dimanche.
 - 22.20 Cinéma : Les Bérés verts. ■ Film américain de John Wayne et Ray Kellogg (1958).
 - 0.40 Journal et Météo.
 - 0.50 Magazine : Le Vidéo Club.
- FRANCE 2**
- 11.00 Messe. Célébrée en plein air à Carrold (Alsace).
 - 11.50 Série : La Colombe et le Serpent. De Michel Fern.
- FRANCE 3**
- 11.00 Messe. Célébrée en plein air à Carrold (Alsace).
 - 11.50 Série : La Colombe et le Serpent. De Michel Fern.
- CANAL PLUS**
- 12.00 L'Heure de vérité. Invité : Claude Bébeur, PDG du groupe d'assurances Axa.
 - 12.59 Journal et Météo.
 - 13.20 Dimanche Martin.
 - 14.55 Mission casse-cou.
 - 15.45 Documentaire : L'Odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. Le croquis du chasseur en Alaska.
 - 18.15 Football : finale de la Coupe de France ; Cyclisme : Tour d'Italie ; Athlétisme : réunions de Dijon et de Saint-Denis ; Auto : Grand Prix du Canada ; Avion : régates internationales ; Handball : championnat d'Europe ; Jeux méditerranéens ; Golf : Open des États-Unis ; Marche : Paris-Colmar.
 - 19.25 Série : Maguy.

- TF 1**
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
 - 20.50 Cinéma : Le Brasier. ■ Film français d'Eric Barlier (1990).
 - 22.55 Téléfilm : Condamné au silence. De Peter Levin.
 - 0.35 Journal et Météo.
 - 0.55 Magazine : Musiques au cœur.
- FRANCE 3**
- 11.00 Magazine : Musicales.
 - 12.00 Flash d'informations.
 - 12.05 Télévision régionale.
 - 12.45 Journal.
 - 13.00 Expression directe. FEN.
 - 13.10 Magazine : D'un soleil à l'autre. La terre du Danemark ; la fête en Grèce ; l'agneau.
 - 13.45 Téléfilm : Au-delà du temps. De Bruce Seth Green.
 - 15.20 Magazine : Sport 3 dimensions. A 15.25, Tiercé, en direct de Chantilly ; à 15.35, Athlétisme : Réunion de Dijon ; à 16.55, Cyclisme : Tour d'Italie, arrivée de la 21^e et dernière étape.
 - 17.30 Dessin animé : Les Simpson.
 - 18.00 Magazine : Journal sans non livre. Présenté par Bernard Rapp. Invité : Agnès Varda ; Marie Rouanet (le ne doit pas toucher le corps) ; Serge Kaganski, journaliste aux Inrockuptibles, à propos de Jazz, de Toni Morrison ; Thierry Guichard, auteur du Matricule des anges, à propos d'Un triptyque, d'Armande Gobry-Vallée. Diffusion d'un extrait des Démoniaques ont un vingt-cinq ans, téléfilm d'Agnès Varda.
 - 19.00 La 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.30, le Journal de la région.
 - 20.05 Divertissement : Yecapa.
 - 20.45 Spectacle : Attention magie ! Présenté par Vincent Perrot.
 - 22.00 Magazine : A vos amours. Invité : Claude Lelouch.
 - 22.45 Journal et Météo.
 - 23.10 Magazine : Pégase. A l'occasion du Salon du Bourget.
 - 23.20 ► Cinéma : Fregates. ■■ Film américain de Tod Browning (1932) (v.o.).
- CANAL PLUS**
- En clair jusqu'à 14.00**
- 12.30 Flash d'informations.
 - 12.35 Magazine : Ciné dimanche.
 - 13.30 Divertissement : La Semaine des Guignols.

- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00**
- 17.00 Téléfilm : La Terre, le bout du monde. De Joao Mario Gêlo (v.o., rediff.).
 - 18.05 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert, Jean-Baptiste Simon Chardin (rediff.).
 - 19.00 Série : Histoires extraordinaires. Magazine : Mégamix. De Martin Miesseonier. L'Hôpital Ephémère, Paul Parsonne, Noir Désir, Lo'Jo, les Thugs, les Wampas.
 - 20.30 9 1/2 Journal.
 - 20.40 Soirée thématique : Hans Albers. Soirée conçue par Peter von Roden.
 - 20.45 Documentaire : Montage d'archives et d'interviews, de Peter von Roden et Martine Graf.
 - 21.20 Cinéma : La Paloma. ■■ Film allemand de Helmut Käutner (1944) (v.o.).
 - 23.10 Documentaire : Hans Albers et le cinéma sous le III^e Reich. Montage d'archives et d'interviews, de Peter von Roden et Martine Graf.
 - 23.30 Débat. Avec Ingrid Schaffhauser, de rédaction à la Frankfurter Rundschau ; Michael Marok, politologue de Hambourg ; Jean-Pierre Berth-Maguy, spécialiste et auteur d'une thèse du cinéma sous Vichy.
 - 0.00 Cinéma d'animation : Snark.

- M 6**
- 11.05 Magazine : Turbo (rediff.).
 - 11.50 Série : Mariés, deux enfants.
 - 12.20 Série : Ma sorcière bien-aimée.
 - 12.55 Série : O'Hara.
 - 13.50 Série : Cosmos 1999.
 - 14.45 Série : L'Heure du crime.
 - 15.40 Magazine : Préquénstar. Eddy Mitchell.
 - 16.35 Magazine : Flashback. Spécial yéyé.
 - 17.05 Airport unité spéciale.
 - 18.00 Série : Clair de lune.
 - 19.00 Série : Bookers.
 - 19.54 Six minutes d'informations, Météo.
 - 20.00 Série : Cosby Show.
 - 20.35 Sport 6.
 - 20.45 Cinéma : La Salamandre. ■■ Film italo-britannique de Peter Zinner (1983).
 - 22.30 Magazine : Culture pub. Remix : La fin du cliché ; Arthur, Marcel ; L'enfer du cinéma ; Planète pub.
 - 23.00 Cinéma : Carole et ses démons. ■■ Film français de Max Pécas (1970).
 - 0.35 Informations : Six minutes première heure.
 - 0.45 Magazine : Noubia. Bobby Brown, les Christians, Fishbone, Liam Foly.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Atelier de création radio-phonique. Maurice Sachs, années 30 - Impressions d'Amérique.
 - 22.25 Poésie sur parole. Les poèmes de Jean Négron.
 - 22.35 Musique : Le Concert donné le 28 avril à la Maison de Radio-France : Musique contemporaine de Pologne. Œuvres de Wilecki et Gorski, par l'ensemble Altanance, dir. Denis Cohen.
 - 0.05 Clair de nuit.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 France-Musique à Versailles. Concert (en direct de l'Opéra royal de Versailles) : L'Opéra galante, de Campra, par Les Musiciens du Louvre, dir. Marc Minkowski ; sol. : Jennifer Smith, Sally Baruchew, sopranos, Peter Bronck, ténor, Laurent Nacou, baryton, Philippe Hertenlocher, basse.
 - 23.35 L'Oiseau rare. Par Michèle Lejeune et Jean-Claude Biette. Symphonie n° 4, de Rosenborg.
 - 1.00 Les Fantaisies du voyageur.

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION

La conférence internationale de Berlin

Polémique sur l'étude d'un vaccin anti-sida fabriqué à partir d'un virus vivant mutant

Peut-on envisager d'utiliser un vaccin préventif contre le sida, fabriqué à partir du VIH (virus de l'immuno-déficience humaine) vivant et mutant? Cette hypothèse est sérieusement envisagée par l'OMS (Organisation mondiale de la santé), qui souhaite que l'on intensifie les travaux de recherche sur ce thème. Pour certains spécialistes de virologie, il s'agit d'une entreprise à priori dangereuse, voire condamnable. La controverse préfigure celle, à venir, sur les différences de thérapeutique, selon que l'on se trouve dans un pays occidental ou du tiers-monde.

BERLIN

de notre envoyé spécial

«Etes-vous au courant de ce qu'envisage de faire l'OMS en Afrique avec un vaccin fabriqué à partir d'un virus vivant, atténué et mutant? C'est très inquiétant. J'y suis pour ma part fermement opposé.» Le propos est glissé rapidement, avec la promesse de l'anonimats. Encore méconnaissant du plus grand nombre, cette question agite le cercle restreint des spécialistes de la lutte contre les épidémies.

Jusqu'à présent, les différentes approches vaccinales de la lutte contre le sida excluaient le recours à toute forme de vaccin fabriqué à partir d'un virus vivant «atténué». Si cette méthode est fréquemment mise en œuvre dans plusieurs vaccins quotidiennement utilisés à travers le monde (contre la rougeole ou la polio), les spécialistes timent généralement d'accorder pour dire que les caractéristiques biologiques tout à fait particulières du VIH, un rétrovirus, interdisent de prendre ce type de risques. On

craignait notamment, avec une telle vaccination, de déclencher à plus ou moins long terme, des maladies graves comme des lymphomes ou des cancers.

Tout a commencé à changer avec la récente publication dans la revue américaine *Science* (datée 18 décembre 1992) d'une étude menée sous la direction du docteur Ronald Desrosiers (New England Primate Research Center, Harvard Medical School, USA), qui expliquait comment il avait réussi à protéger des macaques à partir d'un vaccin fabriqué avec le virus de l'immuno-déficience du singe (SIV), amputé d'une fraction de son génome (gène nef), et à ce titre mutant (le *Monde* du 20 mars). Ce travail a, depuis, été confirmé par M^{me} Kieny (Transgène SA, Strasbourg). Informée de ces résultats, l'OMS organise, les 1^{er} et 2 juin à Genève, une réunion internationale d'une vingtaine de personnes, scientifiques mais aussi spécialistes d'éthique médicale.

Le précédent de la polio

An terme de cette réunion, les participants concluaient à la nécessité d'explorer de manière intensive le développement des essais visant à la fabrication d'un tel vaccin, parallèlement à la poursuite des autres recherches actuellement en cours. Ils encourageaient vivement l'OMS à faire évaluer dès maintenant chez le chimpanzé l'efficacité d'un virus VIH vivant et «mutant». Il est également urgent, selon eux, de mieux comprendre les raisons qui font que le SIV mutant protège (comme il semble le faire) l'animal de l'infection virale, et de tout mettre en œuvre, tant chez le macaque que chez le chimpanzé, pour fabriquer au plus vite des virus mutants à la fois efficaces et sans danger dans une perspective vaccinale.

Telle est précisément l'obstacle majeur qui bloque depuis longtemps la recherche en vaccinologie.

puisque le chimpanzé infecté par le VIH ne contracte pas de maladies. Comment dès lors, faute de modèle animal incontestable, parvenir à des solutions concrètes? «Lors de la rencontre de Genève, nous avons longuement discuté des risques et des bénéfices d'une telle approche», déclare le docteur José Esparza, (chef du développement des vaccins, programme global contre le sida, OMS). Beaucoup des risques évoqués actuellement semblent être théoriques. Nous nous devons d'examiner en détail cette question. Je sais que certains scientifiques ne sont nullement favorables à une telle approche. Ils en ont le droit. En revanche, d'autres sont très enthousiastes à l'idée de travailler dans ce sens.»

Le professeur Esparza fait valoir que ce n'est pas la première fois, dans l'histoire de la médecine et de la biologie, qu'une polémique se développe sur les risques et les bénéfices comparés de l'utilisation d'un vaccin viral «vivant» ou inactivé. Le vaccin contre la polio, par exemple, en son temps, alimentait de très vifs débats. Toutefois, de nombreux virologues réfutent la parité, compte tenu du fait que le VIH est un rétrovirus et qu'il est, à ce titre, potentiellement très dangereux à court ou à long terme pour l'espèce humaine.

Les opposants à l'idée de lancer, sous l'égide de l'OMS, une série de travaux sur ce thème craignent que le fait même de mener de telles recherches conduise, à terme, à tenter, avec tous les risques que cela comporte, de vacciner des volontaires. «Il ne faut pas toujours mesurer le rapport risques-bénéfices à l'aune de la situation des pays industrialisés. Ce rapport peut être très différent dans les pays en voie de développement», explique le docteur David L. Heyman (programme global de lutte contre le sida, OMS). Les participants à notre réunion

ment disent que ce n'est pas aux pays industrialisés d'affirmer s'il faut ou non approfondir ce type d'approche.

La question est essentielle: peut-on considérer, compte tenu de la situation épidémique de certains pays africains ou asiatiques et de leurs difficultés économiques, que plusieurs types de vaccins pourraient demain être développés? «Je ne serai, pour ma part, éventuellement favorable à la réflexion sur la question du vaccin fabriqué à partir d'un virus atténué que si les autres voies de recherche actuellement explorées se révèlent être des impasses», dit le professeur Marc Girard (Institut Pasteur de Paris, Pasteur-Mérieux sérum et vaccins). Mais il est hors de question aujourd'hui d'envoyer d'aller vacciner en Afrique ou ailleurs des enfants, des adolescents ou des adultes, en prenant le risque de provoquer chez eux l'apparition d'un cancer dans dix ou vingt ans.

JEAN-YVES NAU

Alain Madelin invité du «Grand-Jury RTL-le Monde»

Alain Madelin, ministre des entreprises et du développement économique, chargé des PME, du commerce et de l'artisanat, sera l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde» dimanche 13 juin, de 18 h 30 à 19 h 30.

Ancien député UDF-PR d'Ille-et-Vilaine, réélu au premier tour, co-président des états généraux de l'ancienne opposition UPR, M. Madelin répondra aux questions de Caroline Monnot et d'André Passeron du *Monde* et de Richard Arz et de Jeanne Perrinmond de RTL, le débat étant dirigé par Henri Maréchal.

Proposées aux 561 815 candidats

Les épreuves de philosophie du baccalauréat

Les candidats aux baccalauréats généraux et technologiques étaient 561 815 à se présenter, vendredi 11 juin, à la première épreuve, celle de philosophie. Au total, en comptant les 76 082 prétendants aux baccalauréats professionnels, ils seront cette année 637 897 à tenter d'obtenir ce diplôme. Nous publions ci-dessous les sujets de philosophie donnés dans les séries de l'enseignement général.

- Amiens, Lille, Rouen, Paris, Créteil, Versailles

Série A: 1) Pourquoi y-a-t-il un devoir de mémoire? 2) La raison humaine est-elle, par nature, conduite à supposer dans le monde plus d'ordre qu'elle n'en trouve? 3) Commentaire d'un texte de Kant sur l'amour.

Série B: 1) Faut-il reconnaître à l'homme une place particulière dans le monde? 2) Est-il toujours possible de faire la différence entre travail et divertissement? 3) Commentaire d'un texte d'Alain sur la résistance et l'obéissance.

Série C, D, D⁺, E: 1) Le vrai est-il toujours vraisemblable? 2) Le travail n'est-il pour l'homme qu'un moyen de subvenir à ses besoins? 3) Commentaire d'un texte de Sartre sur l'expérience.

- Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Limoges, Orléans, Poitiers, Rennes, Nantes

Série A: 1) Comment se fait-il qu'en dépit du temps je demeure le même? 2) Qui est autorisé à me dire «tu dois»? 3) Commentaire d'un texte de Comolus sur la science.

Série B: 1) Pourquoi n'être aux lois? 2) Peut-il y avoir de mauvais usages de la raison? 3) Commentaire d'un texte de Bergson sur la pensée.

Série C, D, D⁺, E: 1) La vérité

a-t-elle une histoire? L'Etat est-il l'ennemi de la liberté? 3) Commentaire d'un texte de Hobbes sur la croyance en Dieu.

- Besançon, Dijon, Grenoble, Lyon, Nancy, Reims, Strasbourg

Série A: 1) Sur quoi fonder la justice? 2) Le développement des sciences conduit-il à penser qu'il n'existe aucune vérité définitivement établie? 3) Commentaire d'un texte de Lucrèce sur la création.

Série B: 1) Les progrès de la technique sont-ils nécessairement des progrès de la raison? 3) Penser, est-ce dire «non»? 3) Commentaire d'un texte de saint Thomas d'Aquin sur la vie en société.

Série C, D, D⁺, E: 1) La difficulté de comprendre les autres fausse-t-elle tout rapport avec eux? 2) Mieux connaître l'histoire permet-elle à l'homme de mieux exercer sa liberté? 3) Commentaire d'un texte de Cournot sur la condition humaine.

- Aix-Marseille, Montpellier, Nice, Toulouse, Corse

Série A: 1) La vérité est-elle contraignante ou libératrice? 2) Pour la liberté, le temps est-il un obstacle ou un moyen? 3) Commentaire d'un texte de Kant sur la politique et la morale.

Série B: 1) L'expression «perdre sa liberté» a-t-elle un sens? 2) Comprendre son passé est-il nécessaire pour construire son avenir? 3) Commentaire d'un texte de Hobbes sur la connaissance.

Série C, D, D⁺, E: 1) Faut-il vivre avec son temps? 2) La science peut-elle tenir lieu de sagesse? 3) Commentaire d'un texte de Spinoza sur le rôle du citoyen.

(Lire page 14 les résultats des concours généraux.)

Après l'évacuation de la plupart des étrangers

Veillée d'armes à Mogadiscio

Les diplomates et la grande majorité des membres des organisations humanitaires avaient quitté, vendredi 11 juin, la capitale somalienne, à l'ONU, avec les Etats-Unis et la France, à l'annonce des renforts en prévision d'une probable riposte contre la faction du général Aidid, tenue pour responsable des affrontements qui ont fait 23 morts, samedi dernier à Mogadiscio, parmi les soldats pakistanais.

Jeudi après-midi, l'ambassadeur de France, Alain Deschamps, est parti pour Djibouti. Sa résidence est située à deux pas des bureaux du général Aidid où, nous rapporte Jean Hélène, notre correspondant, on a noté ces derniers jours une brusque augmentation du nombre de drapeaux somaliens, témoins d'une ferveur nationaliste invoquée à tout instant par «Radio Aidid».

Le détachement français qui est arrivé mercredi de Baldoa à bord d'une vingtaine de véhicules (blindés légers et transport de troupes) devrait participer à l'opération

militaire prévue. Washington a confirmé, jeudi, l'envoi en Somalie de quatre avions américains AC-130, la version de combat de l'appareil de transport.

Sur les ondes de «Radio Aidid», le discours oscille entre les déclarations pacifistes du général («Nous n'allons pas combattre, il y a déjà eu trop de destructions en Somalie») et ses appels à la résistance. Mais sur ce terrain, il n'est pas sûr que beaucoup de Somaliens le suivent à l'intérieur de son propre camp. Des Hebrar-Guidir ont fait état d'une opposition croissante à «l'insurrection du général».

A Mogadiscio même, les plus inquiets lui rejettent déjà la responsabilité des morts et des destructions à venir. En attendant, à l'exception de quelques distributions de nourriture par les Nations unies, qui assurent que les stocks existants dans le pays permettront à la population de tenir plus d'une semaine, toutes les opérations humanitaires ont été suspendues.



le système TFI

ébranlé par une émission

découvrez **Globe Hebdo** le mercredi

JOURNAL UTILE POUR UN MONDE COMPLIQUE

15F

Une initiative du «Monde»

Les résultats des concours d'entrée aux grandes écoles par téléphone

C'est devenu une tradition: les étudiants sont chaque année plus nombreux à composer le 3615 LEMONDE sur le Minitel pour consulter les résultats des concours d'entrée aux grandes écoles. Pourtant, en dépit des moyens techniques, chaque année plus importants, mis en œuvre par le *Monde*, les lignes d'accès à la rubrique «Résultats des grandes écoles» sont parfois encombrées.

De plus, certaines candidatures ou leur famille ne disposent pas de terminal téléphonique. Pour

éviter ces désagréments, le *Monde* a mis en place le 11 juin, parallèlement à la traditionnelle diffusion sur Minitel, un service de communication des résultats par téléphone.

Il suffit de composer sur un téléphone à clavier numérique le numéro suivant: 36-70-30-70 et de suivre les indications qui sont données. Pour garantir la confidentialité des résultats et leur sérieux, il sera demandé d'indiquer à chaque étudiant de préciser son numéro de convocation au de candidat.

La polémique sur la présence en France de l'ancien chef de la milice lyonnaise

«Tout est fait pour que Paul Touvier soit sous contrôle judiciaire»

déclare le garde des sceaux

Le ministre de la justice, Pierre Méhaignerie, a déclaré, vendredi 11 juin sur Europe 1, que tout était fait «pour que Paul Touvier soit sous contrôle judiciaire, de façon que le procès puisse avoir lieu normalement, si procès il doit y avoir». Cette déclaration fait suite à la polémique concernant l'éventuelle fuite en Canada de l'ancien chef de la Milice lyonnaise (le *Monde* du 11 juin). Depuis l'arrêt de non-lien rendu par la chambre d'accusation de Paris, le 13 avril 1992, qui avait provisoirement «blanchi» Paul Touvier de tout crime contre l'humanité, celui-ci

n'est plus astreint à aucun contrôle judiciaire. Selon le cabinet de M. Méhaignerie, le garde des sceaux a donné des instructions au procureur général de Versailles pour qu'il prenne «toute mesure judiciaire utile» afin que Paul Touvier demeure à disposition de la justice. Interrogé sur le dossier René Bouquet, M. Méhaignerie a annoncé qu'il envisageait, après la clôture de l'instruction, de «rendre public le document élaboré par le parquet». Le ministre de la justice a précisé qu'il était «nécessaire de comprendre, pour l'histoire et particulièrement pour les jeunes».

□ NIGER: entrée en vigueur de la trêve avec les rebelles touaregs. - Le gouvernement nigérien a levé, jeudi 10 juin, l'état d'urgence décrété en avril 1992 dans le nord du pays. Cette décision marque l'entrée en vigueur de la trêve signée le 2 juin à Paris, par Mamou Dayak, «responsable des affaires

politiques» du Front de libération de l'Aïr et de l'Azawad (FLAA, mouvement de rébellion touareg) et Maï Magana, qui représentait le gouvernement nigérien lors de longues négociations secrètes supervisées, au nom de la France, par la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE).

SOMMAIRE

AU COURRIER DU MONDE 2

ÉTRANGER

- Le conflit dans l'ex-Yougoslavie... 3
- Singapour: un entretien avec l'ancien premier ministre... 4
- Espagne: la visite du pape... 4
- Le retour des civils au Nigeria... 5
- La malaise de l'armée israélienne... 7

ESPACE EUROPÉEN

- La Bulgarie dans l'état de l'ambargo... 8
- Les désastres de l'automobilisme soviétique... 8
- Les «petits-fils» de Brandt se disputent la succession... 8 à 10

POLITIQUE

- Les députés adoptent à une très large majorité le projet de loi renforçant les contrôles d'identité... 11
- Portrait d'un nouveau député: Ernest Chemière (RPR)... 11
- Le débat sur les privatisations au Sénat... 12
- Perpignan avait le second tour des élections municipales... 12

SOCIÉTÉ

- Justice: le procès des Initiés de l'opération Pochiney-Triangle... 13
- Une vingtaine de membres de la secte des Enfants de Dieu sont présentés au juge d'instruction... 13
- Éducation: la majorité veut autoriser les universités à déroger à la loi Savary... 14
- Le palmarès du concours général... 14
- Quelle histoire! par Claude Sarraute: «Le mari de la chèvre»... 14

CULTURE

- Théâtre: un triptyque de Pier Paolo Pasolini mis en scène par Luca Ronconi... 15

ÉCONOMIE

- Les échanges internationaux et la solidarité européenne: M. Balladur à Bruxelles; Bonn signe avec Washington un accord séparé sur les télécommunications... 18
- Pechiney pourrait se rapprocher de Saint-Gobain... 19
- La 40^e Salon international du Bouteille... 20
- Vie des entreprises... 22

COMMUNICATION

- Un nouveau procédé pour remplacer les cassettes vidéo VHS... 20

SANS VISA

- Yémen, café contre kat... Rio made in France... Rio de Janeiro... Qui voit Saint-voit en fin... Beau melon... Portraits du Tarte 27 à 34

Services

- Abonnements... 2
- Annuaire classés... 16
- Carnet... 24
- Jeux... 32
- Marchés financiers... 22 et 23
- Météorologie... 24
- Radio-télévision... 25
- Spectacles... 17
- Week-end d'un chineur... 16

La télématique du *Monde*: 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Sans visa» folioté 27 à 34

Le numéro du «Monde» daté 11 juin 1993 a été tiré à 485 800 exemplaires.

Demain dans «le Monde»

«Heures locales»: les petites communes et l'informatique

Des élus ruraux se sont associés pour introduire les nouvelles technologies dans leur milieu. Tournais du camping, cantines ou cimetières sont désormais gérés grâce à l'informatique, ce qui permet d'économiser du temps et de libérer le personnel des tâches ingrates et répétitives pour mieux écouter le public. Également au sommaire de ce supplément de huit pages: un dossier sur la lumière dans les villes et une enquête à Bègles dans la série «Cités».

مكائن الكحل

Le Monde

S A N S • V I S A

Yémen, café contre kat

Ces dernières décennies, l'ancienne richesse de l'Arabie Félix, le moka, n'avait cessé de reculer devant une autre « plante philosophique », bien plus dangereuse, le kat. Depuis quelque temps, avec les conseils d'un arboriculteur français, le Yémen réuni s'essaie à gagner la bataille du café contre les « feuilles mandées ».

LES quatorze millions de Yéménites en sont très fiers : ils constituent la nation la plus nombreuse et la plus anciennement formée de la péninsule Arabique. Figure de la Bible, du Coran et des *Antimémoires* de Malraux, Balkis, reine de Saba, fut leur aïeule. Ni les Romains, ni les Croisés, ni les Turcs, ni les Anglais ne vinrent à bout de cette insurrection de montagnes coupantes comme des lames et violées comme des abîmes.

Aux pires moments des invasions, l'imamat, sorte de papauté héréditaire, thaumaturgique et patriarcale, ambulante et coriace, fondée un siècle avant Hugues Capet, trouva toujours un pie ou un précipice, comme à Chahara, entre Sanaa et Saada, où abriter la flamme de la résistance et de la légitimité. Les imams-rois appartenaient à la lignée de Mahomet avec la coquetterie d'avoir leur islam à eux, le *zaidisme*, variété de chiisme proche du sunnisme. L'esprit de contradiction n'est pas le moindre charme de la personnalité yéménite.

Au début de la seconde moitié de notre siècle, il fallut faire mourir quelque 15 000 soldats égyptiens, dépêchés par Nasser, pour venir à bout du plus vicieux régime politique du monde (avec le Japon) qu'étaient seulement venus secourir Bob Denard et ses baroudiers tarifiés... (1)

La république, pas très républicaine ni très esthétique - elle installa ses flics dans le gynécée de l'imam découronné et laissa de prétendus architectes caïrotes balafier le visage médiéval et sain de Sanaa, - se fit accepter car la charge suprême resta aux mains de *zaidites* intraitables et même quelquefois *hargneux* quant à la souveraineté nationale. Lors de la seconde guerre du golfe Persique, en 1991, les Yéménites n'étaient pas



Jeune mariée mâchant du kat.

assez anti-Saddam au goût du reste du monde, l'Arabie - sans susciter la moindre protestation homéotique - recevait *illico presto* dans leurs foyers plus d'un million de Yéménites travaillant chez elle (le Monde du 13 mai).

Le goût de l'indépendance coûte cher et ne nourrit pas son homme, au contraire : de même que l'amour du terroir et la foi en Dieu, si intenses soient-ils, n'ont jamais fait jaillir de source sur un haut plateau rocailleux sans cours d'eau pérenne.

Pourtant le Yémen traîne avec lui depuis l'Antiquité une réputation de richesse. Et de travail. Le travail se voit encore, d'avion en particulier, avec ces terrasses acrobates - autrement andaciuses que celles de Provence ou de Kabylie - retenant jusqu'aux sommets le terrain recueilli de main d'homme, fécondé deux fois l'an, si tout va bien, par la mousson.

Après l'enceinte du cru et le transit des épices d'Asie et des esclaves d'Afrique, la prospérité, car elle exista vraiment, fut longtemps tributaire du café, le moka,

pour revenir au mot quasi fabuleux de l'époque. Un café d'ailleurs exporté mais non produit par le port de Moka. Aujourd'hui, les quatre lettres salivantes sont utilisées pour une variété de café... éthiopien, le vieux rival.

Sur ses 200 000 hectares cultivés, le Yémen n'en consacre plus que 25 000 à ces sortes de cer-

siers - feuilles vertes pointues et fruits ronds rouges - que sont les cafés. En revanche, le kat occupe maintenant plus de 50 000 hectares... Droque douce, « plante philosophique » aux mignones feuilles lancéolées que l'on mâche et remâche sans les avaler, jadis gourmandise enfante des pages et des trouba-

dours de la cour imamite ; aujourd'hui euphrisant « dur », vendu licitement sur le marché et démocratiquement consommé chaque jour qu'Allah fait par presque toute la population, femmes et adolescents compris.

Le Yémen du Sud, lors des lustres d'illusion de son curieux marxisme-léninisme à la fois sinophile et russophile (encore l'esprit de contradiction local...), limita autoritairement le « katisme » au week-end musulman. Ce fut l'une des causes de la désaffection pour le gouvernement d'Aden. Ne nous moquons pas de ce trait de futilité ! Sous Louis XV, en 1737, pour une autre drogue douce, le café justement, mais nœve certes que le kat, mais enfin... Bref, pour que les salons de Versailles ne soient pas privés du cher breuvage noir, une escadre française, à l'appel de la Compagnie des Indes, vint jeter quelques bombes sur Moka... Les livraisons de café, qui n'avaient d'ailleurs été interrompues qu'à la suite d'intrigues anglaises, purent reprendre. Ouf !

Au dix-huitième siècle, après que les matelots portugais, les troupes turques et les négociants marseillais (détenteurs dès 1644 du monopole du moka) eurent répandu sur le Vieux Continent et dans le Nouveau Monde la mode de ce jais liquide qui passait alors pour soigner yeux, dents et vertiges, le Yémen produisait quelque 22 000 tonnes de café sur 50 000 à 60 000 hectares.

Soes les derniers innomés, malgré une rude concurrence mondiale - les plants d'*arabica*, tous originaires du Yémen (le *robusta* étant en revanche africain), ayant essaimé sur la ceinture tropicale de la planète, - la production annuelle dépassait en 1900 les 12 000 tonnes. Après une décennie de guerre civile, on tomba autour de 1975 à 1 000 ou 2 000 tonnes par récolte.

Ce fut, si l'on ose dire, la période « noire » du café car, dans la même phase, la popularisation de la manie aristocratique du kat (dont la culture, en outre, rapporte, hier comme aujourd'hui, quatre ou cinq fois plus que le moka) incitait le paysan à remplacer les cafés par des katiers. En pleine zone d'altitude optimale des 1 700-2 000 mètres, le *boun* - nom arabe de l'arbre à café, la boisson étant le *kaawa*, - reculait à vue d'œil devant des arbustes d'usage permanent et arrogant vertueux : « la plante à rêver ». Entre 1980 et 1990, la superficie cultivée doubla, tout simplement.

D'aucuns s'étonneront peut-être aussi de cette désaffection des Yéménites pour le café, en un siècle où plus d'un tiers de l'humanité en est venue à s'en régaler quotidiennement. C'est qu'il faut savoir que les habitants du Yémen ne boivent pas, n'ont jamais bu de *kaawa*... Ils lui préfèrent, tenez-vous bien, les écales des grains de café dont ils se préparent une infusion, le *quichr*, au goût mi-thé mi-camomille, heureusement agrémentée de elaus de girofle ou de cardamome.

Le café yéménite restant néanmoins extrêmement demandé à l'extérieur - principalement en Arabie et au Japon, et également par la corporation universelle des chocolatiers qui trouvent ce cru incomparable pour être marié au cacao, - le gouvernement de Sanaa finit, dans les années 80, par commencer à se remuer afin de mieux exploiter ce capital.

En 1988, le Yémen et la France signèrent un accord sur le café et créèrent, à Sanaa, un Bureau agricole franco-yéménite, confié à un jeune arboriculteur et hydrologue originaire du Puy-de-Dôme, Olivier Neuvi. Assisté de sa femme puis des Yéménites qu'il a formés, cet aîné expert en arbres fruitiers des vergers marocains du roi d'Arabie est à présent connu dans toute la cordillère du Yémen comme *ghabir-el-boun*, « Monsieur Café » en quelque sorte.

Toute la science manée, il sillonne avec sa camionnette des régions agraires reculées, encore sans routes ni électricité ni télévision - on croirait revivre l'*Arabie interdite*, film inédit de René Clément, tourné au cœur du Yémen en 1937 - mais peuplées de paysans héritiers d'une immémoriale science agricole. Ne sont-ce pas des émigrés yéménites qui introduisirent jadis, en Espagne musulmane, un art de l'irrigation dont aujourd'hui encore se réclame la Huerta de Valencia ? Certes, rien du savoir-faire ancestral avait été effacé par les péripéties d'une histoire qui ne fut pas tendre pour le « Tibet arabe » mais le terrain humain était resté culturellement réceptif.

de notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz
Lire la suite page 29

(1) Pierre Luez, Bob Denard, le roi de fortune, éditions N° 1, 1991, 650 p.

AU SOMMAIRE



Rio-de-Janeiro en version française... p. 28

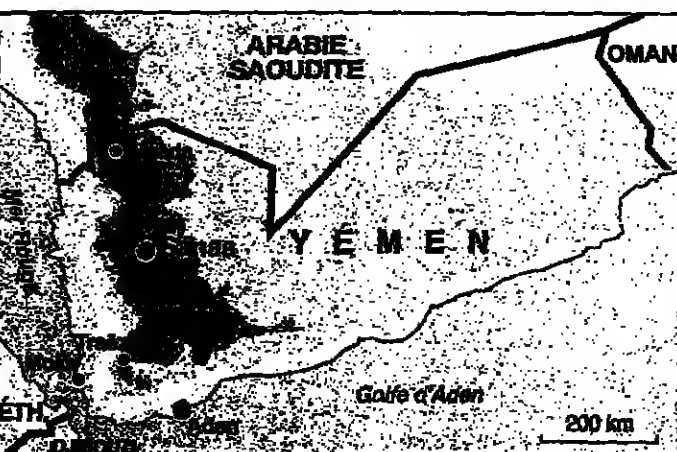
Rocroi, histoire d'une bataille... p. 30

L'île de Sein victime de la désertification... p. 32

Le Tertre place forte... p. 34

T&S (p. 28) • Jeux (p. 32)

Escale (p. 28) • Table (p. 33)

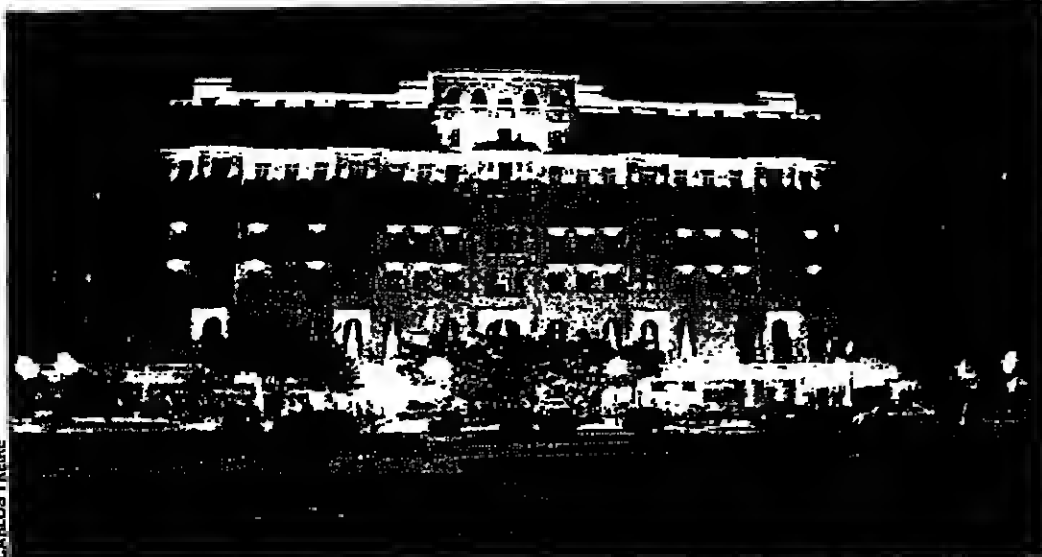


Rio made in France

BRÉSIL

Dans *Tristes tropiques*, Claude Lévi-Strauss rappelle l'aventure extraordinaire de Villegagnon, un conquistador français du seizième siècle qui fonda la ville de Rio de Janeiro, avant que la colonisation portugaise ne l'emporte. Etant donné que celle-ci fut celle de la colonisation française, on ne peut que se demander si Villegagnon n'était pas un précurseur de l'émigration française. Une île que les Portugais avaient découverte un demi-siècle plus tôt et qu'ils avaient baptisée Rio-de-Jacoiro, pensant que c'était là l'embouchure d'un fleuve gigantesque. Plutôt que de s'établir et de pacifier avec les Indiens du lieu, qui, à en croire les chroniqueurs de l'époque, s'adonnaient à quelques exercices d'anthropophagie sur les Portugais (tout en épargnant les Français, ce qui constituait un avantage indiscutable pour nos colons), les hommes de Villegagnon s'enfermèrent dans leur île et, subitement saisis par le leurisme spirituel, se mirent à discuter de l'existence divine et de la nature de l'Eucharistie, allant même jusqu'à solliciter, par des missives portées au-delà de l'Océan, l'arbitrage de Calvin.

Etrange histoire qui explique peut-être pourquoi les relations entre la France et le Brésil relèvent bien souvent du domaine de l'esprit. Au cœur de la ville, à



L'hôtel Copacabana, édifié en 1920 par Joseph Gire.

proximité de l'église de la Candelaria, il existe une enfilade d'édifices que les gens de Rio appellent le « couloir culturel ». Il y a là, notamment, l'immeuble de la Fondation culturelle de la Banque du Brésil, une sorte de maison de la culture, habillée d'un peu trop de marbre. De l'autre côté de la rue, en direction du port, se dresse un curieux bâtiment, en forme de croix byzantine, et dont la récente rénovation attire l'attention. Il s'agit de l'ancienne Bourse de Rio, qui, aujourd'hui, accueille la Maison Franco-Brésil. L'extérieur est d'une belle élégance néo-classique. Pour retrouver le Rio d'avant Rio, il faut avoir des réflexes d'archéologue. Plonger la main, écarter la végétation exubérante du béton, pour découvrir l'une de ces perles architecturales oubliées.

La Bourse de Rio fut construite par un Français, Grandjean de Montigny, membre de la mission artistique française qui séjourna à Rio au début du dix-neuvième siècle (1). Etrange « interné » français (1), étrange, que cette mission, débarquée en 1816 sur les rives de la baie, Elle était constituée par des artistes, tombés en disgrâce à la Restauration pour avoir trop bien servi Napoléon. Comme ils avaient du talent, ils avaient été « embauchés » par João VI, roi du Portugal, lui-même exilé dans ses colonies américaines, après que Napoléon eut mis la main sur le Portugal. João n'était pas rancunier. Il avait du panache. Il avait traversé l'Atlantique avec une cour de quinze mille personnes et avait envie de faire de Rio une capitale moderne. Et Rio se mit ainsi au « goût français » pour un bon siècle.

Officiellement, la mission de ces artistes était de créer une académie des beaux-arts. Ils y parvinrent, non sans difficultés, au point qu'ils reprirent assez rapidement le chemin de l'Europe. Leur influence n'en fut pas moins considérable. Le plus célèbre d'entre eux, le peintre Jean-Baptiste Debret, a laissé un nom au Brésil. A côté de son travail « de cour », il fut en effet un des premiers à observer méthodiquement, et sans esprit de discrimination – ce que fera, hélas, plus tard Gobineau, diplomate en poste à Rio, d'une façon exécrable – les mœurs et le brassage des populations. En fait, ces artistes étaient tous des daviens. La tradition néo-classique qu'ils incarnaient – Debret était d'ailleurs un parent de David, et l'on disait que ce dernier avait fait appel à lui pour le *Serment des Horaces* – représentait une rupture esthétique avec l'art baroque local. Succès surprenant que celui de cet art qui n'apparaissait pas, a priori, comme apte à prospérer sous les tropiques. Aujourd'hui encore, on peut voir à Rio quelques reliques de ce néo-classicisme qui fit figure de style « officiel », et qu'on appelle toujours le « style français ». L'hôtel Copacabana, édifié dans les années 20, à l'occasion du centenaire de l'indépendance du Brésil, par un architecte français, Joseph Gire, en pleine période art déco, en est, par exemple, une séquelle tardive.

Rio devait entrer ensuite dans l'ère Niemeyer, sans oublier pour autant les compatriotes de Victor Hugo et d'Auguste Comte. Reçu comme un roi dans la ville, comme beaucoup d'intellectuels ou comédiens français, André Maurois écrivait au milieu de ce siècle : « Je n'oublierai pas ces visages d'étudiants, ordonnés, sérieux, résolus / Qui m'interrogeaient sur l'existentialisme, sur Jean-Paul Sartre et sur Camus / ... Ni ces Brésiliennes si belles, le premier soir à Copacabana, / Qui me racontaient du Prévert en grignolant

leur ananas ». Et il ajoutait : « On appelle ici, dans le langage courant, une femme qui commence à mûrir : une « balzacienne », ce qui implique une connaissance assez générale de la Comédie humaine » (2).

De notre envoyé spécial
Régis Guyotat

(1) Une exposition sur la mission française s'y est tenue en 1990.
(2) Rio de Janeiro, d'André Maurois, Fernand Nathan, 1951.

TÉLEX

Il a, le magazine de toutes les fois, consacré sa dernière parution à l'île de Rio. Photos, maquette aérée, memento du voyageur. Bi-mestriel, en kiosque, 47 F. Renseignements, anciens numéros, tél. : 43-26-40-66. Festival Stendhal à Grenoble du 12 au 19 juin et Festival de jazz (version jazz de *Carmen*, de Bizet, avec Dee Dee Bridgewater dans le rôle titre) à Vienne du 19 au 26 juin au sommaire des éphémérides dauphinoises. Renseignements sur les possibilités de faire et programmes complets des manifestations de l'été dans la brochure « Festivals, spectacles » diffusée à Grenoble par le Comité départemental du tourisme (14, rue de la République, tél. : 76-54-34-36) et, à Paris, par la Maison Alpes-Dauphiné (2, place André Malraux, tél. : 42-96-08-43).

Septembre Noirs de feu dans l'Oise, les vendredis 18 et samedi 19 juin, dans le parc du château de Chantilly, où s'affronteront six stars mondiales de la pyrotechnie, venues de France (les Pyrénées, deux fois vainqueurs du concours), d'Espagne, d'Australie, d'Argentine, du Chili et d'Italie. Parking gratuit. Ouverture du parc à 20 h 30. Soirée : 60 F, billet couplé 90 F, gratuit pour les moins de douze ans. Réservations et renseignements au 16-44-45-00-12, dans les offices de tourisme et syndicats d'initiative de l'Oise, les magasins de la FNAC de la région parisienne (Ministère 3615 FNAC) et au 85, bd Malesherbes, 75008 Paris (45-22-35-19).

Effervescence au château de Bussy-le-Grand, en Bourgogne, pour le tricentenaire de la mort de Bussy-Rabutin, lieutenant-général des armées de Louis XIV, auteur d'une *Histoire amoureuse des Gaules*, de *Mémoires* et de *Lettres* adressées notamment à M^{me} de Sévigné, sa cousine. Au calendrier des manifestations : des expositions (dont « Les heures bourguignonnes du comte de Bussy », évoquant sa vie d'exilé, du 19 juin au 23 août), une fête des jeunes (représentation du *Bourgeois gentilhomme* le 12 juin), un concert (la messe *Date lila*, de Pierre Menault, par le Centre de musique baroque de

Versailles, le 27 juin), un colloque de la Société d'étude du XVII^e siècle (« Bussy-Rabutin, l'homme et l'œuvre », les 2, 3 et 4 juillet) et une nuit du Grand Siècle (le 3 juillet). Renseignements auprès de la Société des amis de Bussy-Rabutin (tél. : 16) 80-92-18-87.

L'Euro en fleurs, les week-ends de juin et celui des 3-4 juillet. Ce département situé à une heure de Paris ouvre les portes de ses châteaux, abbayes et moulins mais aussi, à l'occasion de cette manifestation, celles de certaines entreprises, usines et exploitations agricoles. Calendrier des expositions et renseignements sur les concerts, circuits et visites au 05-27-93-27 (numéro Vert). Pour recevoir la brochure « Hôtels et restaurants de charme », téléphoner au 32-31-51-51.

Deux nuits gratuites, le week-end et jusqu'au 31 août, dans un hôtel quatre étoiles de Rome, Milan, Venise, Florence, Pise, Bologne, Naples, Bari, Palerme et Catane. Alitalia (43, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}, tél. : 40-15-00-21) et dans les agences de voyages) réserve cette offre à ceux qui achètent deux billets A/R au tarif spécial « Excursion » (Paris-Rome : 2 510 F, Paris-Venise : 2 600 F, Paris-Naples : 2 560 F).

Le Guide Midi-Pyrénées 93 ou l'inventaire des séjours dans cette région. De l'abbaye bénédictine de Conques à la cathédrale de Rodez, de Cordes à Toulouse, sans omettre Montségur, dernier refuge cathare. Pour chaque circuit : descriptif, prix, adresses et mode de réservations. Pour l'obtenir, appeler le numéro Vert 05-22-02-02 ou s'adresser au Comité régional du tourisme, à Toulouse (54, bd de l'Embarcadere, tél. : 61-13-55-55) ainsi qu'à la Maison des Pyrénées à Paris (15, rue Saint-Augustin, tél. : 42-86-51-86), Nantes (7, rue Paré, tél. : 40-20-36-36) et Bordeaux (6, rue Vital-Carles, tél. : 36-44-05-65).

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Trunard

L'Asie sur un plateau

Fruit d'un partenariat avec la compagnie aérienne Thai International et sa branche tourisme Royal Orchid Holidays, la nouvelle brochure proposée par le voyageur Forum Voyages entend offrir la gamme de voyages la plus complète du marché français à destination de l'Asie, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande : 17 pays sélectionnés, 150 séjours et circuits proposés et 108 hôtels présentés, du plus sobre au plus luxueux, sur 300 destinations. Destination vedette, la Thaïlande se taille la part du lion avant le Cambodge, le Laos, le Vietnam, la Birmanie et la Malaisie. Y sont décrites séjours (ville ou plage), extensions (privilegies notamment la nature, les traditions ou l'archéologie) et itinéraires permettant de découvrir l'essentiel d'une région en compagnie d'un guide local parlant français ou anglais. L'accent est également mis sur les voyages « à la carte », formule dans laquelle se sont spécialisées certaines agences du réseau de Forum Voyages, à l'image de celle du 11, avenue de l'Opéra, 75001 Paris (tél. : 42-61-46-66). Outre les 22 points de vente de ce voyageur, toutes les destinations présentées dans la brochure sont également commercialisées dans les 57 agences Club Med Voyages, et par la centrale de réservation téléphonique (49-26-03-03) de Forum Voyages. Relié à l'ordinateur central de Bangkok, le terminal de la Thai (compagnie retenue pour tous les vols, via Bangkok, où il est possible de faire une escale prolongée) permet d'effectuer directement réservations de vols, d'hôtels et de circuits, aux meilleurs tarifs du marché. A noter que tous les départs sont garantis.

Leçons d'art en Italie

Puise à pleines mains dans le patrimoine italien. Avec « Fromentiers de l'art ». Un projet atypique, sur une idée simple, convenant particulièrement à ce pays. En petits groupes guidés par des conférenciers membres de l'association des historiens d'art de Paris-X. Pour chaque ville ou région, un thème évoquant l'histoire ou caractérisant le lieu. Ainsi de ces « entrelacs suisses et italiens », qui, avant de visiter Bergame et Vercelli, font le tour des demeures poétiques au bord de l'eau : le château Visconti et ses collections contemporaines à Locarno, sur le lac Majeur ; la fondation Thyssen-Bornemisza sur le lac de Lugano ; la villa Carlotta, la villa d'Este et la villa Monastero Moriconi sur le lac de Côme (du 25 septembre au 2 octobre, 7 240 F). Ainsi de « Naples, confessions d'un volcan », un itinéraire napolitain qui inclut la pinacothèque de Capodimonte, la côte amalfitaine et Sorrente (du 11 au 19 septembre, 7 790 F, vols et hébergement en demi-pension compris). Ou encore les Pouilles et leurs paysages préservés qui gardent le souvenir de Frédéric II, les trois lectures (médiévale, baroque ou moderne) de Palerme, les trésors de Rome et de Venise. « Florence-Sienne, entre pape et empereur » ne se borne pas à la visite de ces deux cités, mais la complète par celles de Volterra, Arezzo, Montepulciano et Pienza (du 9 au 17 octobre, 8 530 F). Renseignements et réservations auprès de la CIT (3, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 04-71-30-00 ou 49-72-50-60). Pour se familiariser avec la Toscane, deux ouvrages denses et illustrés de Damien Wigny publiés par les éditions Ducrot : *Au cœur de Florence. Itinéraires, monuments, lectures*, préface d'André Chastel (816 p., 325 F), à compléter par *Sienna et le sud de la Toscane* (1 008 p., 330 F). Optique architecturale : 16 promenades dans Florence, de Léon de Coster et François Nizet (collectif « Découvrir l'architecture des villes », chez Casterman).

Croisières supersoniques

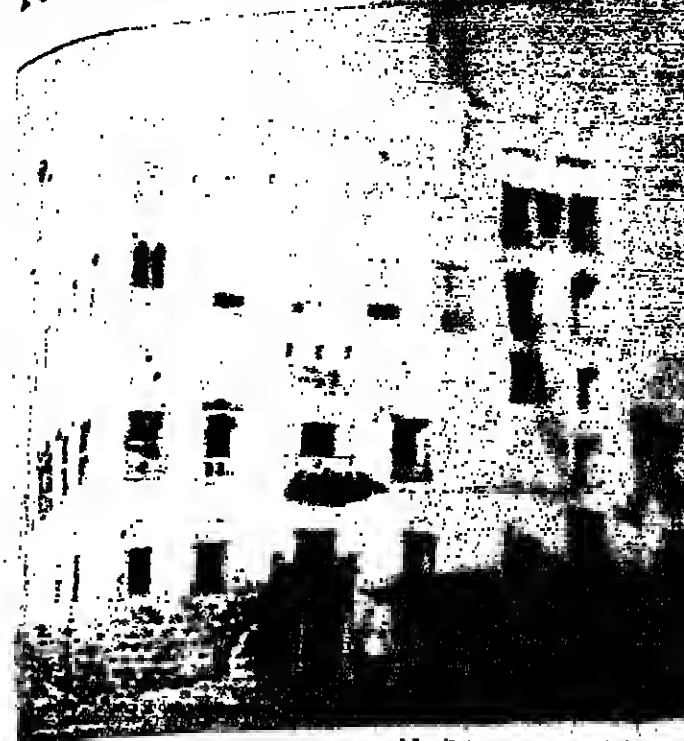
Mon premier est le plus prestigieux paquebot du monde, le seul à assurer encore régulièrement la ligne transatlantique, entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Un palace

flottant de 293 mètres, véritable ville sur la mer avec son millier d'hommes d'équipage, ses 1 500 passagers, ses restaurants, ses salons, son théâtre et ses boutiques. Mon second accueille 100 passagers, croise à 16 000 mètres d'altitude et vole à la vitesse de plus de 2 000 kilomètres à l'heure, ce qui lui permet de rallier l'Amérique en 5 heures 45 minutes. Mon tout est une croisière de 5 jours alliant le luxe et l'élégance du *Queen-Elizabeth II* de la Cunard (représentée en France par la Compagnie générale de croisière) ou supersonique franco-anglais Concorde emprunté soit au retour (départ du 3 juillet), soit à l'aller (départ du 10 juillet) avec, dans un cas comme dans l'autre, deux nuits à New-York, au cœur de Manhattan. Au menu de la première traversée (au départ de Cherbourg) un sommet gourmand réunissant une brigade d'étoiles de la gastronomie, membres des Maîtres cuisiniers de France, une association regroupant quelque 350 grands chefs. En vedette, les produits des terroirs régionaux accompagnés de vins choisis et commentés par l'un des meilleurs sommeliers de l'Hexagone, Jean-Luc Pouteau. Pour la seconde traversée, un festin culturel avec un voyage à travers l'Histoire (La Fayette, le destin des sept derniers héritiers du trône de France et la saga napoléonienne) racontée par l'écrivain Constance Saint Bris, qui présentera également des vidéos consacrées à Vinci, Monet, Proust, Cocteau et à la villa Ephrussi de Rothschild, à Saint-Jean-Cap-Ferrat. A partir de 18 950 F par personne, prix comprenant l'acheminement d'avion Paris jusqu'au bateau, la traversée en cabine double intérieure (lits superposés) avec douche, les repas à bord, l'hôtel à New-York et la visite de la ville, le vol sur Concorde. Non compris les taxes portuaires et aériennes, les repas à New-York, les gratifications au personnel et l'assurance. Possibilités de surcoût pour le supplément (de 1 000 à 13 600 F par personne) en fonction de la catégorie de cabine choisie. Renseignements dans les agences de voyages.

Plages et cimes

La montagne ou la mer ? Choisir parfois difficile pour le vacancier. D'où la formule combinant des séjours dans deux des dix stations sélectionnées par Spie Loisirs, de la Tarantaise à la Vanoise en passant par l'Oisans (Tignes, Val d'Isère, Courchevel, Méribel, Val-Thorens, Valmorel, Valfréjus, l'Alpe d'Huez) et, sur la Côte d'Azur, à Antibes-Juan-les-Pins et Roquebrune-Cap-Martin. Une offre valable dès à présent (sauf entre le 31 juillet et le 14 août) et qui permet de bénéficier d'une réduction de 10 % sur le deuxième séjour. Parmi les formules proposées, mentionnons également, à certaines périodes, trois semaines au prix de deux (la semaine offerte étant la moins chère), la possibilité, dans la limite des disponibilités, d'aménager son temps à sa guise (en allongeant ou en raccourcissant le séjour) ou de bénéficier de tarifs avantageux en juin et en septembre. A la disposition des résidents, le linge de maison inclus dans le prix tout comme le ménage en fin de séjour et les services de bureaux. Renseignements et réservations auprès de la CIT (3, boulevard des Capucines, 75002 Paris, tél. : 04-71-30-00 ou 49-72-50-60). Pour se familiariser avec la Toscane, deux ouvrages denses et illustrés de Damien Wigny publiés par les éditions Ducrot : *Au cœur de Florence. Itinéraires, monuments, lectures*, préface d'André Chastel (816 p., 325 F), à compléter par *Sienna et le sud de la Toscane* (1 008 p., 330 F). Optique architecturale : 16 promenades dans Florence, de Léon de Coster et François Nizet (collectif « Découvrir l'architecture des villes », chez Casterman).

Yemen, café contr



Yemen, café contr... (The text is mostly illegible due to the quality of the scan and the angle of the page.)

Réalisez vos rêves avec Aéromexico.

A Mexico
Hotel Casablon

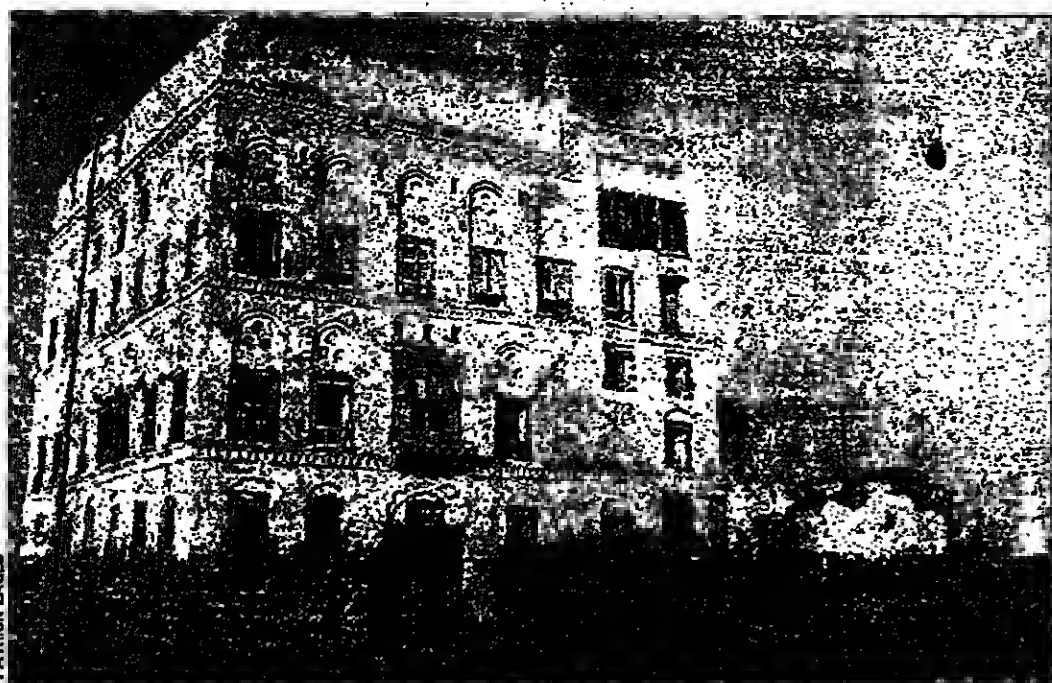
A Acapulco
Hotel Ixtapa

A Cancun
Hotel Cancun Plaza

Signature de 5 jours

CONTACTEZ-VOUS À
Vos agents de voyage
ou appelez le 79-06-50-22
(Tignes, Val d'Isère,
l'Alpe d'Huez et Valfréjus),
79-09-84-44 (Valmorel),
79-00-46-46 (Méribel, Courchevel
et Val-Thorens) et au 92-93-62-00
pour les résidences de la Côte
d'Azur.

Yémen, café contre kat



A Mokha.

Suite de la page 27

A force de palabres, conseils et modestes subventions, la production caféière a de nouveau atteint en 1990 son niveau de... 1660 : 8 000 tonnes. Même si ce chiffre est un peu retombé ensuite, à cause de moussons avaries, la contre-offensive du caféier contre le katier n'a pas reculé.

En outre, tous les efforts d'Olivier Neuvi et de sa mini-équipe yéménite consistent à convaincre au maximum de fellahs - on estime à cent mille personnes, qui en font vivre un million, le nombre des caféiculteurs au Yémen - de construire, dans un coin de leur territoire, des petits bassins capotés d'un film en plastique, destinés à accumuler les eaux pluviales; ce système coûtant le dixième du prix des citernes en ciment. Les revêtements en plastique fin et résistant sont prévus pour durer un quart de siècle. Chaque plan de caféier a besoin, outre les pluies directement assimilées, de 200 litres d'eau par an, pour produire une fois. Le miracle du bon, ce sont ses fleurs jaunissantes sur la même branche et en même temps que son fruit vert, jaune puis rouge.

Mêlés parfois aux bananiers,

papayers et manguiers, dans un décor enchevêtré digne du Douanier Rousseau, les caféiers peuvent atteindre la taille de nos amandiers. Ce sont les hommes qui cueillent les « cerises » dans un coin de leur pague, sans ôter le poignard qui glisse dans sa ceinture, dès l'adolescence, tout zaidite digne de ce nom. Noblesse du mokha, canaliculé du kat...

Là où l'expert étranger doit d'abord intervenir, c'est afin que le décaféage et le séchage des grains verts soient menés avec soin et dextérité afin d'éviter les fermentations qui rendent acres les meilleures espèces de café.

Si l'on se laisse aller à l'idée que, pour l'instant, l'État yéménite, conséquence, celle attribuée au caféier a recommandé à augmenter, aux dépens surtout, il est vrai, de cultures utiles - mais moins payantes - comme le bananier ou le goyavier. Pour qu'un véritable coup de collier soit donné, et cette fois amenant un véritable empilement sur le domaine katier, il faudrait que les katoculteurs soient assurés de l'aide d'un fonds public pendant la soudure entre l'arrachage du kat et l'entrée en production des caféiers.

En attendant, le militantisme antikat a commencé à se développer à Sanaa ou Taiz, dans l'illégalité quasi générale, il faut bien

l'avouer : « Halte aux raseurs semblables à vos anti-fumeurs ! L'idéal de tout Yéménite est et restera d'avoir dans son jardin du kat et du café comme un Français aurait une vigne et des pommes de terre », nous décochera un ancien résident yéménite en France - pays où le kat est interdit de par la loi.

Said El Attar, vice-président du conseil yéménite, chargé de l'économie, revenu de ses fantasmes marxistes de jeunesse (il conseillait alors le président algérien Ben Bella), quand il pensait que « l'enthousiasme pour le développement viendrait à bout de la katomanie », ne s'en laisse pas conter maintenant par les « ansar-el-kat » - les « compagnons du kat », confrérie sans doute actuellement la plus puissante du Yémen, ayant même ses chantres attitrés :

« Est-ce de l'émeraude que nos amis cueillent ou du kat ? Nous ne délaisserons jamais le kat, vivants et morts ! »

« Déjà, cinq ou six autres ministres, à part moi, ne katent pas, ou plus, et une Association de lutte contre le kat, présidée par Ahmed Gaber Afif, ancien ministre de l'éducation, s'est constituée. J'en suis naturellement membre. Contrairement à l'ancien régime d'Aden, nous ne voulons pas que l'État emploie la manière forte

mais qu'il fiscalise pour de bon la culture et le commerce du kat. Avec les sommes collectées, nous alimenterons un fonds de soutien aux agriculteurs arrachant leurs katiers. Pensez qu'un bouquet individuel de ces maudites feuilles peut représenter, selon les régions du Yémen, le prix de la nourriture quotidienne d'une petite famille ! Hélas ! Non seulement il n'y a rien dans les textes islamiques permettant de condamner cet excès de dépenses pour le portefeuille et exultant pour le corps, mais certains de nos juristes musulmans sont allés jusqu'à justifier le katisme... Enfin, Dieu merci, il n'y a pas d'accoutumance au kat sinon la bataille serait perdue d'avance... », égrène Said El Attar, dans le français parfait ramené de son enfance djiboutienne et de ses études parisiennes.

Le vice-président, ensuite, s'empare pour de bon : « C'est fort bien que la France nous envoie un expert en café ! malheureusement elle nous expédie aussi parfois des ministres en exercice, par exemple M. Jack Lang, qui croient astucieusement d'apparaître sur notre télévision en katant de toutes leurs dents ! Sans parler de diplomates ou de médecins européens en poste chez nous qui s'imaginent se faire accepter par notre société en participant à des séances de katage... Imaginez-vous une personnalité arabe passant à la tête française en état d'ébriété ? »

La philippique se termine non pas par une tasse de quichu - horresco referens - mais de vrai et bon café des montagnes yéménites au parfum corsé, à vrai dire inégalable. Café contre kat, le combat, en tout cas, sera rude et durera. De l'issue de cette lutte à la fois très symbolique et très pratique, dépend sans doute, au moins en partie, l'avenir d'une nation.

de notre envoyé spécial
Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Guide

● L'attrait durable du public français pour la Yémen explique sans doute la relative abondance de titres parus sur le « Tibet du monde arabe », très présent en particulier dans la littérature française de la première partie de notre siècle à travers notamment Nizan, Morand, Monfreid ou Kessel. L'expédition de Malraux au royaume de Saba est naturellement relatée dans ses *Antimémoires* mais aussi, vue des coulisses, par son confrère Gabriel Dardaï dans *Trente ans au bord du Nil* (L'Arche, 1987). Alain Decaux, au fil de son *Tapis rouge* (Perlin, 1992) donne un portrait original du chef de l'Etat actuel du Yémen, Ali Abdallah Al Salhi, en même temps qu'une édifiante échappée sur certaines improvisations de la politique arabe de la France sous François Mitterrand...

La somme générale sur le Yémen est sans nul doute constituée par les trois volumes collectifs réalisés sous l'autorité de l'arabisant Joseph Chetod et publiés avec la concours de l'Institut du monde arabe : *l'Arabie du Sud* (Maison de la culture, 1985, 970 p. en tout).

Aux antipodes de cette « bible », l'essai bref mais « éternel » de Claude Favein, femme médecin française, longtemps en poste au Yémen, *Yémen (le Petit monde)*, Seuil, 1975, 190 p. illustrées.

L'environnement historique de la terre des imams zaidites est assez magistralement campé par l'émir Henri Labrousse dans *Récits de la mer Rouge et de l'océan Indien* (Economica, 49, rue Hénicart, 75015 Paris, 1992, 340 p.). Au lendemain de la réunifica-

tion des deux Etats yéménites (1990), on peut avoir envie de comparer avec l'*Unification du Yémen antique*, travail extrêmement savant de Mohamed Abdelkader Bafakih, archéologue et diplomate (Geuthner, 1991, 470 p.). La atyla très particulier des maisons yéménites d'hier et d'aujourd'hui est exploré par José-Maria Bal dans *Architecture et peuple du Yémen* (Conseil international de la langue française, Paris, 1988, 300 p. illustrées).

Quelques traductions de littérature yéménite moderne ont été faites en français, par exemple *El Rahina* (Les Aventures d'un jeune otage de l'imam-roi au Yémen du temps jadis), récit de Zaid Moti Dammej (traduction de Luc Baldit, Edifra 1991, 180 p.). Dans recueils de vers arabes, notamment du poète contemporain irako-yéménite Chaouki Abdelamir, ont été récemment traduits dans notre langue (Ed. Tarabusta, 30670-Saint-Benoît-du-Sault).

A Paris, l'Association Franco-Yémen, animée en particulier par l'orientaliste Yves Thoraval, publie un bulletin trimestriel riche en informations culturelles, économiques, etc. (France-Yémen, 1 bis, rue Saint-Julien-le-Pauvre, 75005-Paris). A Sanaa, la très active Centre français d'études yéménites, dirigé par le jeune arabologue Franck Memmi, diffuse *Chroniques yéménites*, bilan régulier - et impressionnant - des recherches occidentales et arabes en cours sur le pays du café et du kat (Antenna du CFEY, 128 bis, rue de l'Université, 75007 Paris) ●

Réalisez vos rêves avec Aéromexico.

Séjour de 8 jours au Mexique

A Mexico	5 120 F
Hôtel Casablanca	
A Acapulco	5 540 F
Hôtel Hyatt Regency	
A Cancun	5 540 F
Hôtel Cancun Playa	

Prix "à partir de" comprenant: Les vols Paris/Cancun/Paris (ou Acapulco ou Mexico) en Aéromexico et 6 nuits en hôtel 4 étoiles en chambre double.

Contactez nous à:
Voyageurs Au Mexique
5, Place André Malraux
75001 Paris



GRAND HOTEL PARK
Gstaad

Suisse

Fitness & Aqua-Club, piscine couverte à l'eau, sauna, tennis, squash, institut de beauté, Estée Lauder, institut de relaxation, salles de conférence et de bridge, 3 restaurants de classe.

Téléphone 1941/30/83377
Téléfax 1941/30/44414

FORAÎT SPECIAL JUILLET-AOÛT 4900 F/SEM.

GOLF ET FARNIENTE QUATRE ÉTOILES EN PROVENCE-CÔTE D'AZUR

Près de Bandol, ouverture de l'Hôtel de Frégate *** sur un golf d'exception. 2 parcours - 18 (homologue) et 9 trous, 3 tennis, 3 piscines, un club équestre; mais aussi la plage, des sentiers de promenade, des VTT et le club enfants. Forfait de lancement juillet-août 1993: 4900 F/pers/sem. Tenlé? Appelez le (16) 94 29 39 39 - Fax: (16) 94 29 39 40.

* Forfait 7 jours/6 nuits en chambre double vue sur mer, 1/2 pension et 5 green fees/personne. Non-golfeur: 4000 F. Possibilité location villas avec services hôteliers.

HOTEL DE FRÉGATE

Hôtel de Frégate - RD 596 - 83270 St-Cyr-sur-Mer - Gérance par Union Internationale

Paul Théroux
Les Iles Heureuses d'Océanie

Écrivain voyageur jusqu'au bout du monde.

le Pacifique à la page

PAUL THÉROUX
LES ILES HEUREUSES D'OCÉANIE

RÉCIT Grasset

Il y a 350 ans, en mai 1643, le duc d'Enghien, qui deviendra plus tard le Grand Condé, remportait contre toute attente une grande victoire militaire devant Rocroi, dans le pays des Ardennes. Celle-ci, d'une part, mit fin à l'hégémonie de l'armée espagnole, qui perdit devant Rocroi le meilleur de son infanterie jusque-là invaincue, et d'autre part marqua le début de la suprématie française, tant au point de vue politique que culturel.

Le 19 mai 1643, dès 3 heures du matin, le duc d'Enghien lance ses troupes à l'assaut des positions espagnoles, installées co-dehors de la ville, dans une plaine située entre Rocroi et Sévigné-la-Forêt. Très vite, les Français sont maîtres de la situation. Hormis la résistance farouche de quelques régiments d'infanterie, dont celui conduit par le comte de Footaine qui trouve la mort dans la bataille, en définitive, il y a peu de résistance du côté espagnol. A 10 heures du matin, tout est terminé.

Cette bataille a été, selon certains historiens, une série de mêlées et d'affrontements rapides. Elle a surtout été menée, tactique inhabituelle dans ce genre de confrontation, par la cavalerie et non par l'infanterie. Elle laisse quelque 10 000 morts sur le terrain, 8 000 Espagnols et 2 000 Français, ainsi que des blessés par centaines : « Ils étaient ombragés en gros tas avec les morts, raconte un Rocrois passionné d'histoire locale, le sang ruisselait de toutes parts ; une fontaine qui se trouvait en avant des « boches » (espagnols) en était débordante à tel point qu'on lui donna à partir de ce jour le nom de Fontaine ». Outre 7 000 prisonniers, les Français font main basse sur une vingtaine de pièces d'artillerie, la paie des 27 000 soldats espagnols engagés dans cette bataille et bon nombre de trophées, d'étendards et autres. En réalité, il ne reste pratiquement rien de l'armée des Flandres du général Mellos.

Pour la France, la victoire est importante. Les Espagnols entendaient profiter de la mort de Richelieu, survenue en décembre 1642, et de la maladie de Louis XIII, deux circonstances qui faisaient de la cour le lieu de cabales et d'intrigues, toutes choses favorables, pensait Mellos, à des actions militaires qui devaient lui permettre de traverser la Champagne et d'arriver devant

Paris sans coup férir. Les contemporains ne se sont pas trompés sur le sens de cette victoire. On fit frapper une médaille avec le buste de Louis XIV âgé de quatre ans (il régnait depuis cinq jours, Louis XIII étant mort le 10 mai).

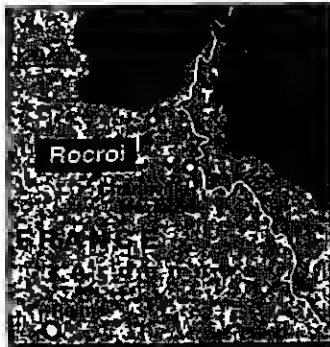
Quant à la Gazette de France, elle écrivait : « Une victoire est toujours la bienvenue. Mais quand elle est l'une des plus grandes du siècle, quand elle vient au commencement d'un règne, d'un empire et d'une campagne, alors elle tient des rayons du soleil dont la simple lumière est toujours belle, mais de qui les reflets se multiplient et par leur nombre et autant de fois qu'ils sont réfléchis par les divers miroirs qui les reçoivent... » Rocroi, place forte, verrou de la Champagne et de la France, n'est pas une idée neuve en 1653. Déjà

Henri II, un siècle plus tôt, fait bâtir les fortifications rasotées selon le système en étoile, vraisemblablement par un architecte italien. Transformée sous Henri IV et Louis XIII, elle prend la forme générale qu'on lui connaît aujourd'hui sous Louis XIV, à l'initiative de Vauban. Au XIX^e, les fortifications subissent encore quelques transformations, mais la place forte de Rocroi sera déclassée deux ans à peine après la fin des travaux (1886).

Hormis les portes de France et de Bourgogne ainsi que certains bâtiments militaires situés à l'intérieur de l'enceinte, Rocroi n'a guère changé depuis lors. Elle est la seule ville de France à avoir conservé son aspect de place forte, construite en étoile à partir d'une place centrale, destinée à faciliter

le mouvement des troupes, vers laquelle convergent une dizaine de rues, longues d'une centaine de mètres à peine, coadjoignant aux principaux bastions de défense. Côté remparts, on peut voir une enceinte fortifiée de défense, avec ses cinq bastions différents, et la deuxième enceinte, à la fois offensive et défensive, avec les demi-lunes et les avancées.

Curieusement, malgré l'importance de cette bataille reconnue à la fois par les contemporains et les historiens, jamais l'anniversaire de la bataille de Rocroi n'a été célébré. Cette année, cette lacune a été comblée les 19 et 20 mai. L'anniversaire a été marqué par d'importantes festivités populaires : spectacles pyrotechniques, reconstitution historique, marché, concerts, théâtre, etc. Mais plus



Rocroi

intéressant est le fait que l'on profite de cette commémoration pour mettre en valeur le centre-ville. Première étape de cette requalification : la rénovation de la place centrale, la place d'armes. De point, elle devient un espace minéral. « Il y a maintenant une

place, explique Michel Sobanska, maire de la ville, pour des manifestations commémoratives, tel le marché hebdomadaire par exemple, mais également pour un espace d'accueil : terrasses de café, bancs, proménades, etc. En outre, elle est une vitrine pour nos entreprises régionales, puisque l'on peut admirer les matériaux de notre région : pierre bleue et pavés. »

Deuxième étape : la restauration d'un certain nombre de vestiges militaires : la porte de Bourgogne, le bastion du Dauphin, certaines casernes, le « manège », une ancienne poudrière, tous bâtiments qui prennent une dimension culturelle et sociale : le manège est devenu une salle de spectacles, des bâtiments militaires abritent le Musée de la bataille de Rocroi, l'ancienne prison a été réaménagée et est devenue lieu de résidence. « Nous remettons au jour, reprend le maire de Rocroi, tout ce qui a été caché, détourné de son utilisation première, voire abîmé pendant des années. Nous voulons que notre ville devienne en quelque sorte un véritable bijou sorti d'un écrin à la fois naturel et architectural. »

Troisième et dernière étape : la reconstruction de la halle. « Son architecture en bois, précèdent les architectes du groupe Ausasia, devra certes susciter la curiosité et l'intérêt, mais surtout la halle devra devenir le lieu privilégié des manifestations et activités culturelles de la ville. » Sa reconstruction aura également un but pédagogique et économique. L'entreprise qui obtiendra ce marché devra, d'une part, s'engager à assurer la formation sur le chantier de jeunes à ce type de travail et, d'autre part, permettre à une filière bois de se développer, ainsi que relancer l'activité des ardoisiers de la région.

Le programme est ambitieux et coûteux. En dehors de la reconstruction de la halle, qui n'a pas encore été débutée, restauration et rénovation coûteront la bagatelle de 10 millions de francs, une somme financée en partie par l'Etat, la région Champagne-Ardenne et le département des Ardennes. Trois cent cinquante ans plus tard s'engage une nouvelle bataille de Rocroi. Cette fois, il s'agit de développement économique et touristique.

De notre envoyé spécial
Claude Christophe

Rocroi-la-Bataille

COURRIER

Le Chemin des Dames : la croyance au pire

Après la publication de l'article consacré à Yves Gibeau (« Le Monde sans visa » du 24 avril), Louis-Eugène Mangin, fils du général Mangin, nous a adressé, sous le titre « Le Chemin des Dames : la croyance au pire », une lettre dans laquelle il apporte des précisions sur le déroulement de l'offensive franco-anglaise d'avril 1916 en Champagne.

« Les généraux Nivelle et Mangin, contre l'avis de Foch et de Pétain, se mirent en tête de réduire ces collines », écrit M. Boggia (d'après Y. Gibeau).

Conception de l'offensive. L'offensive franco-anglaise a été décidée dans le cadre d'accords interalliés à Chantilly le 18 novembre 1916 et prévue d'abord pour février 1917. Son plan général a été tracé le 27 novembre 1916 par Joffre qui, dans son instruction du 16 décembre 1916, en a précisé les fonctions fondamentales. Joffre avait prévu de

repréciser la bataille de la Somme en étendant de Vimy à l'Oise, les Britanniques auraient mission d'attaquer le saillant allemand de Bapaume sur les deux flancs, tandis que Foch attaquerait entre la Somme et l'Oise et Pétain étendrait ensuite l'offensive en direction de l'Aisne et de Reims (1). Le gouvernement de Brandt était, lui, énergiquement partisan d'une telle offensive et la commission de l'armée donna son accord.

Nommé chef des armées le 12 décembre 1916, Nivelle trouve ce plan sur sa table lorsqu'il rejoint son poste à Chantilly le 16 décembre. Il modifiera fort peu les principes de base de ce premier projet (...).

Commandement. Nivelle choisit, pour commander la VI^e armée, le général Mazel, pour commander la VII^e, le général Mangin, et enfin, le général Duchêne pour la X^e armée, avec la mission d'exploiter le succès après la rupture.

Pour mener cette action, le général Nivelle doit se choisir un second, le chef de l'offensive. Faute de pouvoir avoir Foch, pour le moment à l'écart des opérations, il s'adresse à Pétain, qui multiplie les critiques et les objections. Il choisit alors le général Micheler - et non pas Mangin. Micheler préparera l'attaque et ne communiquera à Mangin que la partie du plan général d'opérations qui concernait la VI^e armée (vingt-trois lignes donnant les directives du commandant en chef). Jamais Mangin n'a eu en main le plan entier. Cette procédure est normale, et, s'il faut souligner son emploi, c'est que par la suite on affirmera que Mangin est l'auteur du plan Nivelle. Mangin n'a vu Nivelle que trois fois, quelques instants, avant l'attaque.

Dans la réponse de Mangin aux directives, le 9 janvier, il insiste surtout sur l'importance de la saison : il

fant un terrain ferme et des conditions de température acceptables pour les troupes coloniales. La communication de ces exigences n'a amené aucune modification dans les ordres d'opérations de Nivelle et de Micheler.

Le 20 mars, un changement de régime politique intervient : Ribot et Painlevé remplacent Briand et Lyautey. Painlevé tente à trois reprises de réunir des généraux d'abord, puis des membres du gouvernement avec Nivelle, et enfin un conseil de guerre extraordinaire le 6 avril à Compiègne (en l'absence de Foch). Chacun donne son accord sur l'offensive immédiate mais les membres du conseil de guerre émettent pour la plupart des doutes sur la possibilité d'une rupture immédiate, qui était l'objectif ultime de l'offensive. Le général Pétain fut formel : on avait les forces suffisantes pour la percée, mais pour l'exploitation. Nivelle proposa alors sa démission. Tous se récrièrent en répétant que l'offensive était nécessaire (...).

L'offensive. L'attaque commença le 16 avril dans les bourrasques de neige et sur un terrain détrempé - contre l'avis le plus formel de Mangin. Elle n'eut pas la grande réussite que les soldats espéraient et fut coûteuse en vies humaines. Mais le chiffre des pertes fut considérablement augmenté dans la presse. Du côté des soldats, qu'on le croie ou non, les 30 000 lettres du contrôle postal aux armées le 30 avril expriment un moral tout à fait bon, même chez les blessés. On leur a fait espérer des résultats importants de cette offensive et ils s'attendent à un prolongement des opérations.

Le 30 avril commença la destination des généraux de l'offensive du 16 avril. A l'initiative du ministre Painlevé, une commission d'enquête fut établie en juillet, présidée par le

général Brughe, assisté des généraux Foch et Gouraud pour examiner les cas des généraux Nivelle, Micheler, Mazel et Mangin. Les conclusions de la commission concernant l'armée de Mangin - le seul chef qui fut réhabilité aussi complètement par la commission - sont les suivantes :

« (...) Quoi qu'il en soit, la VI^e armée enleva la première position sur tout le front, progressa par sa gauche de plus de 6 km de profondeur, prit 12 villages, 80 canons, 6 000 prisonniers, et perdit en tout 30 000 hommes du 16 au 30 avril, soit 8 % environ de son effectif [tués, blessés ou disparus]. Ces chiffres sont loin de ceux qui avaient été donnés et n'ont rien d'élévés dans la guerre actuelle (...). »

« On fit monter 200 000 hommes. Cinq sixièmes de pertes [soit 166 665 hommes] », affirme M. Boggia dans son article.

Les pertes. Les chiffres réels établis au 30 avril par les Etats de pertes des armées et que la commission d'enquête citée plus haut avait en main, étaient pour les cinq jours de cette offensive de 15 000 tués et

60 000 blessés auxquels il faut ajouter 20 500 disparus, c'est-à-dire prisonniers, blessés ou non, soit un total de 95 500, qui d'exprime donc pas un nombre de morts, comme le mot « pertes » le suggère. Quant au nombre d'hommes engagés dans l'offensive, il est supérieur, pour la seule VI^e armée, au chiffre de 200 000 indiqué dans l'article du Monde, et nous sommes loin des 5/6 de pertes qui sont alléguées, proportion qui ne s'est rencontrée à aucun moment de cette guerre (...).

Les erreurs répandues, exagérant le chiffre des pertes, ont été rectifiées auprès du ministre Painlevé dès la publication des « états des 5 jours », le 26 avril. Celui-ci n'en a pas moins maintenu, à chaque occasion, les chiffres exagérés. Ces chiffres ont même été aggravés lors d'une seconde évaluation officielle communiquée aux parlementaires. Et, en plus, à la demande du ministre, des chiffres ont été établis au service de santé en comptant plusieurs fois le même blessé dans ses différents passages. Ces chiffres erronés ont été publiés dans la presse et n'ont jamais été rectifiés (...).

Voyages
Séjours 1 semaine
IRLANDE : 2530 F
ECOSSE : 2980 F
NORVEGE : 3800 F
Réservations : 40 53 07 11
181, Bd Pereire - 75017 PARIS
M^e Pereire ou Porte Maillot
(Paris - Versailles - Disneyland)
Les voyages
version originale

USA
739 FF par semaine
(Voiture de catégorie I économique en Floride)
Pour tous renseignements et réservations, veuillez contacter votre agence de voyages ou Hertz au (1) 47 88 51 51 ou 78 49 75 75.
Hertz
Tous les véhicules sont en bon état.
Incluant le redoutable franchise LCV.
Hertz loue des Ford et d'autres grandes marques.

LES 30-40 ANS :
UNE GÉNÉRATION CULTUELLE
Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe, nés entre 1953 et 1963, expliquent comment dans leur travail de création ils se situent par rapport à la génération qui les a précédés et celle qui a suivi.
Numéro de juin 1993 - 30 F

Qui vo

... de la bataille de Rocroi, le 19 mai 1643, le duc d'Enghien lance ses troupes à l'assaut des positions espagnoles, installées co-dehors de la ville, dans une plaine située entre Rocroi et Sévigné-la-Forêt. Très vite, les Français sont maîtres de la situation. Hormis la résistance farouche de quelques régiments d'infanterie, dont celui conduit par le comte de Footaine qui trouve la mort dans la bataille, en définitive, il y a peu de résistance du côté espagnol. A 10 heures du matin, tout est terminé.

Cette bataille a été, selon certains historiens, une série de mêlées et d'affrontements rapides. Elle a surtout été menée, tactique inhabituelle dans ce genre de confrontation, par la cavalerie et non par l'infanterie. Elle laisse quelque 10 000 morts sur le terrain, 8 000 Espagnols et 2 000 Français, ainsi que des blessés par centaines : « Ils étaient ombragés en gros tas avec les morts, raconte un Rocrois passionné d'histoire locale, le sang ruisselait de toutes parts ; une fontaine qui se trouvait en avant des « boches » (espagnols) en était débordante à tel point qu'on lui donna à partir de ce jour le nom de Fontaine ». Outre 7 000 prisonniers, les Français font main basse sur une vingtaine de pièces d'artillerie, la paie des 27 000 soldats espagnols engagés dans cette bataille et bon nombre de trophées, d'étendards et autres. En réalité, il ne reste pratiquement rien de l'armée des Flandres du général Mellos.

Pour la France, la victoire est importante. Les Espagnols entendaient profiter de la mort de Richelieu, survenue en décembre 1642, et de la maladie de Louis XIII, deux circonstances qui faisaient de la cour le lieu de cabales et d'intrigues, toutes choses favorables, pensait Mellos, à des actions militaires qui devaient lui permettre de traverser la Champagne et d'arriver devant

Paris sans coup férir. Les contemporains ne se sont pas trompés sur le sens de cette victoire. On fit frapper une médaille avec le buste de Louis XIV âgé de quatre ans (il régnait depuis cinq jours, Louis XIII étant mort le 10 mai).

Quant à la Gazette de France, elle écrivait : « Une victoire est toujours la bienvenue. Mais quand elle est l'une des plus grandes du siècle, quand elle vient au commencement d'un règne, d'un empire et d'une campagne, alors elle tient des rayons du soleil dont la simple lumière est toujours belle, mais de qui les reflets se multiplient et par leur nombre et autant de fois qu'ils sont réfléchis par les divers miroirs qui les reçoivent... » Rocroi, place forte, verrou de la Champagne et de la France, n'est pas une idée neuve en 1653. Déjà

Henri II, un siècle plus tôt, fait bâtir les fortifications rasotées selon le système en étoile, vraisemblablement par un architecte italien. Transformée sous Henri IV et Louis XIII, elle prend la forme générale qu'on lui connaît aujourd'hui sous Louis XIV, à l'initiative de Vauban. Au XIX^e, les fortifications subissent encore quelques transformations, mais la place forte de Rocroi sera déclassée deux ans à peine après la fin des travaux (1886).

Hormis les portes de France et de Bourgogne ainsi que certains bâtiments militaires situés à l'intérieur de l'enceinte, Rocroi n'a guère changé depuis lors. Elle est la seule ville de France à avoir conservé son aspect de place forte, construite en étoile à partir d'une place centrale, destinée à faciliter

le mouvement des troupes, vers laquelle convergent une dizaine de rues, longues d'une centaine de mètres à peine, coadjoignant aux principaux bastions de défense. Côté remparts, on peut voir une enceinte fortifiée de défense, avec ses cinq bastions différents, et la deuxième enceinte, à la fois offensive et défensive, avec les demi-lunes et les avancées.

Curieusement, malgré l'importance de cette bataille reconnue à la fois par les contemporains et les historiens, jamais l'anniversaire de la bataille de Rocroi n'a été célébré. Cette année, cette lacune a été comblée les 19 et 20 mai. L'anniversaire a été marqué par d'importantes festivités populaires : spectacles pyrotechniques, reconstitution historique, marché, concerts, théâtre, etc. Mais plus

intéressant est le fait que l'on profite de cette commémoration pour mettre en valeur le centre-ville. Première étape de cette requalification : la rénovation de la place centrale, la place d'armes. De point, elle devient un espace minéral. « Il y a maintenant une

place, explique Michel Sobanska, maire de la ville, pour des manifestations commémoratives, tel le marché hebdomadaire par exemple, mais également pour un espace d'accueil : terrasses de café, bancs, proménades, etc. En outre, elle est une vitrine pour nos entreprises régionales, puisque l'on peut admirer les matériaux de notre région : pierre bleue et pavés. »

Deuxième étape : la restauration d'un certain nombre de vestiges militaires : la porte de Bourgogne, le bastion du Dauphin, certaines casernes, le « manège », une ancienne poudrière, tous bâtiments qui prennent une dimension culturelle et sociale : le manège est devenu une salle de spectacles, des bâtiments militaires abritent le Musée de la bataille de Rocroi, l'ancienne prison a été réaménagée et est devenue lieu de résidence. « Nous remettons au jour, reprend le maire de Rocroi, tout ce qui a été caché, détourné de son utilisation première, voire abîmé pendant des années. Nous voulons que notre ville devienne en quelque sorte un véritable bijou sorti d'un écrin à la fois naturel et architectural. »

Troisième et dernière étape : la reconstruction de la halle. « Son architecture en bois, précèdent les architectes du groupe Ausasia, devra certes susciter la curiosité et l'intérêt, mais surtout la halle devra devenir le lieu privilégié des manifestations et activités culturelles de la ville. » Sa reconstruction aura également un but pédagogique et économique. L'entreprise qui obtiendra ce marché devra, d'une part, s'engager à assurer la formation sur le chantier de jeunes à ce type de travail et, d'autre part, permettre à une filière bois de se développer, ainsi que relancer l'activité des ardoisiers de la région.

Le programme est ambitieux et coûteux. En dehors de la reconstruction de la halle, qui n'a pas encore été débutée, restauration et rénovation coûteront la bagatelle de 10 millions de francs, une somme financée en partie par l'Etat, la région Champagne-Ardenne et le département des Ardennes. Trois cent cinquante ans plus tard s'engage une nouvelle bataille de Rocroi. Cette fois, il s'agit de développement économique et touristique.

De notre envoyé spécial
Claude Christophe

Qui voit Sein voit sa fin

Terre ancrée au large de la pointe du Raz, l'île de Sein souffre de la désertification qui affecte les campagnes. La pêche est en voie de disparition, et l'unique alternative raisonnable, sinon honorable, le tourisme, risque de briser ce qui reste d'une société ilienne originale.

L'ENEZ-SUN-III ignore l'état de la mer, les courants du Raz, l'amplitude de la marée et ses horaires. An quotidien, sans le mercredi, jour de l'hélicoptère, il livre à l'heure promise, 10 h 30, vivres et passagers. La liaison maritime repartira vers Audierne comme convenu à 16 heures. La visite est presque nécessairement éclair et la logique du parcours de curiosité s'impose aux pèlerins du jour : le phare de Maen Brial, ligne de départ du rituel, le petit musée d'histoire locale installé dans l'ancien abri du marin, le quai des Paimpolais, le quai des Français-Libres puis le village et ses ruelles dont la largeur minimale a été codifiée par un arrêté municipal de telle sorte qu'on pouvait y rouler les barriques ; le cimetière ; enfin le grand phare dont l'accès est interdit. Deux heures suffisent à appréhender l'espace et son occupation. La nuit venue, bien peu resteront sur place. L'unique hôtel n'ouvre qu'à la belle saison et les trois maisons d'hôtes totalisent une quinzaine de chambres. L'or des visiteurs ne laisse guère de traces, les étrangers quelques-uns.

Le premier d'entre eux sera dom Michel Le Nobletz (1571-1652) surnommé *ar belle fol*, le prêtre fou, évangéliste et inventeur des « taolennou », on tableaux de mission peints sur parchemin, chapitres tirés de la Bible pour illustrer l'histoire de la BD, remanqué pour ses prêches en mer, debout dans une barque, fatigué par ses pairs et chassé de l'ordre pour intégrisme précoce, n'en continue pas moins sa croisade effrénée. Il jette son dévolu sur les Sénans catalogués barbares parce qu'ils n'avaient pas de barbe. Il catéchise deux fois par jour et impose des confessions générales.

Son biographe, le père jésuite Julien Maunoir, certifie les résultats obtenus. Nuanou : les épagettes sont dorénavant épagettes, exception faite de quelques Anglais et autres blondins aux patronymes ambigus, mais la manne ne saurait être refusée. Les noms des navires parlent à l'imaginaire et sont invités au pillage, ils s'appellent *Magnifique*, *Charmonde*, *Ballistime*. L'affaire aurait été classée bien avant pour peu qu'on les ait baptisés *Cassepate* ou *Fer à Repasser*, ou qu'ils devenaient nécessairement dans ces parages tourmentés où les sculpteurs de lumière allaient demeurer encore quelques temps ignorants des vertus à longue portée de la lentille à échelons d'Augustin Fresnel.

Il faut deux siècles aux diables de la mer pour passer à l'état de sauvegarde éternelle. C'est le début d'une collection de médailles. La bénédiction du clergé accompagne celle de la royauté : Sein et Molène, terres de misère déjà frappées de tous les impôts de la nature ne supporteront qu'un droit de circulation et de consommation des boissons, essentiellement du vin de Guyenne, perçu à l'embarquement.

Peintres, écrivains, musiciens qui se lancent à la découverte de la Bretagne sur les traces d'un Flaubert ignorent superbement le caillou qui flotte. Bien peu prennent le courrier d'alors, irrégulier sinon incertain. Charles Cottet peint *Douleur au pays de la mer* et Emile Renouf *la Veuve* qui connaît un beau succès au Salon de 1880.

Odette de Fuygaudeau est la seule, au début du XX^e siècle, à s'intéresser à l'île autrement qu'en termes de dent et de malheur. Vêtue d'une vareuse bleue et chaussée de sabots de bois, livret de navigation en poche et plume à la main, elle séjourne plusieurs

mois sur l'île, écrivant les reportages qui seront le point de départ, écrit Monique Verrit, d'une *voie royale* qui lui permettra de concilier *métier et vocation*. Le texte est généreux, souvent diaphanographique, mais le regard est celui de l'éthnologue à venir :

« Toutes deux, étant d'une famille de pêcheurs aisés, avaient fait leurs classes chez les sœurs, à Brest. Mais ni l'une ni l'autre ne regrettaient le continent et ne souhaitaient y retourner. C'était là-bas, disaient-elles, qu'on sentait la solitude, dans ces grandes rues pleines de visages indifférents (1). »

Les temps ont changé. Aujourd'hui, l'île prend peu à peu conscience de sa lente mais certaine désertification et s'en inquiète. Les petites phrases sonnent comme le font les sentences : « le boudanger est mort et n'a pas été remplacé », « le boucher non plus », « personne n'a repris le débit de tabac », « dans cinq ans, l'île sera exsangue ». Les chiffres confirment le pessimisme ambiant et le déclin : mille habitants permanents au début du siècle auxquels venaient s'ajouter cinq cents migrants au printemps et un été, attirés par les fonds poissonneux du Raz ; moins de deux cents aujourd'hui quand bien même les listes électorales alignent un chiffre proche du double. La diaspora s'étend, éparpillée le long du littoral continental et finistérien, soit l'importance, tantôt affective, tantôt utilitaire, de certains retours au bercail.

Les deux écoles, la primaire et le collège des îles du Ponant, structure unique en France financée essentiellement par le département qui a pour but le maintien de la scolarité sur les îles en favorisant le déplacement des enseignants, ne comptent plus respectivement que six et quatre élèves.

Les trois plus grands bâtiments, l'Auberge des Sénans, l'Hôtel-restaurant d'Ar Men, le Grand Monarque sont fermés. Le recteur n'habite plus ici. Tous les dimanches, comme un simple quidam, il s'embarque sur l'*Ennez-Sun-III* et vient célébrer son office pour une cinquantaine de fidèles réunis sous le toit de l'église néoclassique, fin XIX^e siècle, dont l'imposante caracole, les bâtiments religieux construits à l'annonce de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Même les gardes ont disparu. On ne les voit qu'une fois par mois pour la traditionnelle visite de politesse et de mesure de la température ambiante. Les affaires, toujours plus ou moins de famille, se règlent à huis clos en disparaissant, diluées dans une solidarité intelligente.

Première de genre, signe irréfutable d'une brèche, plusieurs maisons s'annoncent à vendre chez les notaires du continent. Il reste à Sein deux artisans du bâtiment, son bureau de poste, ses deux petites épiceries, son magasin de souvenirs, ses trois bars, ses trois restaurants et son dispensaire qu'occupe le médecin généraliste. Après une quinzaine d'années passées dans un cabinet des Champes-Élysées, René Abgillebert a traité sa blouse blanche dans les bases-vie des grands chantiers d'outre-mer puis s'est essayé à l'humanitaire avant de devenir le confident de l'île, un étranger silencieux « doté d'un certain coefficient de sagesse », comme il se plaît à le souligner, rappelant ainsi les déboires de son prédécesseur contraint de rebrousse chemin avant l'heure.

Les métiers portant lettres de noblesse n'échappent pas à la peine. Le mythique phare d'Ar Men, vu de l'île un insignifiant point noir, « l'enfer des enfers »



puisque tel est son terrible surnom, érigé de 1867 à 1880 pour accompagner les rêves transatlantiques brestois, est maintenant télécommandé et télécontrôlé par des électromécaniciens ! Personne ne s'en plaindra – et surtout pas le jeune Fouquet qui, comme ses illustres ancêtres, s'y voyait déjà condamné à perpétuité – mais Rachilde n'écrit plus la *Tour d'Amour* (2), déficient et romanesque délire qui voit de pâles figures de femmes et de sirènes s'engouffrer dans les rêves et désirs d'impossible du bon gardien Mathurin Bernabas et de son jeune homologue Le Maleux :

« Faudrait peut-être se préparer pour le canot avec des bouées, que je dis aux vieux, les dents claquantes... »

« Pas la peine, qu'il fit d'un ton calme en nouant son mouchoir autour de son crâne défilant, parce qu'il avait rudement chaud dans le vent froid, ils vont s'échouer à la pointe... sont pèris d'avance... »

« Ah ! Les pauvres bougres ! Nous ne pouvons tout de même pas rester ici plantés, tranquilles... c'est des hommes... »

« Nous aussi ! »

La pêche, unique activité économique véritable depuis l'aube du peuplement, ne fait plus vivre que cinq équipages, une petite dizaine d'hommes. « C'est l'avenir de l'île », affirment les vétérans de Rungis. « On a tout pris, la mer est vide, c'est fini », glissent discrètement les anciens, groupés et à l'abri du vent le long d'un quai ensablé. Ils savent de quoi ils parlent.

Le maire de Sein, Alain Le Roy, se définit lui-même « comme un goéland qui plane quand s'agit la tempête ». Dans les bassins de l'ancienne école de marins, le crustacé emblème – il affine, nouveau métier puisque lui aussi a perdu le sien, des huîtres creuses et plates, gouffres et bien en chair, avec pour objectif de réussir un impossible, créer deux, voire trois emplois : « Je m'étais passionné pour cette station expérimentale, l'une des trois écoles françaises avec celles des îles d'Yeu et d'Houat. Elle faisait travailler jusqu'à sept personnes en été. On élevait de l'artémia, ce petit crustacé qui permettait de nourrir entre 60 000 et 120 000 bébés homards séjournant dans une eau à 19 degrés obtenue avec le bouilleur. Je croyais qu'on allait enseigner autour de chez nous. Au lieu de cela, la mer a été soupollée. Il y a même eu des lâchers au large de la Corse, effectués par un avion bimoteur. Dans ces conditions, le bilan ne pouvait que nous être défavorable. Depuis, la technologie a été vendue aux Nord-Américains. Les homards reviennent à Noël en avion. »

En 1959, l'Etat français revient partiellement sur la décision royale d'exempter Sein de tout impôt. Le conseil municipal de l'époque doit choisir entre le revenu ou le duo foncier-habitation. Le coût de la remise à jour du cadastre de 1836 s'avérant prohibitif, la première solution est retenue. Il faut ensuite beaucoup

d'obstination à Alain Le Roy pour obtenir une part forfaitaire de la dotation globale de fonctionnement et du Fonds national de compensation de la taxe professionnelle. Le budget, qui ne dépassait guère le « salaire mensuel d'un cadre parisien » (3), s'élève aujourd'hui à 600 000 F ! Ecume de petite monnaie.

Par la force des choses, le tourisme apparaît peu à peu comme l'unique porte de sortie viable. Sans être tabou, le sujet s'aborde

avec prudence : « Il ne faut pas perdre de vue que si on fait quelque chose, on casse autre chose. Sein n'est ni Belle-Ile, ni Groix, ni Ouessant. L'absence d'espace, la structure très ramassée du village, l'étroitesse des ruelles, les clôtures de jardins à mi-hauteur font que, où que l'on soit, on est toujours chez quelqu'un. Il est temps de choisir mais nul d'entre nous ne souhaite être envahi. Il n'est pas envisageable de voir des cohortes nocturnes déambuler bruyamment et il ne saurait être question de se

laisser tenter par un institut de thalassothérapie. A travers les deux projets que nous avons à l'étude, dont celui des classes de mer à destination des enfants des écoles urbaines, nous voudrions montrer notre planète aux visiteurs, un monde de nature, sans autre bruit que le couinement de la Renault 6 brinquebalante des Phares et Balises, totalement différent du sien. Pour cela, il faut qu'ils s'y arrêtent quelques jours. » Les propos, pour aussi modestes qu'ils soient, sous-entendent des travaux de restauration de bâtiments dont l'île n'a pas les moyens.

Comme il en a l'habitude, Alain Le Roy va reprendre son baluchon de voyageur de commerce mandaté. Il s'en ira plaider la cause auprès du conseil général où, par bonheur, les élus sont encore bien disposés à l'égard des poussières de terre puis, selon sa propre expression, « montera à l'assaut » des ministères des finances et de l'intérieur. Si besoin est, l'histoire viendra à la rescousse. Il rappellera avec faconde qu'en juin 40, sa commune fut le quart de la France.

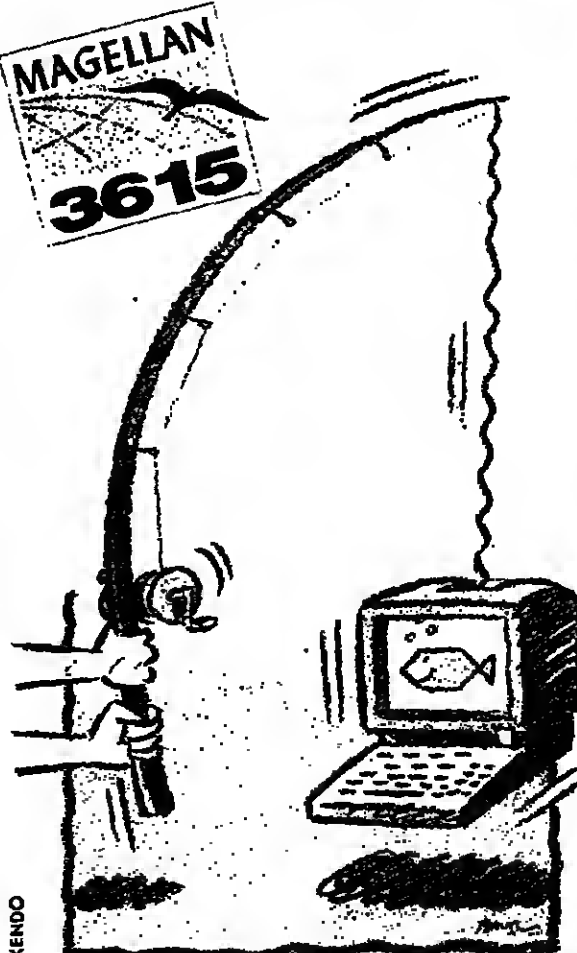
De notre envoyé spécial
Philippe Abalan

(1) Remaniés et rassemblés en un seul volume, les textes d'Odette de Fuygaudeau sont publiés en 1945 sous le titre *Grandes îles* aux éditions René Julliard. Réédité en 1989.

(2) Publié en 1899 au Mercure de France, réédité en 1980 et 1983 aux éditions La Tour sur le tout.

(3) Le Monde du 10 mars 1991.

POUR PUISER DES IDÉES DE LOISIRS A LA MEILLEURE SOURCE, CHOISISSEZ LA BONNE LIGNE.



Le nouveau service 3615 Magellan est le premier serveur international d'information touristique multilingue qui offre une mine incroyable de renseignements de qualité, mis à jour en permanence, sur les loisirs et le tourisme en France. 3615 Magellan répondra à toutes vos questions, même les plus diverses ou complexes. Hébergement et gastronomie - Sports, loisirs et tourisme de santé - Patrimoine naturel et culturel - Informations pratiques. Alors, pour passer du rêve à la réalité, pianotez sans perdre de temps sur 3615 MAGELLAN.

3615 MAGELLAN. LES MEILLEURES IDÉES POUR ORGANISER VOS VACANCES ET VOS LOISIRS.

هكذا من لا يمل

SANS • VISA

JEUX

Bridge

n° 1538

LA DÉCOUVERTE DE CROWHURST

Dans le concours annuel de Bois, le fabricant hollandais de liques, l'Anglais Crowhurst a gagné le premier prix en proposant une technique très subtile pour mettre un des adversaires à la dévotion pour savoir s'il doit prendre une levée ou la laisser passer.

♠ V6
♥ V85
♦ RDV94
♣ 743

♠ R9754
♥ R10
♦ 865
♣ 865

♠ D102
♥ D7643
♦ A72
♣ 109

♠ A83
♥ A92
♦ 103
♣ ARDV2

Ann. : S. don. Tous vuls.

Sud Ouest Nord Est
♠ passe 10 passe
2 SA passe 3 SA passe...

Quest a entamé le 5 de Pique (quatrième meilleure) et le déclarant a pris avec l'As au troisième tour. Comment n'a-t-il ensuite joué pour essayer de gagner TROIS SANS ATOUT ?

Réponse :

Il faut évidemment espérer qu'Est n'ait plus de Pique et qu'il détienne l'As de Carreau. D'autre part, il faudra qu'Est laisse passer deux fois à Carreau (alors que pour la chute il faudrait qu'il prenne au second tour). Mais comment Est peut-il connaître la distribution exacte des Carreaux ? Seul Ouest, en faisant un écho ou en fournissant son plus petit Carreau, pourra indiquer le nombre de ses cartes dans la couleur (deux ou trois).

Et voilà qu'Est intervient en vous conseillant de jouer l'As de Carreau (de façon que l'adversaire (Est) ne puisse savoir quand il doit prendre !)

Regardez comment le déclarant a exploité l'incertitude où Est se trouve : après l'As de Pique, Sud a joué le 10 de Carreau et, Ouest ayant fourni le 5 de Carreau (puisque l'on avait que trois), le déclarant a pris le 10 de Carreau avec le Valet (qu'Est a laissé passer), puis il a rejoué le Roi de Carreau. Que devait faire Est ? Il avait bieu vu le 5 de Carreau d'Ouest, mais quelle carte fournirait-il au deuxième tour : le 3 (pour indiquer deux cartes avec l'écho 5 et 3) ou le 6 (pour montrer trois cartes en fournissant dans l'ordre normal) ?

Bref, Est décide de laisser passer une deuxième fois à Carreau, et Sud se précipite sur ses cinq Trèfles et l'As de Cœur pour « aligner » neuf levées...

Supposons que le déclarant n'ait pas pris le 10 de Carreau avec le Valet et qu'il ait rejoué le 3 de Carreau pris cette fois par le Valet. Est n'aurait pas pu se tromper car, après avoir mis le 5, Ouest aurait montré ensuite le 6, et Est, avec la certitude que Ouest avait trois Carreaux, aurait su que Sud n'en avait que deux, et il aurait pris au second tour à Carreau pour la chute (puisque le déclarant n'aurait fait qu'un seul Carreau (le Valet)...

DANS SES ŒUVRES

Le Pakistanais Mahmood Zia est considéré depuis plusieurs années comme un des plus grands joueurs mondiaux et ses meilleurs coups font régulièrement le bonheur des journalistes.

Voici l'un d'entre eux :

♠ A753
♥ 8
♦ AV874
♣ AV10

♠ D42
♥ RDV...
♦ 6
♣ 2

♠ 10986
♥ 3
♦ 53
♣ RD9865

♠ RV
♥ A64
♦ RD1092
♣ 743

Ann. : E. don. Pers. vuls.

Quest Nord Est Sud
Cohen Za passe
4 contre 2 passe 60

Ouest ayant entamé le 2 de Trèfle singleton, comment Zia a-t-il gagné ce PETIT CHELEM À CARREAU contre toute défense ?

Note sur les enchères : L'ouverture artificielle de « 2 Piques » était un barrage qui garantissait une longue à Trèfle, le saut naturel à « 4 Cœurs » promettait une couleur très solide d'au moins sept cartes, et le bond final à « 6 Carreaux » était... courageux.

LE NOUVEAU CODE

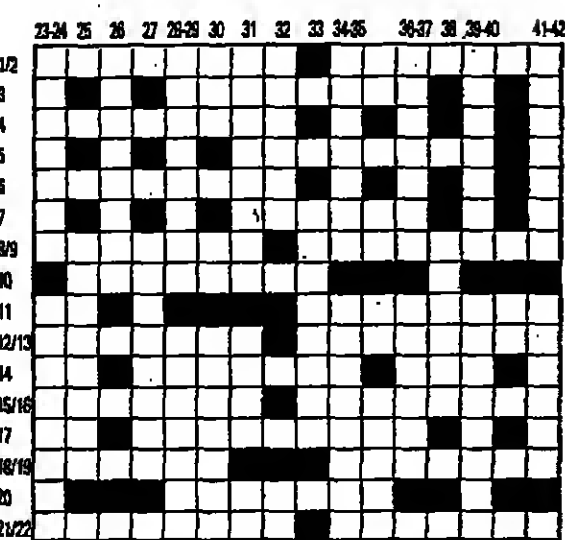
Le nouveau code de la partie libre a décidé que, lorsqu'une partie était arrêtée, on ne devait compter pour une marque partielle 100 points et on passait à 50 (qui était notoirement insuffisant).

Philippe Brugnion



Anacroisés

n° 769



HORIZONTALEMENT

1. AEFINRTX - 2. AAHELT.
3. AEEGIMS (+3).
4. EHNRTT (+2). - 5. BILRS.
TUY. - 6. EEMNRST (+1).
7. AERSS (+3). - 8. ACEHIO.
(+1). - 9. AAEILMNS (+2).
10. AAEFINRT (+1).
11. ADLRTTUU. - 12. EHLIMS.
13. AEIRTTUU. - 14. AEIQTU.
(+1). - 15. AIIPTTU.
16. AEIRSSST (+12).
17. ACEIRTTU (+X).
18. EEMSS (+5). - 19. CEE.
GIMO. - 20. DEBETU (+1).
21. ACEELRST (+1).
22. AAEISST (+1).

VERTICALEMENT

23. EENTUX. - 24. ACE.
HIMPS. - 25. CEILORS (+2).
26. EHMOPRT. - 27. EINOQSTU.
(+3). - 28. AEFIRSS (+1).
29. CDEIISU. - 30. EEMRRTU.
(+1). - 31. AEIIMRT.
32. AAINNS. - 33. AEILMST.
34. AABIRNS (+1). - 35. AAE.
GORTU. - 36. BEEORST.
37. AEELRX. - 38. ADERSU (+1).
39. AAUSST. - 40. AINORSS.
(+1). - 41. ACEELTY.
42. EINSST (+1).

SOLUTION DU N° 768

1. POURTANT. - 2. ABSOUTE.
(ABOUES, EBOUES, TABOUES).
3. FEMORAUX. - 4. TATANES.
5. RIBOUS, vieux soulier. - 6. CHANTIS.
- 7. URGENTES. - 8. ENOUËES.
9. AIGRIRA. - 10. ENRICHE.
11. DERORE. - 12. BAGADOU, pl. de
BAGAD, formation musicale bretonne.
13. LOGEUR (LOGRE). - 14. BERMU.
DAS. - 15. TIEDRI. - 16. MANIAI (ANI.
MAI). - 17. REQUISIT (QUIRITES).
18. LITUIS, bête de pâtre romain.
19. ALESSIS. - 20. PATRONAT.
21. OBERAL. - 22. BALMATES.
23. EGOUNES (GENOISE, SOIGNEE).
24. ROCOUR. - 25. RAGIMES (RI.
MATES, MAGISTER, MIGRATES,
TIGRAMES). - 26. ATTIGER (TIRAGE).
- 27. BOUSILLA. - 28. SENGATEUR.
(ETERNUS). - 29. FACUEL (FACULTÉ,
FECULAT). - 30. LETHEN, relatif au
Beuve des Bafes. - 31. RHISTIQUE.
32. MAISRIE (EMERIAL, EMERAS).
33. RIEUSE. - 34. SIXIEME. - 35. CIST.
TUDES, tartes (DISCUTES). - 36. PASTI.
CHA. - 37. EDITION. - 38. STARETS,
salat russe (STRATES, TRESSAT).
- 39. AXASSEZ.

Michel Charlemagne et Michel Duguet

Scrabble

n° 423

VOUS L'AVEZ, EN SOURDANT, MADAME, ÉCHAPPÉ BELLE !

A l'occasion d'un « Des chiffres et des lettres » récent, il n'a pas échappé aux scrabbleurs que le mot « sourdant », ignoré par le P.L.I., le Petit Robert et l'Atlas, n'aurait pas dû être accepté. Cependant les arbitres n'ont pas hésité. D'abord, ils n'étaient que deux, d'où peut-être un certain surmenage. Ensuite le mot est plausible : on peut très bien imaginer un torrent qui en « sourdant » réveille les gens... (d'ailleurs cette flexion est renseignée par le Littré). De même le verbe défectif FRIRE n'a conservé qu'un vestige de participation présent, l'adjectif FRIAND, E. Autres formes archaïques dignes d'être notées : ISSANT, E, issu du vieux verbe « issir », et il le faudra issir de cette tranquillité et repos d'étude (à Rabelais), et sciemment ce terme d'héraldique signifie (animal) dont seul le haut apparaît ; OYANT. « Lors vous o'avez servante oyant telle nouvelle » (Ronsard) ; le pluriel AYANTIS (des ayants droit), à ne pas jouer, toutefois, avant 1994.

Une catégorie de verbes est, très ingénieusement, dépourvue de participes présents : les verbes impersonnels (en particulier les verbes météorologiques) qui, par définition, n'ont pas de sujet nominal sur lequel le participe présent puisse s'appuyer. Ainsi : FALLOIR, BOUMER, BRUMER, BRUMER, DRACHER, pleuvoir à verse, en Belgique, NEIGER, VENTER. Certains verbes météorologiques peuvent avoir un sens figuré ; à ce titre, ils ont droit à une forme en -ANT : PLEUVANT (des boutons grêlent son visage) - TONNANT (les canons tonnent).

Si les scrabbleurs brillent souvent au jeu « Des chiffres et des lettres », la réciproque est parfois vraie : Témoin la partie ci-dessous, jouée récemment à Bordeaux. Olivier Suys, qui vient de réaliser un sans-faute (ou presque) dans vingt émissions consécutives, l'a remportée avec 129 points d'avance sur le deuxième, pourtant scrabbleur chevronné.

Michel Charlemagne

Le Bonnet, 384, av. de la Libération, 63. E
Tournoi mardi et vendredi à 21 heures, le 18 mai 1993

Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. Le tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de lettres consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel du Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PIS
1	ALRSTUJ	SUTURAL	H3.	66
2	ACEILMN	LACEMENT (a)	5A	72
3	BEEGOQU	BLOQUEUR	A4	57
4	CHEMNOR	AGRONOME (b)	8H	83
5	DEIOPUT	JOUTE	1D	36
6	ENSTWY	OYES	1D	36
7	AEIMTUJ	JETAI	1D	36
8	EMUONGT	MORGUENT (c)	J6	65
9	ADERTV	DECEVRAIT (d)	C3	98
10	AIKRSTT	TRIPANTS (a)	12E	76
11	BDEIRS	HERBIEZ	H11	24
12	BIRERIZ	MDA	O8	34
13	LAALIRX	HALLE	N11	32
14	ALLRHEI	WON	M7	26
15	IRNNOSW	ASPIRONS	3G	78
16	EMNSAP	EFFUSIV	14A	88
17	IFFISUV	KIEF	A12	66
18	ACEIKL	LACE	4J	26
19	ACELAND			1091

(a) MANCERLE 9 C. 65 ; (b) ERGONOMIE, D5, 72 ; (c) traitant avec morgue ; (d) dériver, 11 E. 60 ; (e) dériver, 11 E. 60 ; (f) dériver, 11 E. 60 ; (g) dériver, 11 E. 60 ; (h) dériver, 11 E. 60 ; (i) dériver, 11 E. 60 ; (j) dériver, 11 E. 60 ; (k) dériver, 11 E. 60 ; (l) dériver, 11 E. 60 ; (m) dériver, 11 E. 60 ; (n) dériver, 11 E. 60 ; (o) dériver, 11 E. 60 ; (p) dériver, 11 E. 60 ; (q) dériver, 11 E. 60 ; (r) dériver, 11 E. 60 ; (s) dériver, 11 E. 60 ; (t) dériver, 11 E. 60 ; (u) dériver, 11 E. 60 ; (v) dériver, 11 E. 60 ; (w) dériver, 11 E. 60 ; (x) dériver, 11 E. 60 ; (y) dériver, 11 E. 60 ; (z) dériver, 11 E. 60 ; (aa) dériver, 11 E. 60 ; (ab) dériver, 11 E. 60 ; (ac) dériver, 11 E. 60 ; (ad) dériver, 11 E. 60 ; (ae) dériver, 11 E. 60 ; (af) dériver, 11 E. 60 ; (ag) dériver, 11 E. 60 ; (ah) dériver, 11 E. 60 ; (ai) dériver, 11 E. 60 ; (aj) dériver, 11 E. 60 ; (ak) dériver, 11 E. 60 ; (al) dériver, 11 E. 60 ; (am) dériver, 11 E. 60 ; (an) dériver, 11 E. 60 ; (ao) dériver, 11 E. 60 ; (ap) dériver, 11 E. 60 ; (aq) dériver, 11 E. 60 ; (ar) dériver, 11 E. 60 ; (as) dériver, 11 E. 60 ; (at) dériver, 11 E. 60 ; (au) dériver, 11 E. 60 ; (av) dériver, 11 E. 60 ; (aw) dériver, 11 E. 60 ; (ax) dériver, 11 E. 60 ; (ay) dériver, 11 E. 60 ; (az) dériver, 11 E. 60 ; (ba) dériver, 11 E. 60 ; (bb) dériver, 11 E. 60 ; (bc) dériver, 11 E. 60 ; (bd) dériver, 11 E. 60 ; (be) dériver, 11 E. 60 ; (bf) dériver, 11 E. 60 ; (bg) dériver, 11 E. 60 ; (bh) dériver, 11 E. 60 ; (bi) dériver, 11 E. 60 ; (bj) dériver, 11 E. 60 ; (bk) dériver, 11 E. 60 ; (bl) dériver, 11 E. 60 ; (bm) dériver, 11 E. 60 ; (bn) dériver, 11 E. 60 ; (bo) dériver, 11 E. 60 ; (bp) dériver, 11 E. 60 ; (bq) dériver, 11 E. 60 ; (br) dériver, 11 E. 60 ; (bs) dériver, 11 E. 60 ; (bt) dériver, 11 E. 60 ; (bu) dériver, 11 E. 60 ; (bv) dériver, 11 E. 60 ; (bw) dériver, 11 E. 60 ; (bx) dériver, 11 E. 60 ; (by) dériver, 11 E. 60 ; (bz) dériver, 11 E. 60 ; (ca) dériver, 11 E. 60 ; (cb) dériver, 11 E. 60 ; (cc) dériver, 11 E. 60 ; (cd) dériver, 11 E. 60 ; (ce) dériver, 11 E. 60 ; (cf) dériver, 11 E. 60 ; (cg) dériver, 11 E. 60 ; (ch) dériver, 11 E. 60 ; (ci) dériver, 11 E. 60 ; (cj) dériver, 11 E. 60 ; (ck) dériver, 11 E. 60 ; (cl) dériver, 11 E. 60 ; (cm) dériver, 11 E. 60 ; (cn) dériver, 11 E. 60 ; (co) dériver, 11 E. 60 ; (cp) dériver, 11 E. 60 ; (cq) dériver, 11 E. 60 ; (cr) dériver, 11 E. 60 ; (cs) dériver, 11 E. 60 ; (ct) dériver, 11 E. 60 ; (cu) dériver, 11 E. 60 ; (cv) dériver, 11 E. 60 ; (cw) dériver, 11 E. 60 ; (cx) dériver, 11 E. 60 ; (cy) dériver, 11 E. 60 ; (cz) dériver, 11 E. 60 ; (da) dériver, 11 E. 60 ; (db) dériver, 11 E. 60 ; (dc) dériver, 11 E. 60 ; (dd) dériver, 11 E. 60 ; (de) dériver, 11 E. 60 ; (df) dériver, 11 E. 60 ; (dg) dériver, 11 E. 60 ; (dh) dériver, 11 E. 60 ; (di) dériver, 11 E. 60 ; (dj) dériver, 11 E. 60 ; (dk) dériver, 11 E. 60 ; (dl) dériver, 11 E. 60 ; (dm) dériver, 11 E. 60 ; (dn) dériver, 11 E. 60 ; (do) dériver, 11 E. 60 ; (dp) dériver, 11 E. 60 ; (dq) dériver, 11 E. 60 ; (dr) dériver, 11 E. 60 ; (ds) dériver, 11 E. 60 ; (dt) dériver, 11 E. 60 ; (du) dériver, 11 E. 60 ; (dv) dériver, 11 E. 60 ; (dw) dériver, 11 E. 60 ; (dx) dériver, 11 E. 60 ; (dy) dériver, 11 E. 60 ; (dz) dériver, 11 E. 60 ; (ea) dériver, 11 E. 60 ; (eb) dériver, 11 E. 60 ; (ec) dériver, 11 E. 60 ; (ed) dériver, 11 E. 60 ; (ee) dériver, 11 E. 60 ; (ef) dériver, 11 E. 60 ; (eg) dériver, 11 E. 60 ; (eh) dériver, 11 E. 60 ; (ei) dériver, 11 E. 60 ; (ej) dériver, 11 E. 60 ; (ek) dériver, 11 E. 60 ; (el) dériver, 11 E. 60 ; (em) dériver, 11 E. 60 ; (en) dériver, 11 E. 60 ; (eo) dériver, 11 E. 60 ; (ep) dériver, 11 E. 60 ; (eq) dériver, 11 E. 60 ; (er) dériver, 11 E. 60 ; (es) dériver, 11 E. 60 ; (et) dériver, 11 E. 60 ; (eu) dériver, 11 E. 60 ; (ev) dériver, 11 E. 60 ; (ew) dériver, 11 E. 60 ; (ex) dériver, 11 E. 60 ; (ey) dériver, 11 E. 60 ; (ez) dériver, 11 E. 60 ; (fa) dériver, 11 E. 60 ; (fb) dériver, 11 E. 60 ; (fc) dériver, 11 E. 60 ; (fd) dériver, 11 E. 60 ; (fe) dériver, 11 E. 60 ; (ff) dériver, 11 E. 60 ; (fg) dériver, 11 E. 60 ; (fh) dériver, 11 E. 60 ; (fi) dériver, 11 E. 60 ; (fj) dériver, 11 E. 60 ; (fk) dériver, 11 E. 60 ; (fl) dériver, 11 E. 60 ; (fm) dériver, 11 E. 60 ; (fn) dériver, 11 E. 60 ; (fo) dériver, 11 E. 60 ; (fp) dériver, 11 E. 60 ; (fq) dériver, 11 E. 60 ; (fr) dériver, 11 E. 60 ; (fs) dériver, 11 E. 60 ; (ft) dériver, 11 E. 60 ; (fu) dériver, 11 E. 60 ; (fv) dériver, 11 E. 60 ; (fw) dériver, 11 E. 60 ; (fx) dériver, 11 E. 60 ; (fy) dériver, 11 E. 60 ; (fz) dériver, 11 E. 60 ; (ga) dériver, 11 E. 60 ; (gb) dériver, 11 E. 60 ; (gc) dériver, 11 E. 60 ; (gd) dériver, 11 E. 60 ; (ge) dériver, 11 E. 60 ; (gf) dériver, 11 E. 60 ; (gg) dériver, 11 E. 60 ; (gh) dériver, 11 E. 60 ; (gi) dériver, 11 E. 60 ; (gj) dériver, 11 E. 60 ; (gk) dériver, 11 E. 60 ; (gl) dériver, 11 E. 60 ; (gm) dériver, 11 E. 60 ; (gn) dériver, 11 E. 60 ; (go) dériver, 11 E. 60 ; (gp) dériver, 11 E. 60 ; (gq) dériver, 11 E. 60 ; (gr) dériver, 11 E. 60 ; (gs) dériver, 11 E. 60 ; (gt) dériver, 11 E. 60 ; (gu) dériver, 11 E. 60 ; (gv) dériver, 11 E. 60 ; (gw) dériver, 11 E. 60 ; (gx) dériver, 11 E. 60 ; (gy) dériver, 11 E. 60 ; (gz) dériver, 11 E. 60 ; (ha) dériver, 11 E. 60 ; (hb) dériver, 11 E. 60 ; (hc) dériver, 11 E. 60 ; (hd) dériver, 11 E. 60 ; (he) dériver, 11 E. 60 ; (hf) dériver, 11 E. 60 ; (hg) dériver, 11 E. 60 ; (hh) dériver, 11 E. 60 ; (hi) dériver, 11 E. 60 ; (hj) dériver, 11 E. 60 ; (hk) dériver, 11 E. 60 ; (hl) dériver, 11 E. 60 ; (hm) dériver, 11 E. 60 ; (hn) dériver, 11 E. 60 ; (ho) dériver, 11 E. 60 ; (hp) dériver, 11 E. 60 ; (hq) dériver, 11 E. 60 ; (hr) dériver, 11 E. 60 ; (hs) dériver, 11 E. 60 ; (ht) dériver, 11 E. 60 ; (hu) dériver, 11 E. 60 ; (hv) dériver, 11 E. 60 ; (hw) dériver, 11 E. 60 ; (hx) dériver, 11 E. 60 ; (hy) dériver, 11 E. 60 ; (hz) dériver, 11 E. 60 ; (ia) dériver, 11 E. 60 ; (ib) dériver, 11 E. 60 ; (ic) dériver, 11 E. 60 ; (id) dériver, 11 E. 60 ; (ie) dériver, 11 E. 60 ; (if) dériver, 11 E. 60 ; (ig) dériver, 11 E. 60 ; (ih) dériver, 11 E. 60 ; (ii) dériver, 11 E. 60 ; (ij) dériver, 11 E. 60 ; (ik) dériver, 11 E. 60 ; (il) dériver, 11 E. 60 ; (im) dériver, 11 E. 60 ; (in) dériver, 11 E. 60 ; (io) dériver, 11 E. 60 ; (ip) dériver, 11 E. 60 ; (iq) dériver, 11 E. 60 ; (ir) dériver, 11 E. 60 ; (is) dériver, 11 E. 60 ; (it) dériver, 11 E. 60 ; (iu) dériver, 11 E. 60 ; (iv) dériver, 11 E. 60 ; (iw) dériver, 11 E. 60 ; (ix) dériver, 11 E. 60 ; (iy) dériver, 11 E. 60 ; (iz) dériver, 11 E. 60 ; (ja) dériver, 11 E. 60 ; (jb) dériver, 11 E. 60 ; (jc) dériver, 11 E. 60 ; (jd) dériver, 11 E. 60 ; (je) dériver, 11 E. 60 ; (jf) dériver, 11 E. 60 ; (jg) dériver, 11 E. 60 ; (jh) dériver, 11 E. 60 ; (ji) dériver, 11 E. 60 ; (jj) dériver, 11 E. 60 ; (jk) dériver, 11 E. 60 ; (jl) dériver, 11 E. 60 ; (jm) dériver, 11 E. 60 ; (jn) dériver, 11 E. 60 ; (jo) dériver, 11 E. 60 ; (jp) dériver, 11 E. 60 ; (jq) dériver, 11 E. 60 ; (jr) dériver, 11 E. 60 ; (js) dériver, 11 E. 60 ; (jt) dériver, 11 E. 60 ; (ju) dériver, 11 E. 60 ; (jv) dériver, 11 E. 60 ; (jw) dériver, 11 E. 60 ; (jx) dériver, 11 E. 60 ; (jy) dériver, 11 E. 60 ; (jz) dériver, 11 E. 60 ; (ka) dériver, 11 E. 60 ; (kb) dériver, 11 E. 60 ; (kc) dériver, 11 E. 60 ; (kd) dériver, 11 E. 60 ; (ke) dériver, 11 E. 60 ; (kf) dériver, 11 E. 60 ; (kg) dériver, 11 E. 60 ; (kh) dériver, 11 E. 60 ; (ki) dériver, 11 E. 60 ; (kj) dériver, 11 E. 60 ; (kl) dériver, 11 E. 60 ; (km) dériver, 11 E. 60 ; (kn) dériver, 11 E. 60 ; (ko) dériver, 11 E. 60 ; (kp) dériver, 11 E. 60 ; (kq) dériver, 11 E. 60 ; (kr) dériver, 11 E. 60 ; (ks) dériver, 11 E. 60 ; (kt) dériver, 11 E. 60 ; (ku) dériver, 11 E. 60 ; (kv) dériver, 11 E. 60 ; (kw) dériver, 11 E. 60 ; (kx) dériver, 11 E. 60 ; (ky) dériver, 11 E. 60 ; (kz) dériver, 11 E. 60 ; (la) dériver, 11 E. 60 ; (lb) dériver, 11 E. 60 ; (lc) dériver, 11 E. 60 ; (ld) dériver, 11 E. 60 ; (le) dériver, 11 E. 60 ; (lf) dériver, 11 E. 60 ; (lg) dériver, 11 E. 60 ; (lh) dériver, 11 E. 60 ; (li) dériver, 11 E. 60 ; (lj) dériver, 11 E. 60 ; (lk) dériver, 11 E. 60 ; (ll) dériver, 11 E. 60 ; (lm) dériver, 11 E. 60 ; (ln) dériver, 11 E. 60 ; (lo) dériver, 11 E. 60 ; (lp) dériver, 11 E. 60 ; (lq) dériver, 11 E. 60 ; (lr) dériver, 11 E. 60 ; (ls) dériver, 11 E. 60 ; (lt) dériver, 11 E. 60 ; (lu) dériver, 11 E. 60 ; (lv) dériver, 11 E. 60 ; (lw) dériver, 11 E. 60 ; (lx) dériver, 11 E. 60 ; (ly) dériver, 11 E. 60 ; (lz) dériver, 11 E. 60 ; (ma) dériver, 11 E. 60 ; (mb) dériver, 11 E. 60 ; (mc) dériver, 11 E. 60 ; (md) dériver, 11 E. 60 ; (me) dériver, 11 E. 60 ; (mf) dériver, 11 E. 60 ; (mg) dériver, 11 E. 60 ; (mh) dériver, 11 E. 60 ; (mi) dériver, 11 E. 60 ; (mj) dériver, 11 E. 60 ; (mk) dériver, 11 E. 60 ; (ml) dériver, 11 E. 60 ; (mm) dériver, 11 E. 60 ; (mn) dériver, 11 E. 60 ; (mo) dériver, 11 E. 60 ; (mp) dériver, 11 E. 60 ; (mq) dériver, 11 E. 60 ; (mr) dériver, 11 E. 60 ; (ms) dériver, 11 E. 60 ; (mt) dériver, 11 E. 60 ; (mu) dériver, 11 E. 60 ; (mv) dériver, 11 E. 60 ; (mw) dériver, 11 E. 60 ; (mx) dériver, 11 E. 60 ; (my) dériver, 11 E. 60 ; (mz) dériver, 11 E. 60 ; (na) dériver, 11 E. 60 ; (nb) dériver, 11 E. 60 ; (nc) dériver, 11 E. 60 ; (nd) dériver, 11 E. 60 ; (ne) dériver, 11 E. 60 ; (nf) dériver, 11 E. 60 ; (ng) dériver, 11 E. 60 ; (nh) dériver, 11 E. 60 ; (ni) dériver, 11 E. 60 ; (nj) dériver, 11 E. 60 ; (nk) dériver, 11 E. 60 ; (nl) dériver, 11 E. 60 ; (nm) dériver, 11 E. 60 ; (nn) dériver, 11 E. 60 ; (no) dériver, 11 E. 60 ; (np) dériver, 11 E. 60 ; (nq) dériver, 11 E. 60 ; (nr) dériver, 11 E. 60 ; (ns) dériver, 11 E. 60 ; (nt) dériver, 11 E. 60 ; (nu) dériver, 11 E. 60 ; (nv) dériver, 11 E. 60 ; (nw) dériver, 11 E. 60 ; (nx) dériver, 11 E. 60 ; (ny) dériver, 11 E. 60 ; (nz) dériver, 11 E. 60 ; (oa) dériver, 11 E. 60 ; (ob) dériver, 11 E. 60 ; (oc) dériver, 11 E. 60 ; (od) dériver, 11 E. 60 ; (oe) dériver, 11 E. 60 ; (of) dériver, 11 E. 60 ; (og) dériver, 11 E. 60 ; (oh) dériver, 11 E. 60 ; (oi) dériver, 11 E. 60 ; (oj) dériver, 11 E. 60 ; (ok) dériver, 11 E. 60 ; (ol) dériver, 11 E. 60 ; (om) dériver, 11 E. 60 ; (on) dériver, 11 E. 60 ; (oo) dériver, 11 E. 60 ; (op) dériver, 11 E. 60 ; (oq) dériver, 11 E. 60 ; (or) dériver, 11 E. 60 ; (os) dériver, 11 E. 60 ; (ot) dériver, 11 E. 60 ; (ou) dériver, 11 E. 60 ; (ov) dériver, 11 E. 60 ; (ow) dériver, 11 E. 60 ; (ox) dériver, 11 E. 60 ; (oy) dériver, 11 E. 60 ; (oz) dériver, 11 E. 60 ; (pa) dériver, 11 E. 60 ; (pb) dériver, 11 E. 60 ; (pc) dériver, 11 E. 60 ; (pd) dériver, 11 E. 60 ; (pe) dériver, 11 E. 60 ; (pf) dériver, 11 E. 60 ; (pg) dériver, 11 E. 60 ; (ph) dériver, 11 E. 60 ; (pi) dériver, 11 E. 60 ; (pj) dériver, 11 E. 60 ; (pk) dériver, 11 E. 60 ; (pl) dériver, 11 E. 60 ; (pm) dériver, 11 E. 60 ; (pn) dériver, 11 E. 60 ; (po) dériver, 11 E. 60 ; (pp) dériver, 11 E. 60 ; (pq) dériver, 11 E. 60 ; (pr) dériver, 11 E. 60 ; (ps) dériver, 11 E. 60 ; (pt) dériver, 11 E. 60 ; (pu) dériver, 11 E. 60 ; (pv) dériver, 11 E. 60 ; (pw) dériver, 11 E. 60 ; (px) dériver, 11 E. 60 ; (py) dériver, 11 E. 60 ; (pz) dériver, 11 E. 60 ; (qa) dériver, 11 E. 60 ; (qb) dériver, 11 E. 60 ; (qc) dériver, 11 E. 60 ; (qd) dériver, 11 E. 60 ; (qe) dériver, 11 E. 60 ; (qf) dériver, 11 E. 60 ; (qg) dériver, 11 E. 60 ; (qh) dériver, 11 E. 60 ; (qi) dériver, 11 E. 60 ; (qj) dériver, 11 E. 60 ;

مکان العمل

SANS VISA

Le Monde • Samedi 12 juin 1993 33

TABLE

Scrabble

Beau melon

Ils sont arrivés !
Venant généralement du Vaucluse où des Charentais, mais tous de père lointain. Les Chinois les connaissent mille ans avant Jésus-Christ. Et si Charles VIII en ramena du domaine papal de Castelnuovo les cantons du Vaucluse en témoignent, ceux-ci étaient arrivés à Rome d'Arménie. Puis La Quintinie en perfectionna les plans dans le potager royal versaillais.

Peu nourrissant (30 calories aux 100 grammes) et très riche en eau, le melon contient des vitamines B et C et ses qualités laxatives et diurétiques le font recommander à certains, les rhumatisants par exemple. Mais les dyspeptiques le doivent fuir, et un médecin lyonnais du dix-septième siècle avait inscrit sur sa maison en lettres d'or :

Les concombres et les melons
M'ont fait bâtir cette maison...

Cependant Joseph du Chesne, médecin d'Henri IV (qui, lui, adorait les melons), recommandait de les déguster suivis d'une gorgée d'un vin généreux. Porto et frontignan font alors merveille.

Un bon melon, c'est merveilleux !

Mais il en est beaucoup de médiocres et cela fait songer au quatrain d'Emile Pavillon (académicien du XVII^e siècle) :

Les amis de l'heure présente
Ont le naturel du melon,
Il faut en fréquenter cinquante
Avant d'en trouver un de bon !

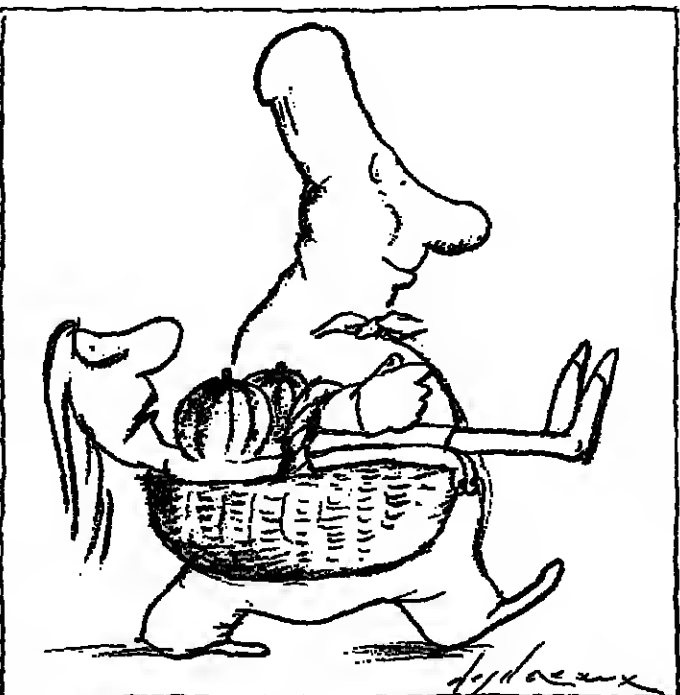
Car en effet, c'est cette fois le Chevalier de Pils qui, l'ayant mis en musique pour le théâtre du Vaudeville, chantait :

Si quelquefois le melon rond
Dans la bouche en sucre s'évade
Il a parfois du potiron
Et le teint pâle et le goût fade...

Sachez donc le choisir en l'achetant. Qu'il soit bien mûr car

alors « sa chair de feu se liquéfie sous la dent, à la fois glaciale, balsamique et douce... » comme un sorbet. Un bon melon doit être lourd, de peau épaisse mais souple et sans taches, nous dit le Larousse gastronomique, qui ajoute que le melon « femelle » est meilleur que le « mâle » (son côté opposé au pédoncule porte un large cercle pigmenté qui évoque l'arête d'un sein féminin). L'odeur certes compte, mais sachez que, trop mûr, cet arôme aimable se perpétue et que ce n'est plus un critère.

On peut consommer le melon soit coupé en deux et débarrassé de ses pépins, soit en tranches. Mais surtout ne pas le manger à la cuiller car le dos de celle-ci anesthésie les papilles gustatives et lui fait perdre son goût me disait justement James de Coquet. Alexandre Dumas (le père !) avait proposé au conseil



municipal de Cavaillon, contre l'envoi de ses ouvrages parus et à paraître, de lui faire une « rente » viagère de douze melons annuels. L'histoire ne dit point si ce fut accepté, mais dans son Grand Dictionnaire de Cuisine, l'auteur des *Mousquetaires* précise qu'il

convient de le manger « en tranches » et servi entre le potage et le bœuf ou entre le fromage et le dessert.

Mais il y a plusieurs recettes. En « entrée », à l'italienne, ses tranches accompagnées de fines tranches de jambon de Parme au

de San Daniele nu encore nature et légèrement poivré. En dessert avec un dnig de porto, en sorbet, en glace, voire en confitures. J'ai trouvé aussi un « potage au melon » ! Et je vous proposerais plutôt le « melon de Sbèbèrèzade » (d'écologie, vidé avec un appareil détaillant la chair en petites boulettes puis regarni - après avoir été « purgé » de son eau avec un peu de sel et retourné sur une assiette - regarni, d'agne, de ces boulettes mêlées de fraises des bois, framboises, pêches et ananas en dés, hachées en tranches, le tout arrosé de champagne avec au chais un petit verre de crème de menthe, marasquin ou kirsch. On le recouvre de sa calotte légèrement beurrée pour qu'elle tienne fermée et on le tient deux heures sur glace pilée avant de servir.

La Reynière

Miettes

Jacqueline Félix (que nous connaissons secondant magistralement Michel Guérard en ses dévots amitiés), qui s'était fait un nom au restaurant de Neuilly portant le sien - une réussite ! - Jacqueline Félix, donc, vient de céder le restaurant de l'avenue Charles-de-Gaulle. Domage !

L'Hôtel Saint-Paul, dans l'île de Noirmoutier, agréable et familial, a séduit grandement un lecteur lyonnais (an. Bois-de-la-Chaize - tél. : 51-39-05-63).

Cuisine vietnamienne... Cuisine des traditions de trois

régions du Vietnam, un petit ouvrage simple et pratique édité par l'association Aide à l'enfance du Vietnam (92, avenue du Général-Leclerc, à Gif-sur-Yvette - tél. : 69-07-00-44).

A l'Hôtel Régina (2, place des Pyramides - tél. : 42-60-31-10), inauguration d'une cour-jardin où l'on pourra déjeuner et dîner (aux chandeliers).

Le prix du Meilleur Bistrot parisien vient d'être décerné à La Rotisserie du Beaujolais (19, quai de la Tourneille - tél. : 43-54-17-47).

Semaine gourmande

Le Fouquet's
Changements aux Champs ! Zone piétonne élargie, arbres plantés, parking en travaux... Mais, éternel « lieu de mémoire », la terrasse du Fouquet's demeure l'attraction. Et là aussi, avec le départ du chef Ducroux à la retraite, la double nouveauté d'un excellent directeur, Guy Gâteau (que nous connaissons chez le regretté Alain Chapel, à Mionnay), d'un chef de qualité, Guy Krenn, assisté d'un bon pâtissier et d'un bon adjoint (Fabrice Vulin). Bien évidemment, les classiques de la carte sont toujours là, ainsi que les « voitures » de plats du jour (chauds et en cette saison quelquefois froids). Avec aussi le menu « tradition » (230 F).

Mais s'y ajoutent le filet de daurade au fenouil étuvé à la verveine, le travers de porc Saint-Antoine aux parfums d'Asie, l'épaule d'agneau fermier rôtie au curry et babeurre aux herbes, l'andouillette remarquable, un charolais du Bourbonnais « label rouge » proposé en côte, entrecôte, contre-filet aux sauces diverses, et pour les amateurs de légumes, si les pommes muscelles sont au beurre d'Isigny, les carottes nouvelles sont cuites à l'eau de Vichy puis persillées. Au premier étage, outre les salons, le menu Elysées est à 390 F. Et à la carte, compter 400-600 F. Bonne cave. Bon service. Bar historique.

► Le Fouquet's, 99, Champs-Élysées. Tél. : 47-23-70-60. T.l.j. Parking : George-V. CB-AE-DC.

niers de Paris (dernière escale au Van Gogh, d'Asnières, avec Robert Daubian). Vingt-cinq couverts, menu à 150 francs au déjeuner, et carte (compter 250 francs environ). Un carpaccio d'agneau escorté de haricots verts et de l'ail, l'huile de noisette, pot-au-feu en gelée, rôtie vapeur à la crème de raifort, Joue de porc en cocotte, accompagnée de boudins noirs et d'une confiture de choux rouges, très aimables desserts. Vins d'un peu toute la France en pichets et à petits prix. A découvrir pour ceux qui ignorent encore. Jeune et aimable service.

► La Ferrière, 18, rue de la Chaise (74). Tél. : 45-49-22-43. Fermé dimanche et lundi midi. Parking : Bon-Marché. CB.

Le Col vert
Nous retrouvons ici le restaurant de Dornard (pari an Crisillon, de Crétell) puis transformé d'Albistur et enfin devenu, en d'autres mains, décevant. Voici une nouvelle équipe, un chef, Franck Descas, qui, se souvenant de ses origines, propose quelques bonnes spécialités créoles (chayottes, calalou, colombo) et une carte bien séduisante. Un menu à 150 francs, un menu dégustation à 300 francs, et la carte avec son carpaccio de foie gras à la salade de cristophines, le croustillant de saumon à la menthe, un saucisson de mœrou à la moutarde de Meaux, les rognons en fricassée à la crème, un millefeuille de bœuf Parmenier au jus de truffe, etc. Glaces et sorbets maison. Vins sélectionnés à petits prix.

► Le Col vert, 18, rue Bayen (174). Tél. : 45-72-02-19. Fermé samedi midi et dimanche soir. Parking : avenue des Termes. AE-CB.

La Truffière
C'est dans l'ancienne rue de la Contrescarpe, il s'agit donc d'une vieille maison du coin de « la Maub ». Mais, porte franchie, nous nous sentons bien, et la cuisine comme l'accueil des frères Salsard valent le voyage. Soit pour le menu à 90 francs du déjeuner de semaine (café compris), soit pour la formule gastronomique (180 francs). Rappels du Sud-Ouest avec le foie gras, les truffes, la salade d'aiguillettes de canard, le melon au muscat de rivesaltes, le gratin de cuisses de grenouilles, le cassoulet, bien sûr ! le magret « mûr » à l'unilatéral, le dos d'agneau rôti au moka et le râble de lapereau fleur de colza. Desserts succulents (dont la tarte du jour). Cave honnête, avec des vins du Sud-Ouest (cathors, madiran, bergerac). A découvrir.

► La Truffière, 4, rue Blainville (51). Tél. : 46-33-28-82. Fermé samedi midi et lundi. Parking : Soufflot. AE-CB-DC.

Evasion

HTES-ALPES
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
A 5 km de Saint-Véran
HÔTEL LE CHAMOIS**
LOCALS DE VACANCES
05350 MOUNES-EN-QUEYRAS
Soleil, calme, toutes randonnées dans le parc régional du QUEYRAS
Tél. : 92-45-83-71 - Fax : 92-45-80-58

LA MONTAGNE AU NATUREL
Vacances été 93 dans une auberge au cœur du parc national des Ecrins. Le meilleur de la montagne. Séjour en tout compris « clubs enfants. Auberge La Blanche, 05340 Pelvoux. Tél. : 92-23-31-01 Fax : 92-23-45-89.

ALSACE
HOTELLERIE MUNSCH***
68590 SAINT-HIPPOLYTE
« Au Dues de Lorraine » Rel. du silence. Pied du H-Kenigsbourg. Demi-pension
Tél. : 89-73-00-09 - Fax : 89-73-05-46

LES BOUCHES-DU-RHÔNE
Vivre un moment d'exception...
LE MAS DE L'OLIVIER
HÔTEL ***
piscine paysagère, parking fermé, tennis, golf 9-18
LES BAUX DE PROVENCE
13520
Tél. 90.54.35.78 Fax: 90.54.44.31

DOUBS
MAISON D'HÔTES JURA
Propose séjours de Repos et de Découverte de la forêt jurassienne dans une authentique maison française très confortable. Cuisine régionale (produits maison). Balades hors des sentiers battus en compagnie du maître de maison.
2 800 Fipens, par semaine tout compris.
« LES ESSARTS »
25630 MONTBENOIT. Tél. 81-38-12-84.

PARIS
SORBONNE
HOTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques, 5^e
Chambre avec bain, w.c., télé couleur
Tél. direct. de 300 F à 450 F
Tél. 43-54-92-55 - Fax 46-34-24-30

SAVOIE
VAL-D'ISÈRE
Parc de la Vanoise
Résidence
LES CHALETS DU JARDIN ALPIN
Appis 2 à 5 pces, balcon, grand confort, proches activités sportives.
Tél. : 79-06-75-00.

SUISSE
SILS-MARIA (Engadine)
HÔTEL EDELWEISS ****
L'hôtel aux 4 étoiles.
Pour vos vacances d'été ou d'hiver. NOUVEAU : Grand Whirlpool avec cascade et environnement aquatique. Bain de vapeur, Sauna. Solarium, etc. Tous les sports.
Tél. : 1941-82-4 32 Fax : 4-35-22
Hôtel et maison d'appartements Edelweiss/Alvren CH-7514 Sils-Maria

VACANCES EN SUISSE ITALIENNE
La vie en « villa » - ou l'avantage de se sentir vraiment chez soi - dans l'une des dernières demeures d'époque de Locarno. Chambres sur le lac avec bain ou douche, W.C. et balcon. Jardins, dépendance, vaste terrasse panoramique.
HÔTEL VILLA PALMIERA
CH-6600 LOCARNO/LAC MAJEUR
Tél. : 19-41 93-33-14-41 ou 42.

VENISE
OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1993
RAMADA HOTEL VENISE
Séjourment 700 FF par personne pour 3 nuits y compris le petit déjeuner
Pour réserver téléphonez :
1939/41/5310500
Fax : 1939/41/5312278
Téléc : 411484 Ramven

CHARENTE-MARITIME
Saint-Jean d'Angély
Tourisme fluvial sur le canal du Midi et la Charente. Location de bateaux-bus. Salaisons Rivière - AP 35
17413 Saint-Jean-d'Angély Cedex
Tél. 46-55-01-30. Fax 46-55-09-38
Réductions 10 % sans restriction de 6 mois à 1 an.

PROVENCE
3615 LUBERON
INFOS TOURISME
Parc naturel régional du Luberon

HÉRAULT
TOURISME FLUVIAL
3615 code CF
Le Plaisir, la Découverte, Bateaux habitables 2 à 12 personnes.
Tél. : 67-29-15-76
Fax : 67-56-22-83
CANAU DE FRANCE
BP 4 - 34280 LA GRANDE-MOTTE

SAVOIE
LA MONTAGNE AUTHENTIQUE...
CET ÉTÉ À SAINT-JEAN-D'ARVES (1 000 m)
Vivrez sport, détente nature dans un village typique de la haute vallée de l'Arve, face aux superbes aiguilles d'Arves. Tennis, Gr à l'arc, mini-golf, centre équestre, VTT, file du village, journée hélicoptère, randonnées fluviales et lacs, journées enfants, animation permanente...
Location de studios, appartements, chalets, collectifs, à tous prix, de toutes capacités, pour tous les goûts.
HÔTEL ** CHAMBRÈS D'HÔTES
Tous renseignements et documentation : office du tourisme, 73530 Saint-Jean-d'Arves. Tél. : et Fax 79-59-72-97.

Le Monde
PUBLICITÉ ÉVASION
Renseignements :
46-62-73-22

Du 10 au 20 juin 1993
1^{er} Festival du Saumon d'Ecosse Label Rouge
Chez
Les Maîtres Cuisiniers de France

Gastronomie

L'INDE SUCCULENTE au MAHARAJAH
43-54-26-07
72, bd St-Germain 5^e - env. 160 F
CLIMATISÉ - CADRE LUXUEUX
SALON : Mariages, cocktails, réceptions.

COPENHAGUE
sur LES CHAMPS-ÉLYSÉES
FLORA DANICA LE PATR
SAUMON, RENNE, CANARD SALE
142, av. des Champs-Élysées
44-13-86-28

RELAIS BELMAN J. 22 h 30
F/Sam. Dim.
RAVIOLES de ROYANS
FILET à l'ESTRAGON
CLIMATISÉ - MENUS 160 F et 220 F
37, rue François-I^{er} - 47-23-54-42

Le Monde
PUBLICITÉ GASTRONOMIE
Renseignements :
46-62-73-21

NOUS AVONS UNE PÊCHE FANTASTIQUE JUSQU'À 3^h DU MATIN.

LA CHAMPAGNE
La grande brasserie de la mer
Vues de la mer
Vues de la mer
10 bis, place de Chilly
Paris 16^e
Réservation : 48-74 44-78

CHEZ HANSI
La grande brasserie
2, place du 18-Juin-1940
Paris 17^e
Angie Montgommery
Rue de la Chapelle
Réservation : 48-48 38-42

هكذا من لا يحمل

Portraits du Tertre

La place du Tertre n'est pas une place, c'est un Etat. Un Etat minuscule, mais que le syndicat d'initiative de Montmartre souhaite maintenir dans son originalité. Portrait.

L'EUROPE est devenue prodigieuse de lieux clos soit par l'artifice du «village de vacances», soit par l'exaltation de leur propre nature, où le tourisme trouve son aboutissement dans l'élimination radicale de tout ce qui ne peut le servir. Ne demeurent plus alors face à face, comme sur la place du Tertre, que les visiteurs et leurs hôtes, et quiconque s'y aventure devient forcément ou l'un ou l'autre. Les vultures de regard curieux sur la petite enclavée n'empêchent pas de se sentir fin de dans le melting-pot ambiant, et la pratique au second degré de l'exotisme grégaire fait entrer du même pas conquérant que lui dans les murs. Ici Paris rend les armes à «Paris».

Qui pénètre place du Tertre s'avance en effet dans une cité qui n'est plus que sa propre élation, un territoire en voie d'autonomisation. Une barrière impalpable

entre ville présente et ville représentée s'est levée alentour, que confirme le tampon du syndicat d'initiative de Montmartre, apposé contre 10 francs sur tout passeport. Un geste plus grave qu'il n'y paraît, qui officialise la sécession, tout en apportant sa encre à une nuance des frontières laissant les passeports européens inutilement vierges, comme un déni de voyage, un cursus sans diplôme, un blanc dans l'existence. L'humble cachet autorise le rattrapage, la reconquête des signes extérieurs du passage, offre un succédané à l'ancienne du diplôme remis à ceux qui franchissaient la «ligne». Avec la jubilation d'obtenir justice.

La place du Tertre n'est pas seule à prétendre échapper ainsi à son environnement. Chaque pays connaît sa dissidence. Une internationale parallèle de micro-Etats, généralement installés comme autant de places fortes au centre des capitales, s'est levée. Nations de peuplement quasi identique, bâties de semblable manière, asservies aux mêmes flux saisonniers, d'une tentation sans doute, et la fonction peut-être, de place d'Espagne romaine en pont Charles pragoise, paraît être d'atteindre le moment où ce n'est plus le site qui subjugera le visiteur, mais bien le contraire.

Des nations? Non, plutôt des conjurations. Ourdies pour obte-

nir l'assimilation de tant de vénérables monuments, comme une histoire qui risquerait d'écraser l'individu (forcément sans défense), et balayer ce qui n'est pas de l'ordre du semblable, nu du fréquentable, nu, simplement, du reconnaissable. Avec, pour résultat, à défaut de mission clairement avouée, d'éconduire le génie du lieu pour offrir place nette à nulle part.

Dans un aveuglement serin, l'élan commun paraît mener le voyage à son anéantissement, comme s'il cherchait rien moins que d'obtenir la confusion entre

point de départ et d'arrivée, n'obéissant à cette aspiration moderne à se déplacer plus en ne s'éloignant jamais. L'antique revendication d'ubiquité serait proche d'être satisfaite: «Rome», «Prague» et «Paris» pourraient désigner le même espace. Mais la victoire ne serait pas consommée tant que la saillie d'une seule pierre offrirait la plus mince éventualité de différenciation. Et quelques façades vaguement villageoises qui feraient reculer l'accessoire à identifier clairement le Tertre. Resterait à situer la partie vivante du décor, ce territoire nommé «Carré aux artistes» où l'art brille de tous ses guillemets.

Cent cinquante peintres et cent trente portraitistes et silhouettistes (terme inconnu de Messieurs Robert et Larousse) y sont nantis par l'autorité d'un mètre carré à mi-temps. Un règlement très strict les veut devant une œuvre en cours. La présence du créateur entend témoigner d'un art vivant, de l'authenticité de la signature, de la modicité des prix (pas d'intermédiaire), de l'honnêteté de la transaction. Leur nombre de «Paris» comme capitale de la peinture. Leur variété de la tolérance pour tous les styles. Leur style de la proximité de grands noms associés à Montmartre, tel qui ne peint en tuiles qu'en bleu ne manquera pas d'être associé avec l'idée de «période bleue», gage d'universalité depuis le cycle primaire.

Car, en vérité, ce sont les visiteurs qui commandent à la présence des peintres, à leur diversité, à leur style. Ce sont eux qui s'imposent comme les auteurs. Il leur manque l'usage du pinceau. Les voies qui tendent leur procuration, devenant de surcroît de sages animateurs. La place est celle d'un marché chargé d'ajuster au visage de la demande le masque de l'offre, dans l'animation. L'exhibition d'un goût, aussi consensuel qu'international, s'accompagne de celle d'un geste. Bel objet d'étude pour ethnologues, ou ethnoplasticistes, qui verraient dans la quasi-disparition de Poulbot du «Carré» un trait essentiel des années 90, et sauraient nous faire découvrir les causes soudaines de la disparition de cette canchardesque créature qui a su se frayer un chemin jusque dans les boutiques d'aéroport du monde entier.

Longtemps, le Polaroid braqué par un œil de rencontre avait joué le rôle du témoin des errances. L'instantané était à la mesure du désir d'imprévisibilité, un léger flou ne faisant qu'ajouter à la vérité des situations et à l'idée qu'on ne faisait que passer. Le voyage appelle désormais à entrer dans une éternité dont on a banni les pierres. Son débouché sur le portrait, cette «biographie dramatisée» qu'évoquait Baudelaire, apporte l'évidence qu'on ne s'est éloigné que pour mieux s'avancer à notre propre rencontre, se découvrir soi-même, plus beau qu'on n'était, et prêt à entrer en scène. N'importe quel guide nous l'aurait dit: vis du Tertre, nous valons le voyage.

Jean-Louis Perrier



PHOTO PHILIPPE BACHELIER

COSTA CROISIERES COSTA CROISIERES COSTA CROISIERES



COSTA CROISIERES COSTA CROISIERES COSTA CROISIERES

Croisières "Les Fjords" de 7 jours

Découvrez en famille le soleil de minuit

VOUS REVEZ DE PARTAGER AVEC VOS ENFANTS DES INSTANTS MAGIQUES... L'ENRICO COSTA VOUS INVITE A DECOUVRIR LA NORVEGE DANS L'ATMOS- PHERE IRRÉELLE DU SOLEIL DE MINUIT. VOUS REMONTEREZ LES EAUX CALMES DES FJORDS A LA RENCONTRE D'UNE NATURE MAJESTUEUSE - CASCADES, MONTAGNES VERDOY- ANTES, GLACIERS GEANTS, RIVIERES A SAUMONS, LACS TURQUOISE, BERGEN, SON PORT ET SES PITTO- RESQUES MAISONS DE BOIS.

ET POUR RENDRE CE VOYAGE VRAIMENT EXCEPTIONNEL, COSTA CROISIERES OFFRE L'INTÉGRALITÉ DU SÉJOUR À TOUS LES ENFANTS DE MOINS DE 14 ANS* QUI PARTA- GENT LA CABINE DE LEURS PARENTS OU GRANDS-PARENTS. AJOUTEZ LE SOLEIL, L'AIR DU LARGE, L'ACCUEIL CHALEUREUX DE L'ÉQUIPAGE, LES DÎNERS DE GAIA, LES SPECTACLES, LA PISCINE, LE CINÉMA, LES BUFFETS DE MINUIT... SUR L'ENRICO COSTA, L'ÉMOTION SE VIT EN FAMILLE.

INSCRIPTIONS : AGENCES COSTA CROISIERES ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES

INFORMATIONS : SERVICE COSTA CROISIERES

05.42.33.00

Costa Croisières, la plus belle histoire d'amour entre vous et la mer.



tant du même service à domicile n'échappèrent pas à la tentation. Vnyez-les se soulever et se soupçonner de pouvoir égaler les modèles affichés moins pour manifester la dextérité des peintres que leur familiarité avec la célébrité. Anne d'Angleterre (jeune) et Marilyn (éternelle) chez les dames, Dali (jeune) et Hogart (éternel) chez les messieurs appel- lent au côté d'un des demi- reintes à la studio Harcourt. Alors, sous l'humaine main noire- cie par le pastel ou le fusain, preuve du véritable don de lui- même fait par le portraitiste (le touriste garde toujours les mains propres), les points de Canson blancs laissés dans les yeux n'ap- paraissent plus comme le feu d'une âme mais comme les reflets des projecteurs qu'implique la fraîche célébrité.

Longtemps, le Polaroid braqué par un œil de rencontre avait joué le rôle du témoin des errances. L'instantané était à la mesure du désir d'imprévisibilité, un léger flou ne faisant qu'ajouter à la vérité des situations et à l'idée qu'on ne faisait que passer. Le voyage appelle désormais à entrer dans une éternité dont on a banni les pierres. Son débouché sur le portrait, cette «biographie dramatisée» qu'évoquait Baudelaire, apporte l'évidence qu'on ne s'est éloigné que pour mieux s'avancer à notre propre rencontre, se découvrir soi-même, plus beau qu'on n'était, et prêt à entrer en scène. N'importe quel guide nous l'aurait dit: vis du Tertre, nous valons le voyage.

Jean-Louis Perrier

les forces des Nations unies la principale fa

la question d'autorité

Un geste de la Corée du Nord

Sida la science impressionnante

La Biennale de Venise

Alain Madelin au Grand Journal RTL-le Monde

L'événement

GABRIEL

Grasset

A L'ÉTRANGER